TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 190 DERNIÈRE ÉDITION MERCREDI 21 JANVIER 1981

M. MARCHAIS DÉNONCE AVEC VIGUEUR « LA RÉPUBLIQUE DES CHATEAUX ET DES CADEAUX »

LIRE PAGE 9

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

2.50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 CFA ; Danemark, 5 kr. ; Espagne, 80 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 700 l. ; Liban, 380 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4 kr ; Pays-Bas, 1,50 fl ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,30 fr. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 C.C.P. 4207-23 PARIS Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

Deux échéances pour les États-Unis

Triste fin d'un mandat

A quelques heures de son départ de la Maison Blanche, ses adversaires de Téhéran se réjouissaient encore de l'avoir empêché d'aller « faire le clown » à Wiesbaden auprès des otages libérés. Si M. Carter s'y rend, ce sera par la grâce de son successeur Reagan, qui aura bien voulu en faire son « représentant personnel ». Décidément, l'échec conduisant à l'échec, les humiliations se seront accumulées pour transformer en agonie la fin d'une présidence inaugurée dans l'espoir, commencée dans l'incertitude et poursuivie dans la déception.

Sans doute n'est-il pas d'usage d'accabler un homme fini, et les commentateurs ont-ils raison de saluer les bonnes intentions de l'homme, ces succès qu'ont été l'instauration de la paix entre Israël et l'Egypte, la liquidation d'un lourd chapitre colonial à Panama et, à l'intérieur, une nouvelle promotion des droits des minorités. La défense des droits de l'homme, les progrès que cette attitude a entraînés pour un temps en Amérique latine, resteront le principal « message » de M. Carter, un message que même son successeur affirme aujourd'hui vouloir respecter, tout en l'interprétant autrement. Mis à part les huit Américains tués en Iran pendant l'opération de Tabas, aucun soldat américain n'est mort au combat sous sa présidence, ce qui ne s'était pas produit depuis quarante ans.

Mais cette paix aura coïncidé avec une perte de l'influence et du prestige américains, dont la curieuse « négociation » d'Alger aura été le symbole. Le drame du président Carter aura été d'accompagner cette évolution sans pouvoir ou sans vouloir la maîtriser. Elu moins de dix-huit mois après la chute de Saigon et alors que le scandale du Watergate n'était pas encore « digéré », il promettait non seulement le retour à la transparence et à la « décence », mais aussi la réduction du budget militaire de 5 à 7 milliards de dollars chaque année, l'évacuation des « G.I. » de Corée, la réconciliation avec les anciens ennemis tels que le Vietnam ou Cuba. Il tirait les leçons du premier choc pétrolier en prônant quelques mesures utiles pour le développement de la production énergétique américaine, mais il mutilait son industrie nucléaire et tentait d'imposer la même politique sans discrimination au monde entier, suivi en cela par un Congrès encore plus « écologiste » que lui.

Ces idées correspondaient sans doute à l'air du temps, mais elles se heurtèrent aux dures réalités. M. Carter a découvert successivement l'inertie de sa propre société et de sa représentation législative, l'expansionnisme soviétique, le froid égoïsme de ses alliés et la gravité d'une crise économique nationale et internationale marquée par le second choc pétrolier. Son budget militaire, au lieu de se réduire, a été augmenté de 12 milliards de dollars par an en moyenne et l'accord SALT 2, signé avec M. Brejnev, a été emporté par les vagues de la nouvelle guerre froide.

Sans doute le président sortant s'est-il adapté à ces nouvelles circonstances. Son indignation devant le coup de force en Afghanistan reflétait en toute ingénuité celle de l'Amérique. Mais le rôle d'un président est de prévoir et de conduire les évolutions nécessaires, non de réagir aux crises et aux sondages. Il était normal qu'il en payât le prix politique, cédant la place à un homme qui prétend correspondre depuis toujours à « l'air du temps » d'aujourd'hui.

Le club des anciens présidents que M. Carter rejoint aujourd'hui est peuplé, avec MM. Nixon et Ford, de personnes elles aussi rejetées par la société ou les électeurs. Le retraité de Plains ne mérite pas pour autant de sombrer totalement dans l'oubli.

• TÉHÉRAN : ultime attente pour la libération des otages

• WASHINGTON : le président Reagan entre en fonctions

Les otages américains en Iran n'étaient toujours pas libérés, ce mardi 20 janvier en début d'après-midi. L'ultime difficulté soulevée par l'Iran avait cependant été en principe résolue.

M. Carter ayant réussi, quelques heures avant, de transmettre ses pouvoirs à son successeur, à débloquer la situation. Les banques américaines avaient déposé au compte de la Banque fédérale les avoirs iraniens gelés aux Etats-Unis. Ceux-ci ont alors été transférés sur le compte bloqué ouvert au nom de la Banque d'Algérie à la Banque d'Angleterre. La libération des otages, qui, selon les médecins algériens chargés de les examiner, « se portent bien et peuvent parfaitement supporter le vol », devrait intervenir après que l'Algérie aura informé l'Iran de ces transferts.

Ces péripéties ne devraient troubler en rien les cérémonies d'investiture du quarantième président des Etats-Unis qui prête serment ce mardi à midi (18 heures, heure française) sur une tribune en plein air disposée sur la colline du Capitole. M. Reagan devait assumer aussitôt tous les pouvoirs de sa charge.

Visiblement détendu, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Jody Powell, annonçait en pleine nuit que le secrétaire au Trésor, M. William Miller, avait donné l'ordre aux diverses banques américaines de déposer à la Banque de réserve fédérale les avoirs iraniens « gelés ».

Le président Carter avait pris cette décision après avoir reçu de Téhéran une dernière proposition qui mettait fin au désaccord entre les deux pays sur le document dit « *de transfert d'autorité* », réglant les détails techniques du transfert des fonds. Ce désaccord, monté en épingle par l'Iran, qui avait dénoncé une « *manœuvre* » des banques américaines, visant à le priver d'une partie de son dû — apparemment les intérêts des sommes « gelées », — avait interrompu, lundi après-midi, la procédure de règlement, provoquant aux Etats-Unis une déception profonde et la crainte que l'accord définitif ne puisse être conclu avant que le président Ronald Reagan prenne officiellement ses fonctions.

Selon l'agence américaine Associated Press, le conflit a été réglé grâce à une proposition d'un avocat britannique travaillant pour la Banque centrale iranienne. En fin de matinée, les représentants des trois Banques centrales (Réserve fédérale des Etats-Unis, Banques centrales d'Algérie et de Grande-Bretagne), actuellement réunis à Alger, ont signé le document portant création à Londres du compte bloqué ouvert au nom de la Banque centrale d'Algérie à la Banque d'Angleterre.

(Lire la suite page 6.)

Pages 2 et 3

L'ENTRÉE EN FONCTIONS DU QUARANTIÈME PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

Un entretien avec M. François Ceyrac

• L'action menée par M. Raymond Barre a été hautement bénéfique

• Dans un monde en reconstruction, la France a des atouts considérables

Le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) tient mardi 20 janvier, à Paris, son assemblée générale annuelle. Les cinq cent trente-cinq chefs d'entreprise réunis à cette occasion débattront de deux projets de rapport présentés par M. Alain Chevalier (économie générale) et par M. Yvon Chotard (politique sociale), dont on lira des extraits page 37.

M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., qui doit quitter ce poste à la fin de 1981, conclura le débat. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Ceyrac, après avoir rendu un hommage appuyé à M. Barre, se veut raisonnablement optimiste. Dans un monde qui aborde une phase de reconstruction, la France a des chances certaines pour peu qu'elle sache conserver sa cohésion sociale, estime le président du C.N.P.F.

— *Quelles seront à votre avis les conséquences de l'arrivée de M. Reagan à la présidence des Etats-Unis ?*

— L'élection de M. Reagan à la présidence des Etats-Unis est, en soi, un événement considérable. Mais le changement de majorité au Sénat prouve qu'il ne s'agit pas seulement du succès d'un homme mais, incontestablement, d'un mouvement en profondeur, du redressement d'un grand pays, après une longue période de réflexion et de retour sur lui-même.

» Cela aura, à l'évidence, des retombées économiques importantes. Il est bien difficile de les mesurer aujourd'hui avec précision. Tout porte à croire, cependant, que la lutte contre l'inflation sera la priorité de la nouvelle administration et que la politique économique de M. Reagan ira dans le sens d'un plus grand libéralisme et d'une moindre intervention de l'Etat fédéral. Mais, ne nous le cachons pas, le rétablissement financier des Etats-Unis sera une œuvre de longue haleine !

» Pour nous, cette élection compte aussi. Chaque président des Etats-Unis a une certaine idée du monde et du rôle que doit y jouer son pays. Or, dans ce domaine il est clair que la nouvelle équipe ne partage pas les vues de l'ancienne. Nous aurons sans doute affaire à un partenaire plus agressif.

— *Vous le souhaitez ?*

— Je souhaite que les Etats-Unis fassent la preuve de leur capacité à assurer, réellement, un « leadership » mondial, tant il est vrai que l'affaiblissement de l'Amérique a pesé lourd dans les événements de ces dernières années. Une plus grande agressivité économique peut être tolérable dès lors qu'elle ne va pas de pair avec un développement du protectionnisme. Elle implique, au contraire, une volonté d'ouverture et de respect des accords commerciaux internationaux.

— *La France aurait-elle besoin d'un Reagan ?*

— Les Américains que je rencontrais il y a peu de temps encore regrettaient beaucoup de ne pas avoir un Barre américain !

— *Nul n'est prophète en son pays.*

— On le dit. Pour en revenir à votre question, nous ne sommes pas dans la situation dans laquelle étaient les Etats-Unis. Nous avons un premier ministre qui a su définir et appliquer une politique économique claire et constante. Nous ne nous interrogeons pas sur ses états d'âme.

Propos recueillis par PHILIPPE LABARDE et JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 37.)

POINT

Un déficit inquiétant

Le déficit de la balance des échanges, quatre fois et demie plus élevé en 1980 qu'en 1979, atteint 60,4 milliards de francs.

Ce qui est inquiétant, plus que ce déficit lui-même, c'est sa ventilation par secteur et par pays. Il en ressort une faiblesse dangereuse dans certaines branches des biens de consommation et d'équipement, ainsi que l'amorce d'un déclin du fleuron automobile. D'une façon générale, quand la conjoncture est meilleure — ou moins mauvaise — en France qu'à l'étranger, les exportations progressent moins vite, alors que les importations augmentent plus rapidement. La capacité de réaction de l'économie française n'apparaît pas à la hauteur de ses ambitions.

Ce handicap pèsera sur l'année 1981 : le déficit devrait, selon le responsable du quai Branly, atteindre à nouveau 60 milliards de francs. Cette année sera marquée par la faiblesse de la croissance du commerce international. La concurrence sera dès lors plus âpre et la compétitivité déterminante. Or la hausse des prix en France est un handicap certain, comme le traduit déjà le fort accroissement des déficits enregistrés à l'égard des Etats-Unis, du Japon et de l'Allemagne fédérale qui, cumulés, représentent presque la moitié du déséquilibre global.

Chaque déficit particulier, tant sectoriel que géographique, peut trouver son explication, qu'il s'agisse du bois, des fleurs ou de l'uranium (4 milliards de francs en 1980). Mais il s'agit bel et bien de renforcer le tissu industriel d'une économie qui peut, à certains égards, apparaître faible avec les forts et forte avec les faibles.

La vente d'usines n'est pas chose négligeable, mais la course au contrat risque parfois de s'accommoder mal avec l'honneur du pays. La France doit avoir les affaires de sa politique, et non la politique de ses affaires. Sinon son indépendance s'effritera au fil des déficits extérieurs et des déconvenues diplomatiques.

(Lire page 38.)

La querelle de l'histoire

Après un an de polémique sur l'enseignement de l'histoire, les enseignants les plus concernés se félicitent des premiers résultats de la controverse. L'Association des professeurs d'histoire et géographie de l'enseignement public a, en effet, obtenu un certain nombre de satisfactions pour l'enseignement de ces deux disciplines à l'école élémentaire et au lycée.

(Lire page 14 le début d'une enquête d'EDWY PLENEL.)

Le bon temps

par ANDRE FONTAINE

Pour la classe politique française, dans sa grande majorité, le bon temps est revenu. Au diable la crise économique universelle, la famine dans le tiers-monde, la course aux armements ! On aura tout loisir d'en parler après. Pour le moment, rien ne compte que l'élection présidentielle. A en juger par le nombre des candidats déclarés, alors qu'il reste deux mois avant la clôture des inscriptions, à voir, à de multiples signes, M. Giscard d'Estaing brûler de se succéder à lui-même, on croirait que la fonction de chef de l'Etat confère à celui qui l'exerce des moyens décisifs de peser sur le cours des choses. La réalité pourtant paraît assez différente. L'impasse, sur presque tous les plans, est complète.

Il ne suffit pas d'abord de se faire élire, il faut aussi disposer à l'Assemblée d'une majorité. Or l'expérience montre que la bipolarité n'est pas, comme on l'avait trop cru, le résultat inéluctable de l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel. Elle serait plutôt, à tout bien prendre, la condition de son fonctionnement. Condition nécessaire, mais non suffisante, bien entendu : qu'une moitié de la France règne à l'Elysée et l'autre à l'Assemblée, et c'est la crise de régime.

Aujourd'hui, chacune de ces deux moitiés est elle-même coupée au moins en deux. Tout en se faisant, avec plus ou moins d'enthousiasme, la courte échelle aux partielles communistes et socialistes s'accusent mutuellement d'être les alliés de fait du pouvoir ; gaullistes et giscardiens sont à couteaux tirés, et les ministres R.P.R. font, pour la plupart, figure de traîtres aux yeux des compagnons. On peut faire confiance au déferlement de passion habituel en période de campagne électorale pour porter la polémique, à l'intérieur de la « gauche » comme de la « majorité », au niveau du paroxysme.

Il va de soi que si V.G.E. est réélu, ce sera en bonne partie grâce aux communistes. Ceux-ci, jusqu'au premier tour, vont continuer de tirer à boulets rouges, c'est le cas de le dire, sur François Mitterrand. S'il arrive, contrairement à leurs espoirs, avant le porte-drapeau du P.C.F., il leur sera difficile, compte tenu de la douloureuse expérience de Villefranche-de-Rouergue, en novembre dernier, de prôner, comme ils l'avaient fait en 1969, l'abstention au deuxième tour. Mais Georges Marchais a déjà donné une idée des conditions qu'il mettrait à un éventuel ralliement au candidat du P.S., au soir du 26 avril ; il exigera la participation au futur gouvernement de ses camarades, sans doute avec l'attribution d'un portefeuille de premier plan. Que François Mitterrand fasse mine d'accepter, et il risque de perdre l'essentiel des voix gaullistes qui songeaient à se reporter sur lui. Qu'il refuse, et les communistes auront beau jeu de démontrer que son attachement à l'union de la gauche est purement verbal.

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

OMBRES

Pendant des mois il avait tout sacrifié à cette négociation : famille, sommeil, loisirs. Son œuvre achevée, le négociateur s'épongea le front, salua d'un geste las, mais victorieux, les caméras de télévision qui avaient épié ses allées et venues. Soutenu par sa patrie reconnaissante, il avait obtenu — moyennant une fortune — que cinquante-deux personnes arbitrairement détenues fussent libérées.

Lorsque les projecteurs s'éteignirent, il aperçut, au loin, des ombres qui lui faisaient des signes désespérés. Des milliers d'ombres venues de tous les horizons. On voyait des Salvadoriens inquiets, des Africains amaigris, des Cambodgiens éperdus, des Argentins disparus, des Chiliens, des Russes, des Afghans, des Kurdes et tant d'autres. Otages de la faim, de la misère, victimes de l'arbitraire, de l'injustice, des désordres établis.

Le négociateur, ému, se retourna vers les cameramen : ils avaient plié bagage.

BRUNO FRAPPAT.

« LES TROIS MONDES », de Jacques Attali

« Qui vive ? »

Jacques Attali revient à ses premières amours : l'économie. Mais en flirtant, comme à son habitude, avec des disciplines variées. Ou avec les sages antiques. Dans son nouveau livre, « les Trois Mondes », chaque chapitre commence par une citation de Lao Tseu qui donne un rythme à l'ensemble. Rythme voulu aussi par l'introduction de l'ordre trinitaire, qui finit par vous tourner la tête, comme au sortir d'une valse. L'économie considérée comme un des beaux arts. Malgré les trente-six pages de bibliographie et les quelques formules mathématiques qui émaillent la démonstration, on nous prie à un « vagabondage esthétique ».

Les « trois mondes » ont plusieurs acceptions dans l'ouvrage. La première se réfère aux théories économiques. Leur classement est à la fois clair et ingénieux. Voici d'abord la représentation de l'économie comme une mécanique, et son objet est l'étude de « régulation » soit par le marché (Adam Smith), soit par l'Etat (Schacht, Klecki, Keynes). Une autre représentation regroupe les discours qui décrivent la société comme une « production » du travail des hommes (Marx, radicalisme américain, soviétisme). Le troisième modèle est celui de l'« organisation » sur lequel Jacque Attali échafaude toute une « théorie de l'après-crise » qui sert, au reste, de sous-titre à son livre.

PIERRE DROUIN.

(Lire la suite page 38.)

صكنا من الاصل

Le Monde

idées

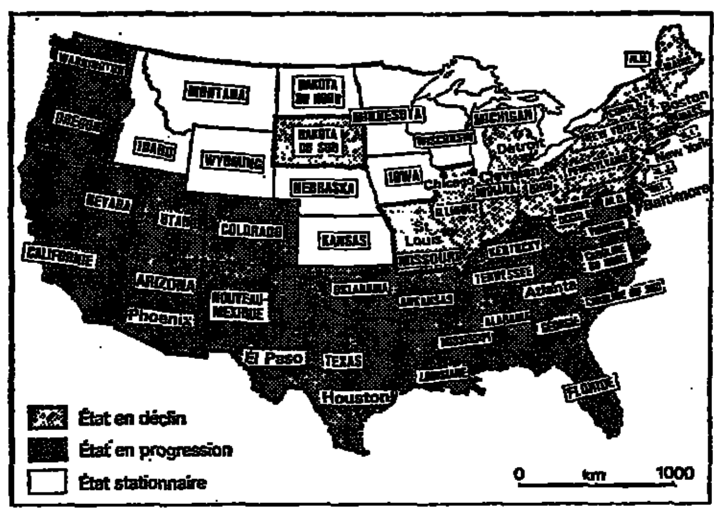
L'ENTRÉE EN FONCTION

M. Reagan s'est installé à la Maison Blanche, bien décidé à faire prendre à son pays un nouveau départ. Jacqueline Grapin souligne, à ce propos, à partir d'un livre de Bertram Gross, le *risque d'un glissement vers un fascisme* « amical », à visage humain, tandis qu'Alain Clément analyse un autre glissement : celui qui est en train de s'opérer, de l'Est vers l'Ouest, consacrant le déclin de la Nouvelle-Angleterre et même du Middle-West, pour lesquels un effort vigoureux s'impose s'ils veulent survivre autrement que dans la décrépitude.

Le glissement

Par ALAIN CLÉMENT

L'ÉLECTION présidentielle du 4 novembre, ne se solde pas seulement par la victoire de Ronald Reagan et le réalignement politique qui s'ensuit au Congrès. Elle prend tout son relief quand on examine ses résultats à la lumière du recensement décennal auquel il avait été procédé au printemps 1980. D'autant que ce « census » prescrit par la Constitution en vue de redistribuer les sièges de député, Etat par Etat, au *prorata* de la population, jouera à plein pour les élections au Congrès de novembre 1982. Le redécoupage des circonscriptions sera, d'ici là, l'affaires des Assemblées de chaque Etat, mais le nombre des sièges à pourvoir dépendra des statistiques dégagées par le recensement. On sait donc déjà qui en perd et qui en gagne.



Le reclassement, qui affectera une vingtaine d'Etats sur les cinquante de la Fédération, confirme, pour l'essentiel, la migration intérieure observée aux Etats-Unis depuis une génération : les Etats « historiques » du Nord-Est et du Midwest tendent à se dépeupler, tandis que les Etats « neufs » ou rénové du Sud et de l'Ouest progressent à grands pas. Ainsi, la députation new-yorkaise à la Chambre passera de trente-neuf à trente-quatre sièges tandis que la Floride, dont la population a augmenté de près de trois millions en dix ans, se verra adjuger quatre sièges supplémentaires. L'Ohio, la Pennsylvanie et l'Illinois rétrocéderont deux sièges chacun, l'Indiana, le Massachusetts, le Michigan, le New-Jersey, le Missouri, le Dakota du Sud, en rendront un. Les bénéficiaires seront le Texas (+3 sièges), la Californie (+ 2 sièges), l'Arizona, le Colorado, le Nevada, le Nouveau-Mexique, l'Oregon, le Tennessee, l'Utah et l'Etat de Washington (+ 1).

La même fluctuation se reflète dans la population des villes : Chicago compte 12 % d'habitants de moins qu'il y a dix ans, Detroit 21 %, Cleveland 23 %, alors que Phenix en recense 33 % de plus, El Paso 31 %, Houston 26 %. Ses pourcentages ont donné lieu à contestation. Treize Etats et plusieurs villes ont porté plainte, en justice, pour « sous évaluation » de leur population, accusant les agents du « census » d'avoir mal fait leur travail dans les quartiers noirs ou hispaniques.

Qu'il soit fait droit ou non à ces protestations — et il est difficile d'imaginer une rectification des chiffres incriminés par voie de justice et plus encore une décision enjoignant au « census » de recommencer ses opérations, — la tendance générale décelée par le recensement de 1980 ne saurait être mis en cause. En schématisant à peine, on pourrait dessiner le profil de deux Amériques : celle de la neige, des villes délabrées, des industries périclitantes, du chômage endémique. Et puis, sous des cieux plus cléments, une Amérique en pleine expansion, épanouie, bronzée, sûre de son destin. *Le contraste est à peine* forcé : on a calculé que le niveau de vie d'un habitant de New-York ou de Boston était inférieur de plus du tiers à celui des résidents de Houston et d'Atlanta. A brève échéance, ces disparités ne pourront que s'accuser : la libération promise des prix de l'énergie rapportera des dizaines de milliards de dollars à l'Amérique de l'avenir, tandis que l'Amérique du passé s'enfoncera dans sa paupérisation, rendant, chaque année, plus inhospitaliers son environnement et son climat social.

Cette évolution est-elle irréversible et faut-il la prendre comme un phénomène naturel auquel il n'y aurait plus qu'à s'adapter tant bien que mal ? Les partisans les plus frénétiques de Barry Goldwater en 1964 — précurseur flamboyant de Ronald Reagan — ne parlaient-ils pas de « larguer » l'insolente et décrépite Nouvelle-Angleterre ? Rivalités *et surenchères interrégionales* (entre « sections », selon le terme américain) ont toujours joué un certain rôle dans l'histoire des Etats-Unis, *mais cette* fois il ne s'agit plus de gloriole locale et de compétition. L'enjeu, c'est la survie, ou, si l'on préfère, *la viabilité d'Etats* en perte de vitesse accélérée dans un contexte dynamique. D'ores et déjà, ces Etats sont politiquement minorisés par la coalition de l'Ouest et du Sud, qui dépassent à eux deux les 276 mandats électoraux nécessaires à l'élection du président — et qu'on n'a aucune peine à retrouver dans le total des 489 mandats obtenus par Ronald Reagan. La redistribution des sièges consécutive au recensement de 1980 pèsera dans le même sens. Après avoir laissé se constituer des ghettos urbains, les Etats-Unis vont-ils regarder sans broncher se détacher de l'ensemble national des Etats-ghettos ?

La menace sur le Nord

C'est pour conjurer cette marginalisation qu'un expert en la matière, M. Felix Rohatyn, président de l'office qui assure le sauvetage financier de New-York et « partenaire » de la banque d'affaires Lazard frères, a pris la plume dans un récent numéro de la *New York Review of Books* (1). Son article, intitulé « La menace qui plane sur le Nord », est à la fois un cri d'alarme et un appel à l'action. Traçant une ligne allant de Baltimore, sur la côte atlantique, à Saint-Louis, sur le Mississippi, il considère que les Etats qui se trouvent au nord de cet « arc d'infortune » sont voués au cercle vicieux de l'appauvrissement en hommes et en ressources. En hommes, par le mouvement migratoire déjà décrit. En ressources, parce que leurs charges sociales ne peuvent que s'aggraver, alors qu'il est clair qu'il n'y a pas besoin de prêter de sombres desseins à l'administration républicaine pour prévoir que, en vertu de son programme économique, elle comprimera au maximum les dépenses de soutien et d'assistance aux municipalités en détresse — c'est-à-dire presque toutes celles situées à l'intérieur de l'« arc » fatal. Ne va-t-elle pas confier la gestion du budget fédéral à M. David Stockman, un jeune économiste qui, au nom de ses principes, envisagerait de sang-froid la mise en faillite de Chrysler ? Pourquoi serait-il plus tendre pour des entreprises aussi peu rentables que les villes en déficit chronique?

Mais, pour M. Rohatyn, la « vieille » Amérique ne doit pas s'abandonner à la déréliction. Il y a, écrit-il, une manière *« vigoureuse »* de vieillir. Cette Amérique menacée contient encore la moitié du potentiel industriel des Etats-Unis, leurs principaux centres financiers et portuaires, sans parler de leur capital humain et culturel. Ce qui lui manque, c'est l'unité d'action face à l'obsolescence de ses structures. Aussi M. Rohatyn suggère-t-il que le gouverneur démocrate de New-York et le gouverneur républicain de l'Illinois convoquent de concert une conférence des gouverneurs et des parties concernées (syndicats, patronat) pour mettre sur pied un programme commun de redressement. *« Seul un énorme effort bipartisan d'ampleur nationale peut encore empêcher qu'une partie du pays ne glisse dans l'ombre »*, conclut M. Felix Rohatyn.

L'expérience de regroupement régional proposé de la sorte n'aurait guère de précédent digne de ce nom. Elle suppose une révision des habitudes acquises tant par les Etats que par le pouvoir central, accoutumés à la négociation en ordre dispersé. Elle implique également une vision cohérente de ce que doivent devenir les Etats-Unis dans la décennie entamée le 1er janvier. Enfin, elle servirait de pierre de touche au conservatisme qui va s'installer à la Maison Blanche. Peut-il trouver plus noble cause que la restauration, par des moyens originaux — les mesures antérieures s'étant révélées insuffisantes, — *qu'il a tout loisir d'inventer*, du patrimoine déclinant des grandes métropoles en péril ?

(1) Datée du 22 janvier 1981.

Un fascisme à visage humain ?

Par JACQUELINE GRAPIN

PARADOXALEMENT, M. Ronald Reagan, qui passe pour l'incarnation de l'extrême droite américaine, est peut-être l'une des dernières chances, sinon la dernière, de la « démocratie en Amérique ». Interrogé bien avant l'élection de l'ancien gouverneur de Californie sur la question de savoir s'il voyait un danger de fascisme en Amérique, le grand éditorialiste américain Walter Lippmann répondit : *« Je ne crois pas qu'il y aura de fascisme à l'échelon national. Le pays est trop grand pour cela. Mais je pense qu'il y aura un fascisme local. Dans les communautés, des majorités ou des minorités puissantes se réveilleront si elles se sentent menacées. Et elles feront impitoyablement preuve de violence. »* De toute évidence, Walter Lippmann ne pensait, à l'échelon local, qu'à un méchant fascisme à l'allemande ou à la cambodgienne. Mais celui-ci ne pourrait-il servir d'ingrédient à un autre fascisme, à visage humain celui-ci, qui se développerait plus ou moins insidieusement à l'échelon national ?

Dans un livre récent intitulé précisément *Friendly Fascism*, dont la lecture est à recommander à tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin aux Etats-Unis, Bertram Gross, professeur de sciences politiques à l'université de New-York, qui a lui-même contribué à diverses actions gouvernementales au cours de sa longue carrière, évoque le risque — pour ne pas dire la possibilité — de l'apparition d'un *fascisme à visage humain* marquant la supériorité de nos sociétés occidentales sur celles de l'Est, qui n'ont pas réussi à conserver au socialisme mis en pratique cette avantageuse caractéristique. Le grand mérite de cet ouvrage est de montrer que : *« La principale source de ce nouveau despotisme n'est pas chez les fanatiques d'extrême droite, non plus que chez les dingues de l'extrême gauche, bien que les deux en facilitent l'avènement. Le nouvel ordre risque plutôt d'émerger d'une excroissance des tendances puissantes de l'Establishment lui-même. Il n'arriverait ni par accident ni par l'effet de quelque conspiration centrale. Il apparaîtrait par la logique diffuse de la société capitaliste transnationale et les réactions tâtonnantes opposées à la montée des périls dans un monde capitaliste affaibli. »*

La *logique* en question exprime la nécessité de répondre aux crises par des actions qui consolident le pouvoir. Elle ne passe pas par une usurpation, mais par une légitimation renforcée. Politiquement, elle suppose l'assujettissement des démocrates, ce qui, en termes de partis, est déjà amorcé, puisqu'une partie des démocrates ont voté « républicain » non seulement par défiance envers M. Carter, mais aussi parce qu'ils partagent un ensemble de valeurs d'essence républicaine qu'on voit défendues sur des dossiers précis au Congrès depuis déjà près de deux ans par des élus sous l'étiquette démocrate eux-mêmes. En dernier ressort, un argument déterminant pourrait bien prévaloir : mieux vaut légèrement fasciste que mort. La fin justifie les moyens. L'efficacité du pays avant tout...

Contrairement aux piétinements de la « nouvelle gauche » des années 60 qui *culmina au moment des mouvements en faveur* des droits civiques et contre la guerre du Vietnam sans obtenir grand-chose, *la « nouvelle droite » a réussi à faire* prévaloir son point de vue sur un grand nombre de questions dans les années 70, même sous une *administration démocrate*, retenant la ratification de l'amendement sur l'égalité des droits, faisant échec à la législation nationale sur la *protection des consommateurs* et sur la négociation des conventions collectives à l'échelon central, limitant l'assistance médicale financièrement *pour* les avortements, rétablissant la peine de mort dans de nombreux Etats, tuant dans l'œuf le projet de loi contre le port d'armes, humiliant les homosexuels, etc., sans parler des actions extérieures : traitement maladroit des crises d'Iran et d'Afghanistan par un retour des actions du type *« guerre froide »*, subordination de toute perspective d'accord sur la limitation des armements à des dépenses militaires accrues, etc... Tout cela est peut-être nécessaire. Mais il semble que l'on s'éloigne progressivement du dicton américain selon lequel *« le remède aux faiblesses de la démocratie se trouve dans toujours plus de démocratie »*.

Les choses peuvent aller très vite. L'exemple de New-York est significatif. Le résultat de la récession de 1974-1976 et de la crise financière de la ville s'est traduite *par une suspension* souvent brutale de ce qui auparavant y était considéré comme l'apanage de la démocratie. Résultat : le centre revit, *prospère et spécule alors que la* périphérie est livrée à la misère et rigoureusement surveillée en attendant les départs de ceux qui *ont encore au moins les ressources* d'abandonner. Les temps sont durs pour les classes moyennes et les plus pauvres, mais *« si New-York est capable de réduire ses dépenses sociales sans désordre, cela tend à prouver qu'il est possible d'y parvenir sur l'un des milieux les plus difficiles à traiter de la nation »*, conclut un commentateur local. Le mouvement syndical américain échoue désormais à suivre la croissance de la population. S'il a bien enregistré un record de vingt-deux millions de membres en 1980, cela représente un déclin de 3 % par rapport à 1970, où le taux de syndicalisation était de 25 % de la population active non agricole.

Résister à la tentation

La presse elle-même rentre dans le rang. *Après avoir hypnotisé l'Amérique* entière, elle a, elle aussi, tiré les conclusions de Watergate. Le *Washington Post* fait amende honorable. *Woodward et Bernstein sont* sortis du « circuit » en décembre dernier. Les vagues de l'actualité reprennent leur rythme lancinant de flux et de reflux orchestrés. Ne parlons *pas des services de renseignements* qui s'« assainissent ». L'ancien chef de la C.I.A. est maintenant vice-président. Quant à la nomination d'un *général au* département d'Etat, et d'un civil à la tête du Pentagone (c'est-à-dire l'inverse de ce qui devrait logiquement se faire), on peut lui donner diverses interprétations, mais le « système militaro-industriel » ne saurait a *priori* s'en plaindre...

Tout « républicain » qu'il soit, s'il veut rester un tant soi peu fidèle aux traditions « démocratiques » de son pays, M. Ronald Reagan va devoir faire preuve d'une solide capacité de résistance, et notamment de résistance... à la tentation. Il a déjà commencé à le faire, vis-à-vis de la *« nouvelle droite », comme on l'a vu à* la déception de ses « ouvriers de la première heure » devant la composition plutôt modérée de son cabinet. *Il ne faut pas trop se faire d'illusions* sur sa capacité de le faire vis-à-vis de l'Establishment de son pays, comme l'a montré sa première visite *d'élu à Washington. Or, ainsi que* l'indique Bertram Gross *dans son* livre, il n'y a guère plus de trois cent mille personnes, aux Etats-Unis, *qui guident en réalité les orientations* du pays : les grands propriétaires et les exécutants de leurs œuvres dans les entreprises, la haute administration et *presque tous les domaines* de la vie publique. 0,002 % de la population américaine et 0,0002 % de la population du monde communiste constituent cet Establishment qui nous dirige réellement à travers les « Black Channels » dont a parlé M. Henry Kissinger : réseaux secrets *ou circuits noirs*, selon la manière dont on veut traduire. *« L'Américain moyen est juste comme un enfant dans une famille »*, a dit un jour *M. Nixon. On ne saurait être plus* gentil fasciste... et plus honnêtement franc.

Les alliés des Etats-Unis, qu'ils partagent ou non les idées montantes, doivent en tirer lucidement les conclusions, car ils font aussi partie de la famille... Vu à rebrousse-poil, le présent fait froid dans le dos, comme porteur de l'avenir. Démocratiser l'Establishment, décentraliser l'économie, libérer et humaniser l'information, ce sont, parmi d'autres, les conseils que donne Bertram Gross à la fin de son livre qui collectionne une multitude *de faits vrais pour nous* faire peur et conclut : *« Non, ceci n'est pas mon pays sinon ce que je viens d'écrire ne serait pas imprimé, ou je serais en prison »* ; puis il avoue : *« Wright or wrong, it is my country. »* Anges ou diables, ce sont nos amis. Ils ont moins besoin d'un homme de décision que d'un homme de succès, et cela ne dépend pas seulement de lui. Aidons-le donc, car même une fourmi peut faire mal à un éléphant... et se retrouver mal en point.



Le Monde

étranger

DU QUARANTIÈME PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

Les atouts et les faiblesses de Moscou face à la nouvelle administration de Washington

De notre correspondant

Moscou. — Jusqu'au dernier jour de l'administration démocrate, la presse soviétique n'a pas adouci ses critiques contre M. Carter et surtout contre son *« âme damnée »*, M. Brzezinski, accusé d'être responsable de tous les maux de la planète, ou peu s'en faut. Cette polarisation sur le président sortant lui permet de ménager M. Ronald Reagan dont elle préfère ignorer les déclarations hostiles à l'U.R.S.S. Les Soviétiques ne veulent pas compromettre la ligne de conduite qu'ils se sont fixée dès le lendemain de l'élection du candidat républicain et qui consiste à reporter tous leurs espoirs sur le changement d'administration à Washington.

Ils ne méconnaissent pas que la politique de l'équipe Reagan sera, dans de nombreux domaines, plus *« dure »* que celle de M. Carter, mais ils ont toujours dénoncé des « zigzags » du président sortant.

A vrai dire, la politique étrangère des Etats-Unis n'est pas la seule à pouvoir être taxée d'hésitante. L'intervention en Afghanistan — que la direction soviétique ait été unanime ou non lors de la décision — n'est qu'une cause parmi d'autres, au plus un détonateur. L'origine essentielle des incertitudes de la diplomatie soviétique, c'est que le jeu de la détente, avec ses règles largement imposées par Moscou, a cessé de fonctionner.

L'avantage de la diplomatie soviétique, par rapport à ses rivales occidentales, est qu'elle sait ce qu'elle veut. L'objectif à long terme est connu : diffusion du communisme dans le monde, renforcement du camp socialiste, extension de l'influence de l'Etat soviétique. Les méthodes ne le sont pas moins. Elles ont été rappelées dans la résolution du comité central de juin 1980 consacré à la politique internationale et qui doit servir de base aux discussions du vingt-sixième congrès en février prochain : *« La détente est le résultat logique du rapport des forces qui s'est créé depuis quelques décennies dans le monde »* (sous-entendu le résultat de la puissance du camp socialiste). Le meilleur moyen de préserver la détente est *« la voie des négociations reposant sur un strict respect du principe de l'égalité et de la sécurité paritaires »*.

Des « clients » plus que des amis

Les incertitudes, les hésitations, concernent plutôt les moyens de mettre en œuvre cette ligne générale dans une situation nouvelle et partiellement inattendue. L'U.R.S.S. compte dans le monde plus de «clients» que de véritables amis. Elle garde son complexe d'isolement et d'encerclement dans un monde hostile. Nombre de chefs d'Etat ou de gouvernement du tiers-monde, qui ont l'année dernière, fait le voyage de Moscou, peuvent être classés dans la catégorie des obligés de l'Union soviétique. Mis à part sa double visite à Varsovie (pour le sommet des pays socialistes et pour sa rencontre avec M. Giscard d'Estaing), M. Brejnev n'a fait qu'un voyage à l'étranger, en Inde, qui ne s'est pas soldé, tant s'en faut, par un succès éclatant. Il y a quelques semaines, la *Pravda* a énuméré les amis non socialistes de l'U.R.S.S. : la France, la R.F.A., la Finlande, l'Inde, l'Italie. C'est faire contre mauvaise fortune bon cœur, mais c'est tout de même très peu.

Dans quelque partie du monde que ce soit, le Kremlin ne se trouve pas dans une position diplomatique particulièrement avantageuse :

● AVEC LES ETATS-UNIS, le processus des négociations sur la limitation des armements stratégiques a été, au moins provisoirement, interrompu, et c'est pourquoi les dirigeants de Moscou attendent de M. Reagan qu'il accepte le rétablissement de la « double hégémonie ».

● EN ASIE, la mise en sommeil des relations politiques avec le Japon a eu des conséquences néfastes pour les échanges commerciaux. Les négociations avec la Chine, péniblement renouées en 1979, ont été suspendues, à cause de l'Afghanistan et, après avoir dénoncé pendant des mois le danger d'une collusion sino-américaine, le Kremlin l'a en quelque sorte encouragée par son attitude tant en Asie du Sud-Ouest que du Sud-Est. Sans doute a-t-elle marqué un point en Indochine en liquidant, par l'intermédiaire de ses alliés vietnamiens, l'influence chinoise au Cambodge, mais ce « succès » a remis en cause le rapprochement amorcé avec les pays de l'ASEAN.

● EN AFRIQUE, le tableau est plus trouble. Outre ses appuis traditionnels (Angola, Ethiopie...), l'U.R.S.S. s'est acquis le soutien du Mozambique. Elle peut profiter du conflit en Namibie et considérer que le camp « anti-impérialiste » a marqué un point avec l'éviction de la France du Tchad au profit de la Libye. Mais elle a subi un grave échec diplomatique en misant, au Zimbabwe, sur M. Nkomo contre M. Mugabe.

● AU PROCHE-ORIENT, malgré la signature du traité d'amitié et de coopération avec la Syrie, elle n'a pas réussi à s'imposer dans un règlement de la crise proche-orientale, tout au plus a-t-elle pu empêcher la conclusion d'une *Pax americana*. Mais le conflit entre l'Irak et l'Iran a dispersé le camp arabe, qu'elle se proposait justement de réunir sous sa houlette. De même qu'elle n'a pas pu profiter de l'hostilité envers les Etats-Unis de la révolution iranienne, avec laquelle, malgré toute sa volonté, elle n'a pas pu établir des relations confiantes. La guerre irano-irakienne a encore brouillé les cartes.

● L'EUROPE OCCIDENTALE est peut-être le seul secteur où, après les premiers mois de paralysie due à l'affaire afghane, l'U.R.S.S. a pu poursuivre sa politique traditionnelle. Toutefois, la tentative de jouer l'Europe contre les Etats-Unis n'a pas parfaitement réussi ; l'OTAN a décidé d'appliquer sa décision sur la production et le déploiement des eurofusées ; et, surtout, la confiance a été beaucoup plus profondément entamée que les Soviétiques ne l'avaient d'abord pensé. C'est, en outre, au moment où ils étaient parvenus à rétablir partiellement leur situation que la crise polonaise, qui les place aussi devant des choix délicats, a renforcé les doutes qu'une large partie de l'opinion occidentale nourrit sur leurs véritables objectifs.

Ce passage en revue des insuffisances, des échecs parfois, de la diplomatie soviétique dans la dernière période, ne doit pas amener à la conclusion erronée d'une faiblesse fondamentale de l'U.R.S.S. ou d'une absence totale d'atouts. Les dirigeants de Moscou manquent moins de savoir-faire que de capacités d'adaptation. Ils conservent toute leur habileté dans l'art de présenter une action agressive comme une défense de la détente et de couvrir une poussée expansionniste par un plan de paix (1).

DANIEL VERNET.

(1) Le dernier exemple en date est l'intervention en Afghanistan suivie du plan de paix pour l'océan Indien proposé par M. Brejnev à New-Delhi.

Le nouveau gouvernement

En même temps que M. Reagan, le nouveau « gouvernement » entre en fonctions ce 20 janvier. Ce terme peut porter à confusion dans la mesure où les ministres américains sont nommés directement par le président, où il n'existe pas de premier ministre et où le cabinet n'est pas collectivement responsable devant le Congrès.

Nous avons publié des biographies des treize ministres (« le Monde » des 13, 24 et 25 décembre 1980 et du 9 janvier) ainsi que des cinq collaborateurs de M. Reagan qui, bien que ne faisant pas partie du cabinet au sens strict, ont cependant rang de ministre (« le Monde » des 13 et 24 décembre 1980 et du 10 janvier).

Voici la composition du gouvernement :

● *Secrétariat d'Etat* : M. Alexander Haig.

● *Défense* : M. Caspar Weinberger.

● *Attorney General* (justice) : M. William French Smith.

● *Trésor* : M. Donald Regan.

● *Commerce* : M. Malcolm Baldridge.

● *Energie* : M. James Edwards.

● *Agriculture* : M. John Block.

● *Santé et services sociaux* : M. Richard Schweiker.

● *Transports* : M. Andrew Lewis.

● *Travail* : M. Raymond Donovan.

● *Logement et développement urbain* : M. Samuel Pierce.

● *Intérieur* : M. James Watt.

● *Education* : M. Terrel Bell.

Cinq membres de l'équipe de M. Reagan ont également le rang de ministre :

● M. William Casey, directeur de la C.I.A.

● M. David Stockman, directeur de la gestion et du budget.

● Mme Jeane Kirkpatrick, embassadeur auprès des Nations unies.

● M. William Brock, représentant spécial pour les négociations commerciales internationales.

● M. Edwin Meese, conseiller du président.

● *L'association Forum 84*, association pour l'étude du libéralisme, animée par M. Jean-Marie Benoist, organise une « table ronde » à France-Amérique, 9, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris, le mercredi 21 janvier, à 21 h. 15, sur le thème : « *Quelle Amérique pour quelle Europe ?* » Les invités de cette « table ronde » seront : Mme Jacqueline Grapin, journaliste au *Monde*, rédactrice en chef du supplément « Europe », M. Denis Boyer, président des démocrates américains en France, M. Craig Philipps, membre du comité exécutif du parti républicain américain en France, et M. Henry Muller, correspondant de *Time Magazine* à Paris.

Le Monde

publiera demain

● UN ENTRETIEN AVEC M. MAATI BOUABID, premier ministre marocain.

● IDÉES : Tchad.

● EXPOSITIONS : Fouquet au Louvre (André Chastel), Pompéi aux Beaux-Arts (André Fermigier).

DIPLOMATIE

M. SCHMIDT A « CARTES SUR TABLE »

L'accord parfait entre Paris et Bonn

Le chancelier Schmidt a répondu, lundi soir 19 janvier, sur Antenne 2, aux questions d'Alain Duhamel et Jean-Pierre Elkabbach, à l'occasion d'une émission spéciale de la série « Cartes sur table », enregistrée la semaine précédente à Bonn. Cette émission faisait partie d'un ensemble de documents présentés par l'équipe de « Question de temps » à l'occasion de l'investiture officielle de M. Reagan, ce mardi, à Washington.

Premier chef de gouvernement à avoir rencontré le président élu américain, le chancelier ouest-allemand était invité à donner son sentiment sur le nouvel hôte de la Maison Blanche. Il l'a fait avec un laconisme qui a paru embarrasser ses interlocuteurs. A-t-il *« personnellement confiance »* dans le président Reagan ? Oui, *« cela ressort de nos entretiens personnels »*. Après Carter-le-moraliste, Reagan-le-cynique ? L'administration du premier, répond M. Schmidt, n'était pas composée de naïfs, et celle du second donne, à en juger sur ses principaux animateurs, notamment le général Haig, *« une très bonne impression »*. Quant à un prochain sommet occidental avec M. Reagan, le chancelier est convaincu que la rencontre, en principe économique, qui devrait avoir lieu à Ottawa au printemps, en tiendra lieu, parce qu'on *« va parler presque obligatoirement politique, et que c'est une occasion qui va être utilisée à fond »*.

M. Schmidt s'est montré nettement plus prolixe sur les relations entre Paris et Bonn, pour ne pas dire entre M. Giscard d'Estaing et lui-même. Le chef du gouvernement fédéral, à moins de trois semaines du sommet franco-allemand des 5 et 6 février, n'a pas ménagé sa peine pour faire pièce aux rumeurs selon lesquelles ces relations connaîtraient, depuis quelque temps, un certain *« refroidissement »*, comme l'avait écrit *Die Welt* au début de l'année, ainsi que plusieurs quotidiens américains. *« C'est une légende »*, a affirmé le chancelier d'entrée de jeu, avec l'air catégorique de l'homme qui n'y reviendra pas. Et avant... d'y revenir longuement, par différents biais.

La détente ? Le président français et lui-même ont publié une déclaration commune à Paris sur cette question (1), et, au cours de leur dernier entretien téléphonique, d'ailleurs abondamment commenté par leurs porte-parole respectifs, les deux hommes d'Etat se sont *« mutuellement rappelé des passages de cette déclaration »* en constatant combien *« tout cela était encore parfaitement applicable aujourd'hui »*. Ces congratulations téléphoniques réciproques — et, au-delà, cette similitude d'analyses — sont d'ailleurs parfaitement logiques, puisque, a affirmé un peu plus tard le chancelier, *« dans de nombreux cas, les intérêts de la France et de la R.F.A. sont convergents »*, politiquement, économiquement, et en matière de défense, par exemple.

L'Afrique ? *« La France connaît mieux le dossier »*, et a raison, face à l'avance libyenne, de renforcer ses effectifs militaires autour du Tchad. M. Barre ? *« Je comprends très mal le français*, répond le chancelier, sans paraître y mettre de la malice, *mais je le tiens pour un excellent économiste. »* La diplomatie giscardienne ? *« Je ne la trouve ni molle, ni indécise, ni incertaine. »* Le personnage du président de la République ? Une bonne entente personnelle entre dirigeants de pays partenaires est *« quelque chose d'important, d'heureux »*, même si ce n'est pas *« déterminant »*. Et d'ailleurs, M. Schmidt *« a beaucoup reçu »* de M. Giscard d'Estaing, peut-être, justement, parce que *« nous vivons dans des sphères différentes »*.

Même en matière de budget européen, le chancelier a estimé que, *« sur des bases juridiques »*, son gouvernement était parvenu aux mêmes conclusions que celui de Paris. Formule finalement assez vague, mais qui avait l'avantage de n'introduire aucune fausse note dans ce concert de louanges à l'adresse de Paris, conclu, comme il est d'usage, sur un accord parfait.

BERNARD BRIGOULEIX.

(1) *Le Monde* du 6 février 1980.

Le colloque de l'IFRI sur « Science et désarmement »

Vers des « satellites bleus » ?

Quel rôle les savants peuvent-ils jouer dans la limitation des armements, voire le désarmement, après avoir tant contribué à l'innovation technologique qui est le moteur de la course au surarmement ? Cette question, dont M. François-Poncet avait soufflé l'idée, a été effectivement traitée au fond par le colloque « Science et Désarmement » qui vient de se terminer à Paris sous les auspices de l'Institut français des relations internationales (*le Monde* daté 18-19 janvier), mais elle a aussi contribué au caractère hétérogène des débats et de l'assistance : entre les « idéalistes » et les « praticiens », l'hiatus a été en effet sensible.

Le rôle des premiers a été décrit par les professeurs Kastler, prix Nobel français de physique, et Gottstein, de l'Institut Max-Plank de Munich. De l'appel d'Einstein et de Russell contre la bombe H à la déclaration des « dix-huit de Göttingen » — les savants allemands opposés à l'armement nucléaire — en 1957, du groupe de Pugwash, qui a tenu soixante-dix réunions en moins d'un quart de siècle entre savants de l'Est et de l'Ouest, aux travaux du MURS (Mouvement universel de la responsabilité scientifique), né à Paris par la suite, les efforts de coopération entre savants n'ont pas manqué. Ils ont incontestablement facilité certains succès diplomatiques, comme la signature du premier traité sur les expériences nucléaires atmosphériques.

Critiques

Toutefois, depuis la fin des années 60, leur impact est limité, faute d'être en prise directe sur l'action des gouvernements, face à la nouvelle course à la technologie militaire. De même, les protestations des représentants du tiers-monde, telle celle de M. Subrahmanyam, directeur de l'Institut pour les études de défense à New-Delhi, ou celle de M. Garcia-Roblès, ambassadeur mexicain, contre l'égoïsme des superpuissances ont moins de chances d'être entendues par les gouvernements intéressés que par les opinions publiques.

Du côté des praticiens, les avis sont tout aussi critiques, mais plus nuancés quant au domaine d'application. M. Goldschmidt, ancien responsable des relations extérieures du C.E.A., a rappelé certaines aberrations de la politique des Etats-Unis — la dernière en date étant la bévue qu'a été la publication par une revue américaine du mécanisme de production de la bombe H — et les conséquences fâcheuses de l'excès de zèle du président Carter contre l'industrie du plutonium : « *Les mesures de non-prolifération*, a-t-il dit, *sont comme des médicaments dont l'application excessive ou déraisonnable peut aboutir à l'effet inverse de celui recherché.* »

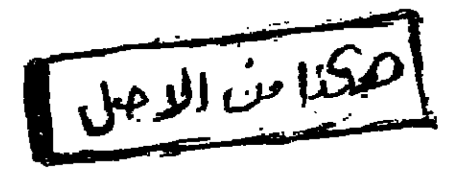
Mais la science peut être utilisée de manière bénéfique dès l'instant que les conditions sont réunies pour faciliter une convergence d'intérêts entre gouvernements et savants. M. Curien, président du Centre national d'études spatiales, a montré pourquoi la proposition française d'agence internationale de satellites de contrôle en matière d'armements a de meilleures chances de succès au moment où Etats-Unis et U.R.S.S. sont de toute manière condamnés à perdre leur « duopôle » sur ces moyens d'observation.

Les armes à énergie dirigée

Parlant en son nom personnel, mais se disant convaincu que ses idées seront entendues lorsqu'il s'agira de mettre au point le projet, M. Curien a précisé les trois étapes que pourrait suivre le développement d'une telle agence : après avoir servi dans un premier temps de centre d'entraînement pour le traitement des images, elle ouvrirait ensuite l'accès de ses membres aux observations réalisées par les pays équipés en satellites (ceux-ci réserveraient, par exemple, un canal à l'agence), après quoi l'on pourrait passer au lancement par l'organisation de ses propres satellites : de même que les troupes « onusiennes » de maintien de la paix portent des « casques bleus », l'on parlerait de « satellites bleus »...

Les armes de l'avenir n'ont pas été négligées non plus, notamment dans le domaine chimique et celui, plus « déstabilisant » encore, des armes à laser ou à faisceau de particules, désignées sous le vocable commun d'armes à énergie dirigée. Une controverse a opposé à cet égard M. Tsipis, professeur américain, qui estime que ces systèmes sont à la fois trop coûteux en énergie et trop vulnérables pour être prometteurs et certains participants français, dont M. Felden, professeur à l'université de Nancy, pour qui ces nouvelles armes — auxquelles travaillent activement les deux superpuissances — vont bouleverser tous les mécanismes de la dissuasion d'ici vingt ou trente ans.

MICHEL TATU.



صكنا من الاصل

Les Ét

AMÉRIQUES

Les États-Unis de M. Reagan

L'élection de M. Ronald Reagan a provoqué la « ruée » vers le Washington officiel de « brillants jeunes gens » conservateurs venus de Californie, du Middle West ou des fondations et centres de recherches politiques « orientés à droite » de la capitale fédérale elle-même (« le Monde » du 20 janvier).

II. — A bas la social-démocratie !

De notre envoyé spécial DOMINIQUE DHOMBRES

Washington. — L'immeuble est un banal édifice moderne, dans le quartier d'affaires nouvellement construit d'Arlington, dans la banlieue immédiate de la capipale fédérale, de l'autre côté du Potomac. Le bureau, au sol couvert d'une épaisse moquette, pourrait être celui d'un avocat prospère. Au mur, des photos du maître des lieux, M. Terry Dolan, un jeune homme blond de vingt-neuf ans, à la courte moustache et aux traits réguliers.

Il est l'un des leaders de la « Nouvelle droite », cette constellation de groupes unis par leur haine contre la politique jugée « social-démocrate », c'est-à-dire profondément anti-américaine et quasi satanique à leurs yeux, suivie par M. Carter et l'ancien Congrès. Il dirige le Comité national conservateur d'action politique, une organisation indépendante et très riche qui s'est spécialisée dans la dénonciation nominale par voie d'affiches, encarts publicitaires, spots à la radio et à la télévision, tracts et publications en tous genres, des sénateurs et des députés qui « votent mal » au Congrès sur les questions-clés qui lui sont chères.

Le comité national conservateur est devenu brusquement célèbre quand quatre des cinq sénateurs démocrates libéraux qu'il avait pris pour cible ont été battus — certains contre toute attente — le 4 novembre 1980. *« Nous avons dépensé 1,2 million de dollars contre ces cinq-là : Frank Church (Idaho), Alan Cranston (Californie), Birch Bay (Indiana), John Culver (Iowa), George McGovern (Dakota du Sud). Seul Cranston a été réélu... »*, déclare avec satisfaction, mais sur un ton froid, M. Dolan.

La technique du Comité est simple. La loi restreint sévèrement les contributions financières des individus ou des associations aux campagnes pour la Maison Blanche ou pour le Congrès (le plafond est de 1 000 dollars par personne). Elle ne fixe en revanche aucune limite aux dépenses effectuées par une organisation indépendante, pour ou contre un candidat, à condition que celle-ci n'entretienne aucun lien avec lui et ne parle pas en son nom. Le Comité, dont la caisse est alimentée par les « dons » de grandes sociétés (sans aucune limite, ceux-là), a choisi d'utiliser plus souvent son argent contre ses « ennemis » que pour les personnalités qui ont des vues parallèles aux siennes. Mais il a tout de même dépensé 2 millions de dollars en faveur de M. Reagan, « indépendamment » de ce dernier bien sûr, et cette somme n'a donc pas été comptabilisée dans le total officiel de la campagne du candidat républicain.

Quels critères ?

Quels sont les critères retenus pour pouvoir se proclamer conservateur et appartenir au Comité ? M. Dolan procède *a contrario* : *« Un test, ce sont les dépenses militaires*, dit-il. *Si vous êtes contre leur accroissement, vous n'avez probablement pas une position conservatrice sur la plupart des autres questions. C'est une attitude fondamentale. Nous voulons rétablir la supériorité militaire absolue des Etats-Unis. Nous sommes favorables à la construction du bombardier stratégique B-1 et du missile mobile MX. Il y a sans doute d'autres armes à déployer, par exemple, des satellites munis d'engins antimissiles. »* Le Comité dispose en fait non pas d'un mais d'une batterie de tests pour séparer le bon grain de l'ivraie : il faut être contre « *le droit des femmes à avorter* », pour « *des réductions d'impôts, pour un budget fédéral en équilibre immédiatement* », contre « *le busing obligatoire* » (1).

M. Dolan résume ainsi sa philosophie : un conservateur est quelqu'un qui s'oppose à l'accroissement des pouvoirs du gouvernement fédéral et qui veut même restreindre ses interventions dans tous les domaines, sauf celui de la défense. Bref, quelqu'un qui estime que chaque citoyen sait mieux que quiconque ce qui est bon pour lui, et n'a pas besoin que le gouvernement (ce terme désigne, en américain, ce que les Français appellent l' « *Etat* ») *mette sans cesse son nez dans ses affaires* ».

Notre interlocuteur juge en particulier scandaleux qu'on impose à des familles le choix d'une école en fonction de critères raciaux (de nombreux enfants blancs échappent en fait au « busing » en désertant le système scolaire public pour aller dans des écoles privées, souvent confessionnelles). Mais, lui, qui a jadis fait campagne pour le parti libertarien, favorable en principe à une liberté totale de l'individu au nom d'une sorte d'anarchisme de droite absolu, voudrait aussi que soit voté un amendement à la Constitution interdisant les avortements et revenant donc sur la décision de 1973 de la Cour suprême. Il ne voit pas la contradiction...

La Constitution plane très haut au-dessus du « gouvernement » qui est, pour les conservateurs, un monstre d'incompétence, d'autoritarisme et de gaspillage.

M. Dolan poursuit : *« Un ministre des affaires sociales (2) a pu dire sans honte, devant le Congrès, qu'il ne savait pas où étaient passés 7 milliards de dollars de son budget. Ils avaient tout simplement disparu... On dépense chaque année 100 milliards de dollars* (le budget fédéral est de l'ordre de 700 milliards de dollars, N.D.L.R.), *pour des programmes sociaux qui ne profitent à personne, sauf aux bureaucrates chargés de les administrer. Le gouvernement ne sait pas combien il a d'employés, combien il a de programmes ni quels sont leurs effets. »*

La plupart des tenants de la « nouvelle droite » tiennent des propos identiques et ont le même profil d'entrepreneurs politiques. Ainsi M. Richard Viguerie, lointain descendant de huguenots français, qui est à la tête d'un vaste empire de relations publiques. De son quartier général de Falls Church (Virginie), il inonde le pays de lettres personnalisées, imitant à s'y méprendre un texte dactylographié à un seul exemplaire. Il travaille pour des clients par exemple des associations de producteurs qui veulent promouvoir leurs ventes, et ses tarifs sont élevés. Mais il a aussi des convictions, et il lutte pour des causes. Il a ainsi littéralement assiégé les sénateurs lors du débat sur la ratification des traités sur le canal de Panama. Leur courrier a été composé pour l'essentiel pendant plusieurs semaines de lettres personnelles les enjoignant de ne pas voter ces textes, qui font progressivement perdre aux Etats-Unis la souveraineté sur le canal.

M. Viguerie a constitué une liste de plusieurs millions d'Américains d'opinions conservatrices dont les noms et les adresses sont emmagasinés dans son ordinateur de Faals-Chruch. Ce fichier électronique lui permet de lancer rapidement une campagne d'opinion sur le sujet de son choix. La souplesse des techniques informatiques lui donne en outre la possibilité de choisir, de façon sélective, sa cible, en fonction de l'âge, de la profession, voire de l'origine, des personnes susceptibles d'être mobilisées.

Ce spécialiste du « direct mailing » a joint ses efforts à ceux de M. Dolan pour empêcher la réélection de personnalités libérales. *« On atteint directement les gens chez eux par la poste*, explique M. Viguerie. *On leur demande : est-ce que vous savez tout le bien que Castro a dit de Frank Church ou de George McGovern ? Ils l'apprennent par nous, alors qu'ils n'en ont jamais rien su à travers les médias (TV, journaux) dominés par les libéraux* (3). »

Les ténors de la « nouvelle droite » succombent volontiers au catastrophisme, comme l'indique la raison sociale « Comité pour la survie d'un Congrès libre » d'une organisation dirigée par l'un des plus véhéments d'entre eux, M. Paul Weyrich. Leur leitmotiv est le suivant : il faut se mobiliser immédiatement pour la défense des libertés et des valeurs américaines, car l'ennemi intérieur et extérieur, est sur le point de gagner. Celui qui accepte le droit à l'avortement ou la suppression de la prière du matin dans les écoles est déjà acquis idéologiquement à l'ennemi. Il est un traître en puissance...

Le courant néo-conservateur

Ces naïvetés font sourire Mme Jeane Kirkpatrick, une énergique femme de cinquante-quatre ans, professeur de sciences politiques à l'université jésuite de Georgetown à Washington, spécialiste des institutions françaises et qui a été choisie par M. Reagan, bien qu'elle se proclame toujours démocrate, pour être le prochain ambassadeur des Etats-unis à l'ONU (4). *« J'ai longtemps été une libérale. J'ai encore du mal, comme Norman Podhoretz, le directeur de la revue* Commentary, *qui a connu une évolution semblable à la mienne, ou comme Irving Kristol, à me considérer comme une conservatrice. » « C'est une expérience nouvelle pour moi*, explique-t-elle. *J'appartiens à ce qu'on pourrait appeler le courant néo-conservateur, qui est composé d'intellectuels, pour la plupart des démocrates venus de l'extrême gauche du parti, qui, pour une raison ou une autre, ont abandonné leur ancienne façon d'agir et nombre de leurs anciennes idées. La « nouvelle droite », au contraire, n'est pas formée d'intellectuels, mais d'activistes, surtout intéressés par des techniques politiques. Ils ont une vision assez étroite de la culture, de la société et de l'économie américaines. Nous autres, néo-conservateurs, différons fortement d'eux dans la mesure où nous avons gardé notre ancienne conception de ce que la société devrait être, même si nous pensons que les moyens pour atteindre ce but ont changé. »*

Mme Kirkpatrick estime que le tournant, pour les gens de sa génération et de sa sensibilité, a été « *non pas la montée en force de l'impérialisme soviétique, comme on le dit parfois, mais le sentiment de plus en plus aigu que les méthodes « social-démocrates » utilisées pour obtenir une société plus égalitaire, sans distinction d'origine nationale, de race ou de sexe, et notamment les programmes sociaux et le système des quotas introduit par le président Lyndon Johnson, ont échoué. Tout cela a créé plus de problèmes qu'il n'en a résolu* », ajoute-t-elle, en précisant quelle a été, à l'époque, une propagandiste ferme de ces programmes et de ce système. « *Les Européens, et en particulier les Français, ignorent que nous sommes allés dans la direction de l'égalité sexuelle et raciale, plus loin sans doute que n'importe quel autre pays* », affirme-t-elle. Et de comparer, à l'avantage de l'Oncle Sam, le statut des jeunes Mexicains aux Etats-Unis à celui des jeunes Algériens en France.

Le pire résultat, selon Mme Kirkpatrick, qui exprime là une idée assez nouvelle aux Etats-Unis si elle ne l'est pas en France, a été la catastrophe intervenue en matière d'éducation. Toute discipline intellectuelle, toute volonté d'apprendre, a, selon elle, disparu dans l'enseignement primaire et secondaire, en raison d'une « *conception romantique et permissive de l'éducation* ». On voulait des « *lycéens sans lycée ni professeurs ni savoir à transmettre* ». Dans le primaire, on a construit à travers tous les Etats-Unis des écoles sans cloisons intérieures, afin de favoriser le sens collectif des enfants. Résultat : on a maintenant des « espaces éducatifs ouverts » absolument ingouvernables, où doivent cohabiter une centaine d'élèves d'âge différent, dans les criailleries et l'agacement général.

Ce constat sévère est en grande partie exact. La plupart des tests d'intelligence, et de façon générale les examens, accusés de perpétrer les inégalités entre les deux sexes et entre les races, ont été supprimés dans le secondaire (les « hight schools ») à la fin des années 60 et au début des années 70. Les enseignements fondamentaux (histoire, géographie, langue anglaise) ont été délaissés au profit de discussions « ouvertes » et sans fin sur des sujets dits d' « actualité » ou sur des thèmes tels que « les mécanismes des prises de décisions ». En conséquence, de nombreux jeunes Américains sont incapables de lire, non pas même un livre, mais la simple notice d'utilisation d'un appareil. Il a fallu simplifier, dans l'armée, les cours d'instruction destinés aux nouvelles recrues (il s'agit de volontaires) qui se révélaient inaptes à recevoir un enseignement autre qu'oral.

Les néo-conservateurs, élitistes, cultivés, venus de la gauche démocrate, souvent enseignants ou chercheurs dans les universités ou les grandes fondations, n'ont, on le voit, guère de préoccupations communes avec la « nouvelle droite », volontiers populiste, voire démagogique, plus manichéenne, moins instruite, éprise d'idées simples et de technologie moderne et soucieuse de rentabilité politique et financière immédiate. Les uns et les autres se sont cependant retrouvés, comme c'est souvent le cas aux Etats-Unis, dans une coalition disparate soudée autour de la personne de M. Reagan. Le passé syndical de celui-ci (il a été, de 1947 à 1952, président du Syndicat des acteurs de cinéma, affilié à l'A.F.L.-C.I.O.), ses sympathies libérales de jadis, avaient de quoi séduire les néo-conservateurs, qui lui ont attribué, de confiance, un cheminement comparable au leur. La modération de ses propos et le choix des membres de son équipe (où l'on ne trouve — à l'exception de MM. Richard Allen et David Stockman — aucun idéologue d'extrême droite) les a ravis.

La « nouvelle droite », au contraire, qui appréciait le populisme du candidat, la simplicité de son vocabulaire, sa vision manichéenne du monde, a été vivement déçue par les premiers choix du président. C'est elle, en définitive, la grande perdante de ces dernières semaines. Mais peut-elle immédiatement transformer en agitation son amertume et attaquer, sans lui accorder au moins quelque répit, celui qui était, il y a deux mois encore, l'élu de son cœur ?

(1) Transport par bus (d'où le terme « busing ») des enfants blancs vers les écoles majoritairement noires, et réciproquement, afin de faciliter l'intégration raciale dans le système scolaire. Il est impossible de savoir combien d'enfants y sont soumis.

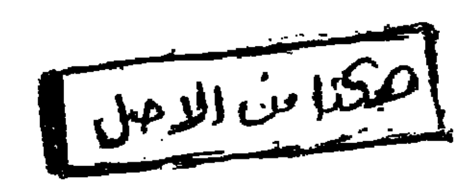
(2) M. Joseph Califano, secrétaire à la santé, à l'éducation et aux affaires sociales de janvier 1977 à juillet 1979.

(3) La grande majorité des quotidiens du pays ont en fait appelé, dans des éditoriaux, à voter républicain, au moins dans l'élection présidentielle. Le *New York Times* et le *Washington Post* sont des exceptions qui confirment cette règle.

(4) Cette interview a eu lieu avant la nomination de Mme Kirkpatrick à l'ONU.

Prochain article :

La « nouvelle droite chrétienne ».



PROCHE-ORIENT

APRÈS L'ACCORD SUR LA LIBÉRATION

Dernières heures gâchées pour le président Carter

De notre correspondant

Washington. — La mort dans l'âme, *M. Jimmy Carter a dû renoncer à son* voyage à Wiesbaden. Aller au-devant des otages l'empêchait d'être présent *ce mardi 20 janvier à la cérémonie* d'investiture de son successeur. Et il n'était même plus sûr que les cinquante-deux Américains seraient libérés à ce moment-là...

M. Reagan a téléphoné à son rival malheureux pour lui proposer d'aller malgré tout à Wiesbaden, quelle que soit la date. Maigre consolation : M. Carter ne serait plus que le chef d'un comité d'accueil américain, le délégué d'un autre président. Toujours est-il qu'on ne savait pas *exactement à quoi s'en tenir quelques* heures avant la passation de pouvoirs à Washington.

Ce dernier jour de présidence aura sans doute été le plus triste pour M. Carter. Dans la matinée, on a vu un homme seul, les traits tirés, faire un ultime jogging sur la pelouse de la Maison Blanche tandis que ses collaborateurs ficelaient les derniers cartons. Simple répit cependant avant une journée fébrile qui devait se poursuivre au-delà de minuit dans le bureau ovale. De mémoire d'historien, aucun président des Etats-Unis n'aura quitté la Maison Blanche dans de telles conditions.

On s'est interrogé pendant toute la journée de lundi sur le contretemps *provoqué par les Iraniens. Malentendu ? Luttes internes ? Ou simplement, comme l'affirmait un commentateur de Radio-Téhéran, souci de* frustrer M. Carter d'une satisfaction de dernière heure *« en allant faire le clown en Allemagne »* ? M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, a cru devoir prononcer une mise en garde : si l'accord n'était pas parfait sous la présidence de M. Carter — c'est-à-dire le 20 janvier à midi (heure locale, 18 heures à Paris), — *son successeur « n'aurait pas l'obligation »* de l'appliquer. Mais il paraissait bien tard pour proférer *des menaces de ce genre*. Dans le monde entier, on commentait depuis la veille la *« signature de l'accord d'Alger »*. Le porte-parole de M. Reagan lui-même avait annoncé la création d'un comité comprenant des démocrates *pour « assurer la continuité de la négociation »*.

Accusées par les Iraniens d'avoir commis *« un subterfuge »*, les banques américaines concernées ont réagi avec beaucoup de flegme. On *ne peut leur reprocher aucun paragraphe de l'accord, puisqu'elles n'ont* pas participé à sa rédaction et n'y sont d'ailleurs pas citées. Le texte, *soulignent-elles, ne concerne* que deux gouvernements et leurs instituts d'émission.

Les représentants de ces douze banques affirment que les Iraniens ont fait preuve de la plus grande *« incohérence »*. Le 15 janvier — selon une révélation du *New York Times*, — le gouvernement de Téhéran refusait un projet d'accord que lui soumettaient ses propres avocats. Puis il faisait une contre-proposition bien plus favorable aux banques *américaines. Contre-proposition très* proche d'abord d'un précédent projet du gouvernement de Washington, *qui, à l'époque, avait été rejeté par* les Iraniens... A New-York, on en a conclu que Téhéran voulait se faire bien voir des milieux bancaires internationaux pour bénéficier d'autres prêts à l'avenir.

Les dépôts iraniens s'élevaient à 6 milliards de dollars environ en novembre 1979. Les deux tiers de la *somme se trouvaient dans des succursales* de banques américaines en Europe, notamment à Londres. C'est sur cette partie des dépôts que la Chase Manhattan, bientôt suivie de ses consœurs, préleva l'argent pour se dédommager : ainsi récupérait-elle les prêts contractés sous le règne du chah et que le nouveau régime de Téhéran ne remboursait plus. Une autre partie des sommes iraniennes (3 milliards de dollars) fut bloquée par des juges fédéraux : plus de trois cents plaintes avaient été déposées par des sociétés ou des particuliers qui s'estimaient spoliés par *la révolution islamique*. L'argent devait servir de garantie en attendant les procès.

Les banques pouvaient-elles rendre à l'Iran son bien sans en subir des conséquences judiciaires ? N'allait-on pas se retourner contre elles ? Devant l'insistance de la Maison Blanche, elles ont accepté : Téhéran rembourserait ses prêts et, en échange, récupérerait son argent. En fait, il ne s'agirait pour le moment que d'un remboursement et d'une récupération partiels, compte tenu de nombreuses difficultés légales.

Les banques américaines ne semblent pas avoir perdu beaucoup d'argent dans cette affaire. On dit même qu'avec le jeu des intérêts *elles en auraient gagné. Ces instituts* sont trop importants pour être affectés par le retrait de quelques *milliards de dollars, qui risquent fort* d'ailleurs de leur revenir un jour d'une manière ou d'une autre. Ce sont plutôt les trois cents plaignants qui s'inquiètent et se demandent ce que vont devenir leurs actions en justice.

ROBERT SOLE.



(Dessin de CHENEZ.)

Deux échéances

(Suite de la première page.)

Peu après, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche annonçait que la totalité des fonds iraniens gelés aux Etats-Unis se trouvaient désormais dans le *« compte bloqué »* par un simple jeu d'écritures. L'Algérie doit maintenant constater que les Etats-Unis ont rempli les obligations leur incombant aux termes de l'accord et le notifier à Téhéran, qui sera tenu de libérer les otages au vu de ce document.

Lundi, quelques heures après la publication de la déclaration du gouvernement algérien et de deux textes portant sur les modalités de l'accord, l'Iran accusait les *« banques américaines »* de *« manœuvres sournoises »* et remettait en question le départ des otages.

Le principal négociateur iranien, M. Behzad Nabavi, précisait que les intermédiaires algériens avaient transmis aux autorités iraniennes, lundi en fin d'après-midi, une *« annexe »* de onze pages qui, selon lui, représente une *« manœuvre détournée pour retarder »* le règlement du problème. *Dans cette annexe, les* banques américaines, toujours selon M. Nabavi, chercheraient à forcer l'Iran à abandonner toute demande supplémentaire allant *« au-delà des 8 milliards de dollars »* qui doivent être déposés à la Banque d'Angleterre sur un compte algérien. Selon Pars, cette *« annexe »*, dont M. Nabavi a dit qu'elle n'était pas prévue par *la déclaration* signée lundi par les Etats-Unis et l'Iran, revient à limiter à 8 milliards de dollars les avoirs iraniens qui doivent être restitués et que Téhéran estime à environ 10 milliards de dollars. *M.* Nabavi, *toujours* selon Pars, a ajouté que les banques estimaient que ce montant de 8 milliards de dollars représentait la totalité des avoirs revenant à l'Iran, mais que cela ne figurait nullement dans la déclaration signée lundi par les gouvernements iranien et américain, et allait à l'encontre *« du texte clair et sans équivoque de la déclaration »*.

Les autorités américaines ont démenti aussitôt l'existence même de toute nouvelle *« annexe »*. Le porte-parole de la Citibank, M. John Maloney, a déclaré, pour sa part : *« L'annexe de onze pages en question faisait partie de l'accord entre l'Iran, l'Algérie et les Etats-Unis, signé plus tôt dans la journée. Les banques n'étaient pas partie à cette annexe et n'ont pas pris part à sa rédaction. C'est un accord entre les gouvernements, et nous pensons que le gouvernement établira clairement qu'il ne vise d'aucune manière à forcer l'Iran à abandonner ses revendications légitimes. »*

Le département d'Etat a refusé de commenter cette mise au point, mais a renvoyé aux déclarations faites plus tôt dans la soirée, par le secrétaire d'Etat, M. Edmund Muskie. Il avait indiqué que des négociations se poursuivaient sur le *« dernier document »* faisant partie de l'accord pour la libération des otages. M. Muskie avait d'ailleurs estimé que la question était « négociable » et exprimé l'espoir qu'elle serait résolue comme les difficultés précédentes.

M. Nabavi relançait cependant ce mardi matin toute l'affaire en affirmant que Téhéran s'apprêtait à fixer un *« délai limite »* aux Banques américaines pour transférer les avoirs iraniens à la Banque d'Angleterre et qu'à son expiration *« les réactions iraniennes seraient plus violentes »*.

Du bureau ovale de la Maison Blanche, le président Carter a eu de nombreuses conversations téléphoniques avec le négociateur américain, M. Warren Christopher. Le conseiller juridique du président, M. Lloyd Cutler, et des experts du département du Trésor ont également passé la nuit à tenter de débloquer la situation.

Interviewé à la chaîne de télévision américaine ABC, l'ancien président Richard Nixon a estimé que l'on assistait au jeu bien connu de *« la carotte et du bâton »*, M. Carter tenant la carotte et M. Reagan le bâton. Le nouveau président, a-t-il dit, *« ne sera pas aussi patient que son prédécesseur »*. — *(A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)*

LE « TRIBUNAL DU CONTENTIEUX ÉTATS-UNIS - IRAN »

Alger (A.F.P.). — Les Etats-Unis et l'Iran créeront dans les quatre-vingt-dix jours une juridiction internationale dénommée « tribunal du contentieux Etats-Unis - Iran » chargé des litiges *qui pourraient survenir entre les* deux pays ou leurs ressortissants dans l'application des accords d'Alger.

Il comprendra neuf membres — ou plus par multiples de trois — dont Washington et Téhéran nommeront chacun un tiers, et qui, par accord mutuel, désigneront le tiers restant parmi lequel sera choisi le président. Le siège du tribunal sera La Haye ou « toute autre ville acceptable aux parties » qui paieront *les dépenses de fonctionnement*.

Le tribunal arbitrera les litiges qui pourraient survenir, soit entre les deux pays soit entre leurs nationaux qu'ils fassent ou non l'objet d'une procédure judiciaire. *Passés six mois*, tous les litiges non réglés à l'amiable, comme les deux pays s'engagent à le faire, lui seront soumis obligatoirement. Mais cette période de six mois pourra être prolongée une fois — de trois *mois — à la demande de l'une* ou l'autre partie.

L'arbitrage du tribunal international respectera les règlements de la commission des Nations unies pour le droit commercial international, sauf accords entre les parties.

« Fichue journée » à Wiesbaden

De notre envoyé spécial

Francfort. — L'interminable feuilleton n'a pas trouvé sa conclusion lundi 19 janvier. *« Une fichue journée »*, murmurait avec amertume une fonctionnaire américaine en poste à Francfort. Durant toute la matinée, les informations en provenance de Washington et d'Alger avaient pourtant été encourageantes. *« The news are good this morning »* (les nouvelles sont bonnes ce matin) n'a cessé de répéter le speaker du réseau N.B.C. La *rumeur d'un voyage* éclair du président Carter en R.F.A. devenait une certitude au fil des heures. Finie la *prudence* ! Fonctionnaires et journalistes affichaient ouvertement leur espoir : l'affaire était dans le sac. D'ailleurs, Jimmy Carter allait parler, il parlait, il avait parlé...

« Une bonne histoire », disent les Anglo-Saxons, lorsqu'ils évoquent un article ou un reportage intéressant. Eh bien ! Plus personne n'en doutait : l'arrivée de cinquante-deux ressortissants américains sur l'aéroport de Francfort, après quatorze mois de séquestration, serait une *« good story »*, une de ces longues dramatiques, ponctuées de tension et d'accalmie, qui *chutent sur une happy end*, comme les apprécient les téléspectateurs américains.

Parmi les signes qui ne trompent pas, l'hôpital militaire de Wiesbaden perdait son apparence débonnaire des derniers jours. Des hommes de la police militaire, certains accompagnés de chiens de bergers, prenaient place à chaque issue. Les journalistes apprenaient qu'une salle de presse s'ouvrirait dès l'arrivée des otages dans le local du Rocker Club, sur la base aérienne toute proche de Lindsey. A Francfort, une ligne téléphonique, sur simple appel, commençait à diffuser une bande magnétique porteuse d'informations pratiques à l'usage de la presse. C'était sûr, ils arriveraient, ils allaient arriver ce soir. La première phrase d'un texte diffusé par les autorités semblait le confirmer : *« Les informations suivantes sont destinées à vous aider dans la couverture du retour des otages américains... »*

A 17 heures, *les services de* la base militaire aérienne de Rhein-Main avaient déjà accré*dité six cents journalistes, débar*qués pour l'essentiel des Etats-Unis. Le grand show politico-émotionnel *pouvait commencer*. Face à la piste d'atterrissage où doivent se poser les avions libérateurs et autres « hôpitaux volants », de longues tribunes aménagées par le corps du génie s'étaient couvertes de dizaines de caméras dressées sur leurs trépieds. Devant l'hôpital de Wiesbaden, les reporters, pour la énième fois, expliquaient à leur public que tout était prévu. Des médecins, des psychiatres, des psychologues feraient leur affaire de ces cinquante-deux otages américains, à coup sûr *traumatisés par leur détention*. Ces derniers, « kidnappés » par le corps médical, paramédical, et *quelques agents de la C.I.A.*, dit-on, pourraient toutefois joindre leurs familles grâce à des lignes téléphoniques spécialement prévues à cet effet.

Lundi 19 janvier, plus que jamais, tout était prêt. Du fonctionnaire lambda au président Carter, on y croyait. Mais le quatre cent quarante-troisième jour de captivité des otages est passé sans que rien n'arrive.

LAURENT GREILSAMER.

AFRIQUE

Namibie

TANDIS QUE LA GUÉRILLA S'INTENSIFIE

Pretoria prend ses distances avec le plan de décolonisation de l'ONU

De notre correspondant

Johannesburg. — *« Les forces armées sud-africaines ont effectué une série de raids dans le Sud angolais, pénétrant jusqu'à plus de 250 kilomètres au nord de la frontière namibienne, et ce, au moment même où se tenait la conférence de Genève »*, a-t-on appris lundi 19 janvier à Johannesburg. Un porte-parole du ministère sud-africain de la défense a refusé de commenter ces informations en provenance de Luanda. Selon l'agence officielle de presse angolaise, *« le jeudi 15 janvier, des troupes sud-africaines soutenues par six hélicoptères Puma et une escouade de Mirage ont attaqué l'armée angolaise à Cuamato, à 40 kilomètres au nord de la frontière namibienne. Deux jours plus tard, les combats se poursuivaient encore, faisant des victimes des deux côtés. »*

S'abstenant de commenter directement ces affirmations, le porte-parole sud-africain s'est *contenté de déclarer : « Le ministère exprime une nouvelle fois le vœu que les forces angolaises n'interfèrent pas dans les actions qui sont menées contre les terroristes de la SWAPO... »*

Le 16 janvier, l'état-major sud-africain de Windhoek avait annoncé la mort *« au cours d'une opération de poursuite »* de trente-cinq guérilleros de la SWAPO et de deux soldats sud-africains *« dans le nord de la Namibie »*. Selon Pretoria, les pertes de l'organisation de M. Sam Nujoma s'élèveraient à cent vingt-six tués depuis le début du mois. Aucune indication n'a été fournie sur les victimes de l'armée sud-africaine. Tandis que semble s'intensifier la guerre de brousse entre maquisards de la SWAPO et forces armées sud-africaines, Pretoria paraît prendre chaque jour un peu plus ses distances avec le plan de décolonisation des Nations unies et la résolution 435.

« Nous avons obtenu un « plus » à Genève », a déclaré M. « Pik » Roele F. Botha, ministre des affaires étrangères. *« Les partis internes namibiens* (soutenus par Pretoria) *ont eu l'occasion de s'exprimer pour eux-mêmes, et leur intervention a généralement fait bonne impression. »* Le ministre a ensuite repris l'argument selon lequel l'ONU doit prouver son impartialité. Mais cette fois, il est allé un peu plus loin, déclarant que *« l'Afrique du Sud se passerait de l'organisation internationale si satisfaction n'était pas donnée sur ce point, Pretoria pouvant se satisfaire de l'acceptation d'un nouveau plan des pays occidentaux. Si ceux-ci mettent en pratique ce qu'ils recommandent, à savoir modération et justice dans les élections. »*

A Windhoek, M. Danie Hough, administrateur sud-africain du territoire, a déclaré lundi lors d'une conférence de presse : *« L'Afrique du Sud et les partis internes namibiens devront désormais réévaluer la situation tout entière, à la lumière de ce qui s'est passé à Genève... » « ... Nous aurons à revoir toute notre attitude à l'égard de la résolution 435... » « Je ne peux en dire plus pour l'instant, mais je pense que notre position sera totalement claire dans quelques semaines. »* Dans les milieux diplomatiques de Pretoria, on estime généralement que l'Afrique du Sud, qui a éloigné la menace de sanctions, cherchera en fait à gagner du temps *« au moins jusqu'aux prochaines élections »*. Celles-ci sont prévues pour novembre 1982 au plus tard, mais un certain nombre d'observateurs affirment qu'elles pourraient avoir lieu bien plus tôt si la grogne de la fraction « crispée » (Verkrampte) du parti nationaliste de M. P.W. Botha s'accentuait au cours de la session parlementaire qui s'ouvre le 23 janvier au Cap.

PATRICE CLAUDE.

Zimbabwe

REFUSANT L'ÉPREUVE DE FORCE

M. Nkomo accepterait sa « rétrogradation » contre la présence d'un membre de son parti au « comité sur la sécurité »

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — La voie semble ouverte à un compromis entre M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, et *M. Joshua Nkomo*, chef du Front patriotique (P.F.) après la réunion du comité central de ce parti qui s'est tenu pendant le week-end à Salisbury. Refusant l'épreuve de force, le vieux dirigeant a proposé à M. Mugabe une transaction qui, si elle est acceptée, préservera la coalition *gouvernementale* regroupant le Front patriotique et la Zanu-P.F., parti majoritaire.

Dans un message adressé dimanche 18 janvier au premier ministre par le comité central du P.F. — et qui n'a pas été *rendu public*, — *M. Nkomo* accepterait sa rétrogradation du ministère de l'intérieur à celui de la fonction publique (*le Monde* du 13 janvier). Il demanderait en contrepartie que le Front patriotique puisse obtenir un siège au sein du « comité sur la *sécurité* », organisme chargé de superviser le fonctionnement de l'armée. Pareille exigence ne semble pas exorbitante.

M. Nkomo a donc su apaiser les durs de son parti. Il est vrai que l'intégration des ex-maquisards de la Zipra dans la nouvelle armée s'accomplira plus aisément si les dirigeants du P.F. sont associés peu ou prou à cette opération dont la responsabilité incombe à un proche de M. Mugabe, *M. Emerson Mnangagwa*.

L'avenir des partisans armés de M. Nkomo sera sans doute au centre des entretiens que M. Mugabe doit avoir à partir de ce lundi à Lusaka avec le président zambien, M. Kaunda. Une « réserve » de la Zipra est encore présente en Zambie. En tout cas, la balle est maintenant dans le *camp du premier ministre. Il s'est* gardé jusqu'à présent d'humilier publiquement M. Nkomo et lui a réservé une porte de sortie. On voit donc mal pourquoi il lui refuserait une concession somme toute mineure. — J.-P. L.

Algérie

Une lettre du parti communiste international

M. Hervé Ariel, invoquant le droit de réponse, nous écrit au nom du parti communiste international-Paris :

Votre numéro du 30 décembre 1980 a rapporté les condamnations de trois à dix ans de prison qui ont récemment frappé en Algérie des personnes accusées d'avoir *« constitué une cellule du parti communiste international (P.C.I.) »*. Permettez-nous de rectifier et de compléter votre information. Certains des accusés étaient de simples contacts ou des lecteurs de notre presse. Les condamnations ont été prononcées sur la base d' « aveux » arrachés à tous les accusés sous la torture ; notre camarade Rabah Benkhellat a dû être hospitalisé à la suite des sévices subis. Enfin, le fait que les condamnés restent après le verdict aux mains de la Sécurité militaire algérienne nous inspire les plus vives inquiétudes sur leur sort.



PROCHE-ORIENT

DES OTAGES AMÉRICAINS

LA DÉCLARATION ALGÉRIENNE APPROUVÉE PAR LES DEUX PARTIES

Une série d'« engagements interdépendants »

Voici les principaux passages de la « déclaration générale » publiée lundi 19 janvier par le gouvernement algérien, « prié de servir d'intermédiaire » par Washington et Téhéran dans la recherche d'une solution « mutuellement acceptable » de la crise des otages. Ce texte constitue une série d'« engagements interdépendants ». Les paragraphes sont numérotés, le texte distingue quatre points et comporte des intertitres.

PRINCIPES GÉNÉRAUX :

A) (...) Les Etats-Unis rétabliront dans la mesure du possible la position financière de l'Iran à ce qu'elle était avant le 14 novembre 1979. (...) Les Etats-Unis s'engagent à assurer la mobilité et le libre transfert de tous les avoirs iraniens placés sous leur juridiction. (...)

B) L'objectif des deux parties (...) consiste à mettre fin à tous les litiges qui s'élèvent entre le gouvernement de chaque partie et les ressortissants de l'autre partie, et à réaliser le règlement et terminer toutes ces plaintes par arbitrage irrévocable. (...) Les Etats-Unis conviennent de mettre fin à toutes les actions judiciaires devant les tribunaux américains qui font intervenir des plaintes de ressortissants et d'institutions des Etats-Unis contre l'Iran et ses entreprises d'Etat, d'annuler toutes saisies-arrêts et jugements prononcés à leur occasion, d'interdire toutes poursuites ultérieures fondées sur lesdites plaintes et de mettre fin auxdites plaintes par arbitrage irrévocable.

POINT I : non-intervention dans les affaires iraniennes.

1) Les Etats-Unis prennent l'engagement que leur politique consiste et consistera désormais à ne pas intervenir, directement ou indirectement, politiquement ou militairement, dans les affaires de l'Iran.

POINTS II ET III : retour des avoirs iraniens et règlement des plaintes américaines.

2) L'Iran et les Etats-Unis (...) choisiront immédiatement une banque centrale mutuellement acceptable (ci-après dénommée la « Banque centrale ») comme dépositaire du fonds de garantie bloqué et du fonds de cautionnement (...). Tous ces fonds seront déposés au nom de la Banque centrale d'Algérie (...).

3) Les accords de dépositaire stipuleront que lorsque la Banque centrale algérienne reçoit du gouvernement algérien l'attestation que les cinquante-deux ressortissants américains ont quitté l'Iran sains et saufs, la Banque centrale algérienne donnera alors à la Banque centrale des directives pour transférer immédiatement à l'Iran tous les fonds ou autres avoirs déposés en fonds de garantie bloqués à la Banque centrale en application de la présente déclaration, étant entendu qu'à tout moment, avant l'émission d'une telle certification par le gouvernement de l'Algérie, chacune des deux parties, l'Iran et les Etats-Unis, auront le droit de mettre fin à leurs engagements au titre de cette déclaration avec un préavis de soixante-douze heures (...).

(Suivent les modalités de réalisation. — N.D.L.R.)

● AVOIRS A LA FEDERAL RESERVE BANK

4) Dès exécution des accords de compte de garantie bloqué avec la Banque centrale, les Etats-Unis feront effectuer le transfert à la Banque centrale de tous les lingots d'or qui appartiennent à l'Iran et qui sont sous la garde de la Federal Reserve Bank de New-York, ainsi que tous les autres avoirs iraniens (...) qui sont placés sous la garde de la Federal Reserve Bank de New-York et ils seront conservés par la Banque centrale en compte de garantie bloqué jusqu'au moment ou leur transfert ou leur retour sera requis aux termes du paragraphe 3 ci-dessus.

● AVOIRS DANS LES SUCCURSALES ÉTRANGÈRES DES BANQUES AMÉRICAINES

5) Dès conclusion des accords requis de compte de garantie bloqué avec la Banque centrale, les Etats-Unis feront effectuer le transfert à la Banque centrale au compte de la Banque centrale algérienne, de tous les dépôts et titres iraniens qui se trouvaient sur les registres des bureaux à l'étranger des banques américaines au 14 novembre 1979 ou ultérieurement, avec les intérêts dus au 31 décembre 1980, pour qu'ils soient conservés en compte de garantie bloqué par la Banque centrale au compte de la Banque centrale algérienne jusqu'à ce que leur transfert ou leur retour soit requis, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente déclaration.

● AVOIRS DANS LES SUCCURSALES AMÉRICAINES DES BANQUES AMÉRICAINES

6) Dès l'adhésion de l'Iran et des Etats-Unis à la présente déclaration et à l'accord de règlement du contentieux joint à la présente (1), et dès la conclusion des dispositions avec la Banque centrale établissant le compte de garantie (...) stipule (...) au paragraphe 7 ci-après, lesquelles dispositions doivent être arrêtées dans les trente jours qui suivent la date de la présente déclaration, les Etats-Unis feront transférer à la Banque centrale dans les six mois qui suivent la date de la présente déclaration tous les dépôts et titres iraniens se trouvant dans des institutions bancaires américaines situées aux Etats-Unis, et l'intérêt y afférent (...).

7) A mesure que les fonds sont reçus par la Banque centrale conformément aux dispositions du paragraphe 6 ci-dessus, la Banque centrale d'Algérie donnera des instructions à la Banque centrale en vue : 1) du transfert de la moitié de ces fonds à l'Iran et, 2) de placer l'autre moitié dans un compte de cautionnement spécial, porteur d'intérêt, à la Banque centrale jusqu'à ce que le solde dudit compte ait atteint 1 milliard de dollars américains. Une fois que ce niveau aura été atteint, la Banque centrale d'Algérie ordonnera que tous les fonds reçus (...) soient virés à l'Iran. (...)

La Banque centrale devra, chaque fois, par la suite, aviser l'Iran que le solde du compte de cautionnement est inférieur à 500 millions de dollars américains, et l'Iran devra promptement faire de nouveaux dépôts suffisants pour maintenir au compte un solde minimum de 500 millions de dollars américains. Le compte devra être ainsi maintenu jusqu'à ce que le président du tribunal d'arbitrage établi conformément à l'accord de règlement du contentieux ait certifié à la Banque centrale d'Algérie que toutes les décisions d'arbitrage rendues à l'encontre de l'Iran ont été satisfaites. (...) Tout solde demeurant dans le compte spécial sera alors transféré à l'Iran.

● AUTRES AVOIRS AUX ÉTATS-UNIS ET A L'ÉTRANGER

8) Dès l'adhésion de l'Iran et des Etats-Unis à la présente déclaration ainsi qu'à l'accord de règlement du contentieux ci-joint et dès la conclusion des dispositions pour établir le compte de cautionnement qui doivent être arrêtées dans les trente jours qui suivent la date de la présente déclaration, les Etats-Unis feront effectuer le transfert à la Banque centrale de tous les avoirs financiers iraniens (...) situés aux Etats-Unis et à l'étranger (...).

9) Dès l'adhésion de l'Iran et des Etats-Unis à la présente déclaration et à l'accord de règlement du contentieux ci-joint et dès que le gouvernement algérien aura donné l'attestation décrite au paragraphe 3 ci-dessus, les Etats-Unis prendront toutes dispositions, sous réserve des dispositions légales américaines en vigueur avant le 14 novembre 1979, en vue du transfert en Iran de tous les biens iraniens situés aux Etats-Unis et à l'étranger (...).

● ANNULATION DES SANCTIONS ET DES PLAINTES

10) Dès que le gouvernement algérien aura donné l'attestation décrite au paragraphe 3 ci-dessus, les Etats-Unis révoqueront toutes les sanctions commerciales qui visaient l'Iran depuis le 4 novembre 1979 jusqu'à présent.

11) Dès que le gouvernement algérien aura donné l'attestation décrite au paragraphe 3 ci-dessus, les Etats-Unis retireront promptement toutes les plaintes actuellement en instance contre l'Iran devant la Cour internationale de justice et par la suite ils interdiront et empêcheront la poursuite contre l'Iran de toute plainte en instance ou à venir de la part des Etats-Unis ou d'un ressortissant des Etats-Unis découlant d'événements antérieurs à la date de la présente déclaration et relatifs : (a) à la prise des cinquante-deux ressortissants américains le 4 novembre 1979, (b) à leur détention ultérieure, (c) aux dégâts aux biens des Etats-Unis ou de leurs ressortissants dans l'enceinte de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran après le 3 novembre 1979 et (d) au préjudice aux ressortissants des Etats-Unis ou à leurs biens du fait de mouvements populaires au cours de la révolution islamique en Iran qui ne constituaient pas un acte du gouvernement iranien. Les Etats-Unis interdiront et empêcheront également la poursuite contre l'Iran devant les tribunaux des Etats-Unis, de toute plainte (...) intentée par des personnes qui ne sont pas des ressortissants américains (...).

POINT IV : retour des avoirs de la famille de l'ex-chah.

12) Dès que le gouvernement algérien aura donné l'attestation décrite au paragraphe 3 ci-dessus, les Etats-Unis bloqueront les biens et avoirs situés aux Etats-Unis qui sont placés sous le contrôle de la succession de l'ex-chah ou de l'un de ses proches parents qui serait défendeur dans une action en justice intentée aux Etats-Unis par l'Iran en vue de récupérer de tels biens et avoirs comme appartenant à l'Iran et en interdiront le transfert pour tout défendeur de ce type, y compris la succession de l'ex-chah. L'ordre de blocage demeurera en vigueur jusqu'à adjudication finale de l'action en justice. (...)

13) Dès que le gouvernement algérien aura donné l'attestation décrite au paragraphe 3 ci-dessus, les Etats-Unis ordonneront à toute personne se trouvant sous la juridiction des Etats-Unis de communiquer au Trésor des Etats-Unis dans les trente jours, pour communication à l'Iran, tout renseignement connu d'elle au 3 novembre 1979, et à la date dudit ordre, au sujet des biens et avoir mentionnés au paragraphe 12. (...)

14) Dès que le gouvernement algérien aura donné l'attestation décrite au paragraphe 3 ci-dessus, les Etats-Unis feront savoir à tous les tribunaux américains appropriés que, pour toute action du type décrit au paragraphe 12 ci-dessus, les plaintes de l'Iran ne devraient pas être considérées comme frappées d'interdit. (...)

15) Pour tout jugement d'un tribunal américain réclamant le transfert de biens ou avoirs en Iran, les Etats-Unis garantissent (...) l'exécution du jugement définitif dans la mesure ou ces biens et avoirs se trouvent sur le territoire des Etats-Unis.

16) Si un litige intervient entre les parties sur le point de savoir si les Etats-Unis se sont acquittés des obligations que les paragraphes 12 à 15 inclus placent sur eux, l'Iran peut déférer le litige à un arbitrage irrévocable par le tribunal établi par et en application des dispositions de l'accord de règlement du contentieux (2) (...).

17) Si tout autre litige intervient entre les parties quant à l'interpellation ou à l'exécution de toute disposition de la présente déclaration, l'une ou l'autre des parties peut en référer à un arbitrage irrévocable par le tribunal établi selon les dispositions de l'accord de règlement du contentieux. (...)

(1) Il s'agit de l'un des textes agréés par l'Iran et paraphés le 19 janvier par M. Warren Christopher, énonçant des modalités techniques.

(2) Le « tribunal international du contentieux Iran-Etats-Unis ».

Arabie Saoudite

Le troisième sommet islamique se propose de rétablir un consensus arabe sur la Palestine

De notre envoyé spécial

Taef (Arabie Saoudite). — Le troisième sommet islamique qui s'ouvrira le 25 janvier à La Mecque pour poursuivre ses travaux à Taef ne débouchera peut-être pas sur des résultats concrets dans tous les domaines, mais il s'annonce déjà comme un événement considérable dont la communauté internationale devra tenir compte.

Trente-huit Etats et diverses organisations — représentant plus de sept cents millions de personnes — y prendront part. Contrairement au premier sommet tenu à Rabat en septembre 1969, les participants forment un large éventail d'idéologies et de tendances, même si les « modérés » dominent : monarques absolus, souverains constitutionnels, présidents de la République, chefs de régimes militaires d'Afrique, d'Asie et du Proche-Orient débattront des problèmes et des conflits qui agitent l'univers musulman ou qui l'opposent aux puissances industrielles. L'importance de la réunion n'a pas échappé à M. Kurt Waldheim, qui s'adressera à la conférence au nom des Nations unies, le 26 janvier.

L'ordre du jour du sommet que préparent les ministres des affaires étrangères des pays concernés réunis à Taef depuis le 17 janvier, est peu banal et surtout bien ambitieux. La Charte, le nom, le drapeau et l'emblème de l'Organisation des conférences islamiques (O.C.I.), fondée en février 1972, devront être modifiés. Tâche bien plus complexe à accomplir : une « charte des droits de l'homme en terre d'Islam », en voie d'élaboration, serait adoptée par des Etats qui, pour la plupart, ne respectent pas les libertés les plus élémentaires de leurs citoyens. Sur la suggestion du Koweït, on leur proposera encore la création d'une cour suprême islamique qui arbitrerait les différends entre pays membres.

Régler les « querelles familiales »

Trois commissions ministérielles travaillent d'arrache-pied à Taef pour élaborer diverses propositions d'ordre politique, culturel et économique. Le chapitre le plus remarquable dans ce dernier domaine a trait à l'élaboration d'une « *stratégie pour la nouvelle décennie* », objectif qui relève davantage des aspirations du tiers-monde que des réalités présentes. Il n'en reste pas moins que des mesures concrètes seront prises pour développer les relations économiques, commerciales, financières entre pays islamiques.

La solution des conflits politiques qui opposent les Etats membres de l'O.C.I. s'annonce encore plus difficile, mais la volonté — en soi bénéfique à la communauté internationale — de résorber les « *querelles familiales* » paraît bien réelle. Certes, deux pays ont été exclus de l'organisation en raison de leur « *comportement indigne* » : l'Egypte, pour avoir conclu une « *paix séparée* » avec Israël et l'Afghanistan, dont le gouvernement est inféodé à celui de Moscou. Mais tout est entrepris pour persuader la Libye et l'Iran, absents, de se faire représenter à la conférence de Taef. L'Arabie Saoudite a fait abstraction de son hostilité au régime de Tripoli, avec lequel elle a rompu les relations diplomatiques le 19 octobre dernier, et à celui de Téhéran, dont l'islam révolutionnaire est tenu ici en horreur, pour demander avec insistance au colonel Kadhafi et au président Bani Sadr d'assister au conclave du 25 janvier.

Les arrière-pensées, bien entendu, ne sont pas absentes. Les pays conservateurs ne désespèrent pas de ramener l'Iran au bercail occidental, surtout après le règlement du contentieux entre Téhéran et Washington. Ils souhaitent, à cet effet, mettre un terme à la guerre du Golfe, qui, de l'avis de certains d'entre eux, risque de radicaliser davantage le régime khomeiniste tout en mettant en péril celui de Bagdad. De même, la présence du colonel Kadhafi à Taef permettrait, du moins l'escompte-t-on, de le mettre en minorité avant d'apaiser ses ardeurs africaines. L'annonce de la prochaine arrivée d'une délégation du Tchad a comblé d'aise nombre de participants, qui espèrent ainsi ébaucher un « *dialogue constructif* ».

Cependant, le conflit israélo-arabe, le plus explosif entre tous, constituera sans doute la pièce de résistance du sommet surnommé « *conférence de la Palestine et de Jérusalem* » par le prince Saoud, ministre saoudien des affaires étrangères. Une stratégie d'« *actions concrètes* » à ce sujet, élaborée par la commission Al-Qods (Jérusalem) à Rabat, le mois dernier, sera soumise à l'appréciation des chefs d'Etat. On ignore à peu près tout du contenu du rapport de la commission. Pressé de questions lors d'une conférence de presse tenue le lundi 19 janvier, le prince Saoud a seulement indiqué que les mesures suggérées ont été conçues pour être « *plus efficaces* » que celles appliquées dans le passé. Une question revenait constamment dans la bouche des journalistes arabes : allait-on exiger de pays islamiques qui reconnaissent l'« *entité sioniste* » de rompre leurs relations diplomatiques et commerciales avec l'Etat d'Israël ? Le prince Saoud a répondu habilement : « *L'organisation des conférences islamiques regroupe des Etats souverains, et toute décision devrait être le fruit d'un consensus librement dégagé.* »

Le chef de la diplomatie saoudienne, puis M. Zaki Yamani, ministre de l'énergie, ce dernier au cours d'un entretien télévisé, se sont appliqués à dissiper les illusions que pourraient nourrir l'O.L.P. — membre de plein droit de l'O.C.I. — ou des Etats arabes membres du « front de la fermeté » : le royaume wahabite ne permettra pas que l'on ait recours au pétrole comme « *arme politique* ».

L'Arabie Saoudite, suivie en cela par la grande majorité des participants à la conférence, veillera donc à ce que la réunion de Taef ne débouche pas sur une confrontation entre les Etats-Unis et le monde musulman. L'objectif, autrement important, est de rétablir un consensus arabe sur l'affaire palestinienne. Tous les espoirs sont, à cet égard, permis. A l'exception de l'Egypte et peut-être de la Libye, tous les Etats arabes ont accepté de se faire représenter au sommet du 25 janvier.

Des tractations de coulisse sont en cours pour rétablir les ponts avec les pays du « front de la fermeté » — qui avaient boycotté le sommet arabe d'Amman en novembre dernier — pour réconcilier la Syrie et la Jordanie, qui ont failli se faire la guerre à la même époque, pour susciter un dialogue entre Damas et Bagdad, et aussi entre Alger et Rabat.

Le conflit du Sahara n'a pas été officiellement inclus dans l'ordre du jour, mais, si le projet d'un entretien entre Hassan II et le président Chadli devait se concrétiser, ce serait bien la première fois que les chefs des deux Etats maghrébins se rencontreront depuis 1975.

On ne voit pas encore, en revanche, quel serait l'intérêt pratique des délibérations sur l'Afghanistan. La quasi-totalité des pays membres de l'O.C.I. ne reconnaissent pas la légitimité du gouvernement de M. Karmal, sur lequel ils peuvent difficilement exercer des pressions, sinon en augmentant l'aide qu'ils fournissent aux insurgés afghans. Le régime de Kaboul refuse, pour sa part, tout contact avec le comité de trois membres, désigné par l'O.C.I. pour résoudre le problème. La condamnation renouvelée de l'intervention soviétique risque fort, dès lors, de demeurer platonique. Les participants à la conférence de Taef n'en pensent pas moins que leur devoir est de manifester à nouveau leur réprobation, en espérant qu'elle finira par peser sur le cours des événements.

Au total, le troisième sommet islamique devrait pouvoir confirmer son utilité. Comme toute autre organisation internationale, l'O.C.I. remplit une double mission appréciable : elle offre un forum d'échanges et une tribune d'expression à un groupe de pays du tiers-monde qui, malgré leurs contradictions, ont, peu ou prou, des préoccupations et des intérêts communs.

ÉRIC ROULEAU.

Israël

M. Yoram Aridor est nommé ministre des finances

De notre correspondant

Jérusalem. — Relative compensation aux difficultés que connaît actuellement M. Begin : le premier ministre a pu faire approuver le 19 janvier la nomination d'un nouveau ministre des finances, M. Yoram Aridor. Celui-ci succède à M. Ygaël Horowitz, dont la démission, le 11 janvier, avait achevé de faire éclater la crise gouvernementale, obligeant M. Begin à recourir à des élections anticipées. Le premier ministre a vaincu les objections d'une partie du Likoud qui s'opposait à la désignation de M. Aridor. Mais il s'agit d'une victoire à la Pyrrhus qui en dit long sur le climat de défaitisme et de démobilisation qui règne au sein de de la coalition. Les libéraux, qui briguaient le portefeuille des finances, y ont finalement renoncé, estimant qu'ils n'avaient guère intérêt à occuper un poste nécessairement éphémère, puisque le gouvernement n'a plus au maximum que six mois à vivre, et de surcroît peu enviable dans la situation où se trouve l'économie israélienne avec notamment 133 % d'inflation.

M. Yoram Aridor, quarante-sept ans, avocat, est un protégé du premier ministre. Il en a été longtemps un proche conseiller, influent et ambitieux. Considéré dans les milieux politiques de Jérusalem comme l'étoile montante d'une droite en mal de renouvellement et de rajeunissement, il est le chef de la jeune garde du Parti Hérout, celui de M. Begin. Longtemps tenu en réserve de l'Etat, avec le titre de vice-ministre sans portefeuille, il a été nommé au début de ce mois de janvier ministre des télécommunications.

M. Begin l'ayant pressenti pour animer la campagne électorale du Likoud, son choix fait craindre à l'opposition, mais aussi à certains membres de la majorité, que M. Aridor ne se comporte dans ses nouvelles attributions bien davantage en politicien qu'en technicien. Ses critiques font remarquer qu'il n'a pratiquement ni le temps ni les moyens — en raison de la faiblesse et des divisions du gouvernement — de mettre au point un véritable programme de lutte contre l'inflation et qu'il peut au contraire être tenté de pratiquer une politique démagogique et électoraliste. D'autre part, ses détracteurs ajoutent que c'est un nouveau « faucon » qui occupe une fonction de premier plan au gouvernement.

FRANCIS CORNU.

Liban

QUATRE « CASQUES BLEUS » TUÉS

Trois « casques bleus » sénégalais de la Force intérimaire de l'ONU pour le Liban (FINUL) ont été tués dans la nuit du dimanche 18 au lundi 19 janvier, près du village de Barish (environ 13 km à l'est de la ville côtière de Tyr), au Sud-Liban, a affirmé, lundi, un communiqué du porte-parole de l'ONU à Beyrouth. D'autre part, un « casque bleu » fidjien, grièvement blessé samedi au cours d'un accrochage avec des éléments palestiniens aux abords du village de Kana, au Sud-Liban, est mort lundi matin de ses blessures, à l'hôpital de Haïfa, en Israël. Le nombre de décès survenus dans les rangs de la FINUL depuis sa mise en place au Sud-Liban, en 1978, est de cinquante-quatre. — (A.F.P.)

EUROPE

Pologne

Quatre heures de discussion orageuse entre MM. Walesa et Pinkowski n'ont donné aucun résultat

Varsovie. — Les relations entre les *autorités polonaises et Solidarité* continuent de se tendre, malgré le retour, à Varsovie lundi 19 janvier, de M. Walesa. Aucun compromis n'ayant encore été trouvé dans l'affaire de la semaine de cinq jours, la journée de samedi prochain, considérée comme ouvrable par le gouvernement, devrait être déclarée « libre » par la direction nationale du syndicat, qui siège ce mardi à Gdansk. D'ici là, une grève d' « avertissement » de quatre heures devrait avoir lieu jeudi sur le littoral baltique sans qu'il soit certain *qu'elle se cantonne* à cette région : d'autres débrayages sont annoncés pour la semaine dans différentes voïvodies.

Apparemment social au départ, le conflit prend de plus en plus nettement l'allure, du côté des syndicalistes, d'une crise de confiance générale, et, du côté du pouvoir, d'une épreuve de force. Les premiers affirment publiquement qu'ils sont disposés à prendre en considération les difficultés économiques invoquées *par le gouvernement* pour n'accorder — contrairement aux engagements pris en août — qu'un samedi libre sur deux. Mais ils se refusent à accepter le fait accompli d'une décision non concertée. *Le* pouvoir campe sur ses positions et, tandis que ses représentants s'en prennent à Solidarité dans la presse et sur les ondes, les syndicalistes commencent à dresser un bilan très négatif de la réalisation des accords de Gdansk.

De notre envoyé spécial

Après avoir conféré avec ses amis et fait une visite de courtoisie au cardinal primat pour lui rendre *compte du séjour de la délégation* de Solidarité au Vatican et en Italie, M. Walesa a été reçu lundi soir par le président du conseil, M. Pinkowski. L'entrevue, qui a duré de 19 heures à 23 *heures* et à laquelle participaient six autres dirigeants syndicaux et cinq autres ministres, n'a abouti à aucun résultat.

Nouvelles épreuves de force prévisibles

Le communiqué final indique seulement que l'on a examiné l'état de l'application des accords de Gdansk — *élégante manière de résumer une* discussion très orageuse qui a failli, un moment, se terminer sur un claquement de porte. Les syndicalistes ont notamment protesté contre la multiplication des attaques lancées contre eux et déclaré qu'ils y voyaient un signe d'une volonté d'affrontement. Leurs interlocuteurs *ont rétorqué qu'il ne s'agissait là* que d'une réponse à la multiplication, avec l'accord de la direction de Solidarité, des grèves la semaine dernière. Le blocage était tel que les trois autres sujets les plus brûlants du moment — la reconnaissance du syndicat paysan, la libération des prisonniers politiques et la loi sur la censure — n'ont même pas été abordés.

M. Walesa, dont la modération a été vivement critiquée durant son absence par plusieurs de ses camarades, n'est plus disposé dans cette affaire à user de son crédit personnel pour apaiser le mécontentement de la base.

Il est probable dans ces conditions que les décisions qui devaient être adoptées ce mardi à Gdansk seront *fermes*. La direction du mouvement aurait l'intention, pour faire preuve de bonne volonté, de proposer de son côté un compromis, aux termes duquel Solidarité accepterait, pour cette année, *une semaine de* travail de quarante et une heures trente, à la condition que le gouvernement s'engage à rendre légale la semaine de quarante heures dès 1981. Deux formules seraient avancées, prévoyant soit un samedi ouvrable sur quatre, soit deux sur quatre, mais avec huit jours de congés annuels supplémentaires.

Si elle était acceptée par la base, cette proposition de compromis pourrait être soumise mercredi aux *autorités. L'accord n'est pas encore* impossible, mais il est déjà très improbable qu'il puisse être conclu sans de nouvelles épreuves de force aux conséquences inquiétantes.

BERNARD GUETTA.

LES DEUX PARTIS FRANCOPHONES DÉCIDENT DE LUTTER ENSEMBLE POUR L'AUTONOMIE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Les deux partis fédéralistes francophones, le F.D.F. pour Bruxelles et le Rassemblement wallon pour la Wallonie, ont décidé d'opérer un nouveau rapprochement en vue d'organiser ensemble la lutte pour l'autonomie. Bruxelles et la Wallonie, ont-ils déclaré, se trouvent maintenant en face de la Flandre *« en état de légitime défense »*. A leur avis, l'autonomie constitue désormais la seule solution. Cependant, Mme Spaak a précisé, le lundi *19 janvier, à l'issue du conseil* général du F.D.F., le parti qu'elle préside, qu'elle est *« toujours pour un Etat belge mais pas à n'importe quel prix »*. Les deux *partis* estiment qu'un pacte éventuel avec la Flandre devrait répondre au moins aux conditions suivantes : une région ne peut imposer sa volonté à aucune des deux autres ; les limites des régions seront déterminées après consultation des populations et le régime des minorités sera fixé selon les règles de la réciprocité et de l'égalité des critères ; les trois régions (Flandre, Wallonie et Bruxelles) pourront accéder aux relations internationales.

Au Rassemblement wallon, l'ancien président, M. Gendebien, a condamné ce rapprochement en estimant que le R.W. serait dorénavant prisonnier du F.D.F. On estime que c'est là une réaction classique de la province, qui redoute l'influence de la capitale.

P. de V.

Belgique

Cent sept militants flamands d'extrême droite comparaissent en justice à Anvers

De notre correspondant

Bruxelles. — Cent sept militants *flamands* d'extrême droite du V.M.O. (Vlaamse Militanten Orde) ont comparu devant le tribunal correctionnel d'Anvers, le lundi 19 janvier. Ils sont accusés d'infraction à la loi du *24 juillet 1934 sur les milices* privées. Ils ont porté l'uniforme noir rappelant celui des SS ; certains d'entre eux ont transporté des armes, et ils sont coupables d'incitation au racisme et de violences en certains endroits du pays, principalement dans la région des Fourons, où, à plusieurs reprises, ils ont organisé *de véritables expéditions punitives* contre les francophones.

Un des principaux accusés est M. Bert Erikson, barman anversois et chef des milices du V.M.O. Il a été applaudi par le public, manifestement constitué de sympathisants du mouvement. En revanche, le président des francophones des Fourons, *M. Happart, a été hué à la fois par* les prévenus et par le public. Les Fourons sont cette région située au nord de Liège, rattachée en 1963 au Limbourg flamand, contre la volonté de la majorité de ses habitants. M. Happart assistait au procès en qualité de témoin.

Le tribunal est présidé par une *femme, Mme Wouters* et une autre femme, Mme Sevens, dont le père a été fusillé par les Allemands, représente le ministère public. Le juge d'instruction, en revanche, est le fils d'un général de gendarmerie *condamné à mort pour collaboration* avec l'occupant.

Le procès des néo-nazis belges se prolongera pendant plusieurs semaines. Il est suivi avec intérêt par l'opinion publique, inquiète de la renaissance du fascisme et du racisme. En effet, plusieurs étrangers ont été malmenés dans le pays ces *derniers temps, et, tout récemment*, un jeune Nord-Africain a été tué dans un des faubourgs de Bruxelles par un militant d'extrême droite.

PIERRE DE VOS.

● ERRATUM. — Plusieurs « coquilles » ont rendu incompré*hensible une phrase de l'article* que nous avions consacré, dans nos éditions datées du 20 janvier, à la réunion de mouvements autonomistes européens à Bruxelles. *A la fin du deuxième* paragraphe, il fallait lire : *« Le fardeau de cette compromission a pesé pendant des lustres sur l'image du nationalisme breton après la guerre. »*

Yougoslavie

SEPT PROFESSEURS, ÉCARTÉS EN 1975 DE L'UNIVERSITÉ SONT RÉVOQUÉS DÉFINITIVEMENT

De notre correspondant

Belgrade. — Sept professeurs de philosophie de l'université de Belgrade ont été licenciés, a annoncé la semaine dernière, un communiqué de l'agence de presse Tanyoug. Il s'agit de Mme Zagorka Goloubovitch et de MM. Miladine Jivotitch, Mihailo Markovitch, Dragoljoub Mitchounovitch, Niboïcha Popov, Svetozar Stoïanovitch et Ljoubomir Taditch. Leur licenciement, précise le communiqué, repose sur la loi sur le travail, lesdits professeurs ayant refusé, depuis 1975, les postes *« équivalents »* qui leur avaient été offerts à plusieurs reprises ou le bénéfice du droit à la retraite.

Les origines de cette affaire *remontent à 1968, lorsque les sept* enseignants avaient accordé leur soutien au mouvement contestataire de l'université de la capitale. Depuis, ils ont été en *conflit permanent avec le régime* qui, sous l'accusation de propagande *« antisocialiste et antiautogestionnaire »*, les avait d'abord écartés de leur chaire puis, en 1975, mis en *« disponibilité »* (*le Monde* des 15, 30 et 31 janvier 1975). Pendant toute cette année, ils avaient cependant reçu régulièrement leurs émoluments, mais avaient refusé d'autres postes, car ils estimaient « illégale » leur éviction de la faculté de philosophie.

Le communiqué de l'agence reproche en particulier à *« certains »* de ces professeurs d'avoir présenté d'une manière *« inexacte »*, lors de leur séjour à l'étranger, les *conditions* dans lesquelles se déroulait le travail scientifique en Yougoslavie et d'avoir recherché, dans leurs activités, des appuis à l'étranger.

La mesure qui frappe les sept professeurs ne surprend pas. Ils sont proches de l'écrivain Dobritza Tchositch, dont la demande de publication d'une revue indé*pendante a été rejetée par* les autorités (*le Monde* daté 19-20 novembre 1980). Leurs signatures figurent en outre dans la récente proposition adressée à l'Assem*blée nationale fédérale* par une centaine d'intellectuels en vue de la suppression dans le code pénal des délits de *« propagande hostile »* et de *« présentation malveillante et inexacte »* de la situation politique et sociale yougoslave.

PAUL YANKOVITCH.

ASIE

LA FIN DE LA TOURNÉE DU PREMIER MINISTRE JAPONAIS EN ASIE DU SUD-EST

M. Suzuki a cherché à rassurer ses interlocuteurs sur les intentions de Tokyo dans la région

Le premier ministre japonais, M. Suzuki, a regagné Tokyo mardi 20 janvier, à l'issue d'une visite de treize jours dans les pays de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN), qui s'est achevée en Thaïlande.

Au cours de ses entretiens avec les dirigeants des pays de l'Association (Thaïlande, Singapour, Malaisie, Philippines et Indonésie) il a indiqué que le Japon allait jouer un rôle politique plus actif dans le Sud-Est asiatique.

Un communiqué publié lundi à Bangkok déclare que « la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Thaïlande doivent être totalement respectées pour la sauvegarde de la paix et de la stabilité du Sud-Est asiatique ».

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — En choisissant d'achever, le mardi 20 janvier, sa tournée des pays de l'ASEAN en Thaïlande, à quelque 200 kilomètres du Cambodge où, selon lui, *« plus d'un million de personnes souffrent des horreurs de la guerre et de la famine »*, M. Suzuki, premier ministre japonais, a voulu signifier que son voyage n'était pas seulement un voyage d'affaires, que développement économique et stabilité politique allaient de pair.

Que pouvait faire d'autre M. Suzuki si ce n'est réaffirmer son soutien à la résolution de l'ONU, demandant la réunion d'une conférence internationale sur le Cambodge et appuyer les efforts du secrétaire général des Nations unies ? *« Je presse le Vietnam de répondre immédiatement et positivement à l'appel de la communauté internationale*, a-t-il dit. *Une fois la paix revenue, le Japon est prêt à participer autant que possible, à la reconstruction de l'Indochine.* »

Derrière cette offre, y avait-il, de la part de M. Suzuki, matière à faire réfléchir le Vietnam qui est en mauvaise posture économique ? *« Nous ne céderons pas au pouvoir de l'argent*, a aussitôt rétorqué Radio-Hanoï, *le premier ministre japonais ne réussira pas à nous appâter avec son aide.* » Et de répéter que la réunion d'une conférence internationale est *« illégale, impraticable et inacceptable »*.

En tout cas, tout au long de son voyage, M. Suzuki n'a cessé de combattre l'idée d'une renaissance du militarisme nippon. *« Nous ne répéterons jamais les erreurs du passé*, a-t-il assuré. *Nous n'avons pas l'intention de devenir une puissance nucléaire. Nous cherchons seulement à renforcer nos capacités d'autodéfense.* » Reste à savoir ce que Tokyo entendra par « autodéfense ». Comment réagirait-il si des menaces pesaient sur les routes maritimes où transitent ses approvisionnements en pétrole ?

C'est en termes de progrès économique que le premier ministre a voulu poser le problème de la paix et de la stabilité dans l'Asie du Sud-Est. D'où la nouvelle stratégie nippone d'aide aux pays de l'ASEAN, bâtie autour de quatre axes prioritaires : développement rural, recherche d'énergies de substitution, création d'un tissu de micro-industries, formation technologique des hommes. *« Penser et travailler ensemble »*, tel est le mot d'ordre lancé par M. Suzuki qui, pour *« mettre en appétit »* ses partenaires, leur a déjà distribué plusieurs centaines de millions de dollars de prêts et de dons.

Les pays de l'ASEAN savent que le Japon est, pour eux, un partenaire obligé dont, au surplus, le dynamisme et la réussite ne manquent pas de les fasciner. *Mais ils attendent que cet « animal économique » se montre* moins préoccupé de rentabilité immédiate, plus attentif aux priorités nationales, plus coopé*ratif avec les cadres locaux.*

Ils ne peuvent s'empêcher de penser que, au-delà de toutes les bonnes paroles, Tokyo les utilise pour faire prospérer son *secteur privé* et assurer ses approvisionnements en matières premières. Un test : à leur proposition de voir abaisser les barrières douanières pour faciliter leurs exportations de produits agricoles vers le Japon, M. Suzuki a répondu de manière vague, soulignant la nécessité de défendre les paysans nippons.

Même s'il s'est dit *« très averti »* de ces critiques, M. Suzuki n'a pas réussi à dissiper toutes les craintes. Au reste, un dialogue serein et équilibré est-il vraiment possible avec un pays entendant *« jouer un rôle politique à la mesure de sa puissance économique »*. Le Japon aura, semble-t-il, du mal à établir avec l'ASEAN ce que, en 1977, M. Fukuda, alors premier ministre nippon, appelait *« des relations de cœur à cœur »*.

JACQUES DE BARRIN.

Chine

Après la vente par La Haye de deux sous-marins à Taiwan

PÉKIN VEUT RÉDUIRE LE NIVEAU DE SES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LES PAYS-BAS

En signe de protestation contre la vente par les Pays-Bas de deux sous-marins à Taiwan (*le Monde* daté 18-19 janvier), la Chine a informé, lundi 19 janvier, le gouvernement de La Haye de sa volonté de réduire les relations diplomatiques entre les deux pays au niveau de bureaux dirigés par de simples chargés d'affaires. Une note en ce sens a été remise le même jour à M. Jan Kneppelhout, ambassadeur des Pays-Bas à Pékin.

La note chinoise, indique Chine nouvelle, précise que cette décision a été prise *« en vue de sauvegarder la souveraineté de la Chine et les normes de base des relations internationales »*. Elle proclame que Taiwan est *« une partie inaliénable du territoire sacré de la Chine »*. En vue de *définir les modalités* d'une réduction des relations diplomatiques avec les Pays-Bas, Pékin propose à La Haye l'ouverture de *« négociations »*.

A La Haye le porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré que les autorités *« avaient appris avec regret le souhait du gouvernement chinois »*. Elles étudient la réponse à donner à Pékin.

Cependant, Pékin a annoncé lundi par la voix du deuxième secrétaire de son ambassade à La Haye, M. Shen Zhihuan, que la Chine avait annulé plusieurs contrats commerciaux avec les Pays-Bas, et notamment avec la compagnie pétrolière Shell. La société Shell s'était vu confier des missions d'exploration et d'exploitation de champs pétrolifères en Chine. *« Dans les circonstances actuelles, il n'est pas indiqué qu'elle poursuive cette tâche »*, a déclaré le porte-parole.

Faisant allusion au rôle joué par les Etats-Unis dans cette affaire, le diplomate a déclaré que, *selon un rapport du gouvernement* néerlandais au Parlement, dont la presse hollandaise a fait état, les Pays-Bas avaient demandé conseil au gouvernement *de Washington avant de prendre* leur décision.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Nord

● M. KIM IL, vice-président de la République, a repoussé lundi 19 janvier, comme *« stupide et burlesque »*, la proposition de dialogue faite le 12 janvier par le général Chon, chef de l'Etat sud-coréen. — *(A.F.P., UPI.)*

Gambie

● REMANIEMENT MINISTÉRIEL. — Le ministre des finances, M. Muhammadu Cadi Cham, considéré comme la troisième personnalité du régime, a été écarté du gouvernement à la faveur d'un remaniement *ministériel* intervenu le vendredi 16 janvier à Banjul. M. Cadi Cham est remplacé à ce poste par M. Saiku Sabally, précédem*ment ministre du plan économique* et du développement industriel. Ce dernier portefeuille est confié à M. Muhammadu Mane, qui fait son entrée dans le gouvernement. Un ministère des ressources *hydrauliques* et de l'environnement a été créé par suite de la sécheresse qui frappe la Gambie. Il est confié à M. Omar Jollow. — *(A.F.P.)*

Soudan

● LIMOGEAGE D'UN GOUVERNEUR. — Le président Nemeiry a demandé le lundi 19 janvier au nouveau gouverneur de la province de Darfour d'abandonner ses fonctions à la suite des manifestations sanglantes qu'a provoquées sa nomination. L'agence de presse soudanaise SUNA précise que le président Ne*meiry a pris cette décision sous* la pression des députés représentant la province de Darfour, proche de la frontière tchadienne. Selon des sources *occidentales informées, de dix* à vingt personnes sont mortes le mois dernier au cours d'émeutes dans la capitale provinciale. — *(Reuter.)*

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. Marchais : assez de la République des châteaux et des cadeaux !

L'annulation des opérations de révision des listes électorales dans une trentaine de municipalités communistes, décidée par les tribunaux administratifs — que M. Bonnet, ministre de l'intérieur, avait demandé aux préfets de saisir à la suite de la campagne d'inscriptions menée par le P.C.F. à la fin de l'année dernière — a provoqué de vives protestations de la part du parti communiste. L'Association nationale des élus communistes et républicains, que préside M. Marcel Rosette, sénateur du Val-de-Marne, a organisé une conférence de presse, mardi 20 janvier, au Sénat, en présence de plusieurs dizaines d'élus de la région parisienne.

M. Georges Marchais, qui participait à cette conférence, a, pour la première fois depuis le déclenchement des « affaires » tombant à la personne ou à la famille du chef de l'Etat, vivement mis en cause M. Giscard d'Estaing qu'il a accusé d'être « le président de l'injustice, des privilèges et de scrupules ». M. Marchais a dénoncé « la République des châteaux et des cadeaux ».

Le secrétaire général du P.C.F. avait expliqué dans « l'Humanité », le 8 novembre 1979, au moment de l'affaire Boulin, que les communistes rejetaient « l'attaque personnelle comme arme [du] combat [politique] ». Son changement d'attitude constitue, en premier lieu, une riposte à la réaction du pouvoir contre le risque de voir un grand nombre des « centaines de milliers de travailleurs » (« l'Humanité » du 31 décembre) inscrits sur les listes électorales à l'invitation du P.C.F., voter pour le candidat de ce parti le 26 avril prochain. Menacé sur le terrain électoral, le parti communiste répond en visant les points faibles du chef de l'Etat.

En second lieu, M. Marchais réplique aux affirmations des socialistes, réitérées récemment par MM. Mitterrand et Estier et selon lesquelles le candidat communiste et le président sortant seraient alliés objectifs, voire complices, pour tenter de réduire l'influence du P.S.

M. Marchais a déclaré : « *La coupe est pleine. La machination ourdie par M. Giscard d'Estaing contre l'inscription de milliers de travailleurs sur les listes électorales dans des mairies communistes la fait déborder.*

» *C'en est trop de ce président de l'injustice, qui écrase les travailleurs, les livre au chômage, envoie M. Barre en première ligne pour fulminer contre le maintien du pouvoir d'achat. (...) C'en est trop de ce président des privilèges, qui pille les finances publiques pour emplir les coffres des industriels. « Gloire au profit ! place aux affaires ! », voilà la seule devise qu'il a su inscrire sur son drapeau.*

» *C'en est trop de ce président de l'absence de scrupules, qui ne recule même pas devant les avantages pour une famille dont tous les membres ont bâti leur carrière et leur fortune à la frontière de la politique et des finances, dans ce monde de l'argent auquel nulle particule d'emprunt ne donnera jamais la moindre noblesse du cœur ou de l'esprit. Assez de la République des châteaux et des cadeaux, de l'Etat des cousins et des copains, du clan des chers parents et es princes ! Sans parler des lourds secrets que M. Poniatowski a réussi jusqu'à ce jour à cacher...*

» *C'est en usant et abusant du nom de la République française que ce président dégrade à plaisir le Parlement, se pose en maître absolu, et dit : « La loi, c'est moi ». C'est en son nom qu'il a inspiré la loi scélérate grâce à laquelle le cynique Peyrefitte prétend garrotter ceux qui luttent pour leurs droits.*

» *C'est au nom de la République française que ce président a peuplé les radios et les télévisions de serviteurs à sa dévotion, interdisant l'accès à tout journaliste communiste. C'est en son nom que les lois de la Libération sur la presse ont été violées pour permettre à l'empire Hersant de se construire. En son nom que le grand patron Lagardère constitue une concentration de moyens de propagande pour égarer et empoisonner l'opinion publique. C'est en son nom que ce matin même les forces de répression ont attaqué la radio syndicale Lorraine-Cœur d'Acier, comme elles avaient déjà attaqué l'émetteur de lutte Radio-Quinquin.* »

M. Marchais a poursuivi : « *M. Giscard d'Estaing agit bien dans la ligne d'une famille qui a toujours combattu, à l'extrême droite, la classe ouvrière, la démocratie, la nation. Il s'imagine pouvoir broyer sous son talon deux siècles de luttes et de conquêtes démocratiques. Il rêve de semblants de scrutin et de parodie de suffrage universel. Se figure-t-il que ces abus peuvent durer ? Il se trompe d'époque et de pays.*

» *La France ne se prosternera pas. Rien n'empêchera les travailleurs de voter pour balayer toutes ces injustices, cette négation de la morale républicaine, cet obstacle au progrès social. Je n'ai jamais caché que je combats pour en finir avec ce despotisme arrogant et hypocrite, pour battre Giscard d'Estaing et instaurer une République nouvelle. La bataille est dure, mais elle en vaut la peine ! Je ne laisserai pas le bon plaisir triompher insolemment du bon droit.* »

● Le tribunal administratif de Versailles a annulé, jeudi 15 janvier, les listes rectificatives électorales de Montereau (Seine-et-Marne) — dont le maire est communiste, — en raison des démarchages à domicile qui avaient été effectués.

● Le tribunal administratif de Rouen a annulé l'inscription de nouveaux électeurs de la commune de Canteleu (Seine-Maritime) — dont le maire est communiste. Le préfet de la Seine-Maritime avait demandé ces annulations à la suite, notamment, de la distribution de tracts « *contenant des appréciations tendancieuses de nature à compromettre la sincérité, la régularité des inscriptions* ».

● Le tribunal administratif de Nancy a, en revanche, rejeté, lundi 19 janvier, le référé du préfet de Meurthe-et-Moselle, qui avait dénoncé un cas de « *prospection électorale* » dans la commune de Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle). Une soixantaine de nouvelles inscriptions, effectuées également à la suite de démarchage à domicile, étaient visées.

● A Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), des incidents ont opposé, lundi 19 janvier, à l'intérieur de l'hôtel de ville, le maire, M. Parfait Jans, député communiste des Hauts-de-Seine, à des militants du R.P.R., venus consulter les listes électorales rectificatives qui ont été annulées par décision du tribunal administratif de Paris. M. Jans a indiqué qu'« *un commando R.P.R., dirigé par M. Patrick Balkany* [membre du comité central du R.P.R.], *a volé à l'intérieur de la mairie les listes des nouvelles inscriptions des 19e, 20e et 21e bureaux de vote* ». Les militants du R.P.R. précisent, de leur côté, qu'ils se sont contentés de recopier et de photocopier ces listes et que celles-ci ont été rendues à la mairie.

● M. Marcel Debarge, secrétaire national aux collectivités locales du P.S., a déclaré : « *Les municipalités à direction socialiste ont mené une campagne vigoureuse pour inciter à l'inscription sur les listes électorales. (...) Pour autant, ces municipalités n'ont pas pratiqué le démarchage à domicile, estimant que le citoyen, une fois informé le plus complètement possible, n'a pas à être recruté chez lui, qu'il doit rester libre de sa démarche, de son choix.* » M. Debarge s'étonne « *de voir aujourd'hui ceux qui trouvaient normales les scandaleuses inscriptions de certains Français de l'étranger lors des dernières élections législatives crier à la vertu outragée* ».

● Le Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P. - C.G.T.) a protesté contre la « *partialité du gouvernement* » et demandé si les enseignants « *doivent enseigner l'instruction civique de façon différente suivant que la commune dans laquelle ils exercent est dirigée par un maire communiste ou non* ».

● Le bureau politique du P.C.F. a également protesté, lundi 19 janvier, contre « *le coup de force que Giscard d'Estaing vient de perpétrer à l'égard du suffrage universel en prétendant faire annuler des dizaines de milliers d'inscriptions sur les listes électorales dans les municipalités dont le maire est communiste* ». Le P.C.F. affirme que les maires communistes ont fait « *leur devoir civique* ».

● Le tribunal administratif de Paris — qui a annulé, vendredi 16 janvier, les listes rectificatives de vingt-sept communes de la région parisienne (*le Monde* daté 18-19 janvier) — indique, dans les « considérants » de son jugement, que « *l'inscription sur une liste électorale est subordonnée à la présentation d'une demande de l'intéressé* », que « *cette inscription est laissée à l'appréciation de tout citoyen, libre notamment du choix de sa commune, dès l'instant que le vote n'est pas obligatoire* ». Il conclut en précisant que la procédure employée constitue une « *atteinte à la liberté individuelle et à l'égalité de traitement des citoyens* ».

Le général Jouhaud et le capitaine Sergent partent en campagne

Depuis que le général Edmond Jouhaud a été reçu à l'Elysée le 12 mars dernier, à l'occasion d'une réception offerte aux associations de rapatriés d'Afrique du Nord, on savait que pour les anciens putschistes de l'Algérie française l'heure de l'absolution officielle avait sonné (1). Il apparaît aujourd'hui que cette réconciliation s'accompagne d'une certaine coopération entre les giscardiens et les adversaires du général de Gaulle.

Comment interpréter autrement le fait que le cabinet de M. Jacques Dominati ait pris le soin de diffuser — sur papier à en-tête du secrétariat d'Etat — le message électoral délivré aux « pieds-noirs » par l'ancien inspecteur général de l'armée de l'air ? Le mardi 13 janvier, à l'hôtel de Cassini, au cours de la réception de Nouvel An offerte par M. Dominati aux associations de rapatriés, le général Jouhaud avait donné « *deux conseils* » à ses « *compatriotes* » : « *Le premier est de refuser de compromettre notre dignité en votant pour des hommes qui, hier, nous ont trahis, et qui sont les artisans conscients de notre malheur. Le second est de se méfier des promesses souvent démagogiques de candidats sans scrupules.* »

Rapportant ses propos à la presse, le secrétariat d'Etat ajoute : « *M. Dominati s'est félicité de cette importante déclaration en rappelant que dans un passé récent toutes les associations de rapatriés avaient demandé au général Jouhaud d'être leur fédérateur et qu'elles continuent à le considérer comme le « premier des rapatriés »*.

La satisfaction du secrétaire d'Etat est parfaitement compréhensible puisque l'ancien putschiste recommande aux pieds-noirs de ne voter ni pour les candidats de gauche ni pour ceux qui se réclament du général de Gaulle. Comme il l'avait fait avant les élections législatives de 1978 en utilisant les services de M. Pierre Lagaillarde, ancien député d'Alger, M. Dominati exploite aujourd'hui le prestige du général Jouhaud pour essayer de rallier tous les rapatriés à la cause giscardienne. Il s'agit essentiellement de riposter à l'association la plus activiste — celle du RECOURS (Rassemblement de coordination des rapatriés et spoliés), présidée par M. Pierre Laffont, ancien député d'Oran, — qui se propose de mener une campagne antigiscardienne en organisant, d'abord, le samedi 14 février, à Montpellier, des « *états généraux des rapatriés* », puis, à partir de la mi-avril, une caravane motorisée qui sillonnera le Midi pour dénoncer de ville en ville la politique du gouvernement à l'égard des « pieds-noirs ».

Un autre personnage fait sa réapparition sur la scène politique : il s'agit de M. Pierre Sergent, ancien chef d'état-major de l'O.A.S. en métropole, qui annonce sa décision de « *rompre le silence* », le jeudi 22 janvier au cours d'une conférence de presse (2). Sa cible : M. Michel Debré, qui fut premier ministre du général de Gaulle de 1959 à 1962, soit pendant les dernières années de la guerre d'Algérie.

L'ex-capitaine déclare : « *Comme n'importe quel produit lancé à grand renfort de publicité, le produit Debré commence à être connu et à se vendre. Je pensais que devant tant d'outrecuidance certaines voix s'élèveraient. Il n'en est rien. Les Français semblent frappés d'amnésie. Dans cette atmosphère de complicité générale je ne peux plus me taire. J'ai décidé de rafraîchir la mémoire des Français et de contrer M. Debré partout où ce sera possible.* »

Ce qui prouve, pour le moins, que chez les anciens « soldats perdus » de l'Algérie française, le désir de réconciliation demeure électoralement très sélectif. — A.R.

(1) Le général Jouhaud fut en avril 1961, avec les généraux Challe, Salan et Zeller, l'un des instigateurs de la tentative du putsch d'Alger. Condamné à mort en mars 1962, il fut gracié par le général de Gaulle en novembre de la même année.

(2) Le capitaine Sergent participa au putsch d'Alger en avril 1961. Condamné par contumace, en 1962, à vingt ans de détention criminelle, il fut ensuite amnistié. Réfugié en Allemagne, il avait appelé à voter pour François Mitterrand, au second tour de l'élection présidentielle de 1965.

Dans les conseils régionaux

M. MAURICE POURCHON RÉÉLU EN AUVERGNE
Incidents entre communistes et socialistes

M. Maurice Pourchon, député socialiste du Puy-de-Dôme, a été réélu, lundi 19 janvier, à Clermont-Ferrand, président du conseil régional d'Auvergne. Il a obtenu vingt-trois voix contre vingt et une à M. Hector Rolland, député R.P.R. de l'Allier, maire de Moulins (Allier).

Avant le scrutin, M. Pierre Goldberg, député de l'Allier, maire de Montluçon, avait revendiqué, au nom du groupe communiste, la présidence de la commission permanente du conseil. Le groupe socialiste s'était opposé à cette demande. La séance du conseil a été marquée, en fin de journée, par des incidents. Les sept conseillers communistes, conduits par André Lajoinie, député de l'Allier, ont quitté la salle en dénonçant le « *comportement indigne du président* » pour exprimer leur solidarité avec une délégation d'une quarantaine d'ouvrières C.G.T. licenciées de l'entreprise Rousseau, de Montluçon, qui, à la demande de M. Pourchon, avait dû évacuer les travées du public où elle se trouvait depuis le début de l'après-midi.

Dans la bousculade qui s'est produite avec les forces de police à la porte de la préfecture, un des conseillers communistes M. Jean-Claude Jacob, vice-président du conseil régional, qui se trouvait avec les membres de la délégation des ouvrières, a été frappé à la tête.

M. Pourchon avait demandé l'évacuation des tribunes après avoir donné plusieurs avertissements aux ouvrières, qui avaient manifesté bruyamment à diverses reprises. L'assemblée discutait alors un vœu les concernant, présenté par M. Pierre Goldberg.

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le bon temps

(Suite de la première page.)

Le soutien de fait que M. Giscard d'Estaing attend des amis de M. Marchais, et qui peut contribuer à *expliquer la compréhension parfois* surprenante dont il témoigne envers Moscou, ne peut évidemment aller jusqu'à les faire entrer dans la majorité. Il lui faudra donc, s'il est réélu, soit retourner à son vieux rêve et s'adresser aux socialistes, au risque *plus que probable de se faire* éconduire, même si tel ou tel d'entre eux peut être tenté, après vingt ans *d'opposition, d'aller*, comme on dit grossièrement, « à la soupe ». Soit, plus vraisemblablement, essayer de *rafistoler*, en lui donnant une dimension plus « sociale », le ménage avec le R.P.R. : c'est ce qui donne sa chance, pour succéder à M. Barre, à *M. Chaban-Delmas. Ce dernier* n'a pas rappelé sans intention, il y a peu, le projet de « nouvelle société » par lui présenté, voilà bientôt douze ans, lorsqu'il était le premier ministre de Georges Pompidou. Mais comment arriver à faire se sentir solidaires des gens *qui n'auront cessé*, pendant la campagne électorale, de se combattre âprement ? Le simple *fait que l'Assemblée doive être* renouvelée en 1983 au plus tard suffit à mesurer la difficulté de la tâche.

M. Giscard d'Estaing tentera-t-il de la surmonter en prononçant la dissolution anticipée de l'Assemblée? Ce *ne* serait guère dans son tempérament. *De toute façon, au vu des* résultats des partielles de novembre, l'U.D.F. est loin d'être assurée de se tirer à son avantage de nouvelles législatives. Après tout, *rien* ne dit qu'on *ne* verrait *pas* arriver au Palais-Bourbon une majorité de gauche. Les Portugais viennent d'élire, à quelques semaines de distance, un Parlement de droite et un président *de gauche. Les Français sont assez* hésitants et inconstants pour que l'inverse puisse se produire ici.

François Mitterrand, lui, ne cache pas que, s'il s'installe à l'Elysée, il s'empressera de dissoudre. Mais les communistes, durant la campagne pour les législatives qui s'ouvrira alors, ne se feront pas faute d'exercer une dure pression sur le P.S. dont *les candidats ont besoin de leurs voix* dans bien des circonscriptions, pour être élus. A supposer qu'une nouvelle union de la gauche prenne corps, et qu'elle l'emporte, il risque d'être encore plus difficile à ses composantes de s'entendre pour gouverner qu'à ceux que *l'on* continue d'appeler, faute d'autre mot, la « majorité ». Quant à croire que le P.C.F. *pourrait soutenir de ses voies*, comme en 1936, un gouvernement à direction socialiste auquel il ne participerait pas, c'est là une hypothèse par trop audacieuse pour qu'on s'y attarde bien longtemps. A *moins* qu'il ne s'agisse du type de soutien très *particulier* que la corde assure au pendu.

Une autre hypothèse a été avancée, *y compris* dans ces colonnes, par des militants des deux formations concernées : pourquoi pas une alliance P.S.-R.P.R. ? Sur le papier, l'idée *est* séduisante et comporte elle, au moins, une promesse de changement. En politique étrangère, *par exemple, les convergences sont* souvent frappantes, maintenant que les socialistes ont perdu foi dans la fédération européenne et se sont ralliés à l'arme nucléaire. Mais qu'en pense, de part et d'autre, la base ? Qu'en pense, plus encore, l'électorat ? *L'affaire ne paraît pas encore* mûre.

Or le futur président, quel qu'il soit, aura d'autant plus besoin d'une majorité cohérente et solide qu'une fois éteints les lampions de la fête électorale, la triste réalité s'empressera de le prendre à la gorge. Tous les augures s'attendent à une aggravation de la conjoncture économique. Le magazine *l'Expansion* a inventé un « tensiomètre » intégrant en une seule courbe toute une série d'indicateurs : production industrielle, chômage, inflation, prix du baril de pétrole, cours du deutschemark par *rapport au franc. Voici les conclusions* qu'il tire, dans son dernier numéro, des résultats ainsi obtenus : *« alarmant..., les composantes du tensiomètre sont pratiquement dans la situation la plus porteuse de crise ».*

Le marasme de l'automobile ne fait que commencer, le prix du pétrole est à la merci de n'importe *quelle saute du baromètre*. Le seul remède qu'on ait imaginé — exporter — est malheureusement le même que celui auquel recourent nos partenaires, qui sont en même temps nos concurrents. Or le pouvoir d'achat de nos éventuels clients, surtout ceux du *tiers-monde non* pétrolier, est de plus en plus limité. Quant à nos prix, ils sont de moins en moins compétitifs. Il n'y a là rien d'étonnant, puisque notre taux d'inflation est 2,59 fois celui de l'Allemagne fédérale et 1,95 fois celui du Japon.

Le remède est à l'échelle planétaire

L'évidence est qu'il n'y a pas de remède purement interne. On ne peut relancer l'industrie en créant du pouvoir d'achat à l'intérieur qu'en aggravant la facture pétrolière et *la pression inflationniste*. C'est à l'échelle planétaire qu'il faut chercher des solutions, en aidant les pays pauvres à développer leur propre pouvoir d'achat, en amenant les Etats-Unis à prendre, dans le triple domaine de la stabilité monétaire, de la *politique* énergétique *et du* rééquilibrage du commerce extérieur, les mesures d'urgence sans lesquelles le *désordre économique* est voué à durer.

La France ne peut espérer parvenir seule à convaincre les autres — c'est-à-dire l'ensemble des pays industrialisés de l'Est et de l'Ouest, comme les producteurs de pétrole — de s'associer à une telle entreprise. Il lui faut étroitement coordonner son action avec ses *partenaires communautaires* et avec le maximum possible de pays du tiers-monde. La tâche sera d'autant moins facile que la nouvelle administration américaine paraît bien décidée, après quatre ans de flottement, à rappeler à la discipline des alliés, dont les conseils ne l'intéressent, à première vue, que médiocrement. Un président français *qui n'aurait été choisi*, ainsi qu'on peut le craindre, que comme un pis-aller, serait bien mal armé, dans ces conditions, pour faire entendre son message à l'extérieur. Il n'a aucune chance d'y parvenir s'il ne peut s'appuyer clairement sur un large consensus national.

Est-il inconcevable que celui-ci se réalise autour de deux idées suffisamment simples pour frapper les imaginations et dont l'adoption pourrait avoir, qui sait, *valeur d'exemple* ?

a) *Un accroissement massif de l'investissement des pays développés* et *des pétroliers dans le tiers-monde*, ce qui suppose, concernant la France, une diminution du prélèvement *opéré sur* le revenu national au profit du pouvoir d'achat purement national.

b) *Une modification très substantielle, notamment par le biais de la fiscalité, de la répartition de ce pouvoir d'achat entre les Français eux-mêmes.* Il va de soi que notre peuple ne peut accepter l'idée d'une certaine réduction de son niveau de vie, *inévitable* de toute façon à la longue, du fait des tensions et des pénuries existantes, que s'il a le *sentiment* que cette réduction frappe d'abord ceux qu'elle a, jusqu'à présent, grâce à l'importance de leurs revenus, complètement ou très largement épargnés.

Le discours de trop de candidats occulte délibérément l'importance de ces enjeux, et c'est ce qui le rend dérisoire. A croire qu'on a complètement oublié, malgré les excellents livres de Jean-Baptiste Duroselle (1), Jean Daridan (2) et Jean-Raymond Tournoux (3), qui viennent de nous *la rappeler opportunément*, la terrible leçon de 1940, qui, plus qu'une défaite purement militaire, a été l'effondrement d'un peuple refusant depuis des années, avec la complicité d'une grande partie de la classe politique, de voir la réalité en face.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Jean-Baptiste Duroselle, *la Décadence*, Imprimerie nationale.

(2) Jean Daridan, *la Défaite de 1940*, Plon.

(3) Jean-Raymond Tournoux, *Pétain et la France - La seconde guerre mondiale*, Plon.

● *M. Pierre Bauby*, candidat du parti communiste marxiste-léniniste (P.C.M.L., maoïste) à l'élection présidentielle, a adressé au congrès extraordinaire du P.S., qui doit se réunir le 24 janvier, et au comité central du P.C.F. une lettre leur demandant de revenir sur les consignes que ces deux partis ont données à leurs élus et d'autoriser ceux-ci à accorder leur parrainage à d'autres candidats que MM. Mitterrand et Marchais. *« Un refus de votre part serait contradictoire avec vos affirmations démocratiques et entrerait en ligne de compte dans l'attitude que nous serons amené à prendre pour le second tour de l'élection présidentielle »*, écrit M. Bauby.

● *Mme Christiane Papon* a été réélue présidente du Centre féminin d'étude et d'information Femme-Avenir, association de tendance gaulliste proche du R.P.R.

COLUCHE A POLYTECHNIQUE

UN « NUL » CHEZ LES « X »

Il y a trois semaines, assurent les élèves de l'Ecole polytechnique, on attendait M. Giscard d'Estaing pour une visite officielle, le lundi 19 janvier. Ils ont eu Coluche, chez eux, à Palaiseau. Retenu par les obligations *de sa charge, le président* s'était décommandé depuis longtemps, précisent-ils, lorsqu'ils ont eu l'idée d'inviter Coluche à se mêler de leur campagne électorale interne qui doit permettre de désigner le bureau des élèves.

Voici donc M. Michel Colucci débarquant de sa limousine américaine « *rétro* », *rouge et crème*, dans l'enceinte militaire de polytechnique. Six à sept cents personnes émoustillées — les « X » et le personnel de l'école — attendent le candidat « nul » dans l'amphithéâtre Arago, prévu pour trois cents places. Certains polytechniciens n'ont pas quitté leurs vêtements de tous les *jours : pantalons* kaki et, parfois, de lourdes capotes. D'autres ont revêtu leurs habits de gala : salopettes blanches ou bleus de travail.

Coluche, lui, a enfilé sa tenue réglementaire du dimanche, celle *qu'il porte en dehors du théâtre* du Gymnase. Il est entré sur la scène de l'amphithéâtre sans nez rouge, en blouson de cuir marron brodé de coton rouge, foulard noué à la diable, ceinture rouge, pantalon gris serré aux chevilles, souliers rouges à boucles dorées.

« Giscard devait venir aujourd'hui. Dès qu'il ne peut pas, il m'envoie à sa place. » Le conférencier a déjà gagné la partie : la salle tangue de rire. L'origine de sa candidature ? *Une blague « pour se faire de la pub ». « Personne n'est à l'abri d'une connerie et que ça marche. Ça a pris de l'ampleur, vive l'ampleur ! La plaisanterie a dépassé mes ambitions. »* Les cinq cents signatures ? *« Non seulement je vais en avoir trois mille, personnellement, mais je vais aussi récupérer celles des petits candidats. Le CID-Unati a trois mille maires parmi ses adhérents. Pour en trouver cinq cents, il n'y aura pas besoin d'en gifler beaucoup »* Qu'en faire, de cette candidature ? *« Je suis incapable d'en faire quoi que ce soit (...). Je fais que des conneries, c'est ma fonction (...). Les conneries, je suis bien obligé d'en dire ; je n'ai rien d'autre à dire. »*

Rien à dire ? Ah ! si, tout de même ! Sur les catholiques, le sexe, les hommes politiques, la bombe et les militaires. Surtout les militaires. Coluche encourage les « X » à faire carrière dans l'armée en vertu d'un raisonnement mathématique qui pourrait s'intituler : *« De l'armée considérée comme un art de vivre. » « Il y a intérêt à être militaire pour rester vivant en cas de guerre,* dit-il. *En 14, il y a eu un civil tué pour dix militaires. En 40, c'était moitié moitié. Au Vietnam, c'était cent civils pour un militaire. Dans la prochaine, faudra être militaire. »*

Cabu, le dessinateur, antimilitariste notoire, gratte son bloc-notes au premier rang. Un capitaine et un adjudant-chef rigolent au fond de la salle. Ils sont en civil. Coluche poursuit : *« En m'interdisant à la télé, ils m'ont sauvé la vie. Si j'avais dû leur parler de politique, on se serait vite aperçu de la supercherie. »*

Il n'y a pas de télé dans la salle. Coluche à Polytechnique, pourtant... Quelques photographes ont fait le déplacement. L'artiste candidat pose pour un bras d'honneur. Perdu dans la masse, un jeune homme hésite. La posera-t-il, oui ou non, la seule question qui l'intéresse, la question qui lui démange les yeux depuis une demi-heure.

« Où t'as acheté tes pompes, Coluche ?

— Rue Saint-Sulpice. Tu vois, là, entre l'église et rien. C'est pas cher, en plus. Remarque, c'est de la merde. C'est pas fait pour marcher sur la route. Juste pour venir dans des trucs où y à des photographes »

J.-Y. L.

L'U.D.B. veut faire de la Bretagne « un point fort de la résistance au pouvoir giscardien »

De notre envoyée spéciale

Brest. — Le bureau politique de l'Union démocratique bretonne (U. D. B., socialiste et autonomiste), qui s'est réuni à Lorient (Morbihan) les samedi 16 et dimanche 17 janvier, a décidé de lancer une campagne sur le thème suivant : « Faisons de la Bretagne un point fort de la résistance au pouvoir giscardien ».

L'U.D.B. était née en 1964 d'une scission et d'une conviction : abandonnant le Mouvement pour l'organisation de la Bretagne (MOB), qui s'adressait aux Bretons sans distinction de tendance, des militants de gauche, déçus par les partis « français », avaient fait le pari d'être à la fois socialistes et autonomistes.

L'U.D.B. avait ensuite largement profité de l'union de la gauche, surtout à l'occasion des élections municipales de 1977 qui avaient permis à cinquante de ses membres de participer à la *direction des grandes villes* bretonnes.

Elle compte aujourd'hui deux mille militants mais, née dans le mouvement enseignant, elle n'a pas toujours su trouver les mots justes pour attirer à elle les autres catégories socio-professionnelles représentatives de la Bretagne, bien que les ouvriers représentent le quart des adhésions. En outre, la rupture de l'union de la gauche a ouvert pour l'U.D.B. une période difficile.

Au congrès de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) en avril 1980, l'U.D.B. avait retrouvé ses convictions d'origine : le parti serait une sorte de front progressiste regroupant les *militants* de gauche contre la politique du gouvernement. Des propositions sur l'autonomie de la Bretagne seraient faites ultérieurement.

La fédération de Brest, toutefois — en dépit de l'application musclée du « centralisme démocratique » — n'a pas échappé aux affrontements entre le parti communiste et le parti socialiste, qui se sont traduits par des empoignades au sein de l'équipe municipale. Au point que le bureau politique du parti a décidé, le 14 décembre, de prononcer sa dissolution.

Pour les autres fédérations, plus jeunes, moins liées à la vie politique locale, les décisions du congrès de Saint-Nazaire sont plus faciles à appliquer. Mais là encore, des difficultés apparaissent : la ligne du parti (la constitution *d'un pôle progressiste*) a acculé l'U.D.B. à durcir ses positions, la dénonciation de la politique du gouvernement étant d'ailleurs un objectif à court terme plus mobilisateur pour les militants que la bataille à long terme pour l'autonomie.

La première campagne de l'U.D.B. s'était faite sur un mot d'ordre « breton » repris par les partis et les syndicats : « *La Bretagne est une colonie française. Nous voulons vivre et travailler au pays.* » Aujourd'hui, la « *résistance au pouvoir giscardien* », prônée par le bureau politique, constitue un thème plus large annonçant une campagne sur tous les fronts de l'environnement politique et économique actuel. De nombreuses manifestations et déclarations sont prévues sur le « *chantage à l'emploi* » — à propos de la centrale nucléaire de Plogoff, — la pêche, la desserte ferroviaire, le nucléaire civil et militaire, la vie culturelle, l'agriculture, etc.

Conduite à se démarquer progressivement de ses « partis frères » (P.S.U., P.C., P.S.) et des écologistes classés « à droite », l'U.D.B. tend de plus en plus à regrouper *les militants bretons* « purs et durs ».

Les campagnes systématiques dont le journal du parti, *le Peuple breton* (tiré à 15 000 exemplaires) se fait l'écho, et même le vocabulaire employé, ne vont-ils pas, toutefois, lasser les militants potentiels, voire décourager les anciens.

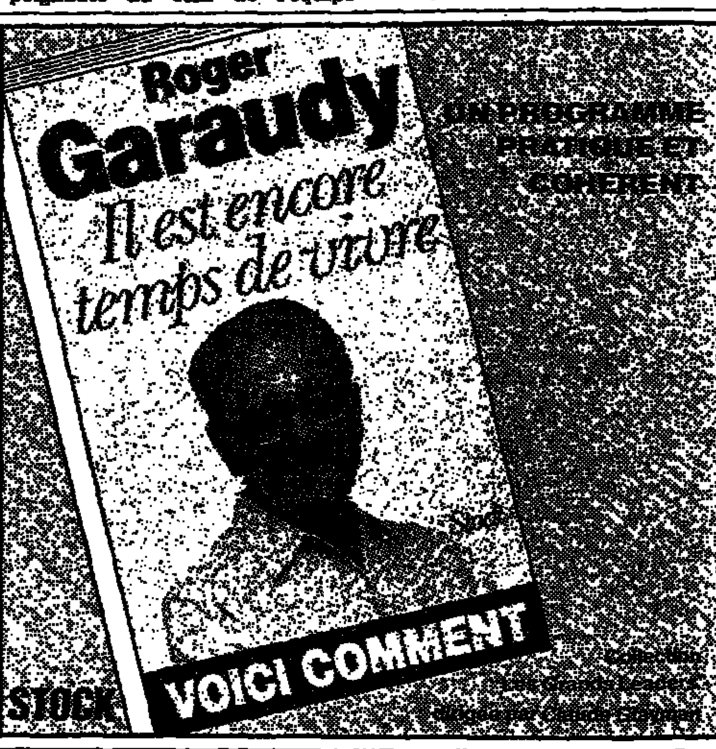
L'U.D.B. est un parti de gauche. Cela n'est plus à prouver. Reste à savoir si son évolution ne l'éloigne pas aujourd'hui de ses « racines » bretonnes.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

APRÈS LES ÉLECTIONS DE DIMANCHE

● RECTIFICATIFS. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans nos précédentes éditions (*le Monde* du 20 janvier, page 10), les huit élections législatives partielles des 23 et 30 novembre 1980 et des 11 et 18 janvier 1981 n'ont pas toutes été consécutives à l'élection de députés au Sénat. Le siège de la 2e circonscription de l'Aveyron était vacant à la suite de la nomination de M. Robert Fabre au poste de médiateur. Celui de la première circonscription du Cantal avait été abandonné par M. Augustin Chauvet, qui avait renoncé à tous ses mandats après l'échec de sa candidature au Sénat.

— Dans le commentaire (*le Monde* du 20 janvier) qui accompagnait les résultats de l'élection municipale partielle du Pecq (Yvelines), une erreur typographique (ligne omise) donnait à croire que le député de la circonscription, M. Michel Péricard (R.P.R.) *était candidat. En fait* M. Péricard soutenait le candidat R.P.R., M. Roux, lequel, bien qu'élu, n'a pas retrouvé sur son nom l'ensemble des voix de la majorité du premier tour.





(Publicité)

ROGER GARAUDY

candidat à la présidence de la République

Appel aux vivants

Les enfants nés aujourd'hui vivront-ils jusqu'à cinquante ans ? Certainement pas si nous prétendons maintenir notre système actuel de croissance économique et notre régime politique.

Quatre cent cinquante milliards de dollars de dépenses d'armement dans le monde en 1980, cela signifie plus de 50 tonnes d'explosifs suspendues sur la tête de chaque habitant de la Terre.

Le gouvernement français a dépassé cette année les 100 milliards de budget de guerre pour fabriquer des symboles militaires impuissants. Sous prétexte d'une dérisoire « dissuasion » (qui ne dissuade personne), ils ne peuvent servir qu'à attirer sur notre pays la foudre.

Dans le même temps, plus de 50 millions d'êtres humains meurent, chaque année, de faim dans le tiers-monde. Cette tension croissante entre ceux qui tuent et ceux qui meurent, entre le Nord et le Sud, prépare une explosion planétaire sans précédent.

En France, l'armement et le programme nucléaire sont les deux mamelles du chômage, parce qu'ils accaparent, au seul profit des firmes qui les font, les crédits, qui, investis dans d'autres secteurs, pourraient créer des produits utiles et des millions d'emplois.

CRIER CES VÉRITÉS, C'EST MA RAISON D'ÊTRE ET D'AGIR

Montrer comment on peut surmonter ces périls, c'est le sens de ma candidature à la présidence de la République.

Il est encore temps de vivre.

Créent le désespoir ceux qui, par leurs mesquines polémiques de partis, cachent les vrais problèmes au lieu de les résoudre et de proposer un véritable projet.

Quelques mois encore de ce désespoir et de cette dérision, et le décor serait planté pour n'importe quelle aventure néo-fasciste.

LES CAUSES DU MAL NE SONT PAS EXTÉRIEURES : ni le prix du pétrole, ni la menace soviétique, ni l'abandon américain, ni les immigrés, ni la concurrence japonaise.

La crise naît de ce que *les buts* assignés à notre économie et à notre politique sont absurdes, totalement périmés. Ce qu'on appelle aujourd'hui « la croissance », c'est une économie devenue folle qui cherche seulement à produire de plus en plus, et de plus en plus vite, n'importe quoi : utile, inutile, ou même mortel.

La « croissance zéro » serait aussi absurde que l'autre, elle signifierait simplement que l'on ne fera pas pire l'an prochain que cette année sur tous les problèmes majeurs : la course aux armements, le chômage, les rapports avec le tiers-monde, tout ce qui nous conduit aux convulsions et à la mort.

Nous voulons une autre croissance : une croissance humaine créant les conditions d'une économie, d'une politique, d'une culture permettant à chaque enfant qui porte en lui le génie de Mozart de le déployer pleinement.

IL FAUT, POUR CELA, CHANGER DE BUT

Ce qui se traduit, concrètement, en économie et en politique, par des reconversions, des revalorisations et des indexations, des décentralisations.

Des reconversions : les techniques nouvelles, nées surtout de l'informatique et de la biologie, permettent de changer tout notre style de vie par une augmentation de productivité s'accompagnant d'une réduction du temps de travail.

Reconvertir notre production d'énergie pour passer du nucléaire, ruineux, et à terme mortel, à des énergies renouvelables, diversifiées et décentralisées, qui peuvent créer un million et demi d'emplois en trois ans.

Reconvertir notre industrie des transports en mettant immédiatement en œuvre un gigantesque plan seul capable d'éviter le chômage aux travailleurs de l'automobile.

Reconvertir notre système fiscal pour que le taux des impôts indirects (les plus injustes parce qu'ils pèsent autant sur les pauvres que sur les riches) ne soit plus, comme aujourd'hui, le même pour le pain et le foie gras, pour le camping et l'hôtel quatre étoiles, pour la « 2 CV » et la Mercedes ; et pour que soit mis fin à la fraude fiscale dont on connaît parfaitement les mécanismes (au profit des privilégiés) et le montant (l'équivalent du travail d'un million et demi de Français).

Ces reconversions sont à la fois une question de justice sociale et une incitation à changer notre mode de consommation et les finalités de notre économie.

Pour recréer un tissu social actuellement désintégré par notre système de croissance, est nécessaire une *revalorisation* des secteurs victimes de ce système :

- d'abord *revaloriser* les salaires pour qu'en aucun cas ne baisse leur part dans le revenu national : dans un pays comme le nôtre, où 82 % de la population active est salariée, il n'y a pas, sans cela, d'élargissement possible du marché intérieur, et donc pas de sortie possible de la crise ;
- *indexer* les prix des produits agricoles sur les produits industriels ;
- *indexer* l'épargne sur les prix ;
- *indexer* les prix des produits qui sont importés du tiers-monde sur ceux qui y sont exportés.

Ni ces reconversions ni ces revalorisations ne seront possibles sans libérer les initiatives de tout notre peuple par une *décentralisation* systématique.

Décentraliser, c'est remplacer la bureaucratie sans visage et les préfets représentant un régime où tout vient d'en haut (les centrales nucléaires comme les C.R.S.) par des parlements régionaux (corse, breton, alsacien, etc.), afin que chaque problème soit résolu au niveau où il se pose.

Décentraliser, c'est faire naître une société où chaque citoyen soit si personnellement attaché à sa communauté qu'aucun ennemi extérieur ou intérieur ne puisse compter sur aucune collaboration dans le pays. C'est la seule défense possible contre la violence du dedans ou du dehors, contre l'invasion ou la dictature.

Décentraliser, c'est transformer l'éducation d'instrument de l'adaptation à l'ordre établi en formation permanente à l'invention d'un avenir pleinement humain.

Décentraliser : c'est rendre possible une expérimentation sociale permettant aux individus et aux communautés d'organiser et de vivre autrement leur travail, leur culture, leurs loisirs, en créant par exemple des types nouveaux d'entreprises ou d'échange en dehors du salariat et du marché.

Pour desserrer le carcan des règlements, qui étouffent l'innovation et jusqu'au désir d'entreprendre, doit être institué un *« quatrième pouvoir »* pour protéger des trois autres les expériences créatrices : un *« commissariat général aux structures sociales expérimentales »*.

Cette manière nouvelle de vivre ne peut pas être octroyée ou imposée « d'en haut ».

La certitude de base de notre « APPEL AUX VIVANTS », c'est qu'aucun de nos problèmes ne peut être résolu par des moyens seulement économiques et politiques : il ne suffit pas de « bonnes lois ».

Rien n'est possible si chacun ne se considère pas comme personnellement responsable de l'avenir de tous les autres.

C'est ce que, faute d'un autre mot, nous appelons la foi, qui n'a rien de spécifiquement religieux : la foi, c'est le contraire du fatalisme, la certitude que l'on peut vivre autrement.

Depuis six mille ans, nos sociétés sont faites *par* des hommes et *pour* des hommes. Ainsi régnèrent sans partage les valeurs dites masculines : les rivalités militaires ou économiques, avec tout ce que cela engendre de dominations et de violences. Faire l'histoire avec toute l'humanité, féminine et masculine, exige qu'à toutes les fonctions de direction de l'économie et de la politique accèdent effectivement autant de femmes que d'hommes. Nous sommes loin de compte.

Il s'agit d'une mutation radicale des règles millénaires du jeu des concurrences, des violences et des dominations, afin de ne pas se contenter d'améliorer le statut des femmes dans une société masculine, mais de changer ainsi l'ensemble des rapports sociaux, des mentalités et des comportements. D'apprendre à vivre aussi au féminin.

A la différence de tous les autres partis ou mouvements politiques, nous ne dissocions pas ce qui, dans la vie, est intimement lié : la souffrance morale dans la tête et le cœur des gens, et les situations économiques et politiques qui sont les causes de cette meurtrissure. Ni l'économie ni la politique ne sont leur propre fin.

L'économie et la politique actuelles font des *vies sans but* où l'on travaille et consomme pour perpétuer la croissance, c'est-à-dire la croissance du pouvoir de l'État et des profits des multinationales.

Cette économie et cette politique engendrent la *violence*, généralisation aux rapports individuels, et aux rapports entre communautés, de « l'équilibre de la terreur » entre les États.

Cette économie et cette politique aggravent *la centralisation des pouvoirs et le gaspillage humain* qui en découlent, en juxtaposant, dans les pays industriels, des chômeurs et des surmenés, et, dans le tiers-monde, en exploitant des affamés pour livrer des armes à leurs bourreaux.

Il ne sera mis fin à ce monde des vies sans but, de la violence, de la centralisation étouffante des pouvoirs et des gaspillages humains que si chacun, au lieu de déléguer ses pouvoirs à un parti ou à un élu, prend lui-même en main sa propre vie et son avenir.

Ainsi seulement il est encore temps de vivre, et de vivre autrement.

ROGER GARAUDY.

La vision du monde et de la vie qui sont au principe de ce manifeste et le programme économique et politique concret qui en découle sont exposés dans les trois derniers livres de Roger Garaudy.

« APPEL AUX VIVANTS », Ed. du Seuil.

« IL EST ENCORE TEMPS DE VIVRE », Ed. Stock.

« POUR L'AVÈNEMENT DE LA FEMME », Ed. Albin Michel.

CET « APPEL AUX VIVANTS » NE VIVRA QUE PAR VOUS :

- rejoignez les Comités « Appel aux vivants », ou créez-en de nouveaux ;
- contribuez à la souscription nationale et collectez autour de vous ;
- maires, conseillers généraux, qui, même sans partager toutes les idées de ce manifeste, jugez démocratique qu'elles puissent être débattues, aidez-nous à compléter les 500 signatures en envoyant la vôtre.

Adressez les signatures, les suggestions et les participations à :

L'ASSOCIATION APPEL AUX VIVANTS

41, rue d'Amsterdam, 75008 Paris

Envoyez les contributions financières : CCP 342214 C *« Association Appel aux vivants »*.

Le Monde

société

LE RAPPORT ANNUEL DU CENTRE MARMOTTAN

Une « flambée » de la toxicomanie

Le centre médical Marmottan (1) avait reçu, en 1972, mille quarante-huit toxicomanes. En 1980, il en a accueilli douze mille cinq cent onze. Le centre est mieux connu, les thérapeutes sont plus nombreux, les toxicomanes répugnent peut-être moins qu'autrefois à une prise en charge. Ces chiffres n'en révèlent pas moins, comme l'écrit le docteur Claude Olievenstein dans son rapport annuel, que *« la flambée de la toxicomanie reste générale et multiforme »*.

En un an, le trafic international de l'héroïne n'a cessé de se développer. Les anciennes filières ont été réactivées, d'autres sont apparues. On trouve à nouveau du *« brown-sugar » en provenance d'Asie du* Sud-Est et à destination d'Amsterdam. La morphine base du Proche et du Moyen-Orient alimente le marché européen. Une héroïne « beige » de mauvaise qualité, en provenance d'Iran, et qui serait à l'origine de vingt cas de cécité transitoire survenus à Paris en 1979, reste en vente sur le marché français. Tandis que la présence d'une héroïne blanche de provenance indéterminée, *comparable à la « marseillaise* n° 4 » de l'époque de la *french connection*, prête à penser que les milieux du grand banditisme s'intéressent de plus près que naguère au trafic des stupéfiants.

De leur côté, les petits passeurs — les fourmis — qui font le voyage de Thaïlande, n'ont pas désemparé, et le docteur Olievenstein affirme, sans avancer de chiffre, que le nombre des surdoses mortelles est en augmentation cette année. Le directeur du centre Marmottan insiste également sur l'usage à des doses toxicomaniques, des médicaments et, notamment, des amphétamines très souvent associées à l'alcool. Il est préoccupé par *« l'extension rapide de ces produits chez de très jeunes gens, voire des enfants »*. L'absorption du trichloréthylène et de l'éther — drogues du pauvre — serait de plus en plus fréquenté.

Après avoir rappelé que, selon lui, la toxicomanie résulte de *« la rencontre d'un produit, d'une personnalité et d'un moment socio-culturel »*, autant dire que n'est pas toxicomane qui veut, le docteur Olievenstein déplore que les forces de l'ordre se soient livrées, en 1980, à une *« véritable chasse aux sorcières »*. Elles ont interpellé des centaines de jeunes fumeurs de haschisch. *« Il aurait mieux valu mobiliser gendarmes et policiers aux frontières, ne fût-ce qu'un jour par mois pour contrôler l'entrée des drogues dures »*, *conclut le directeur de Marmottan.*

Ces aspects neufs de la toxicomanie, liés au fait que l'institution est à présent *« plus sereine et plus solide »*, ont déterminé l'équipe de Marmottan à modifier son approche du phénomène de la drogue.

Ainsi, le rapport annuel propose que désormais les prises en charge soit différentes selon qu'il s'agit d'*« usagers récréatifs »* de drogue, ou de véritables toxicomanes. *« Les toxicomanes sont des malades graves ; les usagers ne présentent que des moments de souffrance... Nous n'avons pas à nous substituer à eux pour en faire des assistés à vie. »* La drogue, qui est fatale aux toxicomanes — une petite minorité, — n'est pour l'*« usager récréatif »* qu'un produit qui l'aide à masquer ses difficultés pour s'adapter à une société en crise. *« L'institution Marmottan entend réagir avec plus de rigueur,* conclut le docteur Olievenstein, *pour faire sortir du circuit des soins et de l'assistance ceux qui n'y ont pas leur place. Une équipe de soins est faite pour soigner. Elle n'a pas à régler les problèmes de société. »*

C. C.

(1) Centre médical Marmottan, 19, rue d'Armaillé, 75017 Paris. Téléphone : 574-00-04.

La commission « informatique et libertés » veut renforcer la protection des personnes lors du recensement de 1982

Saisie par le ministère de l'économie d'une demande d'avis sur le recensement général de la population française que l'INSEE doit réaliser en 1982, la commission nationale de l'informatique et des libertés estime que les études statistiques prévues à cette occasion ne portent atteinte « ni à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles et publiques ».

La commission formule cependant plusieurs observations et recommandations :

● Les seules informations qui pourront être collectées sont celles qui sont prévues par l'INSEE. *« aucun autre questionnaire ne doit être diffusé auprès de la population à l'occasion du recensement »*. Ce rappel de la déontologie vise à empêcher certaines pratiques constatées lors de précédents recensements : des mairies mettaient parfois à profit l'enquête socio-démographique de l'INSEE pour récolter quelques données statistiques complémentaires qu'elles jugeaient utiles à une meilleure connaissance de leurs communes et de leurs habitants ;

● Les questions relatives aux relations extra-familiales pouvant exister entre des personnes qui habitent le même logement devraient être supprimées (allusion à une formulation spécifique aux départements d'outre-mer).

● L'utilisation d'informations extraites du fichier des taxes d'habitation de la direction générale des impôts à seule fin de contrôler l'exhaustivité des renseignements statistiques obtenus pour le recensement des logements devrait être écartée. La commission invoque en la matière le principe fondamental de finalité : le fichier des taxes d'habitation établi en 1971 et régulièrement mis à jour depuis est de nature fiscale et n'a pas à être utilisé à d'autres fins, fût-ce pour un simple contrôle statistique.

● La mise sur fichier magnétique d'une partie des informations recueillies, même sans le nom des intéressés ni les adresses correspondantes, n'empêchera pas que l'on puisse identifier des renseignements relatifs à une personne ou à une famille. Ce fichier devra donc être considéré comme « indirectement » nominatif et protégé.

Plus généralement, la commission demande qu'une table de correspondance entre les enregistrements magnétiques et les numéros de questionnaires soit établie et protégée de manière spécifique et que soit tenu un registre des accès à la table précitée, aux fins de vérification des autorisations d'accès.

● Les informations recueillies au cours du recensement ne pourront être cédées à des organismes autres que les mairies qu'après avoir été rendues *« définitivement anonymes »*. Les traitements de données que souhaiteraient faire les mairies à partir des bandes magnétiques cédées par l'INSEE devront faire l'objet d'un avis préalable de la commission.

● La commission estime que *« malgré les difficultés dont fait état l'administration »*, toute personne pourra, en fournissant son identité et son adresse à la date du recensement, avoir accès aux informations la concernant.

Un lycéen interpellé à Notre-Dame de Paris

EXCÈS DE ZÈLE

Le père est indigné : son fils, Laurent (seize ans), loden vert et pantalon gris, deux fois lauréat au concours général de version latine, « qui lit les Pères de l'Eglise dans le texte », *n'est pas garçon à faire scandale dans les églises. Pourtant, le samedi 17 janvier, Laurent, qui était rentré avec un camarade vers 11 h. 30 à Notre-Dame de Paris,* « sans doute, *dit son père*, pour se recueillir », *est interpellé par la police dans la cathédrale et emmené au commissariat du quatrième arrondissement. Son père est convoqué. Laurent est rapidement remis en liberté. C'est sur réquisition du sacristain, déclare-t-on au commissariat, que la police est intervenue.* « Croyez-nous, *ajoute-t-on*, en deux ans et demi, nous avons été requis seulement trois fois par le gardien. »

C'est le principe même de telles interventions que conteste Mgr Emile Berrar, curé-archiprêtre de Notre-Dame, même s'il reconnaît que, ce samedi-là, des jeunes dans l'église « se tenaient mal ». *« Le gardien, qui a* dépassé sa fonction, *déclare-t-il*, a fait preuve d'un zèle intempestif. » *Un excès de zèle que Mgr Berrar explique par la tutelle, de plus en plus pesante, qu'exercent les Monuments historiques sur la sécurité à l'intérieur de la cathédrale et sur son gardien, cependant toujours rémunéré par l'évêché. En droit, toute intervention de la police suppose, sauf urgence, une demande écrite du curé de la paroisse auprès du préfet de police, une procédure légale qui est donc loin d'être aujourd'hui respectée. Pourtant, les intentions du clergé restent fermes :* « Nous voulons, *déclare Mgr Berrar*, préserver l'accueil de la cathédrale jusqu'à l'extrême limite de nos possibilités. » — N. B.

● *La brigade des stupéfiants du Service régional de la police judiciaire de Marseille* a interpellé au cours des derniers jours huit personnes qui se livraient dans la ville à un trafic de stupéfiants. Parmi elles, Dimitrino Porcino, soixante ans, tenancier du bar des Colonies où on a retrouvé 15 grammes d'héroïne. Porcino et trois autres personnes ont été écrouées. *« Le trafic de drogue reste à Marseille le problème numéro un pour la police judiciaire »*, a affirmé, lundi 19 janvier, après les interpellations, M. Jean-Pierre Sangui, directeur du S.R.P.J.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE BROGLIE

La commission spéciale examine le rapport de M. Longuet

La commission spéciale chargée d'examiner la demande de mise en accusation de M. Michel Poniatowski devant la Haute Cour de justice devait se prononcer, mardi 20 janvier, sur le rapport définitif présenté par M. Gérard Longuet, député U.D.F. de la Meuse. Ce rapport — version analytique et abrégée du pré-rapport présenté le 26 novembre — conclut à l'innocence de M. Poniatowski, accusé par les socialistes, dans l'affaire de Broglie, de violation du secret de l'instruction, non-assistance à personne en danger et dissimulation de documents à la justice.

L'opposition devait cependant tenter de relancer l'enquête en utilisant, notamment, pour contester le rapport de M. Longuet, un article du « Nouvel Observateur » daté du 19 janvier. Cet article fait état de certaines auditions effectuées par le juge Chevalier, chargé du supplément d'information sur l'affaire de Broglie.

Dans son rapport, M. Gérard Longuet examine successivement les trois accusations formulées par les députés socialistes :

● VIOLATION DU SECRET DE L'INSTRUCTION : ce délit, s'il avait été commis, serait couvert par la prescription qui s'applique au-delà d'un délai de trois ans après les faits, estime M. Longuet. Le 29 décembre 1976, soit cinq jours après l'assassinat de Jean de Broglie, M. Michel Poniatowski avait déclaré au cours d'une conférence de presse : *« Le coup de filet est complet ; toutes les personnes impliquées sont maintenant arrêtées après l'arrestation de M. de Varga-Hirsch. Le mécanisme était extrêmement simple ; il y avait un prêt contracté auprès d'une banque avec la caution de M. de Broglie et remboursable par MM. de Varga-Hirsch et Ribemont. »*

La chancellerie — M. Olivier Guichard était alors garde des sceaux — avait protesté en faisant remarquer qu'il n'est *« pas d'usage que des accusations soient ainsi portées contre les personnes alors même que celles-ci n'ont pas encore été déférées devant le juge d'instruction »*.

M. Longuet admet qu'en « commentant une procédure judiciaire en cours (M. Poniatowski, ministre de l'intérieur) *a méconnu le principe de séparation des pouvoirs »*.

● NON-ASSISTANCE A PERSONNE EN DANGER : ce délit est également couvert par la prescription, estime le rapporteur. Pour être établi, il est nécessaire de prouver que M. Poniatowski a été mis au courant, avant l'assassinat, des menaces de mort qui pesaient sur Jean de Broglie. Un rapport rédigé par l'inspecteur Michel Roux et daté de septembre 1976 faisait état de ces menaces. M. Longuet estime que, au terme des travaux de la commission, *« il apparaît clairement »* que le ministre de l'intérieur de l'époque n'en a pas été informé.

● DISSIMULATION DE DOCUMENTS A LA JUSTICE : ce fait, qualifié crime, n'est pas couvert par la prescription. Les socialistes reprochent à M. Poniatowski de n'avoir pas transmis à la justice le rapport de l'inspecteur Roux. M. Longuet considère que le ministre de l'intérieur, qui n'est ni *« juge* (ni) *administrateur, fonctionnaire ou officier public »*, ne peut être concerné par l'article 173 du code pénal, qui qualifie ce crime. En outre, le rapporteur affirme que l'accusation de *« détournement »* de document ne peut être retenue puisque le ministre n'a pas eu le rapport de l'inspecteur Roux en sa possession. Lors des auditions de la commission, remarque-t-il, *« personne n'a allégué que M. Poniatowski avait donné l'ordre »* de ne pas le communiquer à la justice.

« Aucune preuve »

Les commissaires de l'opposition ont été attentifs au passage du rapport dans lequel M. Longuet écrit qu'il *« n'est pas établi »* que la surveillance policière exercée sur M. Bernard André — pressenti dans un premier temps pour assassiner Jean de Broglie — ait été en rapport avec le projet de meurtre. Au cours des auditions de la commission, seuls l'inspecteur Roux et l'ex-inspecteur Vincent ont affirmé que la brigade de recherches et d'intervention était au courant de ce projet. *« Aucune preuve n'est venue étayer »* ces affirmations, indique M. Longuet.

Or *le Nouvel Observateur* du 19 janvier fait état d'auditions effectuées par M. André Chevalier, juge d'instruction chargé depuis le 25 avril 1980 du supplément d'information dans l'affaire de Broglie. L'analyse de ces témoignages permet à l'hebdomadaire de souligner d'importantes contradictions entre les versions de l'affaire recueillies par le juge et par la commission parlementaire. Elle lui permet aussi de laisser entendre que les enquêteurs de la brigade de recherches et d'intervention savaient, comme ceux de la 10e brigade territoriale, qu'ils surveillaient des individus mêlés au projet d'assassinat, et pas seulement — thèse défendue par la plupart des policiers — des hommes soupçonnés de préparer des « braquages ».

FAITS ET JUGEMENTS

L'annulation d'une interdiction de manifester.

Le tribunal administratif de Strasbourg vient de donner gain de cause à la Ligue des droits de l'homme et au Syndicat des avocats de France, en annulant deux arrêtés préfectoraux interdisant une manifestation organisée en novembre 1977 en faveur de Me Klaus Croissant. Les deux organisations avaient appelé à des rassemblements dans le centre de Strasbourg pour protester contre l'extradition vers l'Allemagne fédérale de l'avocat d'Andreas Baader. Le préfet de région, alors M. Louis Verger, avait pris deux arrêtés interdisant ces rassemblements, susceptibles, selon lui, de troubler l'ordre public.

Le tribunal administratif a donné tort au préfet, en soulignant que *« si l'administration dispose du pouvoir d'interdire une manifestation, la mesure d'interdiction doit être adaptée à la nature et à l'importance du danger qu'elle a pour objet de prévenir »*. Le tribunal estime qu'il appartenait au préfet d'interdire l'accès au poste-frontière, où siégeait le Parlement européen, mais il ne pouvait prononcer une *« interdiction absolue »* portant *sur toute la ville de Strasbourg.*

● *Deux Corses arrêtés.* — MM. Jean-Paul Bartoli, vingt-six ans, originaire de Propriano (Corse du Sud) et Jean-Baptiste Rotily-Forioli, enseignant à Ajaccio et président de l'association des enseignants corses, ont été appréhendés, lundi 19 janvier, à Ajaccio où ils sont entendus par les policiers. M. Bartoli a été arrêté par les gendarmes enquêtant sur l'explosion ayant endommagé une banque mercredi 14 janvier à Propriano. On ignore encore les raisons de l'arrestation de M. Rotily-Forioli dont l'association des enseignants corses demande *« la libération immédiate »*.

● ERRATUM. — *Une erreur* typographique a dénaturé le sens d'une phrase de l'article intitulé « Polémique à Ajaccio après la manifestation en faveur des détenus corses » paru dans *le Monde* du 20 janvier. *Nous* aurions dû imprimer : *« Plusieurs organisations..., qui avaient appelé à manifester le mercredi 14 janvier, en faveur des emprisonnés politiques, se sont déclarées très défavorablement impressionnées par les déclarations du maire d'Ajaccio M. Charles Ornano* (modéré) », et non *« très favorablement »*.

SPORTS

FOOTBALL

LE SEPTIÈME TOUR DE LA COUPE DE FRANCE

Aux huit clubs de deuxième division déjà éliminés, sept autres sont venus s'ajouter, à l'occasion du septième tour de la Coupe de France de football, ultime étape avant les trente-deuxièmes de finale et l'entrée en lice des formations de première division. *C'est dire que les pièges de la* formule fonctionnent toujours aussi bien :

● Division II contre Division III

*Orléans b. Senlis 5-1
*Châteauroux b. Viry-Chât. .. 4-0
*Besançon b. Merlebach 2-1
Thionville b. *Talange 2-0
*Sedan b. Noeux-les-Mines 1-1
(quatre penalties à trois)
*Le Havre b. Alençon 3-3
(quatre penalties à deux)
AS Brest b. *Stade Brestois 0-0
(neuf penalties à huit)
*Melun b. Rouen (a.p.) 3-2
*Malakoff b. Dunkerque 1-0
*Pont-de-Chéruy b. Montluçon.. 3-1

● Division II contre Division IV

*Angoulême b. Niort 1-0
*Limoges b. Andernos 2-1
*Quimper b. St-Pol-de-Léon .. 4-1
*Grenoble - Annecy ..... (remis)

● Division II contre Division d'honneur

Béziers b. *Agde 4-2
Corbeil b. *SO Maine-Le Mans.. 0-0
(quatre penalties à un)
Fécamp b. *Abbeville 1-1
(sept penalties à six)
Toulouse b. *Orthez (a.p.) 5-2
Libourne b. *Bergerac 6-2
CS Moulien (Guadel.) b. Blois.. 2-1

● *Division II contre promotionnaires*

*Caen b. Neiges Le Havre 2-0
*Ajaccio b. Cagnes-sur-Mer 1-0
*Saint-Dié b. Bavans 1-0
Thonon b. *Port-de-Bouc 2-1
Martigues b. *Puget 2-2
(quatre penalties à trois)
*Rennes b. CO Saint-Brieuc .. 5-0
*Paris FC b. La Ferté-Gaucher.. 3-0
Montpellier b. *Vienne 5-0

● Division III entre eux

*Cuiseaux-Louhans b. Mulhouse 3-0
*Calais b. US Normande 1-0
Bourg-la-Roche b. *UCK Vannes 4-1

● Division III contre Division IV

Valence b. *INF Vichy 2-1
Poitiers b. *Périgueux (a.p.) .. 2-0
*Maubeuge b. Chaumont 2-0

● *Division III contre Division d'honneur*

*Saint-Chamont b. Villefranche 0-0
(quatre penalties à trois)
*Poissy b. Arue (Polynésie) 2-0
Amiens b. Saint-Denis (la Réunion) (a.p.) 3-1

● Division III contre promotionnaires

*Haguenau b. Nousseviller 4-1
*Roche-sur-Yon b. La Chaumie.. 2-1
*Alès b. Sarrians (au pen.) 1-1

● Division IV contre Division d'honneur

*St-Tropez b. EF Bastia (a.p.) 3-2
*Escarbotin b. Roubaix 2-1

D'un sport à l'autre

ATHLETISME. — *La Tchécoslovaque Jarmila Kratochvkilova, médaille d'argent sur 400 mètres à Moscou, a établi, le 19 janvier, à Prague, une nouvelle meilleure performance mondiale sur cette distance, avec un temps de 51 sec. 02. L'ancien record en salle était détenu, depuis 1977, par l'Allemande de l'Est Marita Koch avec 51 sec. 14.*

BOXE. — *L'Américain Marvin Hagler a facilement conservé son titre mondial des poids moyens en battant le 17 janvier à Boston le Vénézuélien Fulgencio Obelmejas par arrêt de l'arbitre à la reprise du huitième round.*

FOOTBALL. — *L'Union nationale des arbitres de football a décidé, le 17 janvier lors d'une réunion extraordinaire, au siège de la Fédération française (F.F.F.), d'organiser une journée d'action afin d'attirer l'attention du public sur l'aggravation de la violence sur les stades. L'association a constaté une augmentation du nombre des agressions à l'encontre des directeurs de jeu (124 depuis le 1er janvier 1980) et a déploré notamment la blessure d'un arbitre, le 10 janvier dernier, M. Jean Garcia, qui risque la perte d'un œil.*

RUGBY. — *Rien ne va plus entre le président de la Fédération de rugby (F.F.R.), M. Albert Ferrasse, et son vice-président, M. Elie Pebeyre, l'ancien sélectionneur mis sur la touche au profit de Jacques Fouroux. S'estimant victime d'*« une campagne de dénigrement », *M. Pebeyre, qui a été tenu à l'écart des réceptions officielles données à l'occasion du match France-Ecosse, a déclaré, lors d'une réunion du comité directeur de la F.F.R., qu'il a confié ses intérêts à un avocat et qu'il a estimé devoir faire face* « au despotisme et à l'injustice », *afin que dans la Fédération* « le pouvoir revienne entre les mains de ceux qui le détiennent légalement ».

SKI ALPIN. — *C'est à la moyenne de 92 kilomètres à l'heure que la Suissesse Marie-Thérèse Nadig a gagné sa troisième descente de la saison, en battant, le 19 janvier, à Crans-Montana, sa compatriote Doris de Agostini et l'Allemande Christa Kinshofer. Les Françaises ont confirmé leur performance d'ensemble de Schrunz le 12 janvier, en classant Marie-Cécile Gros-Gaudenier cinquième, Marie-Luce Waldmeier dixième, et Catherine Quittet quatorzième. Malheureusement, elles ont perdu Caroline Attia qui, blessée à un genou, a dû quitter le « cirque blanc » pour être opérée.*

VOILE. — *Une association internationale des coureurs de haute mer en multicoques, dont Eric Tabarly a été élu président, a été créée le 19 janvier, par la quasitotalité des « skippers » français. Le but de cette association dont Eric Loiseau et Loïc Caradec sont secrétaires, est de préserver les intérêts des coureurs ou dialoguant avec les organisateurs, les comités de course et les affaires maritimes.*

JUSTICE

Le rapt d'un banquier espagnol aux assises de Paris

Un témoin sans mémoire

Six ans c'est loin. On oublie les détails. L'avocat général, M. Jacques Gagnieur le reconnaît lui-même : « *Avec le temps, les témoignages n'ont plus guère de sens.* » Ainsi le procès qui s'est ouvert devant la cour d'assises de Paris le 19 janvier, pour juger neuf militants antifranquistes soupçonnés d'avoir participé en 1974 à la séquestration de M. Balthazar Angel Suarez, directeur de la Banque de Bilbao, semble d'un autre temps, sinon d'un autre âge (*le Monde* du 20 janvier). Franco est mort, les prisonniers politiques en Espagne sont aujourd'hui amnistiés et libres, mais la justice française a décidé de suivre imperturbablement son cours.

On aurait pu laisser dormir un dossier instruit depuis 1975, laisser vivre et travailler des inculpés en liberté conditionnelle depuis six ans, éviter du moins ce retour en arrière, cet effet de lointain qui donne l'impression que les poursuites ne sont vraiment actuelles que pour le ministère public parce que la société qu'il défend, elle, est immuable. On a donc préféré rouvrir les débats mais l'accusation aura fort à faire.

En six ans, les hommes et les femmes placés là, dans le box des accusés, ne sont plus tout à fait les mêmes. Leur conviction n'est pas ébranlée mais des vies nouvelles, des enfants sont nés. Imperceptiblement, tout a bougé avec le temps, s'est déplacé. On poursuit à présent une cible mobile. Le témoin à charge qu'on a fait venir à la barre, un Espagnol de la région d'Alès ne se rappelle plus un traître mot de ses dépositions. Enfin, pour compliquer la tâche de M. Gagnieur, M. Suarez est absent — peut-être ne souhaite-t-il pas passer en Espagne pour un franquiste revanchard — et la partie civile n'est pas représentée à l'audience.

Filatures

L'accusation doit donc s'en tenir à son arrêt de renvoi abondant de précisions, de recoupements tellement nombreux et subtils que les jurés y perdent le fil. A chaque instant un nouveau nom surgit, tout un peuple d'Espagnols opposants politiques sort des carnets d'adresses saisis au cours de patientes perquisitions. La toile est laborieusement tissée. Il faut s'y retrouver pour suivre la version du ministère public pour qui les accusés sont coupables de « *complicité de séquestrations* » ou « *de recel qualifié* ».

M. Octavio Alberola, cinquante-deux ans et sa compagne Ariane Gransac, trent-huit ans, sont soupçonnés d'avoir pris langue avec un coordonnateur en Espagne en vue de l'enlèvement du banquier. M. Lucio Urtubia, quarante-neuf ans et sa femme Anne Garnier, trente-huit ans, auraient été chargés des contacts. M. Georges Rivière, trente et un ans et Mme Annie Platzen, trente ans, M. Pierre Guibert, trente-six ans et sa compagne Danielle Haas, vingt-sept ans, ont recélé la rançon, 3 millions de francs, qu'un certain Inocencio Martinez, en fuite, a remis à Alberola pour la libération de M. Suarez. Mme Chantal Chastel enfin aurait fourni « *le lieu d'exécution de la séquestration* » (1). Le dossier fait surtout ressortir les filatures incessantes, qui cependant n'ont pas permis de découvrir M. Suarez là où il était retenu, et la collaboration efficace de la police française et de la police espagnole sous le régime de Franco.

On ne croit guère à ce procès à retardement, même si les peines encourues sont lourdes. Au soir de la première audience, les avocats ont demandé que les accusés puissent comparaître libres — le matin ils avaient dû regagner leur prison, — et la cour présidée par M. Paul Gaillardot n'a pas « eu le cœur » de repousser cette requête. Des personnes libres, donc, une partie civile absente, un témoin de peu de mémoire pour juger un acte que les jurés auront peut-être du mal à comprendre aujourd'hui, mais qui correspondait à la sensibilité d'une époque où les rapts sanglants d'Allemagne ou d'Italie n'avaient pas encore été commis. Quand l'opinion trouvait ailleurs le crime : en Espagne, là où Franco octogénaire venait de refuser la grâce de Puig Antich, un jeune anarchiste basque. Quand la presse de droite parlait de « scandale » et que certains éprouvaient même de la sympathie pour les militants libertaires qui avaient enlevé le « banquier Suarez », retrouvé sain et sauf à Paris trois mois après que Puig Antich eut les vertèbres broyées par le garrot.

CHRISTIAN COLOMBANI.

(1) En fait, onze personnes sont accusées dans cette affaire. Mais le cas de Mlle Jean Helen Weir, trente-cinq ans, qui aurait « aidé les auteurs de l'action », a été disjoint. Mlle Weir, qui réside en Grande-Bretagne, est malade. D'autre part, M. Inocencio Martinez est en fuite.

PRESSE

UN HEBDO DE « B.D. » EXPLOITÉ EN PROVINCE

Une équipe de dessinateurs des studios Jean-Pierre Quenez (19, rue Galilée, 75016 Paris), réalise avec l'Imprimerie des marchés de France un hebdomadaire de bandes dessinées, *Mercredi*, commercialisé par l'entremise de certains quotidiens régionaux ou départementaux.

C'est ainsi que depuis la mi-janvier *la Charente libre*, quotidien édité à Angoulême, publie cet hebdomadaire de trente-deux pages en quadrichromie, vendu 6 francs sous le titre *C.L. Mercredi*. Le journal comprend des histoires complètes, des bandes dessinées à suivre, des jeux, un programme télévisé pour jeunes et une dernière page locale, réalisée sur place.

Sous la même forme et à la même date, le quotidien palois *la République des Pyrénées* a édité sur son département *la République mercredi*. *Les Dépêches de Dijon* avaient commencé la publication de *Dépêches mercredi* le 3 décembre dernier.

● *Directeur de l'hebdomadaire* le Meilleur, M. Alain Ayache annonce son intention de demander « *à l'ensemble des éditeurs distribués par les Nouvelles Messageries de la presse parisienne (N.M.P.P.) de s'unir pour racheter les 49 % détenus par Hachette* », en tant qu'opérateur dans la distribution.

« *La presse doit faire la démonstration de son unité et de son indépendance*, explique M. Ayache, *en se séparant d'un groupe (Matra) dont les marchés avec l'Etat laissent supposer une dépendance contraire aux principes définis par la loi. Malgré les déclarations apaisantes de M. Lagardère, une menace à courte échéance plane sur la liberté de la presse.* »

FAITS DIVERS

APRÈS L'ACCIDENT SUR LE RÉSEAU DU R.E.R. A LA STATION « AUBER »

L'enquête tentera d'établir s'il s'agit d'une défaillance humaine ou mécanique

Une voyageuse âgée de trente-cinq ans, Mlle Marie Blanchard, tuée et soixante et onze personnes blessées, dont trois sérieusement, tel est le bilan de la collision survenue, le lundi 19 janvier, peu après 18 h. 30, à la station Auber du réseau express régional (R.E.R.) entre deux trains de voyageurs.

Le train n° 2228 à destination de Noisy-le-Grand-Mont-d'Est (Seine-Saint-Denis) stationnait à quai lorsque, pour des raisons qui n'avaient pu encore être établies ce mardi matin, le train suivant, portant le matricule 3339, qui roulait dans la même direction, vint heurter l'arrière du convoi immobilisé, avec une force telle que sa voiture de tête allait broyer, avant de s'y encastrer, la dernière voiture du train précédent, où de très nombreux voyageurs avaient, comme chaque jour aux heures de pointe, pris place.

D'importants effectifs de sapeurs-pompiers et de gardiens de la paix, venus immédiatement sur les lieux, s'employèrent à dégager les blessés, que le SAMU devait conduire dans une dizaine d'hôpitaux parisiens, après que trente-sept personnes eurent reçu des soins sur place avant de pouvoir rejoindre leur domicile. Le conducteur du deuxième train, qui avait eu la présence d'esprit de sauter de sa cabine de pilotage une fraction de seconde avant la collision a été, pour sa part, légèrement blessé.

Selon les premiers éléments de l'enquête aussitôt ouverte, le deuxième train roulait, au moment où l'accident s'est produit, à une vitesse se situant entre 25 et 30 kilomètres-heure. Le fait qu'il n'ait pu stopper en temps voulu peut s'expliquer de trois façons : ou le conducteur de la rame a commis une erreur de manœuvre ou d'appréciation, en n'actionnant pas en temps voulu les freins, comme il est tenu de le faire lors de l'entrée en gare ; ou il a convenablement actionné les commandes, mais celles-ci n'ont pas « répondu » normalement ; ou, enfin, le système de freinage automatique que doit déclencher la moindre non-observation des signaux de la part du machiniste n'a pas fonctionné.

Le rapport des experts chargé de l'enquête établira les responsabilités, qu'elles soient humaines ou mécaniques. En effet, toutes les motrices des convois du R.E.R sont, à l'instar des avions de ligne, équipées d'un appareil enregistreur, sorte de « boîte noire » qui consigne systématiquement, seconde après seconde, toutes les manœuvres effectuées par le conducteur, de même que la vitesse du train, les instructions données par les signaux lumineux et, bien entendu, tous les incidents pouvant éventuellement se produire.

Notons que la circulation des trains a été rétablie, mardi matin dès 5 h. 30, sur la ligne numéro un du R.E.R., Saint-Germain-en-Laye-Boissy-Saint-Léger.

Signaux et blocage automatique

Avec la mise en service des rames du R.E.R., la R.A.T.P. a visé une meilleure régulation du trafic qui allait de pair avec une amélioration de la sécurité sur le réseau. Chaque ligne de la Régie a ainsi été dotée d'un poste de commande centralisée (P.C.C.), dont le personnel, aidé par une liaison téléphonique directe avec le conducteur, peut contrôler les mouvements des trains, réagir aux incidents et prendre ainsi plus rapidement certaines initiatives. Actuellement, toutes les lignes du métro et du R.E.R. sont reliées à un poste de commande. Pour maintenir la régularité du trafic, les départs sont également programmés, avec limitation des temps de stationnement, depuis 1969. Cette méthode a été étendue à la majorité des lignes de métro, ainsi qu'à la ligne B (Robinson-Châtelet) du R.E.R.

Il existe également d'autres moyens de sécurité. Ainsi, les tunnels du métro et du R.E.R. sont dotés de signaux qui passent automatiquement au rouge dès que la rame les franchit, interdisant ainsi la rame suivante de poursuivre sa route. Et si le feu rouge n'est pas respecté par le conducteur, il y a blocage automatique des freins du train du R.E.R. Ces signaux et ces freins sont donc au cœur de l'enquête sur l'accident qui s'est produit lundi soir à la station Auber. Y a-t-il eu défaillance d'un signal ou non respect de ce signal ?

Les cabines de conduite du R.E.R. sont également équipées d'un système dit de « l'homme mort ». Ce système est constitué d'une sorte de manche qui permet au conducteur d'accélérer ou de freiner son train. A ce manche est adapté une sorte de cercle en fer sur lequel doit appuyer continuellement le conducteur. Il doit le relâcher toutes les quarante-cinq secondes. S'il ne le relâche pas en temps voulu ou s'il ne reprend pas en main ce cercle, une sonnerie avertit alors, au bout de deux secondes, le conducteur qu'il doit s'exécuter. S'il n'obéit toujours pas, le train s'arrête automatiquement. Enfin, les cabines de conduite du R.E.R. sont équipées de tableaux de bord qui répercutent les signaux extérieurs.

L'enquête sur les causes de l'accident de la station Auber sera menée à la fois par les services de police (le conducteur du train a déjà été entendu au commissariat du neuvième arrondissement) et par les services techniques de la R.A.T.P. dirigés par M. Philippe Essig.

LA CATASTROPHE DU 10 AOUT 1903

Au cours de son histoire, le métro parisien a connu plusieurs accidents aux conséquences plus ou moins graves :

— 10 AOUT 1903 : l'incendie d'une motrice provoqua la mort de 84 personnes à la station Couronnes ;

— 12 DECEMBRE 1927 : un déraillement à la station Cité fit plusieurs blessés graves ;

— 23 AVRIL 1930 : une rame en stationnement devant un signal au rouge, entre Porte-de-Versailles et Convention, en direction de Porte-de-la-Chapelle, fut heurtée violemment à l'arrière par la rame suivante qui n'avait pas respecté les deux signaux d'arrêt : 2 morts et de nombreux blessés ;

— 27 AVRIL 1931 : collision entre deux rames entre Saint-Paul et Bastille ;

— 30 JUILLET 1938 : collision à la station Combat, où le conducteur d'une rame fut ébloui par la lumière du jour ;

— 2 SEPTEMBRE 1942 : collision entre deux rames à République.

HUIT CENT MILLE VOYAGEURS PAR JOUR

Le projet de R.E.R., envisagé dès 1930, s'est précisé dans les années 60, après la décision de créer un grand centre d'affaires à la Défense, qu'il importait de relier à Paris. La réalisation d'une ligne Saint-Germain-en-Laye - Boissy-Saint-Léger fut alors décidée dans son principe et complétée en 1973 par le lancement des travaux de la branche de Marne-la-Vallée, ainsi que du prolongement de la ligne de Sceaux au Châtelet.

Il aura fallu près de quinze années de travaux considérables, dont près de la moitié effectués en souterrain (les plus importants jamais réalisés en site urbain) pour que le 8 décembre 1977, les anciennes lignes de Saint-Germain, de Boissy et de Sceaux arrivent à la station Châtelet-les-Halles. Actuellement, le R.E.R. transporte quotidiennement près de huit cent mille voyageurs et utilise un réseau de 100 kilomètres.

Si l'accident du 19 janvier est le premier accident grave sur le R.E.R., il ne faudrait pas oublier dans le décompte funèbre de l'histoire de ce réseau quatre autres morts. Lors de la construction de la station Auber, en 1968, trois ouvriers avaient été électrocutés ; un autre, un homme-grenouille, s'était noyé au pont de Neuilly.

● *L'incendie de White Plains aux Etats-Unis serait d'origine criminelle.* — L'incendie survenu le 4 décembre dernier à l'hôtel Stouffer de White Plains, dans la grande banlieue new-yorkaise, et qui avait fait vingt-six morts, était d'origine criminelle, a-t-on annoncé officiellement jeudi 15 janvier à White Plains. Les enquêteurs ont précisé qu'un produit inflammable avait été, semble-t-il, versé dans un couloir au troisième étage du centre de conférences de l'établissement, qui compte trois cent soixante-six chambres.

● *Trois morts dans une avalanche.* — Les corps de trois skieurs, surpris dimanche 18 janvier par une avalanche, au-dessus de la station de la Foux-d'Allos (Alpes-de-Haute-Provence) ont été retrouvés, lundi 19, dans la matinée, par des gendarmes amenés sur place par hélicoptère. Les victimes, MM. Georges Grisolle, trente-cinq ans, guide de haute montagne, Paul Foucou, trente-six ans, et Bernard Desbats, appartenaient au club alpin de l'Esterel.



ÉDUCATION

La querelle de l'histoire

Si la polémique sur l'enseignement de l'histoire engagée voici près d'un an est en voie d'apaisement, elle n'est pas finie pour autant. Ce débat d'idées — un des rares auxquels l'éducation a donné lieu ces dernières années — a été à l'origine de deux propositions de loi. Bien que déposés par des membres de la majorité, ces deux textes ne sont guère considérés comme prioritaires à l'Assemblée nationale.

Si les travaux parlementaires marquent le pas, en revanche les enseignants concernés se *félicitent des premiers résultats* de la controverse. Pour M. Jean Peyrot, président de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie de l'enseignement public (A.P.H.G., neuf mille adhérents), « le climat a profondément changé. Le discrédit dans lequel était tenu l'enseignement de l'histoire et de la géographie a été dénoncé (...). Le débat a été porté sur la place publique. C'est un résultat considérable (...). *Désormais, rien ne pourra être comme avant 1979* ». L'A.P.H.G., qui a obtenu un certain nombre de satisfactions concernant l'enseignement de l'histoire et de la géographie à l'école élémentaire et au lycée, envisage d'organiser, cette année, *des «Entretiens de Bichat» de l'histoire et de la géographie* où chercheurs et praticiens confronteront leurs points de vue.

I. — La fin d'un discrédit

par EDWY PLENEL

La rumeur est encore proche : c'était il y a à peine un an. Chacun y allait de sa tirade assassine avec, souvent, quelques exagérations. *« On n'apprend plus l'histoire à vos enfants ! »*, lançait M. Alain Decaux, symbole de l'engouement de la société adulte pour une certaine forme de vulgarisation historique. M. Louis Mexandeau, délégué général du parti socialiste à l'éducation nationale, dénonçait, pour sa part, *« une entreprise idéologique délibérée qui vise à priver les Français... de la connaissance de leur passé »*, derrière laquelle il suspectait la progresion d'un *« atlantisme pédagogique »*. M. Michel Debré s'emportait contre *« un quarteron* de faux sages... coupables d'avoir *fait disparaître de l'esprit de nos enfants la conscience des grandeurs et des douleurs des générations qui ont fait la France »*. Assauts et critiques que dut affronter, le 4 mars 1980, le ministre de l'éducation lors d'un colloque organisé par la revue *Historia* (*le Monde* du 6 mars 1980) où la plupart des intervenants s'accordèrent pour vilipender l'*« effondrement »* ou l'*« émiettement »* de l'enseignement de l'histoire.

A cette agitation multiforme succède, aujourd'hui, un relatif silence. Comment l'expliquer ? On ne peut pourtant dire qu'il ait été brutalement remédié à la *« situation catastrophique »* que chacun dénonçait hier. Au ministère de l'éducation où l'on voudrait que la raison l'emporte sur la passion, un certain attentisme prévaut : il ne saurait être question de modifier brutalement les programmes d'histoire des collèges instaurés par la réforme Haby. Toutefois, une évolution est en cours, et M. Christian Beullac s'en tient à la position qu'il avait définie devant les participants au colloque d'*Historia* avant la rentrée de 1980 qui a vu l'application de la réforme en troisième : *« Il est encore trop tôt pour en décider, et il serait malvenu, en tout état de cause, d'intervenir avant la mise en place des programmes de troisième. Mais j'ai pris (...) toutes dispositions pour qu'un bilan objectif soit dressé dans les meilleurs délais... »*.

La campagne en *faveur de* l'histoire n'a donc pas encore trouvé de sanction qui soit à la mesure des passions qu'elle a suscitées. Certes, deux propositions de loi d'orientation sur l'enseignement de l'histoire ont été déposées à l'Assemblée nationale, l'une le 25 juin 1980, l'autre le 29 août 1980. Toutes deux sont d'inspiration gaulliste ; la première présentée par trois députés R.P.R., MM. Claude Labbé, Pierre Lataillade et Bernard Pons, la seconde par M. Michel Debré, député de la Réunion.

Leur thème commun est le recentrage de l'enseignement de l'histoire sur le passé national et sa présence *« comme une discipline à part entière »* dès l'école primaire. Mais, pour l'heure, ces deux propositions de loi font antichambre : aucune n'a encore été rapportée devant la commission des affaires culturelles qui ne les a d'ailleurs pas inscrites sur la liste des textes à examiner en priorité.

Le débat sur l'histoire en sa *version scolaire serait-il* pour autant sans lendemain ? Ce n'est pas l'avis des principaux intéressés, les membres de l'A.P.H.G., qui s'attachent à défendre leur enseignement *« de la maternelle au Collège de France »*. Ils ne cachent pas leur satisfaction : *« L'A.P.H.G. commence à récolter les fruits de son travail acharné »*, écrit M. Daniel-Jean Jay, secrétaire général, dans le dernier numéro d'*Historiens et Géographes* (1). L'érosion a été enrayée et plusieurs garanties ont été acquises. La première d'entre elles concerne l'école élémentaire avec les nouvelles instructions du cycle moyen (cours moyen première et deuxième années) publiées au *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation le 11 septembre 1980. Ces instructions effacent certains des inconvénients constatés depuis 1969.

A partir de cette année 1969, les deux leçons obligatoires d'histoire par semaine, soutenues par un programme précis, avaient, en effet, disparu au profit du « tiers temps pédagogique ». L'histoire fut ainsi regroupée avec la *géographie, les sciences*, l'éducation artistique et manuelle dans les « activités d'éveil » qui, selon les instructions, devaient faire acquérir des « compétences » plutôt que des connaissances précises.

Baptisées « sciences sociales », histoire et géographie occupaient un petit sixième de l'éveil (soit 70 minutes par semaine). Animée par un souci de pédagogie active, cette réforme n'a pas, quoi qu'on dise, supprimé tout enseignement historique dans les écoles. Selon une enquête menée *en 1978* par l'École normale de Saint-Cloud, 25 à 30 % des maîtres ne faisaient plus d'histoire du tout ; 25 % lui consacraient épisodiquement une séquence, 40 à 50 % l'introduisaient régulièrement dans leur enseignement (2). Mais cette innovation avait semé le trouble, le contenu pédagogique des activités d'éveil n'étant précisé par des textes officiels qu'à partir de 1977, et seulement pour les deux années de cours élémentaire.

De nouvelles instructions

Les nouvelles instructions du cycle moyen — qui seront effectivement appliquées à partir de l'année scolaire 1981-1982 — mettent fin à cette incertitude. Elles attribuent un horaire moyen de deux heures à l'histoire et à la géographie et précisent que les activités d'éveil devront *« s'orienter progressivement mais délibérément tout au long du cycle moyen vers des enseignements plus disciplinaires »*. Aussi *« la succession des grandes périodes de l'histoire de France* devra-t-elle être désormais connue à la fin du cycle moyen. *« Il ne s'agit pas*, précisent les instructions, *d'entrer dans la connaissance détaillée de ces grandes périodes (...) mais de les situer sur la trame chronologique progressivement charpentée par des faits et des dates... »*. M. Hubert Tison, secrétaire général de l'A.P.H.G. aprouve cette problématique *« qui ne remet pas en cause l'éveil, mais lui donne un contenu »*.

Les enseignants d'histoire et de géographie ont obtenu satisfaction dans trois autres domaines. Les projets d'une histoire, « matière optionnelle » en terminale, envisagés successivement par deux ministres de l'éducation, MM. Joseph Fontanet et René Haby, ont été *officiellement abandonnés par* leur successeur. A la rentrée de septembre 1981, les élèves de seconde se destinant aux baccalauréats de technicien — soit environ soixante mille lycéens — verront doubler leur horaire d'histoire et de géographie, qui passera de deux à quatre heures. Enfin, les nouveaux programmes d'histoire du second cycle d'enseignement général — en cours d'élaboration pour les classes de première et terminale, déjà publiés pour celles de seconde — donnent *grosso modo* satisfaction à l'A.P.H.G. *« Ceux de seconde tiennent compte de la situation désastreuse dans le premier cycle*, explique M. Hubert Tison. *Tout en étant centrés sur le dix-neuvième siècle, ils favorisent le retour en arrière, particulièrement en histoire ancienne et médiévale, et laissent au libre choix du professeur l'étude d'une civilisation autre que l'européenne. Et en terminale, on va enfin se consacrer à l'enseignement de la période qui va de 1940 à nos jours. »*

Ce succès conforte l'A.P.H.G. dans la stratégie qu'elle a adoptée depuis *1977 : « Nous préférons un débat à des manigances de couloirs ou d'antichambres ministériels*, explique M. Jean Peyrot. *Nous ne formons pas un groupe de pression, mais un corps intermédiaire qui doit informer, mettre en garde, voire combattre une administration qui, trop souvent, ignore les problèmes ou prend des décisions déraisonnables. »* Néanmoins, selon certains enseignants, cette orientation n'a pas toujours été sans ambiguïté. Les soutiens que, dans son refus des *a priori*, l'A.P.H.G. a rassemblés autour de son combat, ne sont évidemment pas tous dénués d'arrière-pensées...

(1) *Historiens et Géographes*, numéro 282, décembre 1980.
(2) Jean-Noël Luc, *l'Histoire par l'étude du milieu*. Éditions E.S.F., 1978.

Prochain article :

D'AUTRES ENJEUX

DÉFENSE

Batailie navale

Il serait naïf de croire que la marine nationale a été agacée, voire chagrinée, des commentaires avancés ici ou là sur un prochain appareillage de son escadre de la Méditerranée pour une destination inconnue, alors que le commandement local, à Toulon, s'est contenté, en décidant *de différer la révision prévue* du porte-avions *Clemenceau*, d'éviter que le seul porte-avions français actuellement opérationnel ne soit *momentanément* immobilisé.

La marine et le ministère de la défense qui, pour sa part, s'est enfermé dans le *no comment* classique, n'ont rien fait pour dissiper les rumeurs de coursives et les bruits d'hélices laissant croire à un branle-bas de combat en Méditerranée au moment où la tension montait entre la France et la Libye.

Après tout, ces divagations font partie de ce que les spécialistes de la dissuasion appellent la *« gesticulation militaire »* en période de crise, et leurs prédécesseurs préconisaient déjà de montrer sa force pour n'avoir pas à s'en servir. Mais, au-delà de ces spéculations d'état-major, il y a peut-être une arrière-pensée chez certains responsables de la marine, à savoir : démontrer qu'une force aéronavale, conçue autour de deux porte-avions, n'est pas toujours suffisante pour que le fait de brandir une menace soit pris au sérieux par *ceux-là mêmes contre lesquels* s'exerce la traditionnelle *« politique de la canonnière »*.

Le porte-avions *Foch* est, depuis l'été dernier, et vraisemblablement jusqu'à septembre prochain, immobilisé à Toulon pour subir d'importantes modifications qui devraient lui permettre d'embarquer des avions d'attaque Super-Etendard équipés d'une arme nucléaire tactique. Durant ce gros chantier, seul reste en ligne, en Méditerranée, son bateau-jumeau, le *Clemenceau*.

Or, précisément, le *Clemenceau* devait à son tour être indisponible pour une courte période dite d'entretien, que chaque bâtiment de guerre subit régulièrement, une ou deux fois par an, durant sa carrière. Le préfet maritime de Toulon, commandant en chef en Méditerranée, a donc pris la sage précaution de différer l'immobilisation du porte-avions, en demandant au commandant du *Clemenceau* que les périodes successives d'entretien n'excèdent pas quarante-huit heures d'affilée.

Acrobatique

Pour le reste, le navire est maintenu dans les mêmes délais d'appareillage que les autres bâtiments de l'escadre : soit une disponibilité dite à quarante-huit heures pour un appareillage depuis un port de guerre français, ou à vingt-quatre heures depuis un port de commerce ou un port étranger, comme c'est la règle dans la marine nationale.

Mais, du même coup, les marins font la démonstration que, avec seulement deux porte-avions en escadre, il suffit d'une crise grave et d'une cascade d'incidents survenant durant les indisponibilités techniques des bâtiments pour que l'état-major soit sollicité de prendre des initiatives un peu acrobatiques de gestion de la flotte aéronavale.

Il n'est un mystère pour personne que les grandes marines dans le monde, compte tenu de ces contraintes, estiment avoir besoin, en moyenne, de six bâtiments au moins pour espérer en mettre en ligne deux sur zone, en permanence.

Pour la France, ce n'est pas non plus révéler un secret d'État que de dire que, si la marine nationale avait eu le choix et les moyens, c'est un total de trois porte-avions nucléaires que le gouvernement aurait dû accepter, alors qu'elle devra se satisfaire de deux unités pour remplacer, après 1992, le *Foch* et le *Clemenceau*.

Pour déployer, le plus fréquemment possible, six porte-avions sur les principaux océans du globe, la marine américaine escompte, de son côté, en disposer de quatorze au total. Les rumeurs autour de l'immobilisation du *Clemenceau* et de l'éventualité d'un appareillage, sur alerte, d'une partie de l'escadre de la Méditerranée sont venues opportunément rappeler l'existence de ces calculs d'état-major.

C'est aussi une bataille navale qui n'est pas perdue pour tout le monde.

JACQUES ISNARD.



RELIGION

TÉMOIGNAGE

Le pasteur Henri Roser

En dialogue permanent avec l'homme

Le pasteur Pierre Kneubühler nous a adressé un témoignage sur le pasteur Henri Roser, qui vient de mourir (le Monde *du 10 janvier) ; nous en extrayons les principaux passages :*

Avec Henri Roser disparaît un témoin authentique de la paix et de la justice. Helléniste brillant, il avait choisi de vivre dans la proximité des humbles et des opprimés, devenant souvent leur *voix face aux injustices.*

A Fives-Lille, dans les années 20, où, en même temps que les luttes ouvrières, il découvre les alcooliques auprès desquels il devient — sous la bannière de la Croix-Bleue, dont il sera le président national pendant vingt-cinq ans — l'instrument d'une multitude de guérisons.

A Aubervilliers, dans les années 30, puis à la Société centrale d'évangélisation (rattachée à l'Eglise réformée de France), au lendemain de la guerre, on le verra en dialogue constant avec l'homme de la rue, le syndicaliste, le militant politique, l'agnostique, annonçant l'évangile sur les boulevards, à la porte des cimetières ou dans les salles publiques.

On le retrouve ensuite directeur de la *Mission* populaire évangélique à l'heure où s'amorce la grande interrogation des années 60-70 sur la présence de l'Eglise au monde, la théologie du soupçon et la fonction critique de l'évangile au cœur des engagements socio-politiques.

Henri Roser apparaît alors à d'aucuns comme l'homme que la lecture du « message révolutionnaire » de l'évangile ne prend pas au dépourvu et comme le témoin robuste d'une parole qu'aucune initiative risquée ne peut ébranler.

Non-violent, ami de Romain Rolland et disciple de Gandhi, Henri Roser brava l'opinion publique, voire celle de son Eglise, et dit non à l'armée et à la guerre avec d'autres compagnons. Objecteur de conscience, il fut jugé et condamné à une longue peine de détention. Il dénonce aussi la torture et les essais nucléaires.

J'ai eu le privilège de saluer Henri Roser une dernière fois sur son lit d'hôpital et voici ce qu'il m'a dit, six heures avant sa mort : *« Il ne faut jamais oublier que l'évangile ce n'est pas une affaire d'intellectualisme, c'est une puissance d'amour. »*

Une quinzaine culturelle au Centre Rachi à Paris

Les sépharades en quête de leur identité

La Quinzaine de la culture sépharade (1), qui était inaugurée solennellement par le grand rabbin René Sirat lundi 19 janvier au Centre Rachi, à Paris (2), a débuté, dimanche 18 janvier, par une journée de cinéma, de musique et de débats. Le thème débattu le soir, « L'identité sépharade », a ouvert une discussion qui durera tout au long de la quinzaine.

Hasard ou non, cette manifestation de la culture sépharade coïncide avec l'entrée en fonctions du nouveau grand rabbin de France, M. René Sirat, lui-même originaire d'Algérie et le deuxième sépharade dans l'histoire du judaïsme français à accéder à ce poste suprême.

Après le choix de son successeur (qui n'était pas parti favori), le grand rabbin Kaplan avait déclaré que la communauté juive française *« était et demeurait une »*. Et le grand rabbin Sirat de renchérir : *« Ne créons pas de faux problèmes en opposant sépharades et ashkénazes. Je suis le grand rabbin de tous les juifs français. »* Il a toutefois ajouté : *« Mais il est vrai que nous avons apporté dans notre pratique religieuse une sensibilité différente parce qu'elles s'est exprimée plus librement. »*

C'est une grande liberté, en tout cas, qui a caractérisé le débat au Centre Rachi sur l'identité sépharade. D'abord, le terme lui-même est bien plus ambigu et flou qu'on pourrait le croire. Plusieurs intervenants *ont admis* qu'ils ignoraient jusqu'au mot sépharade avant leur rapatriement d'Afrique du Nord. Et M. Jack Assoun, Egyptien, a fait remarquer que les juifs égyptiens étaient traditionnellement divisés en « Turbans jaunes » (juifs byzantins) et « Chapeaux rouges » (juifs espagnols ou sépharades), *alors* que ce deuxième groupe était scindé en de nombreuses écoles rivales.

Le psychanalyste Daniel Sibony s'est, ensuite, *livré* à une méditation, qui n'était pas toujours accessible au profane, sur l'identité, l'imaginaire et le nom propre. *« Je suis certainement sépharade*, dit-il sous forme de boutade, *car je ne sais pas ce que c'est ! »*.

Pour l'écrivain Shmouel Trigano, enfin, demander aux sépharades de se définir est un piège. Il ne faut pas regarder en arrière — l'Afrique du Nord est perdue à tout jamais, — et la plupart des sépharades se trouvent aujourd'hui en Israël, en France ou aux Etats-Unis. *« Le monde sépharade*, dit-il, *s'est constitué en regardant vers Jérusalem, avec l'accent sur l'universalisme. Il n'y a pas de culture sépharade qu'il faudrait préserver dans des musées — ça, c'est du folklore ! — mais simplement une culture juive avec une dimension sépharade. »*

Un conseil de M. Trigano pour terminer, qui résume assez bien la teneur du débat : *« Quand on vous demande vos papiers, ne répondez pas ! »*

ALAIN WOODROW.

(1) On appelle sépharades les descendants des juifs chassés d'Espagne, et ashkénazes les juifs originaires d'Europe centrale ou orientale.
(2) Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, 75005 Paris. Téléphone : 331-98-20.







Le Monde

MÉDECINE

RECHERCHE MÉDICALE ET COUT DE LA SANTÉ

Les Français ont dépensé pour leur santé 200 milliards de francs en 1980, dont plus de la moitié en frais d'hospitalisation. Cette somme, qui représente une contribution de 4 000 F par habitant, est, pour 80 %, à la charge des organismes sociaux. Ces derniers sont, on le sait, financés par les salariés qui consacrent, sans en être toujours conscients ou informés, le cinquième de leur salaire à la politique de santé.

La progression continue de ces dépenses, progression nettement supérieure à celle de la richesse nationale et au taux d'inflation, est un sujet majeur de préoccupation pour tous les pays occidentaux et a justifié l'effort important d'information et d'évaluation conduit en France ces dernières années.

Soixante-dix pour cent des dépenses de santé sont remboursés totalement par la Sécurité sociale ; elles concernent les « maladies graves ou gravement invalidantes » prises en charge à 100 %. Ce sont ces dépenses, concernant seulement 10 % des malades et dont la majeure partie est absorbée par le secteur hospitalier, qui connaissent le rythme de croissance le plus rapide, deux fois plus rapide que pour les affections dites de « petit risque » relevant d'un ticket modérateur.

Bien que la recherche biomédicale ne représente qu'un faible pourcentage (1,3 % en France) des dépenses engagées par la collectivité pour sa santé, les progrès accomplis depuis un demi-siècle dans la lutte contre la souffrance, l'infirmité ou la mort résultent très largement, sinon totalement, de ses fruits. Faut-il, dès lors, remettre en cause certaines de ses orientations et cela parce que leurs applications prévisibles représenteraient pour la collectivité une charge trop lourde ?

Faut-il, au contraire, accepter d'avance cette charge, si exorbitante soit-elle, en postulant pour l'avenir de nouvelles découvertes qui en diminueraient le fardeau ? Ou même en postulant, — décision relevant, s'il en fut, de l'éthique collective — que la valeur suprême accordée à la vie justifie « a priori » tous les sacrifices ? Mais que faire, en ce cas, si le coût des sacrifices en question devient impossible à assumer ?

Ces questions ne sont nullement inscrites dans le futur ou dans l'abstrait. La France, comme les Etats-Unis, a abandonné les programmes de recherche conduisant à la réalisation d'un cœur artificiel, à cause de la charge prévisible qu'impliquerait l'application thérapeutique d'une telle réalisation.

La Chine a délibérément renoncé aux transplantations cardiaques et aux recherches les concernant, et ces interventions coûteuses sont à présent sévèrement contingentées dans les pays anglo-saxons.

La crise économique qui touche le monde industrialisé — et plus encore les pays en voie de développement — donne plus d'acuité à un débat dont la portée est internationale.

La diversité des attitudes adoptées à ce sujet par les responsables politiques ou industriels, les chercheurs, les économistes et les médecins, lors du colloque international organisé les 15 et 16 janvier au Sénat par la Fondation pour la recherche médicale (« le Monde » du 20 janvier) montrent bien qu'il s'agit là — au-delà des contraintes économiques ou des données scientifiques — d'un débat relevant de la morale collective.

Les solutions qui pourraient lui être apportées dépendent d'un véritable choix de société, l'un des plus importants qui puisse se poser à l'aube du troisième millénaire.

Dossier établi
par le Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

LA VIE A-T-ELLE UN PRIX ?

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

1950 : tous les malades — pour beaucoup très jeunes — atteints d'une affection évolutive des reins sont condamnés à mort ; tout au plus la médecine peut-elle atténuer, autant que faire se peut, les souffrances de leur agonie.

1959 : pour la première fois, et simultanément aux Etats-Unis et à l'hôpital Necker de Paris (professeur Jean Hamburger), la greffe d'un rein normal provenant d'un donneur volontaire autorise la survie d'un patient atteint de destruction rénale irréversible.

Dès 1943, le Hollandais Kolff avait mis au point un « rein artificiel » permettant de maintenir en vie les malades atteints d'altérations rénales.

En 1960, devant les difficultés rencontrées pour l'obtention de reins à greffer et grâce aux perfectionnements techniques remarquables du rein artificiel, l'école américaine de Seattle lance une vaste entreprise de dialyse itérative (c'est-à-dire d'épuration systématique, trois fois par semaine, cent cinquante-six fois par an, par le rein artificiel) chez ces malades, et elle montre qu'ils peuvent ainsi être maintenus en vie (et mener une vie à peu près normale) de manière durable.

Le coût de ce traitement soulève, dès lors, un dilemme d'ordre éthique, mais de motif économique, qui trouble la conscience médicale mondiale. Pour la première fois, en effet, le corps médical se trouve dans l'obligation de refuser une thérapeutique salvatrice à un grand nombre de ses malades, et cela en raison de son coût.

Des « comités de sages » sont constitués, auxquels incombe la terrible tâche de déterminer les critères selon lesquels seront désignés ceux des malades qui pourront, grâce à la dialyse régulière, être arrachés à une mort certaine et reprendre une vie familiale et professionnelle normale et ceux que l'on condamnera. Les plus fortunés acquièrent leur propre rein artificiel ; pour d'autres, des villages, des quartiers et des ateliers se cotisent. D'autres encore se suicident. Les pressions exercées par les familles sur les théologiens, les moralistes, les médecins et les représentants de la population, qui constituent les « comités de sages », sont insoutenables.

Le droit de vie ou de mort qu'impliquent ses sentences revêt un caractère exhorbitant — et dramatique — qui bouleverse la sensibilité populaire et lui fait prendre conscience, de manière fulgurante, du prix de la vie d'abord, et du fait que sa sauvegarde dépend, bien au-delà des décisions ou de l'éthique médicale, de données économiques.

La décision spectaculaire prise, il y a vingt ans, par le professeur Scribner, d'impliquer, dans les « comités de vie ou de mort » qu'il avait constitués, les responsables politiques, les autorités morales et religieuses, les représentants des groupements socio-professionnels de toute la population de Seattle, situait clairement la portée d'un conflit opposant, pour la première fois, la morale médicale et le coût de la santé.

Comme le souligne le professeur Mion (1), la véritable dimension de ce conflit éclatait ainsi dans toute son ampleur : *« Celle d'un problème politique mettant en jeu la notion de solidarité sociale et impliquant à l'échelle d'une nation des décisions aux conséquences économiques majeures impossibles à éviter. »*

La France, comme l'Amérique, a opté il y a vingt ans pour la solidarité sociale. Depuis lors, les chercheurs des hôpitaux et ceux de l'industrie ont réussi à perfectionner le rein artificiel de telle sorte qu'il devient possible, à un coût encore élevé, mais nettement moindre qu'à l'hôpital, de l'utiliser à domicile.

Depuis lors, également, les progrès continus de l'immunologie, la découverte des groupes tissulaires par le Français Jean Dausset — découverte qui vient d'être couronnée par le prix Nobel, — ont conduit à de frappantes améliorations dans le succès des greffes rénales.

Une telle intervention, qui délivre, bien sûr, le malade de la servitude du rein artificiel, revient à 100 000 francs environ. Les difficultés rencontrées pour les dons d'organes de cadavres expliquent les longues et douloureuses attentes de nombreux insuffisants rénaux, qui dépendent donc toujours de la dialyse.

L'importance de la prévention

A l'heure actuelle, en France, sept mille sept cents d'entre eux sont en traitement dans des centres de dialyse, où ils se rendent trois fois par semaine. Chacun d'eux coûte annuellement à la collectivité 246 600 F. Mille trois cents malades suivent leur traitement à domicile, pour une dépense annuelle deux fois moindre, soit 108 420 francs par malade.

Le budget total consacré aux dialysés rénaux est donc de 2 milliards de francs, soit nettement plus que la totalité du budget attribué en France à la recherche biomédicale, toutes sources comprises (1,2 milliard).

Il n'est pas douteux que, dans cette situation exemplaire, ce sont les progrès de cette recherche, aux crédits d'autre part modestes, qui ont entraîné, par leur application clinique, un important problème économique suscitant un débat et un dilemme d'ordre moral et politique de portée mondiale.

Tout prête à penser, et aucun chercheur n'en doute, que la solution de « *prothèse de remplacement* » ainsi adoptée n'est que provisoire. Les causes précises et les mécanismes de la destruction rénale progressive atteignant ces malades seront découvertes un jour ; leur prévention ou leur traitement médical deviendront ainsi accessibles, et l'épisode du rein artificiel ou de la greffe ne sera plus, dès lors, qu'une page — glorieuse mais passagère — de l'histoire de cette maladie.

La leçon a néanmoins porté ses fruits, et les nations industrialisées ont, unanimement, interrompu depuis une dizaine d'années les recherches conduisant à la mise au point d'un cœur artificiel... Elles contingentent les greffes cardiaques, et une commission américaine, étudiant récemment le coût de la chirurgie des artères coronaires irriguant le cœur, a déploré que ce coût implique chaque année une charge de 60 milliards de francs, alors qu'un très grand nombre des cent mille patients annuellement opérés dépassaient largement soixante-quinze ans.

Tous les progrès scientifiques ne conduisent pas, loin de là, à des applications coûteuses ni à des débats de conscience insolubles...

La découverte du vaccin contre la poliomyélite a entraîné, dans tous les pays où ce vaccin est largement utilisé, la disparition de cette maladie ; l'économie réalisée par la collectivité américaine grâce à l'œuvre de virologistes très modestement subventionnés se chiffre en dizaines de millions de dollars.

Il n'est pas inutile de rappeler le rôle majeur qu'a joué l'opinion publique pour le soutien de ces travaux et notamment la fameuse « *march of dimes* » (la marche des 10 centimes) organisée dans tout le pays par des volontaires.

Les découvertes concernant les facteurs multiples, responsables de nombreuses maladies (conjonction d'une fragilité innée spécifique et de l'environnement ou du mode de vie), ouvrent, à l'évidence, la perspective d'une médecine de l'avenir plus efficace et moins coûteuse axée non plus sur les prothèses palliatives, mais sur la prévention ou sur des thérapeutiques précoces et spécifiques.

Cette orientation nouvelle, qu'autorisent des découvertes scientifiques, revêt toute son importance si l'on sait que la part des ressources consacrées à la médecine curative est, dans l'ensemble des dépenses de santé, inférieure de plus de moitié à celle qu'implique la compensation des dommages (décès prématurés, travail perdu, indemnités d'invalidité, etc.).

La tentation dirigiste

Encore faudra-t-il se garder prudemment d'une tendance à la « *médicalisation excessive de la vie* », dénoncée au colloque de Paris par M. René Lenoir, et qui se trouve en opposition radicale avec le concept de « *prise en charge individuelle, de responsabilité personnelle et collective* », décrit à propos du système de santé chinois, par le professeur Wu (Pékin).

Il faut certes évaluer plus systématiquement l'efficacité réelle des démarches sanitaires (2) et favoriser, comme le font actuellement l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) et la Fondation pour la recherche médicale (F.R.M.), certains secteurs de recherche jugés prioritaires en raison de leur portée sociale, de leur intérêt fondamental ou même de leur portée industrielle.

Mais rien ne pourrait être plus radicalement contraire à l'esprit même de l'innovation, et plus stérilisant pour la recherche, que la tentation dirigiste, si redoutablement présente dans les propos tenus par nombre d'économistes ou de responsables politiques.

L'étape la plus importante pour l'amélioration universelle de la santé, celle qui a permis l'économie la plus spectaculaire de son coût, a résulté, il y a près d'un siècle, des travaux entrepris par un chimiste qui étudiait la fermentation des bières, Louis Pasteur, œuvrant d'abord en solitaire, puis dans une institution créée non par l'Etat, mais par la générosité privée internationale.

Nul n'a deviné, plus près de nous, la révolution industrielle et culturelle qu'impliquaient les obscurs travaux conduits à Bâle par un chimiste suisse, et qui sous-tendaient, avec le génie génétique, une étape de la destinée humaine, la domestication des infiniment petits, aussi importante que le furent au cours des millénaires la domestication des plantes, celle des animaux, puis celle des éléments.

Ne faut-il pas, enfin et surtout, s'interroger sur la hiérarchie des valeurs qu'affirment les sociétés modernes, lorsqu'elles débattent avec fièvre du coût possible de la recherche biomédicale tout entière orientée vers le mieux-être des hommes, vers le recul de la souffrance, de l'infirmité et de la mort — alors que, dans le même temps, les budgets de la recherche militaire, dix fois plus importants, (3) ne sont guère remis en cause ?

L'œuvre de mort serait-elle plus importante, et à ce point, que l'œuvre de vie ? L'homme ne serait-il, dans l'histoire de l'univers, qu'un mutant destructeur ?

(1) Incidence économique de la dialyse de suppléance, par le professeur Mion, Montpellier. *Revue du praticien*, 21-9-1980.

(2) L'étude américaine exhaustive des différents aspects des services de santé, citée au congrès par le célèbre médecin britannique A. Cochrane, montre, par exemple, que les « travailleurs sociaux » sont, dans ce système, totalement inefficaces.

(3) Le budget de la recherche militaire est en France de 12 milliards de francs. Celui de la recherche médicale de 1,2 milliard de francs (1981).

Trente francs par Français

COMBPARÉ aux 200 milliards de francs dépensés par les Français en 1980 pour leur santé (soit 4 000 francs par personne), le budget total de la recherche biomédicale se monte à 1,2 milliard de francs, soit 30 francs par Français. Cette recherche, qui bénéficie d'efforts particuliers en France, ne compte que pour 2 % dans l'enveloppe nationale « recherche et développement » et son financement représente une fraction d'environ 1,3 % des sommes consacrées aux soins.

Le budget total attribué au ministère de la santé pour 1981 est de 32 milliards (soit 5 % de l'impôt) ; il importe de comparer cette somme, soumise aux réflexions, et aux modifications éventuelles des assemblées parlementaires, aux 200 milliards de francs, qui représentant le coût réel de la santé, qui sont prélevés sur les salaires, dont la gestion relève des organismes sociaux, et dont la répartition, dès lors, échappe largement aux initiatives et au contrôle des élus.

Il importe aussi de comparer le budget national, toutes sources comprises de la recherche biomédicale (voir plus haut) au budget de la recherche militaire, dix fois plus élevé, et dont les 12 milliards de francs ne sont guère contestés.

La F.R.M., la médecine et la science

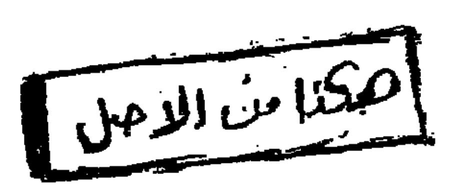
C'EST en 1962, à la suite d'un appel lancé par l'ensemble des chercheurs que fut créée la Fondation pour la recherche médicale (F.R.M.). Elle s'est donné pour mission de faire connaître au public les objectifs et les moyens de la recherche médicale, de centraliser l'aide privée qui pourrait lui être apportée et de répartir cette aide au mieux des intérêts de la médecine et de la science.

Cet organisme, reconnu d'utilité publique, régi par la loi de 1901, comprend un conseil d'administration de vingt-quatre membres, dont six représentants des pouvoirs publics et six personnalités de la recherche médicale, un conseil scientifique de vingt-six membres, un comité d'action et de propagande, et des comités régionaux, installés dans toutes les villes de France sièges de facultés de médecine.

La F.R.M. distribue à plus de six cents laboratoires de recherche œuvrant dans toute la France et dans toutes les disciplines biologiques et médicales des fonds (environ 15 millions par an) qui lui viennent des dons apportés par des legs, par des milliers de donateurs privés (plus de vingt mille), par des communes (plus de quatre cents) et par des entreprises (un millier), lesquelles peuvent déduire ces donations des bénéfices déclarés dans la limite de 3 % du chiffre d'affaires. La destination de ces fonds est décidée par le conseil scientifique.

L'action d'information et de promotion en faveur de la recherche médicale que déploie la F.R.M. est, au moins, aussi importante que son œuvre financières. Elle s'est traduite notamment, en 1978, par l'organisation d'un colloque international sur les maladies mentales, destiné à faire connaître la grande misère de la recherche en ce domaine, et, ces derniers jours, par l'organisation d'un débat collectif sur le coût de la santé (*le Monde* du 20 janvier), lequel fera l'objet d'une publication ultérieure (Fayard Editeur).

(1) 10, rue de Lisbonne, 75008 Paris. Tél. 292-16-34 et 292-14-40.



LIVRES

Le stress

■ **STRESS, du docteur Soly Bensabat, avec la collaboration du professeur Hans Selye. Préface de Jacques Fauvet. Hachette éditeur, collection « De grands spécialistes répondent ». - 350 p. Environ 84 francs.**

Hypertension artérielle, troubles du rythme cardiaque, maladies vasculaires, ulcère de l'estomac, troubles digestifs ou urinaires divers, mais aussi *migraines et syndromes dépressifs*, les méfaits dus au stress recouvrent bien des chapitres de la médecine. Le stress, cette *« réponse non spécifique de l'organisme à toute demande qui lui est faite »*, comme le définit, dans le livre du docteur Soly Bensabat, le professeur Hans Selye, n'est ni une nouveauté ni une maladie. Intimement lié *au processus de la vie* et à l'évolution, il prend une résonance toute particulière dans les sociétés industrielles, où l'homme doit répondre de plus en plus fréquemment à de nouvelles exigences de compétitivité et de rentabilité dans un environnement sans cesse modifié.

Qui résiste le mieux aux multiples agressions quotidiennes ? Comment en diminuer l'intensité ? Peut-on, chez un individu donné, se faire une idée approximative de leur *potentialité pathologique* ?

Dans le livre qui vient de paraître, de nombreux spécialistes répondent à ces questions à partir des données scientifiques actuelles. Ils dressent aussi un rapide tableau des moyens dont on dispose aujourd'hui *pour renforcer la* résistance au stress (relaxation, méditation transcendantale, yoga, sophrologie, *diététique*, acupuncture...)

Il reste pourtant que, dans ce domaine, tout est loin d'être simple. Même si l'approche clinique et biologique du stress semble aujourd'hui possible, il ne faut pas oublier que ce dernier est indispensable à la vie, qu'il existe du « bon » et du « mauvais » stress et que, comme le précisent les auteurs, le niveau optimal de stress — la dose biologiquement nécessaire à chaque individu pour fonctionner harmonieusement dans des conditions optimales compatibles avec sa personnalité et ses possibilités d'adaptation — est variable d'un individu à l'autre. On retrouve ici la nécessité de se connaître soi-même. Conséquence naturelle de toutes nos activités, le stress apparaît alors comme *le sel de la vie*. — J. Y. N.

La prévention

■ **GARDEZ VOTRE BONNE SANTÉ, LA PRÉVENTION MÉDICALE POUR TOUS, des docteurs Yves Nadjari et Jean-Marie Balabaud. Éditions R.T.L. - Hachette. 318 pages, nombreuses illustrations. Environ 79 francs.**

Une mort prématurée pourrait être évitée, chaque année, chez près de deux cent mille personnes si des mesures préventives élémentaires, relevant de l'hygiène quotidienne de vie, étaient mieux connues et diffusées.

Le livre que consacrent les docteurs Nadjari et Balabaud à « la prévention médicale pour tous », remplit très exactement ce rôle d'information, essentiel en un temps où l'on conçoit enfin *qu'il vaut mieux prévenir que* guérir.

La clarté, la rigueur des exposés, la présentation superbement illustrée, font que l'ouvrage revêt *non seulement un caractère* d'utilité majeure, mais constitue aussi une somme agréablement composée de tout ce que chacun doit savoir et peut faire pour la préservation du plus précieux des patrimoines : la santé.

Les adresses indiquées en annexe, avec le *« plan pour s'arrêter de fumer »*, succèdent aux indications sur l'hygiène des dents, de la grossesse, les vaccinations, et les maladies cardio-vasculaires.

« Gardez votre bonne santé », devrait avoir le prix du livre le plus utile de l'année...

Dr E. L.

REVUES

■ **MEDECINS DE GROUPE - LETTRE HEBDOMADAIRE, 5, rue Jules-Lefebvre, 75009 Paris, tél. 874-48-19.**

Médecins de groupe-lettre hebdomadaire, ce nouveau magazine médical est un vecteur d'informations, mais aussi un moyen de dialogue entre les rédacteurs et les lecteurs. Ses douze pages comporteront un éditorial d'actualité, une note d'économie de la santé, une revue de presse, un article technique sur les problèmes fiscaux, *juridiques, de gestion*, d'assurance, propre à cette forme d'exercice, les nouvelles et principales manifestations de la semaine et des actualités brèves.

Cette lettre hebdomadaire sera diffusée, en un premier temps, à quatorze mille exemplaires.

Témoignage

En réanimation, la mort confisquée

A propos de l'humanisation des services de réanimation dans les hôpitaux, nous avons reçu de Mme Claude Kappler, de Strasbourg, le témoignage qu'on lira ci-dessous, relatif à l'hospitalisation, durant un mois, de son père, dans le service de réanimation de l'hôpital Notre-Dame-de-Bon-Secours de Metz (prix de journée à l'époque : 2 062,90 F), ainsi que la réponse faite par le directeur de cet hôpital aux observations de Mme Kappler.

A l'hôpital Notre-Dame-de-Bon-Secours de Metz (le plus important de la ville), le service de réanimation pratique le système suivant : isolation complète des malades (à ceci près qu'ils sont deux par *box*). Quelle que soit la durée de cette isolation, la famille n'a pas accès près du malade. En « compensation », elle peut le voir sur un écran de 30 centimètres grâce à un circuit de télévision et lui parler par un téléphone intérieur. Si le malade peut répondre, s'il n'est pas intubé, tant mieux ! Sinon, le contact est, pour lui, limité à une voix *« off »* et, pour sa famille, à une image qui s'éteint toute les trois minutes (on la rallume). Pour seize malades, les visiteurs disposent de deux cabines avec télévision. Heures de visite : 13 heures à 16 h. 30. Si, durant ces heures, le malade subit soins ou examens, la télévision s'éteint. Parfois, durant tout l'après-midi.

On attend dans un couloir (muni de chaises) et l'on est accueilli par de jeunes femmes, secrétaires, d'une extrême amabilité, d'une humanité irréprochable. Le chef de service et son assistant, eux aussi, reçoivent les familles avec amabilité et renseignent sans rechigner. Le service semble être bien tenu.

Mon père est entré en réanimation *le 8 juillet. Il en est sorti* le 8 août, mais mort. Après un coma d'une dizaine de jours, il *est resté intubé, donc privé de* parole. Durant ce mois, nous n'avons pu l'approcher qu'une *fois par effraction quelques* secondes où, endormi, il n'a pu nous voir : il passait dans le *couloir sur un chariot pour examen* dans un autre service. Asepsie ? Mon père est mort *d'une infection due au candida* contractée dans le service ou dans les couloirs. Sans doute *serait-il mort de toute manière*, la question est ailleurs.

En réanimation, nécessairement, la mort triomphe plus souvent que la vie : a-t-on le droit de confisquer le malade dans les derniers jours de sa vie ? A-t-on le droit de le priver de ses proches au moment crucial de son existence ? Dans les cas d'hospitalisation longue, est-il simplement *légal* d'interdire l'accès au malade ? A-t-on le droit de prendre ces mesures lorsqu'on est membre du corps médical et qu'on sait pertinemment que *jamais* on ne sera *soi-même* dans une telle situation, puisque devant un médecin, qu'il soit malade ou visiteur, il n'y aura pas de porte fermée ? Alors qu'il est si fréquent de constater l'importance capitale du psychisme et de l'affectivité dans *l'évolution d'une maladie y compris dans les comas*, est-il admissible d'entendre un médecin dire *sans pudeur : « De toute façon, dans l'état où il est... ! »*

Tant qu'un être humain est en vie (et mon père non seulement vivait mais avait assez de conscience pour nous répondre par gestes de la tête et du torse, mains immobilisées) qui peut se faire juge de ce qu'il perçoit ou ne perçoit pas, de l'utilité ou de l'inutilité du contact avec ses proches ? Si cette forme de vie n'a pas de raison d'être, c'est pour la survie d'un cadavre qu'on se bat. Le malade, réduit à sa plus simple expression, celle de mécanique corporelle, est ainsi envoyé au néant avant que d'être mort.

Ce n'est ni pour moi ni pour lui que j'écris cela mais pour ceux, malades et familles, qui, les uns dans leur *box*, les autres dans le couloir ou la « cabine », continuent à pleurer de désespoir parce que le médecin-chef a choisi de fermer la porte. Un parti qui, dit-il, a du pour et du contre !

Les soins qui priment

Voici la réponse de M. Cerutti, directeur de l'hôpital auquel nous avons soumis ce témoignage.

Effectivement dans ce service, les visites aux malades sont interdites, et, en l'absence d'une galerie de visites, les familles peuvent prendre contact avec leur malade par un système de télévision qui fonctionne en duplex pour la phonie. Le temps affecté au contact est de sept minutes théoriques étant donné que chaque famille doit pouvoir prendre contact avec son malade. Cependant dans la mesure du possible, ces séquences sont renouvelées à volonté.

Si les visites sont contingentées au niveau du service, c'est afin de permettre une continuité de soins et essayer de maintenir une hygiène et une propreté élémentaires. Il est à noter que, dans l'état où sont la majorité des malades de notre service, ce sont les soins qui priment.

Toutefois, dans un but humanitaire, nous avons décidé avec le médecin chef de service d'assouplir l'isolement des malades depuis septembre 1980, en permettant à un membre de la famille de rendre visite à son patient au moins une fois par semaine. Pour ce faire, le visiteur est habillé avec blouse et bottes. De plus, lorsque l'évolution fatale du malade est prévisible, nous laissons entrer deux membres de la famille avec habillage comme précédemment.

Comme le médecin chef de service, *je ne pense pas qu'un* service de réanimation puisse être un service «portes ouvertes» *Il ne servirait à rien de mettre* les malades dans de tels services si, par ailleurs, ces services *ne pouvaient pas effectuer leurs* séquences thérapeutiques dans des conditions correctes.

AVEC LE PROJET SOLARIS

Le CNES propose aux Européens de construire un laboratoire spatial entièrement automatique

Le Centre national d'études spatiales (CNES) devrait, dans les mois qui viennent, proposer aux Européens de prendre en charge un nouveau projet spatial de grande envergure. Ce programme, baptisé Solaris et pour lequel aucune décision de principe n'a encore été prise, devrait déboucher sur une opération de démonstration visant à fabriquer des matériaux (alliages, cristaux, etc.) dans l'espace à partir d'engins entièrement automatiques. Si les Européens sont convaincus, ils pourront, moyennant l'investissement sur plusieurs années de 5 à 10 milliards de francs, faire de Solaris un grand programme de l'Agence spatiale européenne dans les années à venir. Au moment où celle-ci s'interroge sur ses activités futures et voit s'achever les grands programmes Ariane et Spacelab, l'idée mérite d'être examinée avec attention.

Comme beaucoup d'autres organismes chargés d'animer la politique spatiale de *leur pays*, le CNES s'interroge sur ce que seront les activités spatiale de demain et sur *le rôle que* l'Europe et la France pourraient jouer dans ce domaine. Dans cet esprit, *il a tenté de définir* des programmes de recherche et de développement pouvant déboucher dans les années 1990-2000, sans oublier, toutefois, que *« l'Europe ne peut espérer rivaliser sur tous points avec les Américains »*.

Les moyens budgétaires limités de l'Europe — le quart de ceux dont dispose l'agence *spatiale* américaine — ne le lui permettraient pas, argument qui vaut également pour les Soviétiques. C'est en tenant compte de cette contrainte que l'équipe de prospective du CNES s'est employée à dégager des voies qui, *« en prenant des risques techniques et financiers limités, permettraient à l'Europe d'occuper une position de pointe dans des domaines industriels et stratégiques considérés comme essentiels »*.

Résoudre cet épineux problème, c'était pour le CNES, répondre à la question fondamentale de savoir si l'Europe doit ou non s'engager dans un programme de vols spatiaux habités analogues à ceux des États-Unis et de l'Union soviétique. Certes, l'Europe, si elle le désire, a les moyens techniques de réaliser un tel pari d'ici à une dizaine ou une quinzaine d'années. Une telle décision serait cependant lourde de conséquences financières — pour autant qu'un consensus politique ait pu être trouvé — mais, souligne le CNES *« les vols humains ne sont pas indispensables à l'évolution des applications spatiales commerciales »*.

De cette réflexion est donc née la *synthèse* d'un rapport sur les activités spatiales des années 1990-2000. Dans ce *texte*, le CNES s'est attaché à distinguer les programmes ne réclamant que des modifications technologiques mineures de ceux qui nécessitent un engagement important dans des domaines à grande mutation technologique dont l'Europe est absente. Si les améliorations apportées à l'actuel lanceur Ariane pour arriver jusqu'à la version Ariane-4, capable de placer plusieurs tonnes de matériel en orbite basse, appartient à la première catégorie de mesures, le développement d'Ariane 5 *(le Monde* du 12 décembre 1979) procède d'une réflexion du deuxième type.

La réalisation de ce puissant *lanceur qui pourrait, outre* les satellites les plus lourds, mettre sur orbite un planeur spatial *(Hermès) à bord duquel aurait* pris place un équipage d'astronautes, passe en effet par la mise *au point* d'un *moteur de fusée* à hydrogène et oxygène liquides de 60 tonnes de poussée. L'affaire *n'est pas sans risques. A ce jour*, les Européens n'ont, en effet, construit qu'un moteur de six tonnes de poussée *fonctionnant* selon ce principe.

Un programme de longue haleine

Comme Ariane-5 ou Hermès évoqués par le rapport du CNES, le projet Solaris (station orbitale et laboratoire automatique de rendez-vous et d'interventions spatiales) est un programme de longue haleine qui ne peut être pris en charge que par l'ensemble des États européens. Il se propose de leur donner une place dans des domaines dont ils sont singulièrement absents : manœuvres en orbite, opérations de rendez-vous et de transfert de fluides entre *deux vaisseaux spatiaux*, télémanipulations en orbite par des robots et récupération d'engins : *toutes choses*, à l'exception des robots, que les États-Unis et l'Union soviétique pratiquent couramment.

A cette fin le système Solaris serait composé de quatre éléments :

● Une station orbitale automatique à longue durée de vie d'environ 5 tonnes ; cette station autonome placée sur une orbite polaire à basse altitude par une fusée de type Ariane-4 serait dotée d'un contrôle d'attitude, d'un système de télécommande et de transmission de données, et d'une alimentation en énergie électrique d'environ 10 kilowatts destinée à satisfaire les besoins des expériences scientifiques et techniques menées à bord.

● Un véhicule automatique de transport partiellement récupérable, comme les Soyouz soviétiques, permettrait de livrer à la station l'expérience et de ramener ensemble sur terre les matériaux produits à cette occasion. Capacité de transport prévue pour le retour : environ 2 tonnes.

● Un module de télémanipulation servant d'interface entre le véhicule et la station orbitale pour des opérations d'assemblage ou de démontage ; il n'est pas exclu toutefois de le *faire travailler* de manière autonome.

● Des *satellites de télécommunication* relais, enfin, analogues aux T.D.R.S.S. américains utilisés pendant les vols de la navette spatiale, pour permettre aux opérateurs au sol de rester en contact permanent avec l'ensemble du système.

Le projet est ambitieux et l'on conçoit parfaitement qu'il ne puisse se réaliser qu'à l'échelle européenne. Dans ce but, certains organismes européens, comme le D.F.V.L.R. allemand, *ont déjà été consultés* par le CNES qui, malgré cet engagement dans la voie de la robotique *spatiale, n'exclut pas totalement* les vols habités. La France, dit-il dans son rapport, *doit faire le meilleur usage de* la coopération avec les États-Unis et l'Union soviétique dans ce *domaine*, et *préserver* la possibilité de se lancer à quelque moment que ce soit dans un pro*gramme spatial de vols humains*. D'ailleurs, ne s'est-elle pas déjà entendue avec l'Union soviétique *pour qu'un astronaute français* puisse, en 1982, voler à bord d'un vaisseau soviétique. Les enseignements *recueillis* à cette occasion lui permettront sans doute de préciser sa position.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

LA MÉDAILLE D'OR DU C.N.R.S. EST ATTRIBUÉE AU PROFESSEUR PIERRE-GILLES DE GENNES

La médaille d'or du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) a été attribuée pour 1980 à M. Pierre-Gilles de Gennes, professeur au Collège de France (chaire de physique de la matière condensée) et directeur de l'École de physique et de chimie de Paris.

[Né le 24 octobre 1932 à Paris, M. de Gennes est ancien élève de l'École normale supérieure. Il fut d'abord *physicien au Commissariat* à l'énergie atomique, où il prépara une thèse sur la diffusion des neutrons par les substances magnétiques. De 1961 à 1971, il fut maître de conférences, puis professeur à l'université de Paris-Sud (Orsay), où il créa un groupe de recherche sur la supraconductivité et les cristaux liquides. Professeur au Collège de France depuis 1971, il a fourni des contributions théoriques importantes dans plusieurs domaines de la physique de la matière condensée (magnétisme, supraconductivité, polymères, cristaux liquides, hydrodynamique), élucidant le concept de *percolation* (qui est une sorte de passage du discontinu au continu) et prédisant l'existence, ensuite confirmée par des expériences, d'une supraconductivité de surface.

M. de Gennes a été élu à l'Académie des sciences le 20 mars 1979.]

Le Monde

culture

CINÉMA

LES OBSESSIONS D'AVORIAZ

A force d'en voir, les uns à la suite des autres, on finit par oublier la réalité : un film coûte cher et, à Avoriaz, on pouvait se demander comment autant de réalisateurs réussissent à se faire financer pour gâcher de la pellicule. Pourtant, comme on le soupçonnait, le neuvième Festival du cinéma fantastique a donné toute sa mesure les deux derniers jours avec au moins trois films qui, cette année encore, lui assureront son prestige. Trois films qui, d'ailleurs, s'ils passent par le fantastique, vont bien au-delà des attributs du genre.

Si deux d'entre eux ont eu, à juste titre, les honneurs du palmarès (*The Elephant Man*, de David Lynch, a reçu le Grand Prix du Jury et *Fade to Black* celui de la critique), on peut y regretter l'absence de *Golem*, du Polonais Piotr Szulkin, qui, bien plus que *Résurrection*, de Daniel Petrie, méritait le Prix spécial du Jury. Bien sûr, l'histoire de cet homme artificiel, conditionné par les docteurs dans le cadre d'un programme de reconstruction de l'humanité à la suite d'un conflit atomique, est marquée d'un certain hermétisme. Complexe, le scénario est souvent confus ; il s'en dégage toutefois une rare intensité tant par la singularité auxquelles ils sont confrontés que par les climats de zone sinistrée, les couleurs magnifiques, les décors somptueusement misérables. Avec une espèce d'angoisse, on s'emplit du vide entourant ce clone programmé, dont la solitude et surtout la différence, qui échappent aux autorités supérieures, ne manquent pas d'évoquer la situation de l'Est. En tout état de cause, *Golem* avait sa place dans le palmarès.

Avec *The Elephant Man*, on retrouve un peu toutes les obsessions en noir et blanc de David Lynch qui avaient fait la particularité de son précédent long métrage, *Eraserhead* : les fumées opaques, les hauts fourneaux, le bruit sourd et continu des machines en action, les difformités du corps... Inspiré des Mémoires de Frederick Treves, écrites en 1923, qui sont également à l'origine de nombreux autres ouvrages ainsi que de la pièce de Bernard Pomerance, dont David Bowie a fait une merveilleuse interprétation à New-York, *The Elephant Man* raconte la vie, tout à fait réelle, de John Merrick, qui, atteint d'un monstrueux désordre neurologique incurable, la neurofibromatose, était atrocement défiguré par des morceaux de chair nauséabonds qui pendouillaient sur tout son corps ainsi que par d'horribles déformations osseuses sur le visage.

Né en Angleterre en 1864, montré dans les foires, Merrick fut recueilli par le docteur Frederick Treves, qui tenta de l'intégrer à la société en le logeant à l'hôpital de Londres où il vécut, entouré de soins et d'affection, ses quatre dernières années, jusqu'en 1890. Caché derrière son incroyable maquillage, John Hurt parvient cependant à donner une âme, une personnalité, des sentiments, une vie à cet homme « éléphant » qui était doué d'une intelligence et d'une sensibilité artistique développées. David Lynch, quant à lui, évoque avec beaucoup de soin et de recherche dans l'image l'Angleterre victorienne et l'atmosphère étrange, de ses bas quartiers.

Plus actuel, *Fade To Black* est tout à l'honneur du choix de la critique. Fortement évocateur, Dennis Cristopher joue le rôle d'un *loser* passionné de cinéma qui échappe à l'ennui et à l'anonymat de son existence en s'identifiant à ses héros (James Cagney, Hopalong Cassidy). Sa vie devient un film dont il rêve le scénario et il en arrive à tuer ses « ennemis » en se déguisant et en parodiant les scènes de ses films préférés (les clins d'œil sont remarquables). Dans son film, qui suit une progression percutante, Vernon Zimmerman joue habilement avec les mythes du cinéma et la tragédie de l'identification lorsqu'elle va trop loin. Linda Kerridge est sans aucun doute la plus belle copie de Marylin Monroe que l'on puisse trouver sur le marché.

Le neuvième Festival d'Avoriaz s'est terminé, dimanche soir 18 janvier, avec la projection hors compétition et en avant-première de *Flash Gordon*. On ne pouvait mieux choisir.

ALAIN WAIS.

■ Le grand Prix Dominique de la mise en scène, attribué pour la vingt-huitième fois, a été décerné, ce mardi 20 janvier, à Jacques Seiler pour « Exercices de style », au Théâtre Montparnasse, et pour l'ensemble de ses activités. Le prix (4 000 F) a été remis au lauréat par M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication.

MUSIQUE

« LENZ », de Wolfgang Rihm

Les mamelles de l'opéra

On a longtemps dit du Wozzeck, de Berg, que c'était le dernier opéra. On avait tout simplement oublié qu'après lui il y a eu, au moins, Moïse et Aaron, Lulu *et un certain nombre d'ouvrages lyriques, qu'ils soient de Dallapiccola, de Chostakovitch, de Nono, de Henze ou de Britten, pour ne citer que ceux qui font une carrière régulière, dont le temps permettra de mesurer l'importance réelle.*

Il n'en est pas moins vrai que Wozzeck *reste une étape importante de la sensibilité comme de l'esthétique lyrique et qu'on n'a pas fini d'en apercevoir l'influence à long terme, ne serait-ce que dans le choix des sujets : ainsi, tandis que Gottfried von Einem mettait en musique* la mort de Danton, *Kurt Schwaen choisissait* Leonce et Lena. *Dans les années 60, Boruziak tirait un opéra d'un quatrième ouvrage de Buchner :* Lenz, *évocation des dernières années de la vie d'un jeune auteur (né en 1751, mort en 1792), qui avait écrit, avant de sombrer dans la folie, une pièce de théâtre dont Bernd Alois Zimmermann tirera, en 1965, un opéra :* Die Soldaten, *dans lequel il fera explicitement référence à* Wozzeck...

Il s'agit, on le voit, d'une chaîne sans fin, compte tenu du regain d'intérêt que connaît depuis quelques années, la littérature romantique allemande, et dans le contexte du néoromantisme musical qui fleurit outre-Rhin, Wolfgang Rihm (né en 1952) avait plusieurs raisons de choisir Lenz comme personnage central de son deuxième opéra, dont on a pu voir la création française à Paris, le 19 janvier, au musée d'Art moderne, salle Matisse.

Sans être épigonal, à proprement parler, ce nouveau Lenz vaut surtout par le ton véhément qu'il sait trouver dès le début et conserver jusqu'à la fin, car les solutions originales ou les partis pris périlleux n'y abondent pas. L'effectif instrumental restreint : quatre bois, deux cuivres, trois violoncelles, percussions et clavecin, reprend la leçon de la Symphonie de chambre, de Schoenberg, déjà adoptée dans Wozzeck, et selon laquelle un ensemble de solistes bien utilisé peut atteindre un degré de violence bien supérieur au grand orchestre. Quant au langage, il se trouve si étroitement lié à l'atmosphère de folie inhérente au livret de Michael Fröhling, qu'on trouvera aussi justifiés les emprunts au style expressionniste que les allusions à des chansons enfantines ou à des chorals protestants.

Une véritable nature dramatique

Du début à la fin, l'atmosphère est presque constamment celle du paroxysme, et le spectateur verrait les musiciens se transformer en torches vivantes, la scène exploser tout à coup ou le plafond de la salle s'ouvrir par le milieu, sans en être autrement surpris. On regrette un peu que ces choses-là n'arrivent pas, car on verrait mieux la différence entre la manière de Rihm et celle de ses prédécesseurs, comme Strauss, dans Elektra, *ou Leoncavallo, dans* Paillasse. *Ceux-ci avaient le mérite d'être les premiers tandis que Rihm là encore, se montre un excellent disciple. Faut-il ajouter que le rôle principal, confié à un baryton, se place, très exactement, dans la ligne des grands barytons héroïques qui, depuis le début du siècle, ont ravi la première place aux ténors ; que la basse représentant le sage pasteur Oberlin, celui qui tente, en vain, d'apaiser Lenz, chante exactement comme on pouvait s'y attendre, et que le ténor qui incarne Christoph Kaufmann, riche mécène ami de Lenz, est, comme presque tous les ténors du vingtième siècle, plus dérisoire que sympathique ?*

Ainsi est-ce une impression assez ambiguë que l'on éprouve vis-à-vis de cet opéra : tout ou presque, jusqu'à l'évocation de la folie, y est parfaitement convenu, on serait bien en peine d'isoler quelque chose d'original dans la façon d'envisager les problèmes musico-dramatiques, et pourtant, indéniablement, cela existe, cela vit ; si tant de recettes y sont utilisées ce sont les meilleures et elles le sont avec un sens aigu des exigences dramatiques.

Wolfgang Rihm n'a pas seulement du talent, il possède une véritable nature dramatique qui trouve peut-être un meilleur emploi à l'opéra que dans la musique purement instrumentale. Il a compris aussi que l'important, dans une œuvre lyrique, c'est de faire chanter les personnages à plein gosier car, s'ils sont bons, comme c'était le cas, l'auditeur n'en demande pas beaucoup plus. On chante beaucoup dans Lenz *les instruments jouent tout le temps et c'est bien ; s'il est possible d'imaginer des solutions un peu moins radicales, celles-là vont mille fois mieux que tant d'expériences avortées de théâtre musical.*

L'action elle-même passe au second plan : Lenz souffre, d'une souffrance intérieure et inguérissable, il se heurte à la fois rayonnante d'Oberlin, à la prudence de Kaufmann, il aime désespérément Frédérique, qui n'apparaîtra pas, il aspire à la mort, s'exprime à travers des phrases déchirantes incapables de contenir le trop-plein d'émotion dont elles sont chargées, et cela nous suffit. Que l'on comprenne tout le texte, quelques fragments ou seulement le sens général, cela revient presque au même. Souffrance, folie, colère, sont bien les trois mamelles de l'opéra : là encore Rihm se montre un véritable compositeur lyrique.

Une part de la réussite de ce spectacle, dont on n'aura pu voir, malheureusement, qu'une seule représentation à Paris, tient sans aucun doute, à l'interprétation qu'en ont donné les principaux artistes : John Janssen (Lenz), Karl Fäth (Oberlin) et Mario Brell (Kaufmann), tous trois d'une vaillance à toute épreuve, ainsi que les six « voix intérieures » et les musiciens de l'orchestre de Gelsenkirchen placés sous la direction de Volkmar Olbrich.

GÉRARD CONDÉ.

EXPOSITIONS

L'art en Allemagne aujourd'hui à l'ARC

International, mais...

Sous le titre « Art Allemagne Aujourd'hui », l'ARC, dans ses salles du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, propose l'exposition la plus large, la mieux fournie qui ait été consacrée jusque-là à l'activité artistique contemporaine chez nos voisins, hors de leurs frontières. Il était temps que cela sorte autrement que par bribes, autrement qu'à travers les œuvres d'une poignée d'artistes qu'on qualifie de « nouveaux fauves », et qui ces derniers temps sont utilisés pour des discours souvent suspects de servir admirablement les intérêts du marché de l'art.

Même limitée — elle se dit telle — cette exposition de l'ARC (commissaires Suzanne Pagé et Pierre Block) regroupe tout de même cinquante artistes jugés représentatifs des années 70. Même subjectif — il se dit tel — le choix est assez ouvert, assez diversifié pour qu'on puisse y déceler une information solide et un souci d'objectivité. Sans doute manque-t-il des artistes importants, sans doute la présence de certains très jeunes créateurs n'est-elle pas d'une grande utilité, mais ces manques comme ces bavures ne sont rien à côté du travail accompli, qui ne se limite d'ailleurs pas à cette exposition : des débats, des rencontres, des films, des concerts, du théâtre l'accompagnent à l'ARC, au Goethe Institut — coproducteur de cette rencontre, — à la Maison de la culture de Nanterre, qui devraient permettre de mieux saisir la complexité et le dynamisme de la création contemporaine en Allemagne.

On trouve de tout dans cette exposition. Il y en a pour tous les goûts, même le mauvais : du figuratif et de l'abstraction, des choses qui relèvent de l'art conceptuel et du minimal, des mythologies personnelles comme du propos sur l'art et ses limites ; de la peinture-peinture, des sculptures, des objets... des petits riens et du spectaculaire... Comme ailleurs en Europe, dans les années 70, l'art en Allemagne a éclaté en mille tendances, après avoir suivi le fil conducteur des avant-gardes internationales.

Le gros catalogue de l'exposition (presque aussi gros que ceux du Centre Georges-Pompidou, auxquels il peut tout de même envier un peu de couleur et une meilleure qualité de papier et d'impression) montre bien, dans un tableau comparatif des événements artistiques depuis la guerre, l'acheminement des tendances artistiques internationales à travers l'Allemagne, grâce notamment à la Documenta de Kassel, créée dans les années 50 pour satisfaire au besoin d'information artistique accumulé après l'époque nazie.

Pourtant, l'art des Allemands semble avoir mieux résisté que celui de n'importe quel autre pays d'Europe occidentale à l'emprise des États-Unis. On y trouve toujours quelque chose de différent, une présence autre, difficile à cerner, une spécificité, comme si chaque proposition venue du dehors avait été sincèrement et librement repensée, réajustée à un terrain particulier, à une situation particulière. On y perçoit une liberté, un dynamisme, qu'il faut peut-être attribuer à la structure de la scène artistique. Celle-ci s'articule autour de plusieurs foyers de créativité, qui se sont développés autour des académies des beaux-arts où enseignent des artistes fameux. Beuys, le célèbre Beuys, Klaus Rinke, Gerhart Richter et presque tous les aînés présentés ici sont professeurs dans ces académies. Et les plus jeunes ont été le plus souvent leurs élèves (1). Des élèves souvent indisciplinés d'ailleurs.

La montée du pathos

Il règne un peu partout dans l'exposition un climat de liberté et d'indépendance qui doit beaucoup au mouvement de contestation néo-dada des années 60 : Fluxus, dont ont fait partie Beuys et Vostell, les deux plus anciens, qui ouvrent l'exposition. Vostell est représenté par un environnement percutant de 1970 : un millier de cuillers et de fourchettes jonchent le sol, divisé en travées par des murs de barbelés — un voyage difficile des camps de la mort à la faim dans le monde, via la société de consommation. La pièce de Beuys intitulée *Grond* date de cette année. C'est aussi un environnement, mais d'un symbolisme difficile à appréhender si l'on n'a pas sous la main son « Beuys sans peine » ; on y voit un bureau métallique adossé à des classeurs en bois qui illustrent « *des lieux où l'on produit un nouveau concept de culture* ».

Sur Beuys il faudra revenir une autre fois. Mais on peut dire déjà que son rayonnement sur la création des années 70, est immense, où l'on retrouve ce mélange d'expérience personnelle, de subjectivité, d'individualisme forcené et de théorie rigoureuse, dans des œuvres qui utilisent tous les moyens d'expression disponibles.

Le « cru » plutôt que le « cuit », une forte tendance à refuser la belle ouvrage, à préférer les matériaux bruts, le côté art pauvre, accompagnent un certain lyrisme, voire une thématique obsessionnelle jusque dans les œuvres les plus conceptuelles, comme celles d'Hanne Darboven, qui transpose des pages de textes littéraires (ici *les Mots*, de Sartre) ou celles de Rinke, dans ses sculptures-environnements où l'élément eau (qui stagne dans des seaux de métal) entre dans des considérations sur le temps (*Une horloge de gare*, par exemple), l'espace et, a-t-on envie d'ajouter, la destinée. Un romantique Rinke, au fond.

Le moi affleure presque toujours dans les petites choses, comme dans les grandes. Les petites choses : les objets, les boîtes, les collages, la fantaisie, les gribouillis d'un Koepcke, la poésie visuelle ou la grosse farce (les chapelets de saucisses fourrées d'œuvres de Hegel) avec Rot. Les grandes, ce sont notamment les tableaux de Baselitz, de Penck, de Kiefer, de Lupertz... Des artistes dans le vent aujourd'hui, mais qui font cela depuis dix, quinze ans de la peinture jetée, dure, violente, sombre Baselitz avec ses figures inversées, Penck avec ses répertoires de signes, Kiefer avec ses labourages du champ de l'histoire et de la culture allemande, Lupertz avec ses architectures babyloniennes, ce sont eux ces « nouveaux fauves » dont on parle tant. Ils ont représenté ces dernières années l'Allemagne dans les grandes confrontations internationales, la Biennale de Venise, notamment, suscitant parfois de très vives réactions de protestation à l'intérieur du pays : Kiefer surtout pour l'image d'un art trop germanique qu'il véhicule.

On pourrait leur opposer le travail d'un Hans Haacke, qui, resté fidèle à une forme d'art sans racine particulière — le conceptuel, — fait un travail politique qui touche directement à l'actualité : les interdictions professionnelles. Mais c'est un des rares à poursuivre dans cette voie. En Allemagne comme ailleurs, la dépolitisation de l'art, le désengagement, le repli sur soi, la culture du moi et du pathos, marque cette décennie. Une réponse à la société de plus en plus menacée par l'informatisation ?

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ ARC, jusqu'au 8 mars.

(1) L'exposition est centrée sur Berlin, Cologne/Düsseldorf.

THÉATRE

« AI-JE DIT QUE JE SUIS BOSSU ? » de François Billetdoux

Roger Blin ne signe pas un nombre énorme de mises en scène. Le *Boesman et Lena*, d'Athol Fugard — en 1979 à Chaillot — était une reprise. Un an plus tôt, celui qui avant tous a fait aimer Beckett en France avait monté Godot pour les comédiens du Français. Au total, c'est peu pour ces dernières années. Même discrétion, même silence, récemment, de la part de François Billetdoux, dont le premier métier est celui d'écrire pour le théâtre. Les deux hommes ne sont pas de ceux qui produisent ou montrent à tout bout de champ. Ils savent attendre. Ils ne recherchent pas les symboles de la reconnaissance. Ils sont libres et vont leur propre chemin.

Tous ceux qui ont travaillé avec Blin disent combien ils lui doivent. De même, si l'on connaît Billetdoux, on mentionne toujours sa manière d'être, de regarder. On le sent : il a bien pris garde à ne pas abîmer en lui l'âme de l'enfant. Son sourire en témoigne. Et les personnages aussi, qu'il imagine. Et les mots qu'il fait siens.

Pourtant *Ai-je dit que je suis bossu ?* de Billetdoux n'est pas une réussite de Roger Blin. L'homme capable d'aimer et de consoler la femme qui, au septième étage d'un immeuble aux cloisons trop minces, gémit et souffre, a disparu. C'est le vieil horloger, le voisin de palier, qui a mal avec elle, et l'écoute, et la plaint, et voudrait la guérir, cette noyée qui pleure, muette. Le réparateur de réveils, le docteur des montres et des horloges, rêve tout haut des bonnes paroles qu'il saurait lui prodiguer. Entre eux un mur, ici juste figuré par de simples montants de fer. Un mur infranchissabe et pourtant pas de vraie solitude. Car telles sont les habitations aujourd'hui. En banlieue, par exemple, non loin des aéroports : le bruit perpétuel en unique partage.

Dommage qu'Henri Virlojeux se contente d'être là sans trop d'expression, sans faire attention notamment à sa manière de bouger. Si l'on veut faire croire que l'on est en train de longer une paroi en tâtonnant, il faut au moins feindre de la toucher, de la sentir, hésiter en marchant. On regrette aussi que Laurence Schumann, enfouie dans son lit, et les coussins pas très beaux que le décorateur a posés là, sans soin et sans goût, n'ait pas plus d'existence dans son rôle difficile de chagrin inaccessible.

Il ne reste qu'à écouter le texte en se demandant pourquoi Blin n'a pas choisi d'autres comédiens. L'intensité du soliloque n'y est pas.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Petit Montparnasse, 20 h. 30, dim. 16 heures.

Quatre spectacles pour une « Mêlée »

On est habitué avec Lubat aux projets un peu fous. En voici un, lancé par lui-même et quelques autres, Michel Doumene, Charles Silvestre, le dramaturge André Benedetto, le peintre Pignon-Ernest : il s'appelle « Mêlée », un titre bien choisi pour une revue culturelle qui entend « saisir, interroger, confronter les révolutions occitanes », « celles qui se sont accomplies dans le passé comme celles qui s'accomplissent aujourd'hui sous nos yeux » : celle-ci devrait sortir au printemps 1981.

Réunis par leurs différences, Benedetto, Lubat, Pignon-Ernest et le groupe de cinéma CINOC organisent ensemble, « pour faire naître des collaborations, susciter des correspondances, trouver des soutiens et récolter... de l'argent », un spectacle que l'on pourra voir dans quatre villes.

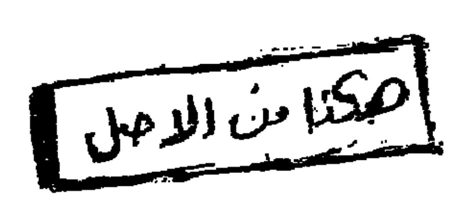
★ Le mardi 20 janvier à Avignon (au Théâtre des Carmes), le mercredi 21 janvier à Montpellier (Pavillons populaires), le jeudi 22 janvier à Toulouse (Grenier de Toulouse), le samedi 24 janvier à Bordeaux (au Théâtre du Grand Parc).

★ Revue *Mêlée*, 26 Flanc-des-Côteaux, 34370 Maraussan.

PETITES NOUVELLES

■ Cinq performances réalisées par les Espaces théâtraux autogérés et organisées par l'Institut culturel italien sont présentées le 21 janvier, à partir de 14 h. 30, au Centre Georges-Pompidou dans la petite salle. Elles sont suivies de deux débats sur le thème : « L'animation culturelle dans la ville », les 21 et 22 janvier, à 20 h. 30.

■ Un musée consacré à l'architecture, le National Building Art Museum, vient d'être créé à Washington, dans le Federal Pension Building. Dirigée par Bates Lowry, ancien directeur du Moma de New-York, cette institution organisera des expositions permanentes et itinérantes sur l'architecture américaine et les arts de la construction.



STAATSKAPELLE DRESDEN
HERBERT BLOMSTEDT

Samedi 24 - Mardi 27 janvier, 20 h. 30 - BRAHMS op. 83, op. 98
MAURIZIO POLLINI

Dimanche 25 janvier, 21 h., - MOZART K 338 - BRAHMS op. 73
KARL BÖHM

Lundi 26 janvier, 20 h. 30
RYSANEK - JAMES KING
WAGNER : 1er acte Walkyrie
4e BRUCKNER
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - Loc. Théâtre 723-47-77

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

SALLE PLEYEL. Mardi 20, jeudi 22 et samedi 24 janvier à 20 h. 30. Loc. à la Salle Pleyel et à l'Opéra. (p.e. Valmalète)	**Concerts MOZART** Orchestre National de l'OPÉRA. Dir. Karl MUNCHINGER. Deux programmes différents. Les 20, 22 et 24
SALLE GAVEAU. Samedi 24 janvier à 17 heures. (p.e. Valmalète)	Amis de la Musique de CHAMBRE. Christian **ZACHARIAS**. Liszt, Schubert
SALLE GAVEAU. Mardi 20, samedi 24 janvier à 21 heures. (Valmalète)	Changement de programme. Quatuor **AMADEUS**. le 20 : TRIOS de Beethoven. le 24 : QUATUORS de Mozart avec Piano : Walter KLIEN
INSTITUT NEERLANDAIS 121, rue de Lille. Jeudi 22 janvier à 20 h. 30. (p.e. Valmalète)	**Ensemble M**. Mezzo-Soprano, Violons, Clarinette, Saxophone, Piano. HINDEMITH, WEBERN, EISLER, KEURIS, CAGE
EGLISE DE LA MADELEINE. Jeudi 22 janvier à 20 h. 45. Loc. : 3 FNAC, Royal Lib. Gibert 10, r. Royale. (p.e. Werner)	FESTIVAL DE MUSIQUE SACREE DE PARIS. **HAENDEL TE DEUM**. PURCELL : Ode Funèbre. CHŒUR NATIONAL. CHŒUR ORCH. ROYAL PARIS-SORBONNE. Dir. Jacques Grimbert
GAVEAU. Jeudi 22 janvier à 21 heures. (Werner)	« Pianistes et Concerts » QUATUOR **VERMEER**. Haydn, Janacek, Mendelssohn
GAVEAU. Lundi 26 janvier à 21 heures. (p.e. Werner)	« Pianistes et Concerts » PAUL **BADURA-SKODA**. BACH, BRAHMS, CHOPIN, DEBUSSY
SALLE CORTOT 78, rue Cardinet. Mercredi 28 janvier à 20 h. 30. (Werner)	Récital de piano. RANDA **ALLOUBA**. BACH, SCHUBERT, CHOPIN, G. ABDEL, RARIM, PROKOFIEV
SALLE PLEYEL. Mercredi 28 janvier à 20 h. 30. (Valmalète)	Unique récital. **Victoria de LOS ANGELES**. piano : Miguel ZANETTI. Granados, de Falla, F. Garcia Lorca
THEATRE DES VARIETES. Mercredi 28 janvier à 21 heures. Louez : 588-42-41. (p.e. Kiesgen, Valmalète)	**LES RÉCITALS DES VARIÉTÉS**. Jean Fontaine présente I MUSICI avec PINA CARMIRELLI. CORELLI-VIVALDI-BACH, LOCATELLI-BOTTESINI
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES. Jeudi 29 janvier à 20 h. 30. (Kiesgen)	**Claude HELFFER**. BARTOK (Suites, Improv.) BEETHOVEN (Var. Diabelli)
SALLE GAVEAU. Jeudi 29 janvier à 20 h. 30. (p.e. Kiesgen)	Orch. du Conservatoire de PARIS. dir. : Jean-Sébastien **BEREAU** av. B. Walter, violon, J.-Y. Thibaudet, piano. Mendelssohn, Saint-Saëns, D. Milhaud, Beethoven
SALLE GAVEAU. Samedi 31 janvier à 21 heures. (p.e. Valmalète)	Pianistes et Concerts. Fabienne **JACQUINOT**. BACH - SCHUMANN, LISZT - DEBUSSY - RAVEL
GAVEAU. Dimanche 1er février à 17 h. 45. Loc. Gaveau. (p.e. Werner)	Société CHOPIN à Paris. Récital MYRIAM **BIRGER - PAPAZIAN**. MOZART - CHOPIN avec BARBARA MARCHNKOWSKA, violoncelle
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES. Mardi 3 février à 20 h. 30. (Valmalète)	Récital du Pianiste **RAMZI YASSA**. Haydn - Chopin, Prokofiev
EGLISE DE LA MADELEINE. Mardi 3 février à 20 h. 45. Loc. Royal Tourisme. (Werner)	**J.S. BACH PASSION SAINT-JEAN**. direction LOUIS-MARTINI
THEATRE DES VARIETES. Mercredi 4 février à 21 heures. Louez : 588-42-41. (p.e. Kiesgen)	**LES RÉCITALS DES VARIÉTÉS**. Jean Fontaine présente HANNA SCHWARZ. Piano CORD GARBEN. MAX REGER - BRAHMS, SCHUMANN
SALLE PLEYEL. Vendredi 6 février à 20 h. 30. (Valmalète)	Récital de Guitare. **NARCISO YEPES**. Dowland, Bach, Brouwer, Turina, Granados, Falla

CONCERTS
Radio France

ORCH. NATIONAL DE FRANCE
THEATRE des CHAMPS-ELYSEES. Mercredi 21 janvier 20 h 30.
Dir. : Gabriele FERRO. Sol. : D. Dorow, J. Shirley-Quirk. ZEMLINSKY - PROKOFIEV

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
RADIO FRANCE Grand Auditorium. Jeudi 22 janvier 20 h 30 (Complet).
Dir. : E. KRIVINE. Sol. : Michaël Rudy. WEBER - BRAHMS, TCHAIKOVSKY

SAISON LYRIQUE
THEATRE des CHAMPS-ELYSEES. Samedi 24 janvier 17 heures.
RAMEAU. Les Fêtes d'Hébé. J. Gomez, J. Smith, A. M. Rodde, W. Kendall, B. Brewer, B. Wilson-Johnson, I. Caddy, Ch. Booth-Jones. Monteverdi Choir and Orchestra. Dir. : JOHN-ELIOT GARDINER

MUSIQUE AU PRÉSENT
RADIO FRANCE Audit. 105. Samedi 24 janvier 18 h 30.
L. de PABLO - G. FINZI, A. SCHNITTKE. Sol. : Oleg Kagan. Ensemble Instrumental du NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE. Dir. : Gilbert AMY

MUSIQUE DE CHAMBRE
RADIO FRANCE Grand Auditorium. Lundi 26 janvier 20 h 30.
QUATUOR VIA NOVA. HAYDN - TISNE, BEETHOVEN

MUSIQUES SACRÉES
EGLISE SAINT-LOUIS-DES-INVALIDES. Mardi 27 janvier 20 h 30.
DVORAK : Requiem. T. ZYLIS-GARA, L. MROZ, S. TOCZYSKA, P. DVORSKY. CHŒURS DE RADIO FRANCE. Nouvel Orch. Philharmonique. Dir. : Armin JORDAN

SAISON LYRIQUE
THEATRE des CHAMPS-ELYSEES. Mercredi 28 janvier 20 heures.
VERDI. Luisa Miller. W. Fernandez, B. Pecchioli, M. Acerra, F. Bonanome, L. Miller, A. Ferrin, R. Oudot. Chorale Jean-Baptiste Corot. ORCH. NATIONAL DE FRANCE. Dir. : Gabriele FERRO

Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Chaillot, grande salle (727-81-15), 20 h. 30 : le Fleuve rouge ; salle Gémier (727-12-33), 20 h. 30 : le Jeune Homme.
Boulogne, T.B.B. (603-60-44), 20 h. 30 : Lorna et Ted.
Cité internationale, Galerie (589-38-69), 20 h. 30 : les Tables tournantes.
La Bruyère (874-76-99), 20 h. 30 : Popeck.
Cartoucherie, Théâtre de l'Aquarium (808-99-61), 20 h. 30 : le Miroir des jours.
Epée de Bois (808-39-74), 20 h. 30 : Hernani.
Bobigny, Maison de la culture (831-11-45), 20 h. 30 : les Fiancés de la banlieue ouest : le Voyageur.
Marie-Stuart (508-17-80), 22 h. : Peau d'âme.
Petit-Montparnasse (320-89-90), 22 h. : la Guerre des petites étoiles.
Plaisance (320-00-06), 21 h. : les Oiseaux par les yeux.
Odéon (325-70-32), 20 h. 30 : Prométhée enchaîné.
Nanterre (721-18-81), 20 h. 30 : Trilogie du revoir.

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : les Caprices de Marianne.
Petit Odéon (325-70-82), 18 h. 30 : la Nuit juste avant les forêts.
T.E.P. (797-96-06), 20 h. 30 : les Serments indiscrets.
Petit T.E.P. (797-96-06), 20 h. 30 : Sur les ruines de Carthage.
Carré Silvia Monfort (531-28-34), 20 h. 30 : Adama ; 22 h. 15 : la Prose du Transsibérien et de la petite Jehanne de France.
Théâtre de la Ville (274-11-24), 18 h. 30 : Dezso Ranki, pianiste ; 20 h. 30 : le Bonheur des Dames.
Théâtre musical de Paris (261-19-83), 20 h. 30 : la Vie parisienne (Offenbach).

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 20 h. 15 : la Bande dessinée ; 21 h. 45, Falligan's Visions.
Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Potiche
Atelier (606-49-24), 21 h. : les Trois Jeanne.
Bouffes-Parisiens (296-60-24), 21 h. : Diable d'homme.
Cité internationale universitaire (589-67-57), Resserre, 20 h. 30 : le Personnage combattant.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. : Reviens dormir à l'Elysée.
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21), 20 h. 45 : Madame est sortie.
Comédie de Paris (281-00-11), 20 h. 15 : les Fol's ; 21 h. 15 : Les Voyageurs de carton.
Edouard-VII (742-57-49), 21 h. : Deburau.
Espace Marais (271-10-19), 20 h. 30 : Zazie dans le métro ; 22 h. 30 : Myrthis.
Essaïon (278-46-42), 21 h. : la Vie en douce. — II, 21 h. 30 : Est-ce que les fous jouent-ils ?

Mardi 27 janvier, à 20 h 30
GRAND AMPHITHÉATRE DE LA SORBONNE
45, 47, rue des Ecoles
Musique de chambre
par l'Ensemble à cordes des jeunes de Melbourne
Mercredi 28 janvier, à 20 h 30
ÉGLISE AMÉRICAINE
65, quai d'Orsay
L'Ensemble à cordes des jeunes de Melbourne et le pianiste John Skippen

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 20 janvier

Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : Steak.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : Leçon de schizophrénie ; 20 h. 30 : Ficelles ; 22 h. 15 : l'Inconciliabule. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : Jacques a dit ; 20 h. 30 : Jeux et Fatras ; 22 h. 15 : Molly Bloom. — Petite salle, 18 h. 15 : Parlons français ; 19 h. 30 : Compartiment non fumeurs.
Madeleine (265-07-09), 20 h. 45 : Siegfried.
Marais (278-03-53), 20 h. 30 : le Pique-assiette.
Marigny (256-04-41), 21 h. : la Bonne Soupe. — Salle Gabriel (225-20-74), 21 h. : le Garçon d'appartement.
Mathurins (265-90-00), 21 h. : Monsieur Dehors.
Michel (265-35-02), 21 h. 15 : On dinera au lit.
Montparnasse (320-89-90), 21 h. : Exercice de style. — Petite salle, 20 h. 30 : Ai-je dit que je suis bossu ?
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.
Œuvre (874-42-52), 20 h. 45 : Un habit pour l'hiver.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 30 : Joyeuses Pâques.
Potinière (261-44-16), 20 h. 30 : Elephant Man.
Ranelagh (288-64-44), 20 h. 30 : la Machine à écrire.
Renaissance (208-18-50), 18 h. 30 et 21 h. 45 : les Mouches.
Studio des Champs-Elysées (723-35-10), 20 h. 45 : le Cœur sur la main.
Théâtre des Cinq Diamants (580-18-62), 20 h. 30 : les Colombes sauvages ; 21 h. 30, Duo pour deux agents doubles.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 15 : Ka.
Théâtre-en-Rond (387-88-14), 20 h. 30 : l'Homme à l'envers.
Théâtre Marie-Stuart (508-17-80), 20 h. 30 : Dominique Bailly.
Théâtre Présent (203-02-55), 20 h. 30 : Rosmerholm.
Tristan-Bernard (522-08-40), 21 h. : le Français né malin.
Variétés (233-09-92), 20 h. 45 : l'Intoxe.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 30 : Pythie-Trésor ; 21 h. 30 : Des phantasmes dans le caviar ; 22 h. 30 : les Testament du Père Leleu.
Au Lapin agile (606-85-87), 21 h. : La bohème qui chante.
Blancs-Manteaux (887-17-84), 20 h. 15 et 21 h. 30 : Areuh = MC2 ; 22 h. 30 : l'Homme à la coque ; II, 20 h. 15 : Tribulations sexuelles à Chicago ; 21 h. 30 : Poulet frites ; 22 h. 30 : Refrains.
Café d'Edgar (320-85-11), 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Sueur, cravate et tricot de peau.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h. 30 : le Grand Vide sanitaire.
Chez Georges (326-79-15), 22 h. 30 : M.-A. Berriat et C. Pichon.
Connétable (277-41-40) : 20 h. 30 : Thomas ; 22 h. 30 : M. Fanon et D. Val.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 21 h. 30 : le Roi des balcons.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : P. Rapsat ; 21 h. 15 : Ivres pour vivre ; 22 h. 45 : G. Tazartes.
Le Débarcadère (607-79-39), 21 h. 30 : A. Cuniot.

L'Ecume (542-71-16), 20 h. 30 : J.-P. Réginal ; 22 h. : Modern 2.
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : La chasse est ouverte ; 21 h. 15 : le Président.
Galerie Peinture Fraîche (551-00-85), 20 h. 45 : Colporteurs d'images.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 : Mille et une recettes pour devenir maître du monde.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 et 23 h. 15 : le Concerto déconcertant. — II, 21 h. 45 : L'une mange l'autre boit ; 22 h. 45 : Suzanne ouvre-moi.
Pied-Bleu (285-32-16), 21 h. 30 : Nous, on aime ; 23 h. : D. Raquillet.
Le Point-Virgule (278-67-03) 20 h. 30 : Tranches de vie ; 21 h. 30 : J.-M. Cornille ; 22 h. 45 : B. Garcin.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir ; 21 h. 30 : Ma vie est un navet.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (320-39-69), 20 h. 30 : Madame le Président ; 21 h. 30 : Bonjour les monstres ; 22 h. 30 : l'Amour en visite.

Comédies musicales

Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h. 30 : Cache ta joie.
Théâtre de la Porte-Saint-Martin (607-37-53), 20 h. 45 : Harlem Swing.

La danse

Dunois (584-72-00), 21 h. : l'Association 1901.
Mandapa (589-01-60), 20 h. 45 : Indra Nevi, danse du Cambodge.

Les concerts

Cité internationale, 21 h. : H. Barda (Ravel, Chopin, Mendelssohn).
Eglise de la Madeleine, 18 h. 30 : Chœur Saint-Serge de Paris, dir. N. Ossorguine (chants liturgiques russes de tradition monastique).
Radio-France, Auditorium 105, 19 h. : M. Runi, Nicolas, Didonato (Bartok).
Salle Gaveau, 21 h. : Quatuor Amadeus (Mozart, Schubert, Beethoven).
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 21 h. : A. Thiel, A. Hass, M. Mc Gaughey (Rossi, Purcell, Corkine, Scarlatti).
Crypte Sainte-Agnès, 20 h. 30 : Ensemble Perceval (musique ancienne).
Lucernaire, 21 h. : J. Gottlieb (Ives).
Salle Pleyel, 20 h. 30 : Orchestre national de l'Opéra, dir. K. Münchinger (Mozart).



jusqu'au 24 janvier
LE DESAMOUR
22, 23, 24 janvier à 18h30
"pratique d'acteurs"
par la
COMEDIE DE CAEN
PLACE S. ALLENDE - CRETEIL
metro Créteil Préfecture

ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE
Directeur Jean Fournet

- « Pacific 231 » — A. HONEGGER
- Concerto pour violoncelle — C. SAINT-SAENS
- Symphonie n° 1 (« Rêves d'hiver ») — P. TCHAIKOVSKI

Direction : JACQUES HOUTMANN
REINE FLACHOT (violoncelle)

(75) Paris	Grand Amphithéâtre, Sorbonne	Vend. 23 janv. à 21 h.
(91) Viry-Châtillon	Eglise Saint-Esprit	Dim. 25 janv., à 15 h. 30
(75) Paris	Eglise Saint-Roch	Jeudi 29 janv., à 20 h. 45
(94) Villejuif	Théâtre Romain-Rolland	Dim. 1er février à 14 h. 30

Institut Culturel Italien de Paris

ACTION CULTURELLE DANS LA VILLE : EXPÉRIENCES ITALIENNES D'AUJOURD'HUI

MERCREDI 21 JANVIER

de 14 h. 30 à 20 h. : présentation de « performances » et de documents audiovisuels (Carnaval de Venise, Festival de poésie à Rome, espaces théâtraux autogérés à Prato, animation culturelle à Milan, etc.). A 20 h. 30 : RENCONTRE-DÉBAT avec les responsables culturels de villes italiennes « QUELQUES EXEMPLES A ROME, MILAN ET VENISE ».

JEUDI 22 JANVIER

à 20 h. 30 : « NOUVELLE FORMES DE VIE CULTURELLE EN MILIEU URBAIN », table-ronde franco-italienne avec la participation de G.-C. Argan, A. Abruzzese, G. Aghina, J. Duvignaud, J.-J. Lebel, H. Lefebvre, G.-G. Lemaire, M. Pleynet, P.P. Saporito, M. Scoparro, R. Sirabella, U. Volli.

AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

(salle du premier sous-sol - entrée libre)

CHAILLOT

ANDRÉ-LOUIS PÉRINETTI accueille

Le fleuve rouge.

NOUVEAU THEATRE NATIONAL MARSEILLE

DE PIERRE LAVILLE
MISE EN SCÈNE DE MARCEL MARÉCHAL

LE MONDE : Pierre Laville fait revivre avec une force merveilleuse Maïakovski, Boulgakov... Les tableaux filent grand train, coloriés, violents... C'est rapide et net comme un rêve du matin. Du vrai grand théâtre de sensations pures et d'idées. L'une des plus fortes pièces de ces années... Jamais une mise en scène de Marcel Maréchal ne fut plus chaude, plus poétique, plus humaine. Tous les acteurs sont bons... Soirée d'une rare dimension, gaie, belle, profonde, populaire... Spectacle passionnant et très beau... (Michel Cournot).

TÉLÉRAMA : Un spectacle d'une plénitude rare dans le théâtre d'aujourd'hui... réaliste et fantastique, littéraire et politique, ironique et brûlant, de feu et de glace. Dans un temps où le théâtre se meurt d'inanition, Marcel Maréchal et son équipe affirment une fois de plus : le théâtre est vivant. Que dis-je vivant : tout est théâtre ! Quelle santé ! Quel courage et quel culot. (Janick Arbois-Charlier).

L'EXPRESS, LES NOUVELLES LITTÉRAIRES : Une remarquable idée de théâtre... La pièce vous remue, vous réveille, vous intrigue... Marcel Maréchal s'y sent à l'aise, en pays connu, il est heureux, cela se voit. Comment ne pas l'être avec lui ? (Matthieu Galey).

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN : Marcel Maréchal dans une forme éblouissante... Dans ce Fleuve rouge coule la vie bouillonnante d'éclat. Le plaisir du théâtre. (Lucien Attoun).

LE QUOTIDIEN DE PARIS : Enrichissant, passionnant... Marcel Maréchal, avec une jubilante férocité, s'ébroue dans un rôle si pétri de fantaisie malicieuse. (Patrick de Rosbo).

LE NOUVEL OBSERVATEUR : Double hommage : à ce vieux théâtre (le Gymnase, à Marseille) que Maréchal et son équipe vont quitter pour s'installer sur le Port à la Criée, et à tous les Boulgakov d'aujourd'hui qui, dans leur nuit, écrivent. (Bruno Villien).

TRIBUNE SOCIALISTE : Spectacle en tous points admirable. (Dominique Nores).

DU 20 JANVIER AU 22 FÉVRIER
GRAND THÉATRE (727.81.15)

cinémas

THÉATRE MONTPARNASSE
LE TRIOMPHE
L'EVANGILE SELON SAINT MARC



SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24), 15 h. : Une histoire de Chine, de L. McCarey ; 19 h. : Jour de chance, de F. Capra ; 21 h. : la Cérémonie, de N. Oshima.
BEAUBOURG (278-35-57) : relâche.

Les exclusivités

AC/DC (Fr.), Forum-Ciné, 1er (297-53-74) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
ASPHALTE (Fr.), U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LA BANQUIERE (Fr.), Français, 9e (770-33-88).
BIENVENUE M. CHANCE (Am., v.o.), Lucernaire, 6e (544-57-34).
THE BLUES BROTHERS (A., v.o.), U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LA BOUM (Fr.), Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Français, 9e (346-66-44) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Passy, 16e (288-62-34).
BRUXELLES TRANSIT (Belg., v. yiddish). Olympic, 14e (542-67-42) H. sp.
BYE BYE BRESIL (Brésil, v.o.), Epée de Bois, 5e (337-57-47) H. sp.
LA CAGE AUX FOLLES No 2 (Fr.). U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
CALIGULA (It.-Ang., v.o.) (**), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
CAUCHEMAR (Fr.). Epée de Bois, 5e (337-57-47)
LE CHEF D'ORCHESTRE (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
LA CICALA (It., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19).
LA CITE DES FEMMES (It., v.o.) (*) : Ambassade (ex-Paramount-Elysées), 8e (359-49-34). — V.f. : Calypso, 17e (380-30-11).
LA CONSTANTE (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
LE COUP DU PARAPLUIE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).
LE DERNIER METRO (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

DON GIOVANNI (Fr.-It.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
DROLE DE COUPLE (It., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90).
ERASERHEAD (A., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90) ; Olympic, 14e (542-67-42).
EXTERIEUR NUIT (Fr.) : la Clef, 5e (337-90-90).
LA FAIM DU MONDE (Fr.) : la Clef, 5e (337-90-90).
FAME (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
LES FOURBERIES DE SCAPIN (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) en mat. ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) en mat. ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) en mat. ; George-V, 8e (562-41-46).
FRAYEURS (**) (It., v.f.) : Montparnos, 14e (327-52-37).
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Videostone, 6e (325-60-34).
GLORIA (A., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96), en soirée.
GOSSES DE TOKYO (Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18 ; Olympic, 14e (542-67-42).
HAZAL (Turc, v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40).
IMMACOLATA ET CONCETTA (**) (It., v.o.) : Epée de bois, 5e (337-57-47) heure spéc.).
INSPECTEUR LA BAVURE (Fr.) : ABC, 2e (236-55-54) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, (322-19-23) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
JE VOUS AIME (Fr.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
MANHATTAN (Am., v.o.) Lucernaire, 6e (544-57-34)
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Cinoche, 6e (633-10-82).
NICK'S MOVIE (All., v.o.). Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
L'OR DANS LA MONTAGNE (It., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle - Montparnasse, 15e (544-25-02).
OUBLIER VENISE (It., v.o.) Quintette, 5e (354-35-40) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88).
LE REBELLE (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
RENDEZ-MOI MA PEAU (Fr.) : 17e (380-10-41)
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93), horaire spécial
SAUVE QUI PEUT (LA VIE) (Fr.-Suis) (*) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LES SEDUCTEURS (Fr.-It.), version ital. Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

SHINING (A., v.o.) (*) : Colisée, 8e (359-29-46) ; Studio-Raspail, 14e (320-38-98) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69).
STARDUST MEMORIES (A., v.o.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-75), en soirée, Studio Alpha, 5e (354-39-47), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Publicis-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; v.f. Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
SUPERMAN II (A., v.o.) Saint-Germain-Studio, 5e (354-42-72), Marignan, 8e (359-92-82), Broadway, 16e (527-41-16). V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70), Français, 9e (770-33-88), Fauvette, 13e (331-60-74), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
TENDRES COUSINES (Fr.) (*) Biarritz, 8e (723-69-23), Caméo, 9e (246-66-44), Miramar, 14e (320-89-52)
LA TERRASSE (It., v.o.) Quintette, 5e (354-35-40), Marignan, 8e (359-92-82), Parnassiens, 14e (329-83-11). V.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Français, 9e (770-33-88).
THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50). Palais des Arts, 3e (272-62-98).

LA TOUR EIFFEL EN OTAGE (A., v.f.) : Berlitz, 2e (742-60-33), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) en soirée.
TROIS HOMMES A ABATTRE (Fr.) (*) U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) Bretagne, 6e (222-57-97), Ermitage, 8e (359-41-18), Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00)
TUSK (Fr.), La Clef, 5e (337-90-90).
UN DROLE DE FLIC (A. v.o.) : Mercury, 8e (562-75-90) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
UN MAUVAIS FILS (Fr.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LES FILMS NOUVEAUX

BRUBAKER, film américain de Stuart Rosenberg (*) : v.o. : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Ermitage, 8e (359-15-71) : 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75).
LE CHASSEUR, film américain de Buzz Kulik (*) : v.o. : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-90) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
L'ALTRA DONNA, film italien de Peter Del Monte ; v.o. : Parnassiens, 14e (329-83-11), Studio Logos, 5e (354-26-42).
HISTOIRE D'ADRIEN, film français de Jean-Pierre Denis : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
MELODIE MEURTRIERE, film italien de Sergio Corbucci : v.o. : Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-90) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25)
CLARA ET LES CHICS TYPES, film français de Jacques Monnet : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) : Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
HARLEQUIN, film australien de Simon Wincer : v.o. : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19). — V.f. : Movies-les Halles, 1er (260-43-99) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
UNE ROBE NOIRE POUR UN TUEUR, film français de José Giovanni : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) : Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) : Secrétan, 19e (206-71-33).
LE RISQUE DE VIVRE, film français de Gérald Calderon : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59).
LA REVOLTE DES BOXERS, film chinois de Chang-Cheh (*) (v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

RADIO-TÉLÉVISION

Radio-K et Radio-Mont-Blanc réclament le droit à l'existence

La guerre, une fois de plus, est repartie. En attaquant violemment les deux projets de radios privées, Radio-Mont-Blanc et Radio-K, qui doivent émettre à partir de l'Italie en France (« le Monde » du 20 janvier), le ministre de la culture et de la communication, M. Jean-Philippe Lecat, a annoncé clairement — on pouvait s'y attendre — que le gouvernement ferait tout ce qui est en son pouvoir pour les empêcher d'exister (« Pas plus que l'anarchie intérieure, a-t-il dit, le gouvernement ne tolérera l'anarchie venue de l'extérieur. »). Il a curieusement mis aussi dans le même sac deux radios pourtant très différentes : Radio-Mont-Blanc fonctionne depuis cinq ans déjà (sans que personne n'ait jamais songé à en parler), tandis que Radio-K devrait entrer en action à la mi-février. Même si toutes les deux doivent vivre de la publicité, elles ne parlent pas le même langage.

« Des aventuriers qui rêvent de faire main basse sur toute une partie du marché publicitaire », comme l'a dénoncé le ministre ? Des « aventuriers » certainement. Il faut l'être pour lancer un projet qui engage autant d'argent (moins qu'on pense), de risque *mais des aventuriers qui rêvent* plutôt de boulever le « langage » de la radio. L'équipe de Radio-K fait penser à celle de Libération, ce sont des jeunes gens à idées, ambitieux à leur manière, totalement imprégnés par la conception « américaine » de la presse. Ils ne veulent pas « faire de l'argent », ils veulent réussir.

Le projet remonte à deux ans. A l'origine, des conversations à bâtons rompus, entre Serge July et Frédéric Laurent (de *Libération*) et Bernard Laine (grand reporter à R.T.L.). Ils partent de l'idée de que le monopole doit sauter un jour ou l'autre, qu'il serait intéressant de tenter d'implanter un réseau de télévision et de radio « indépendant » des grands groupes financiers et politiques.

Comme « le type de radio » qu'ils veulent faire « implique peu de moyens », il s'agit, pour eux, de « prendre une avance technologique globale en démarrant le plus tôt posible en gestion réelle ». Radio-K *serait donc une sorte de* laboratoire.

Le projet est sérieux, quoiqu'il *soit légèrement retardé. Les* studios sont déjà presque tous installés (trois à San-Remo, un à Paris, un à *Marseille*, un à Toulon et un à Nice) ; l'émetteur (27 kilowatts, américain), installé à 1 280 mètres, sur le Monte-Bignone, devrait arroser le sud de la France, de Menton à Marseille. Radio-K diffusera en modulation de fréquence, en stéréo ; c'est une particularité intéressante. L'équipe, qui comprend une vingtaine de personnes, rassemble des journalistes (Frédéric Laurent, de *Libération* ; Bernard Laine, de R.T.L. ; Christian Alexandre, de Radio-Monte-Carlo ; Pierre Crisol, ex-rédacteur en chef adjoint de R.T.L. ; des journalistes de la presse de province ou de stations périphériques), des publicitaires et des... juristes.

« On ne voulait pas aller contre les lois, explique Bernard Laine, *parce qu'on veut fonctionner en temps réel, on est donc condamné à être en permanence légaux. En implantant un émetteur en Italie, on ne sera jamais en infraction avec aucune loi européenne, internationale, italienne ou française. Radio-Midi, Radio-Vintimille, Azur-102 émettent tous les jours sans être brouillés. »*

Une coopérative ouvrière

Côté financier, il leur faut 2 500 000 francs ; ils ont rassemblé près de 2 millions de francs. *« On cherche ces gens libres et indépendants »*, dit Bernard Laine, qui ne donne pas de noms sur les actionnaires mais spécifie qu'il s'agit de *« journalistes et de gens extérieurs séduits par le projet ». « On a constitué une société d'investissement italienne, une sorte de S.A.R.L., dont la vocation n'est pas de faire de la radio, mais d'investir dans du matériel audiovisuel »*, dit-il. Radio-K va fonctionner comme une coopérative ouvrière, une coopérative de droit italien. Les actionnaires — cinquante pour cinquante actions — ont une participation majoritaire, mais les employés, par l'intermédiaire de la coopérative, ont une minorité de blocage. *« C'est la coopérative qui décide du contenu, la seule exigence qu'on a, à laquelle on a souscrit, c'est celle du journalisme indépendant. »*

Radio-K, qui subsistera grâce à la publicité *(« c'est un choix délibéré, la seule garantie de notre indépendance, on a calculé qu'on avait besoin de quinze minutes de publicité par jour »)*, veut bien sûr bouleverser le monde sonore de la radio, casser une certaine conception (cloisonnée) des informations, des magazines, de la culture, de la musique. Pour les journalistes (qui seront techniciens et inversement, là aussi pas de cloisonnement), tout est information, les journaux seront longs (il y en aura trois, un de 7 h. à 9 h., un de 18 h. 30 à 20 h., un de 23 h 30 à 1 h.) : *« la radio a été faite par des gens qui viennent de la presse écrite,* explique Bernard Laine, *on est la première génération de gens qui ont perçu l'audiovisuel comme un vrai média complet, sans honte. On veut mettre des « dessins », utiliser l'ensemble des moyens du son pour faire de l'illustration du son, intégrer la musique, les bruits dans les journaux »*. Un laboratoire Radio-K, qui compte sur un budget de fonctionnement de 340 000 F par mois devrait émettre vingt-quatre heures sur vingt-quatre à partir de la mi-février.

Première grande différence, Radio-Mont-Blanc fonctionne depuis cinq ans. *« Radio-Mont-Blanc s'efforce de promouvoir la langue française dans le val d'Aoste selon l'article 38 du statut spécial d'autonomie de la région*, explique son directeur, M. Gérard Stuffel : *la langue française et la langue italienne sont sur un pied d'égalité en vallée d'Aoste. »* Jusqu'à maintenant Radio-Mont-Blanc n'émettait qu'en direction du val d'Aoste région autonome d'Italie, grâce à quatre émetteurs de puissance variable (100 watts, 1 kilowatt, 10 kilowatts). Si discrètement que personne n'en avait parlé jusqu'à présent ! *« Par une fréquence accordée officiellement par le ministère des P.T.T. italien »*, déclare M. Gérard Stuffel.

Seulement, voilà, *cette « radio-privée de langue française du val d'Aoste »* est en train d'installer un cinquième *émetteur sur l'aiguille* de Trè-la-Tête (4 000 m), d'un puissance faible certes (25 watts) mais qui va lui permettre de « déborder » sur la France. Jusqu'où ? *« Très peu »*, répond son directeur, très discret sur tout.

Radio Mont-Blanc, qui a déjà dépensé des sommes considérables (1 milliard de lires selon M. Gérard Stuffel) en construction (studios, émetteurs), est une société par actions avec un capital de 250 millions de lires. Qui sont les actionnaires ? Silence, pas de noms. *« des groupes financiers des groupes de presse, suisse français et italiens »* (1). La société, pour l'instant, perd de l'argent ; c'est sans doute pour cela *qu'elle veut agrandir son écoute.* La publicité occupe environ une vingtaine de minutes par jour. Radio-Mont-Blanc, qui fonctionne avec neuf permanents, vingt-quatre heures sur vingt-quatre ressemble pour l'instant à une radio locale avec feuilletons, météo, et beaucoup de musique. Et quand elle débordera sur la France ? *« Nous continuerons à faire notre programme local »*, affirme son directeur. Une guerre à suivre.

CATHERINE HUMBLOT.

(1) Selon la correspondance de la presse du 20 janvier, les promoteurs de cette station commerciale seraient le groupe suisse Prominform (qui regroupe les quotidiens *la Suisse, 24 Heures, la Gazette de Lausanne*), la société Badin-Defforey parmi les administrateurs de laquelle figurent MM. Denis Defforey, président du directoire de *Carrefour*, Marcel Fournier, président du conseil de surveillance de la chaîne d'hypermarchés, Bernard Mossu, directeur du *Messager de Thon* et Laurent Mossu, correspondant du *Figaro* à Genève. Les promoteurs sont regroupés dans la société holding Particom dont l'un des administrateurs est le président du gouvernement du Val-d'Aoste, M. Andrionne, membre du Parlement italien.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 20 JANVIER

— *M. Edmond Maire*, secrétaire général de la C.F.D.T., est l'invité de l'émission « R.T.L.-*le Monde* et vous » à 18 h. 15.

MERCREDI 21 JANVIER

— *M. Alain Chevalier*, vice-président du C.N.P.F., répond aux questions d'I. Leval sur Europe 1 à 8 h. 30.

— *M. Pierre Messmer*, ancien premier ministre, participe à l'émission « Face au public » de France-Inter, à 19 h. 10.

Mardi 20 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 45 Avis de recherche.
19 h 10 Une *minute pour les femmes*.
Les secrets de l'orientation.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : « Un chien de saison ».
D'après le roman de M. Denuzière. Adapt. A. Quercy. Réal. B. Bernard. Avec B. Lecoq, J. Roulaud, E. Dandry, C. Bujean.
Félix, un célibataire de quarante ans, accepte à contrecœur de s'occuper d'un chien pendant que ses amis partent en vacances. Mais ils s'attachent l'un à l'autre.
22 h Retransmission du Gala All Stars depuis Washington.
23 h 10 Edition spéciale qui retracera tous les événements de la journée à Washington.
23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 *Emissions régionales.*
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 D'accord, pas d'accord.

20 h 40 Les dossiers de l'écran : « Deux hommes dans la ville ».
Film français de J. Giovanni (1973), avec J. Gabin, A. Delon, M. Farmer, M. Bouquet, L. Ochini, V. Lanoux.
Un éducateur s'occupe du reclassement d'un homme qui, après dix ans de prison, est décidé à devenir honnête. Un odieux inspecteur de police s'efforce de faire retomber cet homme dans le banditisme.
Réquisitoire « exemplaire » contre les défauts de la justice et du système pénitentiaire, les méthodes policières et la peine de mort. Seule la dernière séquence est traitée sans effets mélodramatiques.
22 h Débat : Sortir de prison et redevenir un homme comme les autres.
Avec MM. D. Manuel, comédien et visiteur de prisons, G. Houteer, député (P.S.) de la Haute-Garonne, A. Paecht, député (U.D.F.) du Var, G. Solanat, ancien éducateur, le commissaire J. Simon, ainsi que P. Gullio, C. Gaillet, J. Lesage-Dealhaye et Monsieur X..., quatre anciens détenus.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
Nouvelle action royaliste.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : « le Triomphe de Michel Strogoff ».
Film franco-italien de V. Tourjansky (1961), avec C. Jurgens, Capucine, P. Massimi, Inkijinoff, C. Titre, S. Valère (rediff.)
En 1878, Michel Strogoff accompagne un neveu de la tsarine dans une expédition militaire contre les Turcomans. Une espionne est chargée d'empêcher sa mission. Une suite inventée au roman de Jules Verne après le succès de Michel Strogoff *de Carmine Gallone. Imagerie proche du « film à péplum ». Curd Jurgens est un héros un peu fatigué.*
22 h 20 Journal.

FRANCE - CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : Ballade pour Carson *Mc-Cullers*.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : la matière d'aujourd'hui.
20 h., Dialogues : politiques de la décision, avec L. Israël et L. Sfetz.
21 h. 15, Musiques de notre temps : Toulouse musical, avec Marc Carles.
22 h. 30, Nuits magnétiques : devine qui vient dîner... chez Denis Roche.

FRANCE - MUSIQUE

18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery ; 20 h., Premières loges : Œuvres de Ravel, Pergolèse, Granados.
20 h. 30, Concert (Perspectives du vingtième siècle) : « Concert Gollum » (Gorli) ; « Puppenspiel II pour flûte » (Donatoni) ; « Kindertotenlieder » (Mahler) ; « To earle two » (Donatoni), par l'ensemble 2e2m et le Nouvel Orchestre philharmonique, direct. G. Amy et F. Donatoni, avec A. Marion, flûte et M. Lipovsek, mezzo.
22 h. 30, Ouvert la nuit : Les chants de la terre (traditions musicales dans le monde) ; 23 h., La revue de presse et de l'édition musicale internationale (Dueben, Ferneyhough, Palmgren, Brahms, Nielsen, Johnsen, Mortensen, Taubé)

Mercredi 21 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 Portes ouvertes : C.O.T.O.R.E.C., *emplois, bancs d'essai.*
13 h 55 Les visiteurs du mercredi.
Spécial 6-10 ans ; 14 h. 20, Heidi ; 14 h. 50, Feuilleton : Matt et Jenny ; 15 h., Spécial 10-15 ans ; 15 h. 15, La petite science ; 15 h. 42, Le tableau bleu ; 16 h. 40, La super-parade des dessins animés ; 17 h. 30, *Studio 3*.
18 h Automag.
18 h 20 Un, rue Sésame.
18 h 45 Avis de recherche.
19 h 10 Une *minute pour* les femmes.
On demande infirmières pour C.E.S.
19 h 15 Tirage de la Loterie nationale.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
19 h 50 Tirage du Loto.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : « Quatre femmes, quatre vies ».
De Ch. de Rivoyre et R. de Dancourt.
« Une histoire d'amitié entre deux femmes d'âges différents », dit Christine de Rivoyre, une histoire d'amitié entre deux femmes qui ont choisi aussi deux modes de vie différents : l'une le célibat, l'autre le foyer. Toutes deux traversent une crise.
22 h *Magazine* : La rage de lire.
De G. Suffert ; 1940 : Histoire d'une défaite. Avec P. Pottecher (le Procès de Pétain) ; *M. Gallo (France)* ; P. Kupferman (Pétain, Laval, Pucheu) ; J.-A. Lacour (le Rire de Caïn) ; P. Sevran (Vichy-Dancing).
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Les amours des années folles.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'Aujourd'hui madame.
15 h 15 *Série* : Bonanza.
La chasse aux loups.
16 h 10 Récré A 2.
Emilie : Félix le chat ; Maraboud' ficelle ; Zeltron ; Candy ; Les blancs jouent et gagnent ; TV-service.
18 h 30 Cours d'anglais.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Divertissement : Telle est Line.
Avec Line Renaud, Annie Cordy, Jean-Noël Dairic, Johnny Logan, Thierry Le Luron et Noëlla Pontois.
21 h 40 Magazine scientifique : Objectif demain.
A la recherche de la vie extra-terrestre.
Une émission de Laurent Broomhead, réalisée par J.-P. Spiero.
22 h 45 Magazine : Zigzag.
De T. Wehn Damisch Lumière-Lumière : les autochromes, réalisation de P. Desfons.
La deuxième émission sur l'histoire de la photographie.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h Travail *manuel*.
18 h 30 Pour les jeunes.
Bucky et Pepito : Y a un os ; De truc en troc.
18 h 55 Tribune libre.
Union des jeunes pour le progrès.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions *régionales*.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma 16 : « les Enfants pillards ».
D'après l'œuvre de Jean Cayrol. Adapt. R. Caron et P. Fournel. Réal. B. Dubois.
22 h 40 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : l'agonie de l'empire ottoman ; à 8 h. 32, Information et signification (les phénomènes de mimétisme)
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7., Matinée des sciences et des techniques : colloques mathématiques et géographie.
10 h. 45, Le livre *ouverture* sur la vie ; les romans.
11 h. 2, Toulouse musical : semaine Proust.
12 h. 5, Agora : « Gœthe m'a dit », avec P. de Boisdeffre.
12 h. 30, Les tournois du royaume de la musique.
12 h. 45, Panorama.
14 h., Sons : machines à communiquer.
14 h. 5, Un livre, des voix : « Les bonheurs courts », de C. Exbrayat.
14 h. 47, L'école des parents et des éducateurs : les violents défis de l'adolescence.
15 h. 2, Points d'interrogation : l'Empire de Charlemagne ; la chevalerie.
16 h. 20, Actualité
16 h. 50, Départementale à Lunéville.
17 h. 32, Toulouse musical : semaine Proust.
18 h. 30, Feuilleton : Ballade pour Carson Mc-Cullers.
19 h. 25, Jazz à l'ancienne.
19 h. 30, La science en marche : la genèse des gisements de métaux.
20 h. La musique et les hommes : Toulouse musical (Proust)
22 h. 30, Nuits magnétiques : biographie de James Agee.

FRANCE - MUSIQUE

6 h. 2, Quotidien musique : Réveils en douceur (Tallis, Haendel, Gilbert, Sullivan, Britten) ; 7 h. 5, L'intégrale de la semaine (Beethoven) ; 8 h. 30, Magazine d'informations *culturelles*.
9 h. 2, Le Matin des musiciens : Regards sur Puccini, Puccini et le mythe (Boito, Puccini, Catalani, Cilea, Mascagni, R. Strauss).
12 h., Musique de table : « Sérénade française », de Léoncavallo, par Michel Dens ; « Suite pour Orchestre de chambre et piano jazz », de Claude Bolling, dir. J.-P. Wallez ; 12 h. 35, Jazz classique (Armstrong) ; 13 h., Les musiciens ont la parole.
14 h., Microcosmos : Les études à l'étude ; 14 h. 20 (et 16 h., 16 h. 30), Kaléidoscope : Œuvres de Parmegiani, Romano, Schaeffer, Henry, Schwartz, Laughlin ; 15 h. 10 (et 16 h. 55), Pêle-mêle infos ; 15 h. 15, Jeu des énigmes ; 15 h. 30, Galerie de portraits : Edgar Poe (Caplet, Reibel) ; 15 h. 50, Chants du village ; 16 h. 40, Feuilleton ; 16 h. 50, Haute infidélité (Nina Hagen) ; 17 h. 30, Le royaume de la musique. Lauréats du Concours national belge de musique pour la jeunesse.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery ; 20 h., Equivalences (non voyants) : Œuvres de Bruhns, Daquin, Alain, Franck.
20 h. 30, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : « Symphonie lyrique » (Zemlinsky) ; « Chout », version intégrale (Prokofiev), par l'orchestre national de France, direct. Gabrielle Ferro, avec Wendy Fine, soprano, J. Shirley-Quirk, baryton.
23 h., Ouvert la nuit : Les mémoires de la musique, la grande aventure de la Royal Philharmonic Society (Haydn, Delius, Massenet, Mozart, Beecham, Haendel).

ÉDUCATION

LES DATES DU BACCALAURÉAT EN 1981

Les dates des épreuves écrites du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du baccalauréat de technicien sont publiées au *Journal officiel* du 18 janvier. Comme en 1980, la session 1981 sera étalée dans le temps : il n'y a plus de « date nationale » du baccalauréat. Les académies ont été regroupées en trois zones (et non quatre, comme l'an dernier), les regroupements correspondant aux trois grandes vagues de départs en vacances d'été. Ils sont différents, cependant, selon *qu'il s'agit des baccalauréats de* l'enseignement du second degré ou des baccalauréats de technicien.

SERIES A, B, C, D, E.

● *Académies* d'Amiens, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Lille, Nantes, Orléans-Tours, Poitiers, Rennes et Rouen (zone 1) : Philosophie entre le mercredi 10 juin après-midi et le lundi 15 juin, midi. Autres épreuves, jeudi 18 et vendredi 19 juin.

● Académies de Paris, Créteil et Versailles (zone 2) : Philosophie, lundi 22 juin, matin. Autres épreuves, du lundi 22 au mercredi 24 juin.

● Académies d'Aix-Marseille, *Antilles-Guyane*, Besançon, Corse, Dijon, Grenoble, Limoges, Lyon, Montpellier, Nancy-Metz, Nice, Reims, Strasbourg et Toulouse (zone 3) : Philosophie, entre le mercredi 17 juin et le mercredi 1er juillet. Autres épreuves, du mercredi 24 juin au mardi 7 juillet.

SERIE D' ET CERTAINES EPREUVES DE A6 et A7

● Toutes académies : mardi 23 et mercredi 24 juin.

BACCALAUREATS DE TECHNICIEN

● Zones 1 et 2 : du lundi 15 juin après-midi au mercredi 17 juin.

● Zone 2, sauf Antilles-Guyane : du lundi 22 juin matin au mercredi 24 juin.

● Antilles-Guyane : du mercredi 1er au vendredi 3 juillet.

EPREUVES ANTICIPEES DE FRANÇAIS
(classes de première)

● SERIES A, B, C, D, E. — Zone 1 : mardi 23 juin ; zone 2 : jeudi 25 juin ; zone 3 : lundi 29 juin Antilles-Guyane et vendredi 3 juillet pour le reste de la zone.

● SERIE D'. — Toutes académies : lundi 22 *juin (après-midi)*.

BACCALAUREATS DE TECHNICIEN

— Zone 1 et 2 : mercredi 24 juin ; zone 3, sauf Antilles-Guyane : vendredi 3 juillet ; Antilles-Guyane : lundi 29 juin (matin).

EPREUVES FACULTATIVES ET EPREUVES ORALES

Elles auront lieu après les épreuves écrites, selon un calendrier fixé par les recteurs.

SESSION DE REMPLACEMENT

Elle est réservée aux candidats n'ayant pu, pour un cas de force majeure, subir les épreuves avant l'été : toutes académies et toutes séries : du lundi 21 septembre au mercredi 23 septembre.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des 19 et 20 janvier 1981 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret du 28 décembre 1976 relatif à l'organisa*tion de la formation* et de l'orientation dans les collèges ;

● Modifiant le décret du 27 mars 1968 relatif à la commission départementale des structures agricoles ;

● Portant modification du décret du 6 mai 1977 portant création et organisation d'un conseil supérieur de la recherche scientifique et d'une mission scientifique au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ;

● Modifiant le décret du 19 août 1970 portant déconcentration, en matière de gestion, de certains personnels des postes et télécommunications.

UNE LISTE

● Classant parmi les sites pittoresques du département des Pyrénées-Orientales l'ensemble formé par le site de Terrimbo, sur le territoire de la commune de Cerbère.







INFORMATIONS « SERVICES »

LA MODE

Retraite vestimentaire

Roberte Péligry vient, à soixante ans, de prendre sa retraite comme directrice de mode du secrétariat international de la laine, où depuis quinze ans elle choisissait les formes et les couleurs pour les filateurs et les stylistes. Les méandres de la monde n'ont plus de secret pour elle. Nous l'avons interrogée sur la conception qu'elle se fait de la préparation vestimentaire de la retraite.

Elle explique en feuilletant son agenda bien rempli : « *J'ai commencé à préparer ma retraite vestimentaire il y a deux ans, en même temps que je décidais ce que j'allais faire : mener une vie agréable avec des moyens réduits, tout en maintenant mon indépendance. Je viens donc de m'inscrire aux cours de « cordon bleu » en cuisine, à l'atelier Anne Germain (5, avenue Philippe-le-Boucher, 92200 Neuilly, tél. : 624-76-75) pour la couture, et au bridge. Je continuerai à jouer au golf.* »

Roberte a trouvé son style « *entre Chanel et Saint-Laurent* », un peu à l'anglaise, des formes simples et bien coupées en étoffes de qualité. « *J'aime les teintes claires ou les perles près du visage, et pour le reste un équilibre entre les tons neutres et sombres.* » Aux brunes, le noir et le beige, à marier avec le marron ou le rouille l'hiver. Les blondes peuvent préférer le bleu comme couleur de base, avec du marron ou du noir en accessoires, et le blanc, voire le rouge, en chemisiers et tricots. »

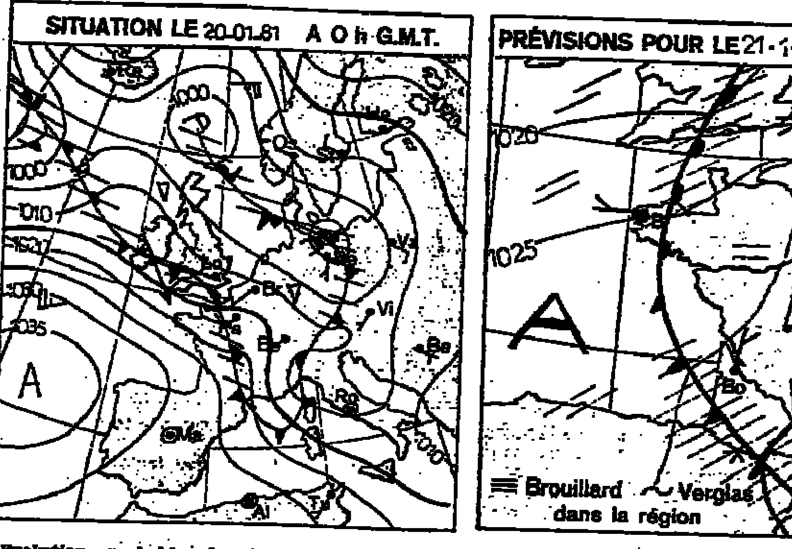
Réduisant son budget, Roberte a surtout réduit ses frais de coiffeur : une coupe courte tous les six mois. De même a-t-elle choisi, depuis plusieurs années, des chandails et des chemisiers lavables, pour réduire les frais de teinturier. Elle vit en jupe, chandail et veste de tricot l'hiver, en robe de coton l'été, et en pantalon à la campagne avec un jeu de manteaux à porter « en cache-misère ».

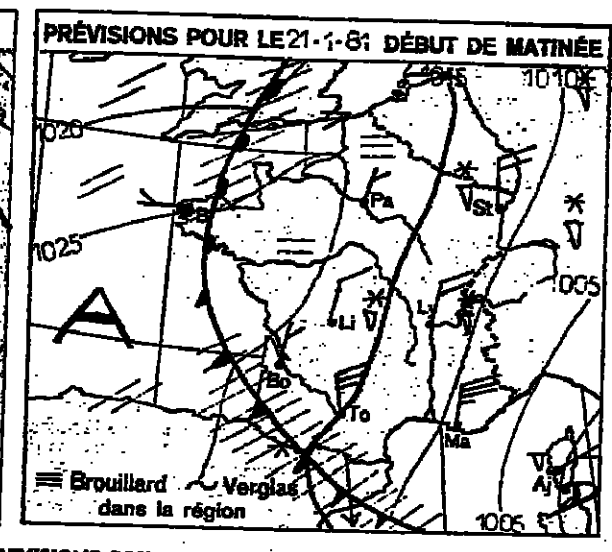
NATHALIE MONT-SERVAN.



Roberte Péligry allie élégamment le noir et le beige avec ce chandail de cachemire à col cheminée sur une jupe portefeuille. La veste longue de shetland vient de Marks & Spencer et les bijoux dorés des soldes d'Yves Saint-Laurent. (*Dessin de MARCQ.*)

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le mardi 20 janvier à 0 heure et le mercredi 21 janvier à 24 heures :

Dans le courant perturbé qui continue d'affecter l'Europe occidentale, l'ondulation qui affectait la majeure partie de la France mardi matin s'éloignera rapidement vers la Méditerranée et l'Italie. De l'air plus froid et instable pénétrera sur la France, mais nos régions du nord-ouest resteront sous l'influence de masses d'air plus doux et humide.

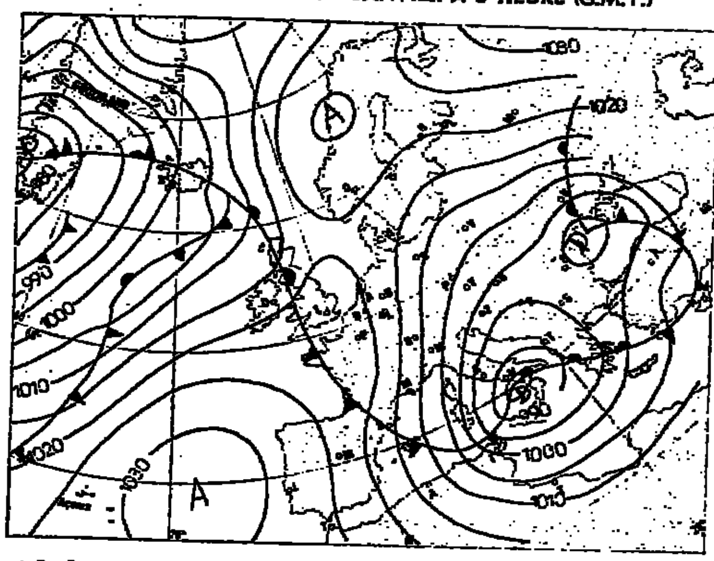
Mercredi, sur une grande partie de la France, le temps sera plus froid que la veille avec des gelées au lever du jour dans les régions de l'intérieur à l'abri des vents (— 2 à — 3 °C). Le ciel sera variable avec quelques éclaircies et des passages nuageux. Des giboulées se produiront des Ardennes et des Vosges au nord du Massif Central et des Alpes, tandis que le temps sera couvert avec des pluies (neige en montagne) sur le sud du bassin Aquitain et les Pyrénées. Grands risques d'avalanches sur le nord des Alpes et les Pyrénées. Eclaircies plus belles près du golfe du Lion. Matinée parfois très brumeuse (givre) des Flandres au Poitou. Cependant, de l'air maritime doux progressera à nouveau sur le nord-ouest et l'ouest du pays en y apportant un temps brumeux et humide. Le mistral et la tramontane seront forts dans le Midi ; ailleurs, les vents, de nord à nord-est, seront modérés ou assez forts, mais ils deviendront faibles sur nos régions septentrionales.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 20 janvier 1981, à 7 heures, de 1 009,5 millibars, soit 757,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 janvier; le second, le minimum de la nuit du 20 au 21) : Ajaccio, 10 et 7 degrés ; Biarritz, 11 et 10 ; Bordeaux, 11 et 9; Bourges, 9 et 6 ; Brest, 10 et 11 ; Caen, 10 et 7 ; Cherbourg, 8 et 7 ; Clermont-Ferrand, 9 et 8 ; Dijon, 7 et 3 ; Grenoble, 3 et 1 ; Lille, 8 et 3 ; Lyon, 5 et 3 ; Marseille, 12 et 6 ; Nancy, 7 et 0 ; Nantes, 11 et 6 ; Nice, 13 et 4 ; Paris-Le Bourget, 9 et 7 ; Pau, 11 et 9 ; Perpignan, 17 et 11 ; Rennes, 10 et 8 ; Strasbourg, 8 et 1 ; Tours, 9 et 8 ; Toulouse, 12 et 8 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 5 degrés ; Amsterdam, 6 et 0 ; Athènes, 15 et 5 ; Berlin, 1 et — 3 ; Bonn, 7 et 2 ; Bruxelles, 7 et 1 ; Le Caire, 17 et 5 ; îles Canaries, 18 et 15 ; Copenhague, — 2 et — 4 ; Genève, 5 et 1 ; Lisbonne, 17 et 8 ; Londres, 8 et 4 ; Madrid, 13 et — 3 ; Moscou, — 5 et — 10 ; Nairobi, 29 et 12 ; New-York, 4 et 3 ; Palma-de-Majorque, 16 et 10 ; Rome, 12 et 0 ; Stockholm, — 5 et — 12 ; Téhéran, 7 et 0.

PREVISIONS POUR LE 21 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



LE TEMPS JUSQU'A DIMANCHE

Jeudi 22 janvier. — Accentuation du temps froid sur les régions du sud de la Loire aux Pyrénées et du ord-ouest aux Alpes.

Nombreux brouillards givrants le matin, dans le Sud-Ouest, le Centre et le Nord, avec des températures minimales de l'ordre de — 3 à — 5 degrés. Quelques giboulées de neige sur les versants nord des Alpes et sur le Massif Central. Belles éclaircies en Méditerranée avec vents de nord-ouest à nord faiblissant.

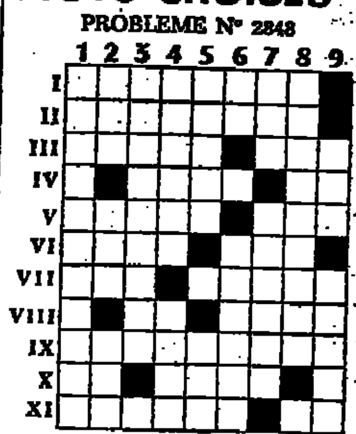
Sur les régions au nord de la Loire temps plus doux, très nuageux avec petites pluies côtières précédées de neige ou de verglas sur les Ardennes. Températures maximales 10 à 12 degrés sur Bretagne, Vendée, ainsi que Méditerranée ; 3 à 4 degrés dans l'Est et le Nord-Est ; 5 à 7 degrés dans l'intérieur.

Vendredi 23 janvier. — Temps froid persistant au sud de la Loire et des Vosges. Nombreux brouillards matinaux localement givrants. Dissipation lente des brouillards, puis assez beau temps, plus ensoleillé en Méditerranée. Au nord de la Loire brumeux mais plus doux avec vents d'ouest faibles à modérés. Températures maximales en légère baisse.

Samedi 24 et dimanche 25 janvier. — Conditions anticycloniques avec prédominance du temps froid et nombreux brouillards le matin. Gelées de l'ordre de — 4 à — 6 degrés. Eclaircies se développant dans la journée. Au nord de la Loire brumeux le plus souvent très nuageux avec petites pluies sur les Flandres en fin de période. Temps plus froid dans l'intérieur.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2848



HORIZONTALEMENT

I. A son école, l'élève roule son maître à chaque leçon. — II. Base de réconciliation. — III. Répréhensible enjeu d'une traite entre l'oncle Sam et l'oncle Tom ; Paraît toujours au-dessous de son âge. — IV. Fit un célèbre baptême en Champagne ; Naguère ou jadis (*épelé*). — V. Ville de l'Etat de New-York ; Quand on prend son bonnet, il est difficile d'avoir sa peau. — VI. Appareils à projections pour westerns ; On connaît généralement mieux le septième que les six autres. — VII. On dit qu'il est pris alors qu'il croyait prendre ; La fête au palais. — VIII. Matière durable composant une alliance plus ou moins durable ; Un Guide que l'on peut trouver au Louvre. — IX. Blanchit celui qui était resté propre. — X. Les convenances exigent qu'ils se présentent en tête ; Tel un avocat marron indésirable au palais. — XI. Bénéficiaires d'un travail exécuté à l'œil ; Radius.

VERTICALEMENT

1. Femme ayant des problèmes de circulation. — 2. Dans la cassette du prince Henrik ; Sigle d'un théâtre désaffecté ; Ce qu'un tapeur est censé encaisser. — 3. Rejeton des pays chauds. — 4. Sorte de « pain » avec lequel certains gagnent leur croûte ; Contenant n'intéressant les hommes qu'en fonction de leur contenu. — 5. Il est très versé sur certains versets ; Peut être universelle ou simplement anglaise. — 6. Personnel ; Délivrées de la corruption. — 7. Possessif ; Le bon sens veut qu'on le regarde de haut sans jamais le perdre de vue. — 8. Tel le travail du laboureur œuvrant sur son champ ou du bêcheur sur la culture des autres. — 9. Des paysans bien décidés s'y rendent pour y faire du foin ; Brides ou laisses.

Solution du problème n° 2847

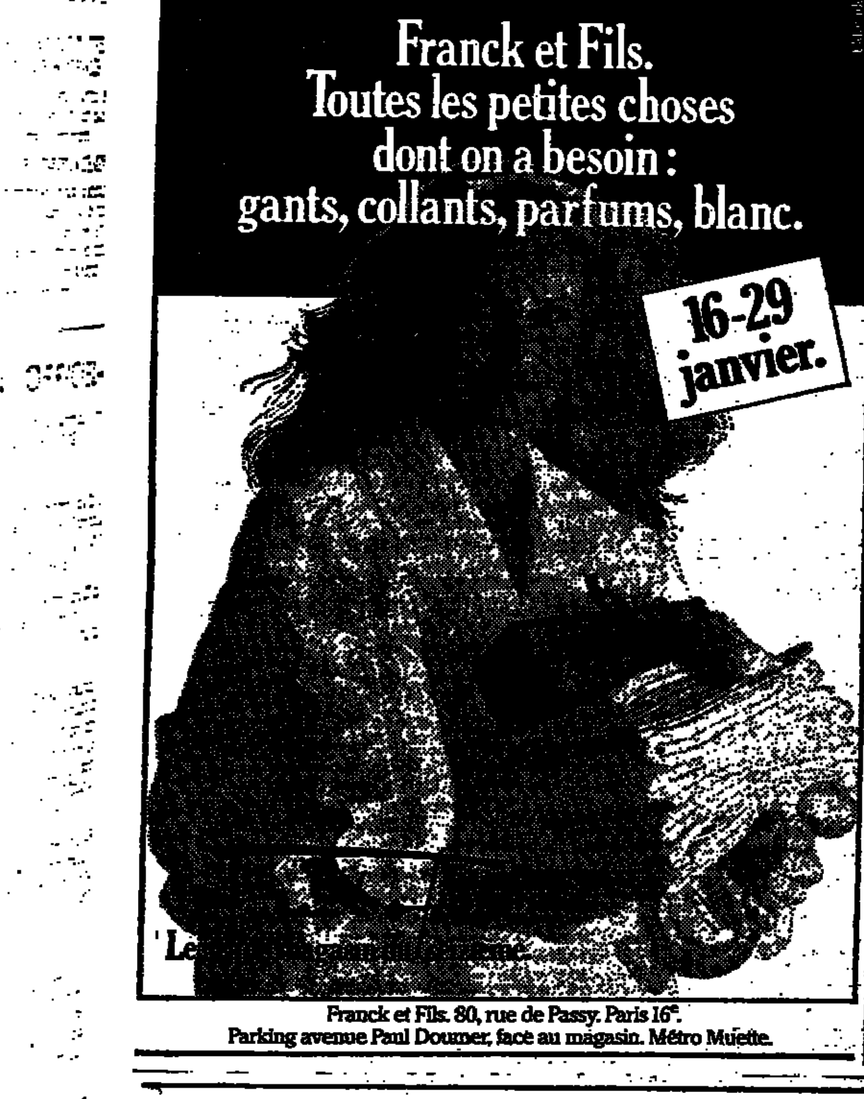
Horizontalement

I. Coulisses. — II. Annulaire (*allusion au port d'un anneau*). — III. Reis ; R.N. — IV. Ars ; Marat. — V. Me ; Sèze. — VI. Bu ; Slalom. — VII. Osé ; Erige. — VIII. Lèpre ; Eon. — IX. As ; Ot. — X. Gargantua. — XI. Essentiel.

Verticalement

1. Carambolage. — 2. Onéreuse ; As. — 3. Unis ; Epars. — 4. Lus ; S.S. ; Rage. — 5. Il ; Mêlée ; An. — 6. Salazar ; T.N.T. — 7. Si ; Relie ; Ti. — 8. Erra ; Ogooué. — 9. Sentimental.

GUY BROUTY.



PARIS EN VISITES

MERCREDI 21 JANVIER

« La chapelle expiatoire », 14 h. 30, entrée, Mme Bouquet des Chaux.

« L'art de la tapisserie raconté aux enfants », 14 h. 30, 6, place Paul-Painlevé, Mme Colin.

« Le château de Vincennes », 15 h., entrée, avenue de Paris, Mme Guillier.

« Notre-Dame », 15 h., Portail central, Mme Legrégeois (Caisse nationale des monuments historiques).

« Musée Gustave-Moreau », 15 h., 14, rue de La Rochfoucault (Approche de l'art).

« L'Île de la Cité », 15 h., métro Cité (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Histoire de Saint-Denis racontée aux enfants », 14 h. 30, façade de la basilique (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais - Place des Vosges », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« La Conciergerie », 14 h. 45, 1, quai de l'Horloge (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

15 h. : salle du Musée des monuments français, Palais de Chaillot, Mme Egler : « Le fauve Matisse ».

14 h. et 17 h. : 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme C. Thibaut : « Grandes heures de la civilisation anglaise : Elisabeth Ire ».

18 h. : amphithéâtre Descartes, Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, M. R. Mallet : « Langue et langage, code et message ».

19 h. 30 : amphithéâtre Bachelard, Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, M. M. Tavernier : « Comprendre c'est aimer » (Université populaire de Paris).

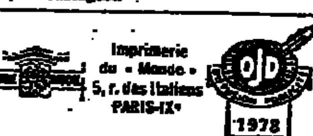
20 h. : 30, boulevard de Port-Royal, M. D. Sibony : « La transmission juive dans ses rapports à l'inconscient ».

20 h. 45 : 35, rue de Sèvres, docteur P. Guillet : « Le bon usage du médecin généraliste ».

20 h. 30 : 60, boulevard Latour-Maubourg, M. Yves Diénal : « Exposé et séance de psychanalyse. Les caractères : rythmes de l'esprit » (Psycho-Santé).

20 h. 30 : Musée de l'homme, Palais de Chaillot, M. R. Langaney : « Des civilisés de la brousse aux sauvages des villes ».

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication,
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire n° 57 437.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois internationaux — emplois internationaux

UN INGENIEUR COMMERCIAL POUR LE NIGERIA

Nous recherchons pour le Nigéria un Ingénieur commercial HABITATION - OUVRAGES FONCTIONNELS.
Sous l'autorité d'un Chef de service, vous êtes chargé de la mise au point technique de nos projets et de la négociation des marchés sur place. Ingénieur de formation, vous avez une expérience minimum de 2 à 3 ans des marchés Bâtiment à l'Etranger, ainsi qu'une pratique courante de l'ANGLAIS. Vous avez acquis cette expérience dans le service commercial d'une grande entreprise et avez, bien sûr, le sens de la négociation commerciale, de la ténacité, une volonté à toute épreuve et une compétence technique certaine.
Vous pouvez vous appuyer sur les moyens importants d'un des tout premiers Groupes français de B.T.P. fort de la compétence de ses équipes et d'une expérience longue et réussie de grands chantiers, tant en France qu'à l'Etranger. L'importance du Groupe permet d'envisager une évolution de carrière à la mesure de vos ambitions. Votre poste sera d'abord basé au siège, puis sur place.



Nous vous remercions d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence BM/M à :
BOUYGUES - Direction du Personnel
B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX

Responsable Administratif et Financier pour notre Filiale en Extrême-Orient

Groupe industriel français de dimension internationale, nous créons une filiale en Extrême-Orient. Chargée aussi bien de représenter nos intérêts dans la région que d'assurer sur place les achats d'équipements industriels nécessaires à nos activités, notre filiale représente un C.A. annuel de 100 millions de francs.

Le responsable que nous recherchons prendra en charge le cost control de la filiale, ainsi que la gestion du personnel expatrié et local (environ 30 personnes). Outre les collaborateurs locaux qu'il recrutera pour assurer le traitement des dossiers de douanes transports et assurances, il sera secondé par un cadre expatrié pour les problèmes comptables et fiscaux.

Le poste peut intéresser un cadre de formation HEC-ESSEC ou équivalent, justifiant d'une solide expérience de la gestion administrative et financière de contrats industriels clés en main à l'exportation.

La pratique de l'anglais est indispensable.
Le poste est situé dans une grande ville industrielle permettant une expatriation en famille.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. détaillé, sont à adresser, sous la réf. 70702 M. à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

Montage d'Affaires internationales
JEUNE CADRE FINANCIER

Cette importante entreprise française de bâtiment et travaux publics réalise de grands ouvrages dans toutes les parties du monde.

Son développement constant à l'étranger conduit sa direction financière à rechercher un nouveau collaborateur pour renforcer le Service des Contrats. Il sera chargé du montage financier, juridique, comptable et administratif de nouvelles affaires internationales. D'autre part, il effectuera ponctuellement de courtes missions d'assistance ou de contrôle à l'étranger. A terme, son évolution l'amènera à prendre des responsabilités de gestion dans une unité ou filiale à l'étranger.

Nous souhaitons rencontrer un homme de 28 ans minimum, diplômé d'une grande Ecole. Plus qu'un spécialiste, c'est un homme d'imagination et de communication qui a approché concrètement les affaires dans une première expérience professionnelle. Le poste est basé à Paris.
L'anglais est une langue de travail.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 5441D

egor international
8 rue de Berri 75008 Paris

Directeur de Filiale

Le Groupe SIFA (15 usines - 3000 emplois) possède une large expérience de l'implantation d'unités de production en Afrique (+ de 10). Son nouveau projet dans le Sud Est du Nigéria, concerne la fabrication industrielle de produits de grande série. Il nous a chargé d'en trouver le réalisateur. Il s'agit en premier temps pour le candidat retenu de concrétiser les études, ce qui implique : démarches diverses auprès des administrations, négociations avec des entrepreneurs et contrôle de la construction, implantation des machines, embauche du personnel et démarrage des productions. Il lui sera adjoint en temps utile, un jeune Ingénieur qui l'assistera sur le plan technique, et lui permettra de consacrer plus de temps aux tâches de gestion générale. L'idéal serait de confier ce poste à un Ingénieur diplômé de grande école (Centrale, AM, IDN, ENSI...). Agé d'une cinquantaine d'années, sans que l'âge soit un critère absolu, et bénéficiant de l'expérience d'une carrière industrielle dont une partie se serait déroulée en Afrique Anglophone. Anglais indispensable.
Ecrire avec C.V. explicite sous réf. SI/PN à

CETACEP
30, Avenue Amiral Lemonnier 78160 MARLY LE ROI

Importante Société Industrielle recherche pour le MOYEN-ORIENT
UN CADRE

parlant couramment anglais et acceptant de s'installer *pour plusieurs années sur place*

Fonctions :
- Représentation de la Société auprès de l'administration locale et de divers organismes ;
- Gestion des personnels et des matériels ;
- Surveillance des stockages ;
- Relations fréquentes avec responsables des chantiers.

Formation :
- Administrative et de gestion (bonne connaissance des problèmes d'exportation, de transport et de dédouanement) ;
- Capacité à acquérir des notions techniques de génie civil.

La rémunération tient compte des conditions particulières du poste. Contrat à durée déterminée avec possibilité à terme de conversion en contrat à durée indéterminée.

Adresser C.V. et prétentions s/n° 84.956 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE RECHERCHES MINIÈRES recrute pour l'étranger
UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
DÉBUTANT ADMIS

Responsable de l'instrumentation sur les chantiers, il assurera après formation initiale :
- *l'installation, la mise en œuvre* et la maintenance des appareillages de mesure ;
- le recrutement, la formation et l'encadrement du personnel technique ;
- la gestion des matériels.

RÉMUNÉRATION ÉLEVÉE

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence *97487* à **HAVAS 13000 MARSEILLE**

Importante Entreprise de Travaux Publics recherche pour l'ETRANGER plusieurs
INGENIEURS MECANICIENS
(A.M. ou assimilés)

Ayant 2/3 années d'expérience de chantiers de travaux publics, miniers ou pétroliers. Connaissant les matériels de terrassement. Anglais souhaité.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo récente *s/réf. 2539 à P. LICHAU SA*, BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE DU SECTEUR PARA-PETROLIER
Recherche
comptable expérimenté
MOYEN-ORIENT

LE POSTE A POURVOIR :
Après une brève période de formation au Siège Social à PARIS, vous serez affecté à notre région d'activité MOYEN-ORIENT. Vous prendrez en charge, sous l'autorité du *Responsable Administratif de la Région*, l'ensemble des questions ayant trait à la Comptabilité et à la Trésorerie liées à la réalisation d'importants chantiers (Nombreux avantages liés à l'expatriation).

VOTRE PROFIL :
Vous avez environ 30 ans ; vous possédez une bonne formation comptable du niveau DECS et vous avez acquis une expérience solide en Comptabilité, de préférence dans une Entreprise possédant des chantiers ou des succursales situés à l'Etranger.

La *pratique courante de l'Anglais* est impérative.

Envoyer CV, photo et prétentions sous la *référence* 1160 à P. LICHAU S.A., BP 220 75063 Paris Cédex 02 qui transmettra.

L'AFRIQUE DU SUD
Connaissant un développement *sans précédent, offre* d'excellentes perspectives d'emploi pour :
INGÉNIEURS ET TECHNICIENS
Dans les domaines CHIMIQUE-MÉCANIQUE-ÉLECTRIQUE-MÉTALLURGIQUE-GÉNIE CIVIL.
Pour détails écrire à : Attaché (Immigration) n° 972. Ambassade Afrique du Sud 59, Quai d'Orsay, 75007 Paris.

SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS recherche
CHEF D'AGENCE
CONFIRMÉ
Pour créer, développer une filiale en *AFRIQUE NOIRE*

Le candidat devra répondre aux conditions suivantes :
- âge souhaité 35 ans min.,
- formation technique et administrative très large,
- expérience professionnelle de plusieurs années acquise dans *les travaux de canalisation* et V.R.D.,
- sens de la gestion et du commerce,
- dynamisme,
- capacité de contact et de négociation à tous les niveaux.

Env. C.V. dét. + photo et prét., n° 84.943, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

Groupe de taille internationale recherche
pour l'une de ses filiales, spécialisée dans la distribution de matériel de reprographie (photocopieurs, duplicateurs, offset de bureau)
UN CHEF DE BUREAU
Lieu de travail : ville d'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
- Expérience souhaitable.
- Avantages liés à l'expatriement.

Adresser C.V. + prétenzions s/n° 84.839 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

SOCIÉTÉ D'ACTIVITÉS AÉRONAUTIQUES
Banlieue Ouest (RER) recherche pr installations et assistance technique à l'étranger
UN ANALYSTE
5 à 10 ans expérience
Matériel Burroughs I.B.M.
langage Cobol
Anglais courant exigé
Libre rapidement
Avantages sociaux.

Env. C.V., photo et prétent. s/n° 9.189 M. BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes.

Au Maroc
LE B.R.P.M.
recrute

- 3 GÉOLOGUES seniors en exploration pétrolière ayant au *moins 10 ans d'expérience* ;
- 1 GÉOPHYSICIEN interprétateur ayant au moins 5 ans d'expérience ;
- 1 GÉOPHYSICIEN processing ayant au moins 5 ans d'expérience ;
- 1 INGÉNIEUR log. analyste ayant au moins 5 ans d'expérience ;
- 1 INGÉNIEUR réservoir engeniering, minimum 5 ans d'expérience.

Adresser candidature et C.V. au B.R.P.M., Division administrative, B.P. 99, RABAT.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

emplois régionaux

Promodès

17 000 personnes en France.
1er grossiste multidistributeur en Europe,
un des premiers distributeurs de détail en France.
C.A. 1979 : 9.125 Milliards de Francs
recherche pour sa branche

Promogros
(Commerce de Gros et de Détail)
JEUNES DIPLOMES
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
et leur propose de devenir
cadres de la distribution

Après une période de formation rémunérée, ils seront titularisés dans l'un des secteurs d'activités suivants : commerce, administration, personnel, gestion, comptabilité, logistique, marketing.

Du fait du développement de notre groupe, une promotion rapide est certaine pour les candidats de valeur.

- Si vous êtes disponible ou mobile géographiquement.
- Si vous possédez un tempérament affirmé.
- Si vous avez un goût marqué pour les tâches concrètes et variées nécessitant initiative et sens des responsabilités.
- Si vous êtes dégagé des obligations militaires.

Adressez votre C.V., photo et prétentions sous réf. MJ 81 à Gérard LABBE
groupe Promodès
B.P. 17 - 14120 MONDEVILLE.

HAVAS CONTACT

La filiale française d'un important groupe spécialisé en produits pétrochimiques recherche pour STRASBOURG son futur

Directeur Administratif et Financier

Ce poste pourrait convenir à un diplômé Sup. de Co (Gestion des entreprises, Audit,) en possession d'une première expérience professionnelle et pratiquant l'allemand.

Les responsabilités qui s'insèrent dans le cadre d'une petite équipe porteront essentiellement sur
- le contrôle des comptabilités,
- l'établissement et l'analyse des budgets
- *les relations avec les organismes financiers,*
- les convocations et procès-verbaux d'assemblées.
- les études économiques et financières,
- la définition des procédures et méthodes comptables et administratives.

Ce poste bien rémunéré fait appel à une personnalité rapidement opérationnelle.

Veuillez adresser votre dossier sous réf. 3182 M à notre conseil, qui vous garantit réponse et une totale discrétion.

40, rue du Tivoli
67000 STRASBOURG.

managing

CPIO
NANTES

Notre Société, 2 100 personnes - 450 M de C.A., spécialisée dans la fabrication de pièces techniques en caoutchouc et plastique destinées à l'automobile et à l'industrie, recherche :

UN INGENIEUR d'ETUDES HF

pour son **Centre Technique de Nantes.**

Dépendant du Chef du Service Etudes - Produits, il prendra la responsabilité des relations techniques avec les Bureaux d'Etudes d'un certain nombre de Constructeurs automobiles ou de véhicules industriels. Le suivi de cette clientèle impose de fréquents déplacements de courte durée.

Diplômé d'une Grande Ecole (Mines, Centrale, ENSI ou équivalent), avec quelques années d'expérience, il aura de bonnes connaissances en mécanique vibratoire, il fera preuve d'imagination et de goût pour la créativité.

Une référence dans le domaine des techniques de vibrations serait appréciée.

Adresser CV détaillé et photo à :
C.P.I.O. - BP 1226 - 44023 NANTES CEDEX sous réf. 8004.M.

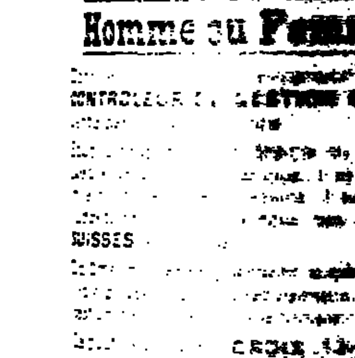
SOCIÉTÉ D'IMPORT EXPORT ET DE NÉGOCE MÉTROPOLITAINE
en accessoire auto et biens d'équipements au capital de 2.600.000 F

cherche

SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

pour seconder le P.-D. G. et donner un nouvel essor.

Adresser candidature + C.V. et photo et prétentions
INTER GESTION B.P. 421
63011 CLERMONT-FERRAND CEDEX.






emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Gerland Stowe Woodward
Responsable Export

Bassin Méditerranéen Afrique noire francophone

Licencié et partenaire du leader mondial dans la profession, notre société met en œuvre des techniques de pointe pour le revêtement de cylindres caoutchoutés utilisés dans les industries papetière, métallurgique, textile, plastique... Sur notre marché, nous avons une place privilégiée.

Nous souhaitons étendre notre action sur le bassin méditerranéen et l'Afrique noire francophone. La mission consiste à analyser les conditions locales et à choisir les moyens les plus appropriés de pénétration des marchés, puis à apporter à la clientèle une assistance commerciale et technique qui va de la définition des besoins à la préconisation des solutions et au suivi en fabrication. Ceci suppose une formation d'Ingénieur (Papeterie, Mécanique, Chimie), la connaissance des mécanismes de l'export et un excellent anglais. Et, pour réussir, ajoutons qu'il faut aimer et savoir vendre, aimer et savoir prendre des décisions.

Le poste est à pourvoir à Lyon.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. GW 123M à SEFOP pour un très prochain contact.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Nous sommes un groupe de sociétés, fournisseur de biens et services à une clientèle agricole (800 millions de CA, 500 personnes).
Nos activités de rayonnement international s'exercent à partir d'une vingtaine d'établissements répartis dans le Sud-Ouest.
Nous recherchons pour notre Siège de Pau

Directeur des Relations Humaines et Sociales

Nous lui confierons la coordination des activités de :
- recrutement, formation, gestion de carrières,
- rémunérations, relations sociales,
- information des sociétaires (8.000) et du personnel.

Dans le domaine concerné, il proposera les politiques et poursuivra la mise en place des systèmes de gestion.
Ce poste fonctionnel sera rattaché au Directeur Général.
Avoir réalisé une partie de sa carrière dans un rôle opérationnel (directeur de production par exemple) sera un élément favorable.
La réussite de son intégration dans une équipe de direction dynamique exige une personnalité affirmée, capable de maîtriser les relations et les techniques en s'appuyant sur une équipe restreinte.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, Réf. 253 RT, à

SCOTI 33 rue de Miromesnil 75008 Paris.
Discrétion assurée.

média-system

Devin - Lemarchand

Entreprise spécialisée dans la construction de Réseaux de toute nature et de Châteaux d'eau

recherche

INGENIEURS DUT, BTS DEBUTANTS

Libérés des obligations militaires
Nombreux déplacements obligatoires

Ecrire avec C.V. et photo au siège de l'entreprise, à M. GRELET, 78, rue de la Garde - BP 653 - 44018 NANTES CEDEX

Ingénieur développement "Tuyaux"

MONTARGIS

Vous avez une formation Ingénieur Chimiste plus, si possible, IFC, de bonnes connaissances générales en Mécanique et la pratique de la langue anglaise.

Vous avez une première expérience professionnelle en laboratoire d'application ou en production.

Vous aimez les contacts et avez le sens du travail en groupe.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité de l'équipe de développement «TUYAUX» de MONTARGIS, comportant l'animation des hommes et les relations extérieures avec la clientèle et les organismes de normalisation.

Vous pouvez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé et photo) à la Direction du Personnel, sous la référence 201 M, - HUTCHINSON MAPA - 2, rue Balzac - 75008 PARIS.

hutchinson-mapa

rég carrières

LA SOCIÉTÉ DES ACIERS FINS DE L'EST (S.A.F.E.)
à HAGONDANGE (près de METZ)
recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRO-MÉCANICIEN

Formation Grande Ecole (Centrale, A.M., Supélec...) ayant trois à quatre ans d'expérience en industrie

Le candidat retenu débutera comme adjoint au Chef de service d'un des secteurs entretien de l'usine.

Le poste comporte une évolution de carrière pour un élément de valeur.

Envoyer candidature avec curriculum vitae à M. le Chef du Département Personnel et Relations sociales, S.A.F.E., B.P. 38, 57301 HAGONDANGE.

Contrôleur de Gestion Expérimenté

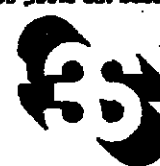
Homme ou Femme - 28 ans minimum

Dans le cadre de leur expansion, les **3 SUISSES** recherchent un **JEUNE CONTROLEUR DE GESTION CONFIRME** pour leur groupe européen de vente par correspondance.

Sous la responsabilité directe du contrôleur de gestion du groupe, en liaison avec le service informatique, il se verra confier la mise en forme des données et le contrôle de leur fiabilité. Il sera responsable de la préparation et du suivi budgétaire pour l'ensemble des filiales industrielles et commerciales des **3 SUISSES** en Europe.

Diplômé de l'enseignement supérieur (option contrôle de gestion), ce jeune cadre possèdera impérativement une expérience de 2 à 5 ans du contrôle de gestion dans une multinationale. Il aura l'esprit ouvert à l'informatique.

Ce poste est basé à **CROIX** (59).



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel aux **3 SUISSES** - Direction des Relations Humaines - 12, rue de la Centenaire - 59170 CROIX.

MEDIA

JOUFFRIEAU INTERNATIONAL
à Troyes
Constructions métalliques
et entreprise générale
recherche

un Technico-Commercial

pour son nouveau secteur de diversification géographique.

Son profil :
- formation d'ingénieur,
- une bonne expérience technique et commerciale, et de l'exportation,
- une parfaite connaissance de l'anglais et éventuellement d'une troisième langue.

Ses missions :
- prospection de nouveaux marchés,
- réalisation des offres (calcul, prix),
- négociation des contrats.

Le poste est basé à Troyes et prévoit de nombreux déplacements à l'étranger.

Veuillez adresser C.V. avec prétentions, photo et lettre manuscrite à :

COGESO
6, Av. Desfeux, 92100 BOULOGNE

Agro-alimentaire
Directeur commercial

Le département que nous confierons à ce nouveau Directeur réalise un chiffre d'affaires d'environ 800 MF.

La mission est large et les responsabilités importantes : il s'agit de définir une politique marketing (produits, distribution, tarification...), de proposer et mettre en œuvre des plans d'action et de contrôler la réalisation des objectifs prévus.

Vous dépendrez directement du Président, vous vous appuierez sur une cellule marketing et un réseau de vente national et international.

L'essentiel de votre tâche, dans un premier temps, se situe en France, au niveau des produits de grande consommation où votre compétence sera très sollicitée.

C'est votre connaissance de la distribution (même en dehors de notre marché), votre aptitude à tracer des plans justes et réalistes qui nous intéressent. Quant à votre capacité de direction, elle doit être à la hauteur de nos ambitions : nous sommes l'un des premiers nationaux et voulons améliorer encore nos performances.

Le poste est à pourvoir dans une ville universitaire de l'Ouest.

Merci d'adresser votre dossier complet sous réf. AA 129M à SEFOP.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Une société, filiale d'un Groupe National important, située dans le **LANGUEDOC** recherche dans le cadre du développement de ses activités en équipements touristiques,

CONSEILLER DE GESTION

pour équipements publics de loisirs

Ce cadre aura pour mission :
- l'assistance et le suivi de gestion de ces équipements en liaison avec les collectivités locales, ainsi que l'étude de modes de gestion adaptés.
- le développement de cette activité par la prospection et la promotion de nouveaux secteurs.

Ce poste convient à un candidat de formation Économie ou Gestion ayant quelques années d'expérience, si possible dans le secteur du tourisme.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence VRAK (mentionnée sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

SAFETY - FONDETTES - 37
Fabricant de carbure de tungstène
et d'outils coupants

Notre notoriété s'est faite sur la qualité de nos produits. Soucieux de l'améliorer encore, nous recherchons :

1 INGÉNIEUR CONTROLE QUALITÉ

pour ce poste-clé, cet homme devra être :
- Un excellent technicien (génie mécanique, chimie, métallurgie).
- Méthodique et rigoureux.
  - Sachant intervenir avec tact et diplomatie par son sens de l'humain.
  - Autant à l'aise derrière une machine que devant un rapport.
  - Parlant l'anglais avec facilité.

Ce poste à pourvoir rapidement sera sous la responsabilité du Chef de Fabrication.

C.V. avec photo et prétentions à adresser à
G. DUQUENNOY - SAFETY
FONDETTES - 37230 LUYNES.

LABORATOIRE D'ELECTRONIQUE ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATIQUE
GRENOBLE - recherche

1 INGENIEUR ELECTRONICIEN

ayant de préférence quelques années d'expérience en optique, opto-électronique et informatique, pour mise en œuvre et exploitation d'un banc de caractérisation de composants infra-rouges.
(réf. IE1)

TECHNICIENS PHYSICO-CHIMISTES

Niveau DUT, BTS ou équivalent, pour hybridation et montage de composants infra-rouges. Expérience souhaitée dans le domaine de la technologie des semi-conducteurs et des techniques du vide.
(réf. TPC2)

TECHNICIENS CHIMISTES

Niveau DUT, BTS ou équivalent, pour assurer la responsabilité d'appareillages et d'opérations de diffusion, d'oxydation, de dépôt en phase vapeur. Expérience souhaitée dans la technologie des semi-conducteurs silicium — Anglais lu indispensable.
(réf. TC3)

TECHNICIENS ELECTRONICIENS ou mesures physiques

Niveau DUT-BTS ou équivalent, pour exploitation de bancs de composants infra-rouges. Expérience souhaitée dans les domaines suivants :
- Microprocesseurs
- Optique/Cryogénie

(réf. TE4)

TECHNICIEN SUPERIEUR

ayant quelques années d'expérience en microscopie électronique pour entretien et utilisation de l'appareillage. Des connaissances en cristallographie seraient appréciées.
(réf. TS5)

TECHNICIEN MECANIQUE

Niveau BTS ayant 3 ou 4 ans d'expérience dans les domaines suivants :
- Électricité
- Thermique
- Technique du vide
- Automatisme (électrique et pneumatique)
- Machines outils.

Anglais lu souhaité.
(réf. TM6)

TECHNICIEN SUPERIEUR

(DUT, BTS) en Mesures Physiques, pour pilotage d'une machine de lithographie. Participation à la mise au point du procédé de lithographie. Connaissance de l'anglais parlé fortement appréciée.
(réf. TSMP7)

Adresser C.V. détaillé, prétentions et photo, en précisant la référence du poste choisi, sous No 84811 à CONTESSE Publicité - 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

MHS
MATRA-HARRIS SEMICONDUCTEURS

Filiale du Groupe MATRA, première société française à concevoir et fabriquer des circuits intégrés, mémoires, microprocesseurs, télécom. en technologie C.MOS et BIPOLAIRE.

RECHERCHE des candidats de valeur, ayant le désir de progresser à l'intérieur d'une société dynamique aux objectifs ambitieux pour postes :

INGENIEURS LOGICIELS

Débutants ou possédant 1 à 2 années d'expérience professionnelle. Ils seront chargés de l'écriture et de la mise au point de produits logiciels utilisés pour la conception de circuits intégrés VLSI. De formation écoles d'ingénieurs (ENST, ESE, ENSIMAG, etc) ou universitaire (DEA). Ils seront spécialisés en informatique.
- Connaissance du fortran indispensable.
- Expérience sur mini ordinateur appréciée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant la référ. : IL à MATRA-HARRIS Semiconducteurs Nantes, Service Recrutement
Boîte Postale 942 - 44075 NANTES Cedex.
Discrétion garantie.



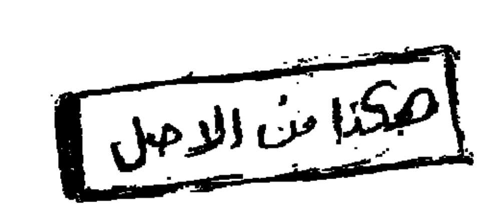
ORGANISME REGIONAL D'ANIMATION ECONOMIQUE
recherche

CHARGE DE MISSION EN RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE
ROUEN - 140.000 F +

Mission :
Rechercher, mettre en place et coordonner des solutions de redressement pour des entreprises industrielles en difficulté.

Profil :
- 28 ans minimum,
- bonne connaissance des problèmes de gestion des entreprises,
- 4 années minimum d'expérience réussie de préférence en milieu industriel ou services aux entreprises,
- formation supérieure solide et esprit de synthèse.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
Agence Régionale de Développement
de Haute Normandie
B.P. 548 - 76005 ROUEN Cédex



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Chef de Département « Bazar léger »

HYPERMARCHE — **Région Centre**

L'offre : Directement rattaché au Directeur de magasin, ce cadre aura la gestion complète d'un centre de profit, (réalisant un C.A. de 40 millions de francs par an) au niveau de la marge brute, la rotation des stocks, les frais de personnel (18 personnes), la mise en place de la politique promotionnelle. *Un professionnel sait déjà de quoi nous parlons.*

Votre rémunération sera composée d'un fixe + intéressement et tiendra compte de votre expérience.

Vous avez : une formation supérieure ou, en tout cas, une connaissance concrète de ce type de poste.

Nous sommes : un nom connu de la grande distribution.

Si cette offre peut servir à l'évolution de votre carrière, merci d'adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle, sous la référence 012064 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département **« Distribution ».**

Le secret absolu des candidatures est garanti par :



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

RESPONSABLE BUREAU D'ETUDES OUTILLAGES

AM - ENSI

L'Aérospatiale est le premier constructeur de matériels aérospatiaux; nos *réalisations s'appellent Airbus, Ariane, Concorde.* Pour Toulouse, principal établissement de la division avions, nous recherchons le responsable de notre bureau d'études outillage.

SA MISSION : sous l'autorité du chef de préparation de l'unité de montage,
- il conçoit les outillages de montage (bâtis de montage destinés à notre chaîne d'assemblage d'avions),
- il assure le suivi de leur réalisation,
- il anime un groupe de dessinateurs et de techniciens (15 personnes environ dans un premier temps).

L'HOMME : *Il possède une formation de type* Arts et Métiers lui conférant une solide connaissance en mécanique et une expérience de plusieurs années dans un domaine équivalent, dans l'industrie automobile par exemple. Il a un sens poussé de l'innovation, un esprit à la fois imaginatif et pratique.

LE POSTE : Il s'agit d'un poste évolutif, dont la rémunération, intéressante, prend en compte toute l'importance.

Merci d'adresser votre candidature à A.M. VAZZOLER
Direction des Relations Sociales - Aérospatiale
316, route de Bayonne - 31060 TOULOUSE CEDEX.

aerospatiale TOULOUSE

chef de service entretien
TRAVAUX NEUFS
MIDI-PYRENEES

Société métallurgique, filiale de deux groupes importants, national et international, fabricant de produits à haute technicité, outil industriel neuf, recherche un chef de service entretien -travaux neufs. Ce sera un INGENIEUR ELECTROMECANICIEN possédant 3 à 5 ans d'expérience dans un poste similaire. Le titulaire, dont le poste laisse une large part au développement technique, au management des hommes et à l'organisation, prendra en charge : • l'étude, en liaison avec la production, et la réalisation des projets de développement industriel et d'amélioration des performances de l'outil industriel • la définition, puis la mise en œuvre et la gestion d'une organisation entretien appropriée • la supervision des achats.

Nous offrons : • un développement continu des compétences et des possibilités de carrière rapide, y compris au niveau du groupe • une rémunération motivante, fonction de la performance • de larges facilités d'accueil, avec participation aux *frais d'installation dans une région particulièrement* attrayante.

Envoyer C.V. et prétentions, sous la référence 1951 à :



organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/OUI TRANS.

jeunes escae prenez la direction d'une filiale

Nord-Est - Centre - Sud 100 000 +

Nous sommes un important groupe français de distribution alimentaire à l'échelon national et recherchons un patron pour un de nos centres.

Vous serez responsable de la totalité de votre exploitation, tant sur le plan commercial, technique, administratif qu'humain (achats/ventes, gestion des stocks, *relations et gestion* du personnel).

Vous disposerez pour ce faire des plus larges pouvoirs de décision et d'action.

Pour réussir à ce poste, vous devez avoir eu une première expérience de responsabilité d'une unité dans la distribution ainsi que l'habitude de la gestion d'un centre de profit et le goût de la vente au commerce traditionnel.

Formation assurée.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo et prétentions à MEDIA SYSTEM, sous référence 12607, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

ISLE-D'ABEAU - ANIMATION, recherche pour VILLEFONTAINE (Isère) *Directeur Centre social.* Entrée en poste 1er mars 1981 (contrat à durée déterminée, renouvelable) ayant DUT ou cycle CAPASE, ou BAC + 2 ans exp. animation ou 4 ans exp. animation. Salaire mensuel brut : 5.200 F. Avantages sociaux. Envoyer C.V. avant le 2 février à : ISLE-D'ABEAU - ANIMATION « Le Berthet » VILLEFONTAINE 38290 Téléphone : (74) 96-55-12.

Importante Société de promotion immobilière recherche pour son AGENCE du VAR

CADRE OPÉRATIONNEL

Sous l'autorité du directeur de l'agence, l'intéressé assurera la gestion juridique, administrative et financière de programmes immobiliers.

Il devra avoir :
- Une formation supérieure (doctorat droit, DES, grandes écoles de commerce).
- Une expérience de l'immobilier.

Adresser c. v. photo, prétent. s/réf. Y808 (mention s/envel) EMPLOIS ET CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS.



Chaffoteaux et Maury

directeur administratif et gestion

SAINT-BRIEUC

Ce poste est créé dans la principale unité (2000 personnes) de ce groupe solide, réputé pour la rigueur et la prudence de sa gestion.

Adjoint direct du Directeur de l'usine, sa mission est de prévoir, d'organiser et de contrôler la gestion industrielle.

Cette importante responsabilité recouvre les fonctions suivantes : comptabilité paie et fournisseurs, *prix de revient, choix des investissements, inventaire,* informatique, et procédures administratives.

Agé de 32 ans au moins, diplômé d'ESSEC, ESCP, ESCAE, Gestion, vous avez une expérience approfondie des méthodes modernes de gestion budgétaire, de comptabilité et d'informatique, acquises dans une société importante.

Adressez votre dossier avec *curriculum vitae détaillé,* lettre manuscrite, photo, rémunération souhaitée, à GemO, *32, rue Pierret, 92200 Neuilly,* qui étudiera votre candidature sous référence SC 110-M.







Telemecanique

11.000 personnes - 2,2 Milliards de F.
recherche pour la
DIRECTION DES PRODUITS

APPAREILLAGE DE DISTRIBUTION A DIJON (21)

SPECIALISTE MARKETING INDUSTRIEL
RESPONSABLE D'UN PROJET PRIMORDIAL DE CREATION DE PRODUITS

CE PROJET QUOIQU'A DOMINANTE STRATEGIE/MARKETING ET ECONOMIQUE nécessite une bonne formation technique. Ce Chef de Projet est responsable du respect du Cahier des Charges progressivement affiné, de l'obtention physique des nouveaux Produits et de suivre leur lancement.

REELLE OPPORTUNITE POUR
- INGENIEUR diplômé ELECTROMECANICIEN de préf. A.M., E.S.E., E.C.P. ou équiv.
- ayant ouverture économique par diplôme ou expérience (important)
- parlant ANGLAIS (indispensable)
- avec EXPERIENCE INDUSTRIELLE B.E. et Sce MARKETING de produits industriels.

DISCRETION ABSOLUE.
Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4592 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS





BAHLSEN Production S.A.
Snacks-Biscuits

recherche

JEUNE INGÉNIEUR
Réf. 70671/A

formation : **Grandes Écoles Agro-Alimentaires.**

Il seconde le responsable **Recherche et développement - contrôle qualité** et prend en charge des projets de réalisation de produits nouveaux depuis le concept initial jusqu'aux tests industriels.

Il a développé son goût de l'application pratique au cours d'une première expérience industrielle. Connaissance de l'allemand très appréciée.

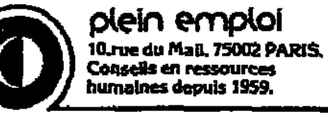
CONTRÔLEUR Réf. 70671/B
GESTION - PRODUCTION

formation : **IUT ou Maîtrise de Gestion, Écoles de Commerce.**

Rattaché au Directeur de production, il est chargé :
- de l'analyse des coûts et ratios de production ;
- du suivi des budgets d'investissements ;
- de l'exploitation des données informatiques *et de la mise en œuvre d'applications nouvelles.*

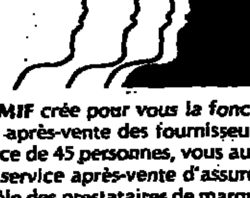
Ces deux postes basés à **NOYON** (60) impliquent des déplacements de courte durée dans les différentes unités de production en France.

Écrire avec C.V. détaillé en précisant référence choisie et rémunération actuelle à : D. JOUSSET



plein emploi
10, rue du Mail, 75002 PARIS.
Conseils en ressources humaines depuis 1959.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant *et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit* du « Monde Publicité » ou d'une agence.



Diriger un Service Administratif

L'offre : La CAMIF crée pour vous la fonction de responsable chargé des relations avec le service après-vente des fournisseurs.

Chef d'un service de 45 personnes, vous aurez pour mission dans le cadre de la politique de notre service après-vente d'assurer la coordination, la gestion administrative et le contrôle des prestataires de marque. Vous aurez également à suivre la qualité des prestations et des produits proposés par nos fournisseurs ce qui fera de vous un précieux conseiller en matière de sélection.

Vous serez basé à NIORT.

Vous avez une formation de base en gestion. Vous pouvez justifier d'une expérience *de quelques années de responsable d'un service administratif mais c'est votre* vernis technique, votre sens de l'organisation et du dialogue qui sont essentiels pour nous.

Nous sommes avec 1 000 personnes et un chiffre d'affaires de près de 1,8 milliard de F, la troisième société de vente par correspondance. Coopérative des adhérents de la Mutuelle des Instituteurs de France, en créant ce poste, nous montrons encore notre volonté d'améliorer le service rendu à nos sociétaires.

Merci d'adresser votre C.V., photo récente, rémunération actuelle sous la référence 012070 M (à mentionner sur l'enveloppe) au Département **« Industrie ».**

Le secret absolu des candidatures est garanti par :



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06



GERLAND
Gerflex

Directeur des ventes Europe

Bâtiment

Si nous sommes, en France, depuis longtemps et de très loin, la première marque de cushion-floor fabriquée et vendue, cela s'explique par notre avance technologique, notre capacité de production et notre connaissance du marché.

Notre marché aujourd'hui, c'est l'Europe et notre ambition—raisonnée—est d'y occuper dans le bâtiment une place significative.

Nous avons une volonté politique, des moyens et des hommes. Il nous *faut un réalisateur pour mener à bien nos projets.*

C'est un chantier d'importance. Il y faut des atouts personnels : d'abord les langues, l'allemand et l'anglais parfaitement parlés et une formation supérieure commerciale ou technique (Grande Ecole de Gestion ou d'Ingénieur) acquise en France ou à l'étranger. Et puis une expérience de vente acquise par une activité de prescription dans le monde du bâtiment au niveau européen.

Nos contraintes sont celles d'un marché difficile et encombré. Et nous voulons engager un homme de potentiel élevé qui participera à notre développement. *Il résidera à Lyon.*

Si votre vocation commerciale vous a familiarisé avec le bâtiment et avec l'Europe, nous avons peut-être grand intérêt à nous rencontrer. SEFOP qui nous connait bien vous remercie de lui adresser votre *dossier sous référence* GB 130M.

SEFOP
11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Message à un INGENIEUR THERMICIEN

Vous souhaitez faire carrière dans une société française (3500 personnes C.A. 5 milliards), un des leaders du secteur pétrochimique qui développe ses services relatifs à

l'économie d'énergie

Le directeur d'exploitation d'une de nos usines (600 T / heures de vapeur et 30 M watts) en Normandie, recherche un ingénieur thermicien.

En parallèle avec le chef de service exploitation et le chef de service électricité, il étudie, valorise et entreprend toute amélioration susceptible de faire économiser l'énergie.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous êtes ingénieur (A.M., Mines, INSA) avec une formation complémentaire en thermique et une expérience minimum de 5 ans dans l'étude de bilans thermiques et d'économie d'énergie.

Résidence : NORMANDIE.

Merci d'adresser CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/203/R à notre conseil



CABINET Henri PHILIPPE
91, Faubourg St-Honoré 75008 Paris



PACT - ARIM (Haute-Garonne) 7, rue du Pont-Guilheméry, Toulouse, recherche ANIMATEUR DE PROGRAMME ET ÉTUDES AMÉLIORATION HABITAT URBAIN. Écrire C.V., prétentions.

Société d'un groupe multinational recherche pour sa filiale midi de la France

INGÉNIEUR

diplômé capable seconder direction actuelle et assurer succession sous deux à trois ans.

Souhaitons candidat ayant expérience tuyauteries nucléaires *et maintenance centrales* E.D.F.

Ce poste conviendrait à jeune ingénieur dynamique capable s'intégrer dans petite équipe d'une société de 100 personnes et 25 millions de chiffre d'affaires appelée à une forte expansion.

Écrire avec curriculum vitae à HAVAS 98184 Marseille, *qui transmettra.*

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

IMPORTANTE ENTREPRISE RHONE-ALPES
technologie de pointe - chef de file d'un groupe à vocation internationale.

ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

35 ans minimum - formation supérieure

Doté d'une solide expérience de la fonction sous tous aspects en milieu industriel, il saura se donner à ce poste, aux responsabilités croissantes, avec autant d'aisance que de dynamisme et de maturité.

Pour informations complémentaires et rendez-vous éventuel, appelez :
INFORMATION CARRIERE SVP à MARSEILLE (91) 54 92 55, aux heures de bureau - Réf. M 258.

On peut aussi adresser son dossier à : **SVP**

INFORMATION CARRIERE SVP — RESSOURCES HUMAINES MARSEILLE 13001 48, rue Grignan.

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT - CSNCR

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Cadres bancaires

Une importante **banque privée** du 2ème arrondissement recherche des **CADRES** pour renforcer ses équipes dans les secteurs suivants :

Epargne et Produits Financiers

Ils se verront confier l'élaboration et le suivi des produits d'épargne : SICAV, fonds communs de placement, intéressement, contrat d'épargne, immobilier, etc...
Ils possèderont une formation supérieure (HEC, Sciences Po, Droit) et une expérience de 3 ans minimum. (réf. 510 A)

Droit Fiscalité

Il sera chargé d'études diverses, de la rédaction de documents, de la préparation et du suivi des assemblées générales et des conseils d'administration, etc...
De formation supérieure (licence en droit privé), il possèdera une expérience de 2 à 3 ans minimum. (réf. 510 B)

Ecrire avec C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence choisie à

MEDIA BA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

MEDIA BA

BANQUE MORGAN
PARIS
désire offrir à

UN JEUNE DIPLÔMÉ D'UNE ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE (H.E.C., E.S.S.E.C...)

La possibilité de s'intégrer dans une petite équipe chargée de réaliser un audit orienté vers la gestion.

Une attitude positive et dynamique ainsi que l'aptitude à se motiver et à se passionner pour son travail sont recherchées.

Une première expérience d'environ deux ans, acquise auprès d'un Cabinet d'Audit International, est souhaitée.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire, un excellent contact et le sens de la persuasion seront des atouts supplémentaires.

De bonnes perspectives sont offertes dans le cadre de notre organisation.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. H 484 à Norbert de Garam, Morgan, BP 18 - Paris Cedex 01. Discrétion assurée.

IGAR



LES ÉTABLISSEMENTS
M. JOUFFRIEAU ESTISSAC
Constructions métalliques
et entreprise générale
cherchent
dans le cadre de la diversification
des activités

INGENIEUR
agro-alimentaire export

- *il connaît les techniques d'équipement dans le secteur de la production agricole et alimentaire,*
- *il participera à l'élaboration et à la mise en place de projets d'ensemble (bâtiment + technologie adaptée au secteur agro-alimentaire),*
- *il a quelques années d'expérience à l'export, et une bonne pratique de l'anglais.*

Le poste est basé à Troyes et prévoit de fréquents déplacements à l'étranger.

Veuillez adresser CV + photo et lettre manuscrite à :

COGESO
6, Av. Desfeux. 92100 BOULOGNE

Notre Société, filiale d'un Groupe international, a un C.A. (55 MF) et un développement qui la situent parmi les premières entreprises dans son domaine d'activité : la vente sur le marché français de matériels pour des industries spécialisées. Nous recherchons pour notre siège situé dans la banlieue sud de Paris, un

CHEF COMPTABLE

Vous êtes responsable de l'établissement des comptes jusqu'au bilan, la comptabilité étant traitée sur ordinateur, et vous préparez le bilan consolidé avec le Contrôleur de Gestion du Groupe. En outre, vous assistez la Direction Générale, à laquelle vous êtes rattaché, dans la gestion du personnel et de la paye.
Nous pouvons vous offrir une évolution de carrière intéressante.

Agé de 30 ans minimum, vous avez une formation du niveau DECS et au moins quatre ans d'expérience de la comptabilité acquise dans une PME. La connaissance de l'allemand serait appréciée.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M 5400, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION
49, av. de l'Opéra
75002 Paris

4,rue Massenet 75016 Paris
etap

Ecrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Responsable contrôle de gestion et comptabilité industrielle en usine
référence LB 363 CM

UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE RENOMMÉE (6 000 personnes) filiale d'un grand groupe français, recherche le Responsable de la Comptabilité Industrielle et du Contrôle de Gestion d'une de ses usines (700 personnes).

Ce poste conviendrait à un candidat, bonne formation de base, ayant soit une expérience de contrôle de gestion en usine (et des connaissances en comptabilité analytique), soit une expérience en comptabilité industrielle et désireux d'élargir ses responsabilités.
Réelles perspectives d'avenir pour un candidat de valeur.

Poste : ville Sud-Ouest. **Rémunération : 140.000 F.**

Ingénieur agronome responsable des productions extérieures
référence WG 360 AM

LIMAGRAIN, premier groupe semencier européen, recherche le **Responsable des productions extérieures.**

Ce poste important comprend :
- la négociation des contrats de production,
- l'assistance technique et le contrôle des produits,
- la coordination des livraisons,
- la recherche de zones et de structures de production répondant aux besoins,
- la gestion d'un service.

Ces responsabilités conviendraient à un Ingénieur Agronome ayant une solide expérience professionnelle acquise dans des fonctions similaires (ou proches : expérimentation, technico-commercial...) impliquant l'habitude de la négociation de contrats.
Réelles perspectives d'évolution de carrière.
Connaissance de l'anglais nécessaire.
Poste à Clermont-Ferrand.

Architecte DPLG chef d'agence
référence TD 357 AM

CABINET D'ARCHITECTURE travaillant en liaison avec un groupe de promotion immobilière recherche son Chef d'Agence.

Ce poste conviendrait à un architecte DPLG, ayant environ 10 ans d'expérience, capable d'animer le bureau d'études et d'assurer les contacts avec les clients et l'administration.
Réelles perspectives d'évolution de carrière.
Poste à Paris (activités : région parisienne).

Responsable du réseau ventes directes
référence UE 358 AM

BAYARD PRESSE recherche **pour une de ses importantes publications, le Responsable du réseau Ventes Directes.**

Ce poste conviendrait à un Jeune ESC ou équivalent, ayant environ 5 ans d'expérience en marketing ou promotion des ventes (produits grand public), capable :
- de participer à l'élaboration des objectifs et des budgets et d'en assurer la réalisation,
- de développer les méthodes de ventes,
- d'animer un réseau de ventes et l'administration commerciale.

Poste intéressant pour candidat dynamique, concret, imaginatif.
Poste à Paris.

Chef de projet informatique
référence VF 359 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RENOMMÉE (1 500 personnes) étoffe son service informatique (équipé notamment de matériel CII HB série 60 sous TPS) et recherche un **Chef de Projet.**

Rattaché au chef de service informatique, il mènera des projets complets, depuis la définition du cahier des charges avec les utilisateurs jusqu'au démarrage des applications, dans des domaines variés (production, comptabilité...).
La réussite dans ce poste nécessite :
- une formation supérieure (grande école d'ingénieur, de commerce ou formation supérieure équivalente),
- une expérience d'environ 5 ans en informatique de gestion. La connaissance des problèmes de comptabilité industrielle et des langages transactionnels serait vivement appréciée,
- des qualités de réalisateur et de contact.

Poste à Paris.

Cadre Commercial Rhône-Alpes
référence MC 364 AM

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS recherche un **Cadre Commercial** pour développer et gérer une clientèle sur 15 départements de la région Rhône-Alpes.

Ce poste conviendrait à un candidat **ESC (ou Ingénieur attiré par le commercial)** ayant environ 5 ans d'expérience de la vente.

Rémunération attractive.

etap 4,rue Massenet 75016 Paris

ADJOINT COMMERCIAL

Ce poste d'avenir est offert par
Chimie SYNRES à Compiègne
(résines-polyesters-encres)
à un

JEUNE CADRE COMMERCIAL

25-30 ans environ
Sup de CO ou DUT Commerce

- Pour assister son Directeur commercial dans l'animation et la gestion du réseau de vente.
- Anglais apprécié.

Envoyer curriculum vitae + photo et prétentions à A.I.S. - 12, boulevard Roosevelt, 02100 - SAINT-QUENTIN.

Importante Société Industrielle
recherche

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

débutant, pour poste d'analyse de conception
Domaine d'activité : gestion de production.

Adresser C.V. et prétentions s/nº 84.959 CONTESSE Publicité, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE NÉGOCE INTERNATIONAL EN PRODUITS SIDÉRURGIQUES
souhaite incorporer dans son équipe :

2 JEUNES COLLABORATEURS
ayant déja une expérience exportation

Basés à Paris, ils s'occuperont du marché des Pays de l'Europe de l'Est et voyageront 50% du temps.

Ils devront obligatoirement parler 2 langues étrangères :
- L'un Russe et Anglais.
- L'autre Allemand et Anglais.

Situations d'avenir et évolutives.
Discrétion assurée.

Envoyer lettre et curriculum vitae manuscrits à : **Madame LE ROUX**
20, rue Chalgrin - 75116 PARIS

bleu

GLAENZER SPICER

filiale d'un important groupe international
de MECANIQUE AUTOMOBILE
siège à POISSY (78)
recherche

INGENIEUR

Age minimum 35 ans

pour tenir au sein d'une importante direction des études un poste à dominante administrative (budgets, objectifs, gestion). Ces activités conviendraient à un candidat de formation mécanique avec expérience de bureau d'études désirant à présent une orientation différente.

Langue allemande indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétent. au Chef du Personnel, 10, rue Jean-Pierre Timbaud 78301 POISSY.

IMPORTANTE BANQUE REGIONALE

recherche pour son service central de
GESTION DE PORTEFEUILLES
à Nantes

UN GESTIONNAIRE GRADÉ OU CADRE

- Capable de préparer efficacement les décisions de gestion.
- Pouvant prendre immédiatement la responsabilité directe d'un certain nombre de comptes.

Une excellente connaissance de la Bourse et une première expérience de la fonction sont requises.

Adresser CV manuscrit détaillé, photo et prétentions, nº8363 H.A.P. Hall des Petites Annonces - 7 X - 44040 Nantes cedex

SOCIÉTÉ DE
PÉRI-INFORMATIQUE
recherche dans le cadre de sa rapide croissance

INGENIEUR COMMERCIAL

- Vente d'imprimantes clients OEM et utilisateurs.
- Expérience souhaitée dans domaine similaire.
- Pouvant s'intégrer rapidement dans une équipe dynamique.
- Rémunération motivante (fixe + intéressement).

Envoyer lettre manuscrite, curric.-vitae, prétentions et photo, nº 25.298,
PUBLICITÉ ROGER BLEY,
101, rue Réaumur, 75002 Paris.

P.R.B

GROUPE CONSEIL EN IMPLANTATION

- filiale d'une société implantée sur l'ensemble du territoire ;
- disposant d'un réseau national, recherche pour région parisienne

NÉGOCIATEUR IMMOBILIER D'ENTREPRISE

- expérience souhaitée mais non exigée ;
- formation commerciale + technique du bâtiment appréciée ;
- rémunération : fixe + participation au pool de commission.

Ecrire s/nº 7.746 *le Monde* Pub.,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

TISA

dans le cadre de son expansion recherche

INGENIEURS LOGICIEL

CONFIRMES OU DEBUTANTS

microprocesseur, assembleur,
télétransmission, commutation temporelle.

Libres de suite si possible.

Ecrire ou tél. pour R.V. LA BOURSIDIERE
Bât. J. 92350 LE PLESSIS ROBINSON
Tél. 632.18.91

DÉVELOPPEMENT D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES

ENERTEC conçoit et réalise des systèmes d'instrumentation électrique et électronique.
La forte croissance de ses activités l'amène à renforcer son potentiel de développement de nouveaux produits et elle souhaite pour cela recruter:

RESPONSABLE DE LABORATOIRE

Ingénieur électronicien ayant plusieurs années d'expérience en laboratoire et ayant déjà exercé des responsabilités d'encadrement.
Il devra animer une équipe comprenant plusieurs ingénieurs, chefs de projet et un certain nombre de techniciens.
Anglais lu indispensable. Réf. RET.

INGÉNIEURS D'ÉTUDES LABORATOIRE ÉLECTRONIQUE

Diplômés d'une Grande École, débutants ou ayant une première expérience professionnelle, ces ingénieurs seront responsables d'une équipe de techniciens pour l'étude et l'industrialisation de nouveaux produits. Réf. IET.

INGÉNIEUR DE CONCEPTION ÉLECTROTECHNICIEN

Diplômé d'une Grande École, ayant des compétences en électronique et une première expérience industrielle en réseaux électriques et machines, il se verra confier l'étude de nouveaux principes et de leurs systèmes de protection.
Connaissance de l'Anglais nécessaire. Réf. ICT.

INGÉNIEUR MÉTHODES

De formation électronique, débutant ou ayant jusqu'à 3 ans *d'expérience industrielle*, il sera responsable de la mise en fabrication de produits électroniques y compris les études d'outillage en liaison avec les services études, industrialisation et les ateliers de fabrication.
Anglais souhaité. Réf. MFI.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. sont à adresser sous la référence correspondante à Sieglinde BOCH.

ENERTEC

ENERTEC
Schlumberger

BP 620
92542 MONTROUGE Cedex.

HAVAS CONTACT

---

sema metra Premier Groupe européen de Conseil recherche pour son siège parisien, un (une)

Jeune juriste d'entreprise

pour assister le Directeur Juridique du groupe auquel il sera rattaché.

Il lui sera confié :
- principalement les questions juridiques relatives aux marchés publics,
- les contrats et accords partenariaux en France et à l'Export,
- et plus généralement les problèmes relevant du Droit des Affaires, dans le cadre des activités de Conseil et d'Etudes de SEMA, notamment dans le domaine Informatique.

Une formation Initiale à l'informatique est prévue si nécessaire.

Ce poste s'adresse à un candidat(e) de formation juridique supérieure, justifiant de 2 à 3 années d'expérience en cabinet ou en entreprise.

Adresser votre C.V. avec une courte lettre manuscrite et photo sous réf. 6762/M à Lise de Menthon - Sema-Sélection
92126 MONTROUGE Centre Metra, 16-18, rue Barbès.

sema selection — Paris - Lille - Lyon, Marseille - Toulouse

Un groupe multinational français (siège Paris) consacrant plusieurs millions de francs par an en R + D

proposé poste

INGENIEUR RESPONSABLE DEVELOPPEMENT BATIMENT

chargé de faire la synthèse de toutes les données techniques, technologiques, économiques, humaines pouvant concourir à la conception et à la réalisation de l'habitat "ENERGIE ZERO" afin de mettre en forme, proposer et suivre les plans de développement du Groupe.

Le poste sera confié à un Ingénieur ou ingénieur constructeur ayant 10 à 20 ans d'expérience du bâtiment (y compris génie climatique) parvenu à un haut niveau de responsabilités dans une entreprise performante et désirant valoriser son acquit dans un poste complet alliant prospective et sens des réalités industrielles à court, moyen et long terme ; pouvant donc justifier de sa participation à des innovations concrètes.

Si vous voulez en savoir davantage avant même d'envisager une candidature, demandez une documentation sur le Groupe et le poste sous réf. 3960/M à François DOZOL - DELTA CONSEIL *27, rue Dombasle - 75015 Paris - Tél. : 250. 84. 30.*

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

CHEF SERVICE DEVELOPPEMENT PRODUITS

PARIS

La Société (2 Milliards de chiffre d'affaires, plusieurs usines en France) est filiale d'un groupe multinational français qui consacre chaque année plusieurs centaines de millions de francs en Recherche et Développement ; elle a une position de leader mondial sur des créneaux très porteurs donc à forte compétition.

Le service, véritable plaque tournante, entre la recherche, les services commerciaux, les entreprises comportera prochainement 5 ingénieurs de "développement produits" et aura pour mission générale de coordonner toutes les actions permettant de mettre sur le marché des produits Industriels à forte valeur ajoutée susceptibles, en outre, d'abaisser certains coûts de construction.

Le poste sera confié à un ingénieur ayant 10 à 15 ans d'expérience du bâtiment comportant l'exercice de responsabilité d'études et de réalisations dans des Sociétés de construction et d'équipement donc parvenu à un poste clé dans une entreprise performante.

Si vous voulez en savoir davantage avant même d'envisager une candidature, demandez une documentation sur le Groupe et le poste sous réf. 3961/M à François DOZOL - DELTA CONSEIL *17, rue Dombasle - 75015 Paris - Tél. : 250. 84. 30.*

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

SOCIETE DE TELEMATIQUE
recherche pour son
LABORATOIRE D'ETUDES
(automatismes et transmissions numériques)

ingénieurs électroniciens

1 an d'expérience minimum

Adresser C.V. à A.E.T.A. 1, rue de Verdun
92140 CLAMART

Techniciens d'Exposition Télématique

Au sein de notre jeune Société, notre équipe a pour mission de promouvoir au plan international différents produits télématique et téléinformatique.

Nous créons deux postes techniciens d'exposition pour : pose de matériel, dépannage, maintenance.

Ces postes, basés à Paris, intéressent des DUT électroniciens, ayant une expérience microprocesseur, des connaissances en téléphonie, et télétransmissions, un anglais courant.

Les conditions de rémunération, les déplacements à l'étranger, les avantages sociaux offerts sont de nature à intéresser un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + souhaits rémunération) sous référence 81802 M à Madame Claude FAVEREAU qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor
13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

URGENT
IMPORTANT CABINET D'AUDIT
recherche

DES COLLABORATEURS

ayant au moins :
- DECS ;
- 1 à 2 ans de pratique en cabinet (exigé) ;
- l'usage courant d'une langue étrangère.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à
G.D.V. 114, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly.

INGENIEUR PRODUITS BATIMENT

PARIS

La Société, (CA 2 Milliards de francs) est filiale d'un groupe multinational français très diversifié. Elle renforce sa structure "DEVELOPPEMENT" en complétant le service "Développement Produits" dont l'objectif est de coordonner toutes les actions (Centre de Recherche, usines de production, Marchés, chantiers - pilotes, *Entreprises, Centres techniques, Laboratoires, etc.) en vue de mettre* sur le marché DES PRODUITS INDUSTRIELS A HAUTE VALEUR AJOUTEE SUSCEPTIBLES D'AMELIORER L'HABITAT TOUT EN REDUISANT LES COUTS DE LA CONSTRUCTION.

Le poste sera confié à un ingénieur ayant 5 à 8 ans d'expérience du bâtiment (B.E., chantiers, service études prix et analyse de la valeur) capable de chiffrer les enjeux économiques et aimant les contacts.

Si vous voulez en savoir davantage avant même d'envisager une candidature, demandez une documentation sur le Groupe et le poste sous réf. 3963/M à François DOZOL - DELTA CONSEIL - *27, rue Dombasle - 75015 Paris - Tél. : 250. 84. 30.*

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Société de Services Internationale
(siège banlieue Ouest) recherche

INSPECTEUR DE RÉSEAU

même débutant

Il sera chargé :
- de suivre et optimiser l'activité commerciale des concessionnaires de son secteur.

Le candidat retenu :
- aura une formation commerciale supérieure (E.S.C.) ou équivalente et la capacité de négocier à tous les niveaux ;
- sera disponible immédiatement, mobile ;
- titulaire du permis de conduire.

Nous lui offrons :
- une organisation ;
- le statut cadre ;
- une voiture de service ;
- des avantages sociaux.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence VIOR (mentionnée sur l'enveloppe) à



---

assistant marketing - ventes

Emballage Industriel

Une société française ayant des activités de production et de commercialisation d'emballages personnalisés, destinés à une clientèle industrielle très vaste, recherche un jeune collaborateur.

Rattaché à la direction commerciale Paris, il assurera les études de marché propres à ce secteur et participera au lancement des produits nouveaux, en liaison avec les services de ventes.

Ce POSTE ÉVOLUTIF peut convenir à un JEUNE DIPLÔMÉ ESC ou équivalent, éventuellement débutant, intéressé par le Marketing et la vente de produits industriels.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2116 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Société Générale pour les Techniques Nouvelles
Spécialisée dans l'ingénierie d'unités industrielles de
CHIMIE NUCLEAIRE
recherche

INGENIEURS DE PLANNING

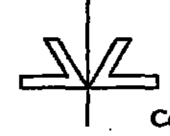
Rompus aux méthodes de l'ingénierie, ils seront chargés d'assurer la fonction Planning auprès d'équipes de Projets, responsables de la réalisation d'unités de très grande taille.

Cette offre s'adresse à des ingénieurs ayant acquis une expérience d'environ 5 années dans l'ingénierie et souhaitant se spécialiser dans le domaine de la maîtrise des délais de réalisation de grands projets.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence M 24 à :



Direction du Personnel
B.P. 30 — 78184 Saint-Quentin-en-Yvelines Cédex



SOSI
Conseil et développements en informatique

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

leur mission consistera à définir et à réaliser des systèmes :

TEMPS RÉEL ET GESTION

Dans le cadre d'applications nationales et internationales

Ils assumeront des fonctions de :

CHEFS DE PROJET
ou
D'INGÉNIEURS CONFIRMÉS

qui s'intégreront dans les équipes existantes.

Lieu de travail basé à PARIS ou à NICE/SOPHIA ANTIPOLIS.

Ecrire à SOSI Tour Gamma B
197, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12.

---

jeunes diplômés de l'enseignement supérieur

Une IMPORTANTE BANQUE d'AFFAIRES INTERNATIONALE offre à de JEUNES DIPLOMES de l'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, débutants et dégagés des obligations militaires, d'intéressantes possibilités de carrière.

La connaissance de l'Anglais est indispensable, celle de l'Allemand sera appréciée.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous référence 2046 à :



ÉTABLISSEMENT FINANCIER en forte expansion

recherche

SPÉCIALISTES DE LA P.M.E.

Cette fonction convient à des hommes autonomes, capables, seuls ou avec une petite équipe, d'assumer la responsabilité totale d'un secteur géographique.

Ceci implique : l'étude du marché, l'approche des P.M.E., leur analyse sous l'angle du *risque, la négociation et le suivi des contrats. Les candidats doivent être capables d'animer* des exposés-débat destinés à des chefs d'entreprise, experts-comptables, banquiers...

Ils devront être titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, posséder une solide formation comptable et financière acquise au cours d'une dizaine d'années d'expérience professionnelle, dont une partie comme exploitants dans le secteur bancaire.

Lieu de résidence : PARIS et LYON.
De fréquents et courts déplacements sont à prévoir.

Envoyer curriculum vitae et photo à FACTOFRANCE - HELLER, Service du Personnel, Tour Maine-Montparnasse, 75734 PARIS CEDEX 15.

Ingénieur Brevets

GROUPE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL recherche un **INGENIEUR BREVETS (H/F).**

Ce poste conviendrait, à un Ingénieur chimiste, éventuellement diplômé de Propriété Industrielle (CEIPI).

Le candidat sera chargé de rédiger les brevets, d'en effectuer le dépôt tant en France qu'à l'étranger et d'en assurer le suivi.

Adresser lettre manuscrite, C.V et photo en précisant sur l'enveloppe la référence M 513 à

MEDIA PA.
8, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Valeo

puissant Groupe industriel français
C.A. 6 Milliards — Effectif 31 000 personnes
recherche
dans le cadre de sa politique de développement

INGENIEURS DEBUTANTS

diplômés grandes écoles et à fort potentiel d'évolution.

Vous avez des connaissances en informatique ou en gestion et vous souhaitez acquérir une expérience en organisation informatique de gestion.

Nous vous proposons de vous intégrer à nos équipes d'Ingénieurs chargés pour les différentes fonctions de l'entreprise, de projets d'organisation mettant en oeuvre des solutions informatiques. Dès votre prise de fonction, vous recevrez une formation adaptée vous permettant de prendre en charge des projets complets, de la définition du cahier des charges avec les services utilisateurs à la mise en place des systèmes. Ces postes sont basés à :
— Condé sur Noireau (14) et Amiens (80) au sein d'importantes unités de production fabriquant des produits techniques en grande série.
— Paris 17e au sein de notre Direction fonctionnelle de l'informatique.

A partir de ces postes, notre politique de gestion des ingénieurs et cadres ouvre de larges possibilités d'évolution dans le groupe dans l'Organisation ou dans d'autres secteurs.

Adresser C.V., prétentions et photo sous la référence 38808 en précisant le lieu de travail souhaité à VALEO, Service Recrutement I & C 43, rue Bayen — 75017 Paris

LE CRÉDIT LYONNAIS

recrute pour sa
DIRECTION DE L'INFORMATIQUE et DE L'ORGANISATION
des

Diplômés grandes écoles

scientifiques ou commerciales
(débutants ou avec au maximum deux années d'expérience en informatique.)

*Les fonctions qui leur seront proposées leur permettront d'**acquérir une double formation informatique et bancaire,** débouchant sur des postes de responsabilités au sein de cette Direction.*
Ils pourront, notamment, participer aux études d'évolution de systèmes déjà considérés comme parmi les plus avancés.

Un profil de carrière très ouvert devrait leur permettre d'évoluer dans les différents services de la Banque, tant en France qu'à l'étranger.
Cette évolution exige non seulement des compétences techniques indiscutables mais aussi des aptitudes à la gestion, à la négociation et à l'exercice de responsabilités d'encadrement.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V., et d'une photo, sont à adresser, sous référence M/17, à Monsieur SAVOYE ou à Monsieur CESBRON.

CRÉDIT LYONNAIS – Recrutement Cadres 5, rue Alfred-de-Vigny, 75008 PARIS.



HAVAS CONTACT

Filiale informatique d'un groupe d'assurances recherche

ingénieurs informaticiens

(Grandes Ecoles, DEA, maîtrise ...)



pour s'intégrer dans des équipes de haut niveau, qui mettent en place d'importants systèmes de gestion en temps réel.
- Formation complémentaire assurée.
- Evolution possible au sein d'une entreprise en constant développement.
- Lieu de travail : La Défense

Envoyer C.V., photo et prétentions à GIE, sous réf. 12323, Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081 PARIS La Défense.

GIE

média-system

Valeo

puissant Groupe Français — C.A. 6 Milliards
recherche
pour son activité de distribution d'équipements pour automobiles

H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P.
CHEF DE ZONE FRANCE ET EXPORT

ayant une 1ère expérience commerciale.
An sein d'une structure décentralisée, vous serez responsable pour une large zone géographique, du développement des ventes, de l'animation de votre équipe et du réseau commercial.
Poste autonome basé à Vélizy (78); déplacements fréquents. Anglais courant nécessaire.

Adresser CV, prétentions et photo à VALEO Service Recrutement I. & C. 43, rue Bayen — 75017 PARIS



ingénieurs technico-commerciaux

Nous sommes des spécialistes, réputés mondialement, du composant électronique passif et actif.

Notre objectif est d'achever notre pénétration commerciale, déjà bien engagée sur le marché français, en étoffant nos structures.

Aussi, nous recherchons

DEUX INGENIEURS COMMERCIAUX :
- un pour la REGION PARISIENNE .... 2.801 P
- un pour BORDEAUX .... 1.101 B

auxquels nous confierons le contact et la négociation avec une clientèle acquise ainsi que la recherche de nouveaux clients à moyen terme.

Pour réussir dans cette fonction, il faut être impérativement INGENIEUR ELECTRONICIEN, issu d'une grande école ou d'une E.N.S.I. de Province et porter un réel intérêt au marché, en pleine évolution, des composants.

Un perfectionnement technique aura lieu au sein des différentes usines en EUROPE.

La rémunération de départ, fonction de l'expérience du candidat, ne sera pas inférieure, pour un jeune diplômé, à 80.000 Francs par an.

responsable de secteur

Industrie chaussure 100 000 +

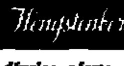
L'Entreprise (500 personnes — 120 millions C.A.) ajuste son dispositif Commercial en Région Parisienne.

Opportunité pour un Vendeur, de 28 ans au moins, doté d'un bon niveau de Culture Générale et possédant une première expérience technologique dans les métiers de la Mode (Cuirs ou Habillement).

En liaison avec la Direction des Ventes (Siège Social en Province) il agira avec une large délégation pour :
- Prospecter - Vendre - Implanter les Articles Femmes, Hommes, Enfants, dans le secteur de la GRANDE DIFFUSION.
- Homme de Terrain, il a le sens de l'Aboutissement pour suggérer et développer toutes actions au rythme des objectifs saisonniers de l'Entreprise.
  Il devra s'impliquer en permanence dans les circuits de décisions du Commerce Moderne (Centrales et Groupements d'Achats).
  Il contribuera à la préparation des Collections destinées à ce canal.
- Rémunération évolutive axée sur les performances.
- Nécessité de posséder un véhicule et résider en Région Parisienne (Ouest ou Sud de préférence).
- Statut Cadre.

réf. 2101 P

délégués régionaux



Nous sommes la filiale française de l'un des premiers groupes alimentaires allemands.
Notre société est jeune et se développe fortement grâce à une politique bien définie et à des produits de qualité.

Nous renforçons notre équipe de vente accueillant deux jeunes collaborateurs désireux de réussir leur carrière dans la grande distribution.

Les postes à pourvoir se situent sur les régions suivantes :
- Région Est France Réf. 1.401 S
- Région Centre Réf. 2.301 L

Ils seront responsables des hypermarchés, supermarchés et grossistes sur leur région respective.

Leur potentiel leur permettra de faire preuve de qualités commerciales auprès des services achats et d'imagination pour promouvoir notre marque dans les linéaires.

Une première expérience de la vente serait un atout.

Nous assurons une formation interne.

Nous proposons une rémunération intéressante et une voiture de société. Frais remboursés.

négociateur commercial

Création de Poste 130.000 Fr +/An

Société Coopérative de production (Paris Est) produisant des meubles de série pour le bâtiment et l'équipement de bureau.

Nous renforçons nos structures. Nous recherchons un collaborateur pour diversifier notre action commerciale.

- Homme de terrain, il prospectera de nouveaux créneaux de clientèle France et Export
- Innovateur, il contribuera à la création de nouveaux produits (mobilier de bureau et de collectivités)
- Autonome dans son action, il assurera des responsabilités de négociation au plus haut niveau.

Salaire fixe élevé + intéressement aux résultats + avantages + tous frais. Statut Cadre.

Le poste offre de réelles perspectives de carrière pour un homme d'action.

réf. 2601 P

Documentation sur poste aux candidats présélectionnés.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (retournée) sous réf., et ville correspondante à :

Réf. P : 39, rue Etienne-Marcel, 75001 PARIS
Réf. L : 11, place Aristide-Briand, 69003 LYON
Réf. N : 4, rue François-Sallière, 44000 Nantes
Réf. C.F. : 42, av. Julien, 63000 Clermont-Ferrand
Réf. T : 76, allées Jean-Jaurès, 31000 Toulouse
Réf. S : 32, allée de la Robertsau, 67000 Strasbourg
Réf. B : 46/47, place Gambetta, 33000 Bordeaux
Réf. M : 2, rue de Beausset, 13001 Marseille
Réf. L.L. : 7 bis, Square Morisson, 59000 Lille



FRANCE MARKETING

Leader sur les marchés de l'informatique, de la bureautique, de la télématique et de l'automatique,

Un groupe de presse offre plusieurs postes en :

1°/ JOURNALISME TECHNIQUE

à des candidats se prévalant d'une solide formation dans les disciplines concernées (informatique, microprocesseurs, etc)

2°/ SECRETARIAT DE REDACTION

à des candidats se prévalant d'une réelle expérience dans l'exercice de cette fonction (ou équivalent).

Dans l'un et l'autre cas, les qualités requises incluent :

- APTITUDE INDISCUTABLE A LA SYNTHESE. *A partir des orientations arrêtées avec la Direction des publications concernées, il s'agit de recueillir et de contrôler - auprès des meilleures sources françaises et étrangères - les éléments nécessaires à l'élaboration de l'information utile au lecteur. La démarche s'effectue par compilation de documents, interviews, enquêtes et reportages sur le terrain, avec l'imagination et le brin d'humour qui font la différence entre la simple constitution de dossiers et le vrai journalisme.*
- PARFAITE MAITRISE DE L'EXPRESSION ECRITE. *Clarté et élégance de style participent à une meilleure communication : les impératifs de qualité (et de vitesse) qu'imposent des périodiques en prise directe avec leurs marchés respectifs, sont difficilement compatibles avec une rédaction besogneuse.*
- TENACITE ET COMBATIVITE. *Les métiers de l'information ne s'exercent pas en pantoufles : le service au lecteur est un idéal qui suppose une curiosité naturelle, appelle une vigilance permanente et interdit l'assoupissement.*
- BONNE PRATIQUE DE L'ANGLAIS *(au moins lu) ... puisqu'il s'agit des disciplines majeures de demain, déjà largement internationales aujourd'hui.*
- BONNE CULTURE GENERALE.

Les perspectives d'évolution s'avèreront à la mesure des marchés considérés.

Adressez d'urgence, sous référence 85.232, vos lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS

• Ingénieur Opticien

débutant ou ayant 2/3 années d'expérience dans l'industrie, un monde passionnant s'ouvre à vous :

la simulation

Pour faire face à une expansion continue importante, l'un des premiers grands constructeurs mondiaux de SIMULATEURS, implanté en REGION PARISIENNE recherche : un **INGENIEUR** chargé de l'étude et de la mise au point de dispositifs optoélectroniques complexes intégrés à des simulateurs de tir, de véhicules terrestres, etc...
* de bonnes connaissances dans les domaines de l'optique instrumentale seraient appréciées. **(Réf. IC-81-3.M)**

Adressez C.V., photo et remuneration souhaitée en indiquant la référence du poste à **Alain de BEJARRY**

THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS
Chaussée Jules César, ZI des Beaux Soleils 95520 OSNY.

MEDIA PA

UNION FÉDÉRALE DES CONSOMMATEURS

QUE CHOISIR
recherche

CHEF DU SERVICE COMPTABLE

Sous la responsabilité du Directeur Financier et du Personnel, avec 3 à 5 ans d'expérience professionnelle de préférence dans le secteur presse, responsable d'un service de 4 personnes le ou la candidate assurera notamment la gestion de la trésorerie et la gestion administrative du personnel.
90.000 francs ou +
selon expérience.
Formation requise DECS, école de commerce.
Envoyer C.V., photo avec lettre manus. et prétentions à
SOFAC 36, rue du Colisée, 75008 PARIS, réf. J.M.G.



recherche

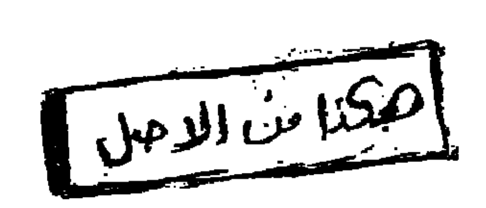
1 VENDEUR TECHNICIEN OU INGENIEUR

pour vente aux "end users" de matériel de raccordement informatique.

1 FACTURIERE – DACTYLO CORRESPONDANCIERE

Agent qualifiée de Service Commercial.

Ecrire ou tél. pour R.V. LA BOURSIDIERE Bât. J 92350 LE PLESSIS ROBINSON Tél. 632.18.31.



هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER
a subsidiary of SCHLUMBERGER LTD

designs and produces integrated systems used in oil exploration, in over 70 countries.

Because of significant expansion (of both in-house and subcontracted production), the Company is planning to decentralize many activities and increase the use of computers throughout its organization.

These projects create an opening for an

AUDITOR/ANALYST

The successful candidate will have a strong accounting background and knowledge of U.S. accounting principles, probably with 3 to 5 years of experience in an international firm of public accountants. Additionally, experience with data processing would be a plus. Fluency in both French and English is essential.

In his first position he will assist the Financial Controller and Top Management in setting corporate policy and developing financial control methods within a computerized environment. Reporting directly to the Controller, he will, additionally, develop audit procedures and carry out audits on in-house and subcontracted activities.

The size of the Company and the growth of the Schlumberger Group make this position very attractive for both career prospects in financial management and level of compensation.

Replies, with detailed resume, should be sent to:

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER — Schlumberger — 26, rue de la Cavée 92142 CLAMART

HAVAS CONTACT

CHEF COMPTABLE BIENTÔT CONTRÔLEUR DE GESTION Fontenay/Bois (RER)

Vous possédez un DEC 3 de comptabilité fiscalité et/ou vous avez une première expérience de comptabilité générale.

Plus orienté vers l'action, vous cherchez à dépasser un rôle devenu trop étroit ainsi que la possibilité de vous perfectionner. Vous superviserez toute la comptabilité générale informatisée d'une équipe de 12 personnes et travaillerez en étroite collaboration avec le contrôleur de gestion.

Ce poste offre de larges perspectives d'évolution dans une entreprise dynamique où chacun a réussi en prenant des paris.

Francis Dufossé aimerait connaître vos motivations et attend votre CV détaillé à Auchan avenue du Maréchal Joffre, 94120 Fontenay-sous-Bois.

média-system

AUCHAN

THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS

ingénieurs électroniciens

AYANT 3 A 5 ANNEES D'EXPERIENCE UN MONDE PASSIONNANT S'OUVRE A VOUS :

LA SIMULATION

Pour faire face à une expansion continue importante, l'un des premiers grands constructeurs mondiaux de simulateurs, implanté en Région Parisienne, offre des postes de responsabilités en Etudes dans les domaines suivants :

- ELECTRONIQUE GENERALE,
- CALCULATEURS RAPIDES,
- TECHNIQUES VIDEO.

POUR LA PLUPART DE CES POSTES LA PRATIQUE COURANTE DE L'ANGLAIS SERAIT APPRECIEE.

Adressez rapidement votre C.V., photo et rémunération souhaitée sous référence IC.81.1M à Alain de BEJARRY



THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS
Chaussée Jules César, ZI des Beaux Soleils
95520 OSNY.

*annonce parlée**

Jeunes ingénieurs de grandes écoles

nous cherchons de l'énergie en avez-vous?

En avez-vous pour apprendre un métier de haut niveau technique et pour l'exercer, seul ou presque aux quatre coins du monde et sous n'importe quel climat? En avez-vous pour assumer de vraies responsabilités, pour démarrer dans la vie professionnelle comme d'autres partent à l'aventure?

Notre spécialité est la recherche pétrolière. Nous intervenons dans 75 pays. En faisant leur métier, nos ingénieurs ont acquis le sens des responsabilités et sont devenus hommes de décision, c'est pourquoi leur avenir ne pose pas de problème et leur rémunération non plus.

* Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez le 763.11.15, référence 1014

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

CHEFS DE PROJET INFORMATIQUE NOUS POUVONS PROGRESSER ENSEMBLE



Notre société est en pleine expansion. Elle fait partie du premier groupe européen de sociétés de services en informatique.
Structure décentralisée et délégation des pouvoirs ont largement contribué à notre succés et nous ont permis de jouer un rôle actif dans les progrès de la technique.
Des postes à responsabilités sont à prendre : responsable technique, consultant en gestion de production, chef de grands projets temps réel, à Paris, Toulouse, Lille, Orléans, Nancy, Nantes, Rouen.
Mais là ne s'arrêtera pas votre évolution, quelle que soit votre implantation géographique, si vos compétences sont à la hauteur de vos ambitions.
Si vous souhaitez nous rejoindre, adressez votre CV sous référence 813 M à Madame Muller — CAP SOGETI SYSTEMES — 92 bd du Montparnasse 75682 Paris Cédex 14. Tél. 320.13.81.

média-system

CAP SOGETI SYSTEMES

GRAND GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL
recherche pour le service juridique de sa holding à PARIS

JEUNE JURISTE

(DOCTEUR EN DROIT ou DEA)
ayant au moins trois années d'expérience dans une étude d'avocat d'affaires ou au service juridique d'une grande entreprise.

Le candidat devra s'intégrer dans une équipe chargée notamment :
- de la négociation et de l'élaboration des contrats du groupe ;
- du suivi du contentieux ;
- des montages financiers en France et à l'étranger ;
- des opérations de propriété industrielle.

Anglais ou allemand souhaité.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. s/nº 84.877

cabinet leconte — 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE
filiale d'un puissant Groupe Financier secteur public, recherche pour une de ses implantations située en proche banlieue Nord

jeune ingénieur

diplômé E.T.P. - A.M. ou équivalent

Il interviendra au niveau de la conduite d'opérations immobilières au sens large (suivi des appels d'offres, liaison entre les services de la Société et les équipes d'ingénierie.)

Il devra d'une manière générale veiller au respect des programmes, des prestations et des délais de livraison. Une première expérience s'avère indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 2006 à :



ALSTHOM-ATLANTIQUE
Division MATERIELS FERROVIAIRES
recherche pour son service informatique
PARIS-PONT DE NEUILLY

1 INGÉNIEUR ou DIPLOMÉS UNIVERSITAIRES

Ayant si possible 2 à 3 ans expérience en informatique de gestion pour intégration dans une équipe d'étude de haut niveau travaillant sur matériel IBM sous DOS/VS avec utilisation PL1 - CICS - DL1.

Adres. C.V., prét. à l'attention du Service du Personnel ALSTHOM-ATLANTIQUE, 28, place de Seine Cedex 28, 92086 PARIS-LA DEFENSE

Centre de calcul international d'un groupe important
nous recherchons un

Responsable télécommunications

à qui nous confierons un vaste projet d'études et de réalisation de réseaux, comprenant la mise en place de 15 mini-ordinateurs et l'équipement de nombreux sites régionaux.

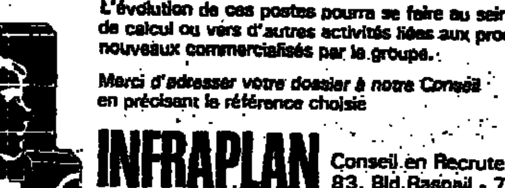
Son rôle comprendra la définition «économique» des besoins, le conseil technique aux utilisateurs, les tests de validité avec les constructeurs et les relations avec les P et T, sa responsabilité s'étendant jusqu'à la mise en oeuvre complète des systèmes.

Pour remplir cette fonction, il est nécessaire de bien connaître les matériels et les protocoles de transmission IBM et d'avoir participé à une étude similaire. L'activité se déroulera en France essentiellement mais aussi dans deux autres filiales européennes qui dépendent du même centre basé au Nord-Est de Paris.

La Direction européenne du groupe étant située à Londres, des déplacements sont à prévoir et nécessitent de ce fait une pratique courante de la langue anglaise. (Réf. RZ 4)

Ingénieur système

chargé du suivi des systèmes IBM en place (OS/MVS), il devra avoir une bonne connaissance des produits tels qu'IMS/DC, ROSCOE, TASK-MASTER et participera aux travaux des équipes de développement en France ou en Angleterre. (Réf. RZ 5)



L'évolution de ces postes pourra se faire au sein du centre de calcul ou vers d'autres activités liées aux produits nouveaux commercialisés par le groupe.

Merci d'adresser votre dossier à notre Conseil en précisant la référence choisie

INFRAPLAN Conseil en Recrutement
83, Bld.Raspail - 75006 PARIS
— MEMBRE DE SYNTEC —

MEDIAPA

La publicité non commerciale a besoin de commerciaux

Diplômé(e) d'études supérieures (Sciences Éco - Sciences Humaines - ...), vous maîtrisez votre expression orale et écrite et vous êtes capable de traiter avec des interlocuteurs à des niveaux de responsabilité dans leur entreprise.

Vous débutez dans la vie professionnelle ou vous avez une première expérience, de préférence dans la vente de services.

Notre entreprise, filiale d'un grand groupe français, intervient dans un secteur en forte croissance, où les vrais professionnels sont rares. Des opportunités y sont ouvertes si vous aimez les contacts et la négociation et si vous souhaitez vous former à une activité nouvelle et évolutive.

Candidatures et C.V. sont à adresser à RÉGIE PRESSE, LE MONDE - Réf. 875.247 - 85 bis, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE MULTINATIONAL CHIMIE ALIMENTAIRE

recherche

ASSISTANT TECHNIQUE

DIPLOMÉ I.U.T. OU ÉQUIVALENT
(Biologie appliquée - Option Industries alimentaires)

dont la fonction comportera de très fréquents contacts avec des industries alimentaires très diversifiées.

La préférence sera donnée à un candidat ayant acquis une expérience professionnelle d'une à deux années en Industrie Alimentaire (confiserie, biscuiterie...) mais les candidatures de débutants seront examinées avec intérêt.

Env. lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à SIPEP, *Réf. nº 204, 3, rue de Choiseul, 75002 PARIS* (qui transmettra).

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RECHERCHE POUR LES SERVICES TECHNIQUES D'UNE DE SES BRANCHES D'ACTIVITÉS

1°) INGÉNIEUR CHIMISTE

(ENSCP, ENSIC...)

Intéressé par l'étude des produits de base et de leurs composés en vue de l'amélioration des performances des articles fabriqués, cet ingénieur aura d'étroites relations avec les laboratoires, les services d'essais et d'industrialisation. Réf. 2593

2°) INGÉNIEUR D'ÉTUDES

(ENSAM, INSA MÉCANIQUE, ENSM...)

Cet ingénieur intégré à une équipe constituée (chimiste mécanicien) sera chargé de l'étude de nouveaux articles et du suivi des essais. Ces travaux nécessitent des contacts avec des organismes officiels en FRANCE et à l'ÉTRANGER dans le domaine de l'aéronautique. Réf. 2594

3°) INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT

(ENSAM, INSA MÉCANIQUE, ENSM...)

Cet ingénieur souhaitant rapidement appliquer ses connaissances à la réalité industrielle sera intégré à l'équipe développement des articles afin de progressivement exercer seul la responsabilité du développement d'une gamme de produits. Réf. 2595

4°) INGÉNIEUR INDUSTRIALISATION

(ENSAM, INSA MÉCANIQUE, ENSM...)

Cet ingénieur sera chargé de la mise au point des modes opératoires pour la fabrication de série des articles.
Des déplacements fréquents de courte durée sont à prévoir au moment des lancements de nouvelles gammes ou de nouvelles machines. Réf. 2596

Ces activités s'exercent en PROCHE BANLIEUE PARISIENNE.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence choisie à
SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.



RIBER

DIVISION D'INSTRUMENTS S.A. GROUPE CREUSOT-LOIRE

Spécialiste mondial dans la conception et la réalisation d'instruments d'analyse et d'élaboration de matériaux faisant appel à des technologies avancées: Optique électronique, Spectrométrie des particules, Ultra-Vide, Epitaxie,...
recherche

pour son service marketing

responsable de produits analyses de surfaces

Son rôle sera d'analyser d'une manière permanente le marché international de ce type d'instruments, de définir les produits les mieux adaptés aux besoins actuels et futurs de ce marché, de détecter de nouveaux domaines d'application. Il participera également à la conception, à l'industrialisation et à la commercialisation de ses produits.
Ce poste conviendrait à

ingénieur ou physicien

spécialisé en SCIENCES des MATÉRIAUX (Métallurgie, Semi-conducteurs...) souhaitant élargir son champ d'action.
réf. 2112 M

pour son service développement

responsable de projet réacteurs d'épitaxie

Son rôle sera de définir les filières technologiques, de mettre au point le process et de développer les équipements correspondants.
Il devra avoir une FORMATION SUPÉRIEURE en

sciences des matériaux
(ÉCOLES D'INGÉNIEURS OU UNIVERSITÉS)

et une première expérience de recherche appliquée, dans l'industrie des Semi-conducteurs.
réf. 2113 M

ingénieur Spectrométrie

Il devra, à partir des orientations définies par les responsables de produits, concevoir, étudier et faire réaliser les prototypes des appareils d'analyse de surface fondés sur la Spectroscopie d'électrons ou d'ions (ESCA, AUGER, SIMS). Il participera à l'évaluation des performances et à l'évolution technique des instruments commercialisés ainsi qu'au développement de leur champ d'application.
Ce poste conviendrait à un

docteur ingénieur ou ès sciences
attiré par l'instrumentation scientifique.
réf. 2114 M

Pour tous ces postes, une bonne connaissance de l'Anglais est indispensable.
Les dossiers de candidatures - précisant la référence du poste souhaité - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

---

analyste de gestion

130000Frs +

Nous sommes la filiale d'une importante société multinationale américaine.

Il s'agit d'assurer le contrôle de gestion de l'une des fonctions de notre Siège. Vous participerez à l'élaboration des plans, des budgets, contrôlerez les réalisations en analysant les écarts. Vous aurez également à intervenir auprès de la Direction pour la mise en place d'actions correctives.

Vous avez une solide formation en gestion, complétée par une première expérience de 2 à 3 ans en entreprise ou en cabinet d'audit.

Dans la mesure où vous serez en étroite relation avec notre Siège Européen, la pratique courante de l'anglais est indispensable.

Bien sûr, nous nous attacherons également à vos capacités de contact et à votre ouverture d'esprit qui devraient vous permettre d'évoluer rapidement vers d'autres fonctions.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 4893, à Bruno DEMOINET,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system

NANTERRE

CHEF COMPTABLE DECS

Envoyer C.V. et prétentions à
M. THOUMYRE
Laboratoires ASTRA-France
64, rue du 8-Mai-1945,
92025 NANTERRE CEDEX.

NE PAS SE PRÉSENTER.

---

prenez une dimension d'ingénieur conseil en informatique bancaire

Vous avez acquis en cinq ans une première expérience de la consultance chez un organisateur, un constructeur ou une SSCI, mais souffrez de la dispersion de votre activité comme de l'absence de logistique sans, pour autant, souhaiter « ronronner » en entreprise.

Nous sommes le conseil parisien de nombreux établissements financiers. Venez gérer un portefeuille de clients et jouer auprès d'eux le rôle de responsable informatique. Vous faites évoluer l'existant et préconisez des solutions sophistiquées en vous appuyant sur notre BE au solide savoir-faire technique et nos moyens (gros IBM, réseaux, minis, micros). Nous vous offrons de compléter, si nécessaire, votre connaissance des mécanismes bancaires.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3832 LM) à « Carrières de l'Informatique ».

■

MOTOBÉCANE Pantin (93)

analyste, changez de braquet, venez piloter un projet

Notre service informatique dispose d'un HB 6000 et de plusieurs Minis 6 pour gérer en COBOL, à l'aide d'IDS et de TDS, la production, les stocks et les commandes.

Vous avez fait vos preuves comme analyste en réalisant, par exemple, la gestion des stocks d'une entreprise industrielle ou de distribution et acquis, ainsi, une bonne maîtrise des techniques et une solide expérience de la mise en œuvre d'un SGBD sur haut de gamme HB ou IBM.
Prenez en main nos applications commerciales, concevez leur extension pour acquérir ainsi une réelle dimension de chef de projet.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3890 LM) à « Carrières de l'Informatique ».

Nous sommes un groupe financier et immobilier puissant. Nous cherchons pour l'une de nos filiales (Paris, proche banlieue Nord) :

un jeune responsable comptable 90 000 F par an.

Sous l'autorité du chef comptable et en prise directe sur une cellule de trois personnes, il gère la comptabilité de 150 programmes immobiliers (traitement informatique) : comptabilité générale et analytique, trésorerie, bilans et CE mensuels, rapports d'activité, etc.

C'est une excellente opportunité pour un cadre de 28 ans minimum, ayant une première expérience professionnelle et le désir de réussir dans un groupe où les possibilités d'évolution sont réelles.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3852 LM).

■

un responsable de la gestion des cadres Lyon

Entreprise industrielle, leader mondial sur notre marché, nous croyons que notre développement passe notamment par la qualité et la motivation de notre encadrement.

Nous créons la fonction nommée ci-dessus.
Vous mettez en place une politique prévisionnelle de gestion de nos cadres (près de 400), ainsi que les outils nécessaires à celle-ci : recrutement, mobilité interne, évaluation des postes, appréciation et politique de rémunération.

Vous êtes diplômé d'Études Supérieures, de plus de 30 ans, et avez une expérience de la fonction personnel, dans une entreprise industrielle de préférence.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 647 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
10, RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 69001 LYON

MEMBRE DE SYNTEC

SOCIETE INDUSTRIELLE
recherche
pour son Siège Social à Paris

ingénieur technico-commercial

Pour ETUDE DE MARCHE, développement industriel et promotion des ventes d'un nouveau produit électronique destiné à l'industrie.

Connaissance de l'informatique, expérience commerciale et pratique de l'ANGLAIS indispensables.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 1959 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

AMPEX

AMPEX FRANCE
Leader mondial
de l'enregistrement magnétique
recherche

TECHNICIEN DE HAUT NIVEAU

pour installation et support technique de systèmes d'acquisition de données (Analogiques et numériques).

- Connaissance en circuits logiques et analogiques de technologie avancée.
- Anglais lu indispensable (possibilité de formation complémentaire).
- Excellent avenir pour un Technicien de valeur souhaitant s'intégrer à une équipe peu nombreuse mais très dynamique.

Env. C.V. et prétent. à J.C.RIVIERE
AMPEX, 17-23 rue du Dôme
92100 BOULOGNE

CAISSE NATIONALE DE
CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour la réalisation de projets informatiques importants et diversifiés mettant en oeuvre les techniques les plus évoluées
(MVS - CICS/VS - VSAM - VS PC - APL - mini-ordinateurs - réseaux)

Ingénieurs Informaticiens

CONFIRMES réf. D14
Ingénieurs Grande Ecole ou université, 5 ans d'expérience, pour prendre en charge des projets informatiques depuis la phase fonctionnelle jusqu'à la mise en exploitation.

Ingénieurs Informaticiens

DEBUTANTS réf. D15
Ingénieurs Grande Ecole ou Doctorat, avec option informatique, intéressés par la réalisation de grands projets.

Adr. CV, phot, sal. et prét. en précisant la réf. à CNCA Recrutement Carrières Cedex 26 75300 Paris Brune

---

ingénieur d'affaires

Une entreprise T.C.E. pour répondre au développement important de ses marchés à l'exportation souhaite intégrer à son équipe un

JEUNE INGENIEUR GRANDE ECOLE

ayant déjà 2 à 4 ans d'expérience dans la CONSTRUCTION.
Il assurera le suivi financier et technique d'affaires importantes (il doit donc avoir le goût de la rentabilité).
Il se déplacera pour de courtes durées sur les chantiers en France et à l'étranger.

Les candidatures, lettre manuscrite, C.V. précisant le niveau de rémunération et le délai de disponibilité sous réf. 2044-M, seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

ENTREPRISE DE 1.100 PERSONNES recherche
pour son établissement de 600 personnes
situé en BANLIEUE SUD-EST très proche de PARIS

L'ADJOINT ou L'ADJOINTE AU CHEF DU PERSONNEL

35 ans minimum, ayant travaillé pendant plusieurs années dans un service du personnel en entreprise moyenne et possédant une pratique des différents aspects de la fonction :

ADMINISTRATIFS - JURIDIQUES - SOCIAUX

Adr. lettre et C.V. manuscrits sous n° 84.752 à Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
Paris-8e - Métro George-V
recherche

UN ASSISTANT FINANCIER

Homme libéré O.M., niveau B.T.S. comptabilité ou équivalent, ayant un minimum d'expérience de 1 an et si possible dans le contrôle interne pour des travaux de nature juridique et financière.
De sérieuses qualités professionnelles seront exigées du candidat et des déplacements, de courte durée, en province sont à envisager.
Salaire de début 5.500 F × 13.
Avantages sociaux et bonne convention collective.
Tél. ce jour au 723-97-02, poste 55 (M. Jung).

Société ORGANISATION FORMATION connue
offre
A CADRE SUPÉRIEUR INFORMATICIEN
poste de

DIRIGEANT

Association possible

- 30 ans environ. Bon négociateur.
- Praticien de la mini et micro informatique.
- Expérience en conseil ou formation.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :
Régie-Presse s/réf. n° T024864M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS. Discrétion assurée.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

WANG FRANCE

vous êtes aujourd'hui chef de projet analyste, analyste programmeur

Vous êtes de Formation Supérieure, Ingénieur Miage ou équivalent et/ou avez une expérience de 3 à 5 ans ; vous maitrisez bien l'anglais.

Vous souhaitez évoluer pour travailler sur les systèmes les plus avancés en matière d'informatique en temps réel, bureautique, télécommunications.

WANG France - en progression annuelle de plus de 60 % en CA vous offre l'opportunité de vous intégrer dans ses équipes de

conseil et support en clientèle

- **AVANT-VENTE**
  Mission : support technique du réseau commercial, en particulier analyse des besoins des clients, conseil, réponse au cahier des charges.
- **APRES-VENTE**
  Mission auprès de la clientèle : assistance, formation et conseil.

Ecrivez-nous en joignant votre CV et en indiquant vos prétentions à l'attention du service du Personnel WANG France - 78 - 80 av, Galliéni Tour Gallieni 93174 BAGNOLET Cédex.

média-system

GSI · Générale de Service Informatique
1er européen du service informatique

recherche

15 INGÉNIEURS COMMERCIAUX

de formation supérieure : ESC, Sup de Co, Sciences Eco, DECS...

GSI, leader européen du service informatique, est aussi en France avec Zadig, le numéro 1 de l'informatique de gestion : paie et gestion du personnel, gestion administrative et financière.

Son développement spectaculaire (créé en 1971, son chiffre d'affaire a été de 800 MF en 1980) en fait l'une des entreprises les plus performantes dans un marché lui-même en forte croissance.

GSI recherche, pour continuer son expansion dans le service de gestion, **15 ingénieurs commerciaux de haut niveau**, ayant 2 à 3 ans d'expérience dans la vente de services. Leur rémunération sera fonction de leur expérience et des résultats de chaque candidat.

Les postes sont à pourvoir à **Paris, Nantes, Strasbourg, Toulouse, Lyon, Grenoble** et **Marseille.**

Les candidats sont priés d'adresser leur C.V. à **GSI**, Direction du personnel, 25, boulevard de l'Amiral-Bruix, 75016 PARIS. *(Discrétion assurée)*

Emplois et Carrières

Ingénieurs et techniciens, l'innovation en microélectronique est pour vous la garantie d'évoluer.

Un développement remarquable dû au souci d'innover *dans des technologies de pointe*

Parce que sa démarche a toujours été basée sur l'étude et la conception pour mieux répondre à chaque *besoin spécifique,*

Parce qu'elle a su tourner son activité vers l'extérieur, tant en France qu'à l'export,

Parce qu'elle a su s'adjoindre des collaborateurs d'un *haut niveau de compétence* et *soucieux de rester* au fait des technologies fines,

SINTRA ALCATEL MICROELECTRONIQUE connaît une forte croissance et ne cesse d'innover dans un secteur de pointe.

Des activités basées sur l'étude, la conception et la *fabrication de circuits intégrés*

En conception, les activités de **SINTRA ALCATEL MICROELECTRONIQUE** sont orientées vers *quatre domaines principaux :*
- la conception de circuits intégrés linéaires et C-MOS,
- la génération de programmes de mesures sur testeurs automatiques,
- les études électroniques pour intégration ou hybridation,
- les études technologiques en microélectronique hybride.

Un besoin constant en ingénieurs et techniciens *de premier plan*

Pour renforcer ses moyens, (306 personnes dont 157 Ingénieurs et Techniciens) **SINTRA ALCATEL MICROELECTRONIQUE** recrute actuellement **7 INGENIEURS ELECTRONICIENS et 4 TECHNICIENS ELECTRONICIENS.**

Pour ces postes à pourvoir à Asnières, les candidats retenus seront des hommes ou des femmes à fort potentiel ou confirmés, de formation supérieure pour les Ingénieurs, de niveau BTS ou DUT pour les Techniciens.

SINTRA Alcatel
Département Microélectronique

Merci d'adresser votre dossier de candidature (*lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée*) sous la référence LM 351 à

SINTRA ALCATEL
Service du Personnel
26, rue Malakoff - 92600 ASNIERES
(Réponse et discrétion assurées).

MEDIA PA

BRED-BX

Vous venez de terminer des Études Supérieures votre formation et votre goût du concret vous portent à contribuer au développement des **Petites et Moyennes Entreprises.**

Nous avons sur Paris Ile-de-France un marché dynamique de PME qui demande des interlocuteurs efficaces, de haut niveau

Ensemble examinons nos possibilités de collaboration et de réussite.

Envoyez votre lettre avec C.V. et photo à :
Banque Régionale d'Escompte et de Dépots
Direction Commerciale
Gestion du Personnel

BRED-BX 18, Quai de la Rapée 75012 PARIS

hiph



recherche pour les laboratoires de son Centre Technique *du Plessis-Robinson.*

INGÉNIEURS D'ÉTUDE Débutants

OPTRONIQUE étude et développement de matériels de vision nocturne. Formation Ecole Supérieure Optique ou expérience équivalente.

C.A.O. électronicien intéressé par applications informatiques computaire vision - dessin assisté - circuits imprimés - circuits hybrides.

FAISCEAUX HERTZIENS conception et développement de matériels de télécommunications FH (circuits - traitement du signal).

RÉDACTEUR ingénieur intéressé par une évolution au sein du service notices en liaison avec les laboratoires d'études.

Adresser curriculum vitae à :
T.R.T., 5, av. Réaumur, 92350 Le Plessis-Robinson.

Messieurs les ingénieurs commerciaux en CAO, Applicon a fait ses preuves

APPLICON conçoit, fabrique et commercialise des systèmes graphiques interactifs CAO/FAO. Ses marchés : l'architecture et l'ingénierie, la micro-électronique, les industries mécaniques et électriques. Les performances d'APPLICON (65% *d'expansion en moyenne sur* les deux derniers exercices) lui permettent d'intégrer aujourd'hui deux nouveaux Ingénieurs Commerciaux confirmés. Confirmés cela implique *une première expérience* de la vente de systèmes informatiques et dans le meilleur des cas de systèmes CAO. Une formation d'ingénieur est indispensable. Négociateurs de haut vol car commerciaux avant tout, ils n'abandonnent pas pour autant leurs compétences techniques puisqu'après leur diagnostic, ils conseillent nos clients. Il y a beaucoup à faire en province... Adressez aussi sans tarder CV photo et salaire actuel sous référence 501 M à Joëlle DUJOUR *chargée d'établir les premiers* contacts.

ALPHA CDI
59, rue St Didier - 75116 PARIS.

LA SIGNALISATION

Société d'Installations Techniques en Télécommunication de 1.600 personnes recherche pour sa direction financière :

UN CADRE
RESPONSABLE TRESORERIE ET ASSURANCES.

Le candidat retenu, de préférence de formation bancaire, aura la responsabilité du suivi des opérations de trésorerie et d'assurances. Anglais nécessaire. Siège à Paris 13e, restaurant d'entreprise, 13e mois.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 8105 à
LA SIGNALISATION,
Service Recrutement-Formation,
25, *impasse Lampernesse* - 93000 BOBIGNY.



BORDAS
DUNOD
GAUTHIER-VILLARS

recherchent

CONTROLEUR DE GESTION

Sous l'autorité du Directeur Financier, il aura pour mission :
- d'élaborer les budgets de l'ensemble des sociétés du groupe BORDAS (350 M. F/1 200 personnes et d'en contrôler la réalisation
- de contrôler la gestion de tous les départements du groupe
- de faire toutes les recommandations nécessaires pour améliorer les outils de gestion et la rentabilité du groupe.

Ce poste requiert :
- une solide formation comptable (DECS apprécié)
- une expérience de plusieurs années dans un poste similaire ou dans un poste d'audit
- un esprit vif et de sérieuses qualités d'adaptation.

Adresser C.V. et prétentions au Service du Personnel - 37, rue Boulard 75014 PARIS

COMPAGNIE D'ASSURANCES
GROUPE EUROPEEN de premier plan
recherche pour PARIS

jeune analyste programmeur

Ce poste demande :
- une formation universitaire option Informatique (DEA - Maîtrise - MIAGE)
- une première expérience en informatique de gestion en PME appréciée
- des aptitudes à l'organisation.

Il offre :
- une formation complémentaire en organisation et en informatique
- la possibilité de se familiariser avec les outils informatiques les plus actuels
- la participation à l'étude et au démarrage de mini-systèmes et applications temps réels.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé, photo et prétentions, No 84801 CONTESSE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Importante société
D'ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
banlieue SUD PARIS, recherche

TRADUCTEUR TECHNIQUE
Allemand/Français

Pour traductions de notices techniques, dans le cadre d'un *département d'études de matériel d'électronique* professionnelle.

- Maitrise parfaite de l'allemand exigée, complétée par une formation d'électronicien niveau BTS.
- Anglais souhaité.

Adresser curriculum vitae dét. avec photo n° 84912 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er.

Notre groupe réunit des hommes de qualité. Ils sont ambitieux, entreprenants. Ils ont la volonté d'être des leaders et aiment la réussite.
Vous êtes

INGENIEURS
DEBUTANTS
X, PONTS, CENTRALE, ETP, HEI...

Nous vous proposons de vous associer à notre développement, de devenir vite *un véritable entrepreneur.*

Nous attendons de vous une pleine participation aux objectifs qui vous seront confiés, une grande disponibilité, le sens du commandement et le souci de la gestion de nos projets et réalisations.

Il vous faudra savoir imposer votre personnalité et votre capacité de réussite. Des possibilités d'évolution existeront alors dans le groupe (France ou étranger). Notre implantation couvre un secteur géographique proche de Paris.

Nous attendons avec intérêt votre dossier de candidature que vous pouvez *adresser sous référence 4047 à* : rscg carrières - 64, rue la Boëtie - 75008 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

homme de chiffres



La Direction Financière du CREDIT AGRICOLE de l'Ile de France offre une excellente opportunité de carrière à un jeune CADRE COMPTABLE confirmé (de formation supérieure et possédant des connaissances approfondies de type DECS ou équivalent, confortées par une première expérience dans un établissement financier, un cabinet d'audit ou d'expertise).

Rattaché directement au Chef des Services Comptables, ce collaborateur sera responsable de l'application de la réforme du plan comptable, de la conception puis de la mise en place des nouvelles codifications et procédures de centralisation, ainsi que des outils automatiques de contrôle comptable au second degré.

Ce poste s'adresse à un professionnel, rompu aux problèmes comptables et aux relations avec les Services Informatiques de haute technicité. Cependant, le potentiel humain du candidat sera déterminant : rigueur, fiabilité, autonomie, sens des relations humaines, seront les clés de sa réussite.

Lieu de travail au siège à PARIS 12ème.

Des perspectives d'évolution de carrière dans le Groupe sont ouvertes, bien sûr, pour un collaborateur de qualité.

Assurées d'une discrétion absolue et d'une réponse, les candidatures (lettre manuscrite, CV et photo) sont à adresser sous référence 201 M au Service RECRUTEMENT - CREDIT AGRICOLE ILE-DE-FRANCE 26, Quai de la Rapée - 75012 PARIS.



régie carrières

Nous sommes une Compagnie Internationale de Services dans l'industrie pétrolière comptant environ 4000 personnes et intervenant dans plus de 40 pays.
Notre C.A (dollars US + 500 Millions) témoigne de notre forte expansion. Celle-ci nous permet d'offrir le poste de :

ELECTRICAL ENGINEER

Sous l'autorité de notre Engineering Manager, il devra assurer le contrôle de tout notre équipement électrique sur le terrain et sera responsable de la mise en place et du suivi de toutes les procédures de maintien et d'opération.
Notre préférence irait vers un homme jeune mais ambitieux, titulaire d'un diplôme Grande Ecole (style SUPELEC ou équivalent en France ou à l'Etranger), avec une solide expérience professionnelle en milieu industriel (Direction de Projet d'engineering).
Excellente connaissance de l'anglais, de préférence acquise lors d'un séjour prolongé dans un pays de langue anglaise. La taille de l'entreprise (Groupe Schlumberger) et son caractère international permettent d'offrir de réelles opportunités de carrière à un candidat de valeur.
Envoyez lettre de candidature, CV et rémunération souhaitée au Recruiting Manager,
DOWELL SCHLUMBERGER,
8 rue Bellini 75782 PARIS CEDEX 16.

DOWELL Schlumberger

régie carrières

FUTUR DIRECTEUR DES VENTES

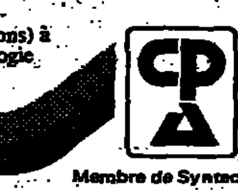
Industrie agro-alimentaire

Nous sommes une industrie agro-alimentaire, située à 1 h 30 au Sud-Ouest de Paris.

Connue de tous, notre image de marque est excellente. Nous souhaitons accueillir notre futur Directeur des ventes. Il prendra, dans un premier temps, la responsabilité des négociations avec les Centrales d'Achat. Dans deux ans au plus tard, après avoir fait ses preuves, il étendra ses responsabilités à l'ensemble de la gestion et de l'animation de nos ventes.

Vous êtes Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous avez au minimum 30 ans et une expérience, même courte, de la distribution des produits de grande consommation, vous avez l'ambition d'accéder à une équipe de Direction,

merci d'adresser votre CV (en indiquant vos prétentions) à notre Conseil, sous réf. 20 M 225, Centre de Psychologie Appliquée, 69 rue de Monceau 75008 Paris.



Membre de Syntec

média-system

BAHLSEN Production S.A.

recherche pour son siège à Rueil-Malmaison

CHEF COMPTABLE

130/150 000F

Formation : DECS ou équivalent

Rattaché au Directeur Financier, il est responsable d'un service de 7 personnes, et prend en charge les comptabilités générales et analytiques de deux sociétés jusqu'aux bilans.
Il traite également toutes les questions fiscales.
Les créations récentes et le développement rapide des unités de production supposent une bonne maîtrise de la comptabilité industrielle et la capacité d'adapter et de développer un système de gestion très informatisé.
Écrire avec C.V. détaillé, sous réf. 70 708 M, à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS.
Conseils en ressources humaines depuis 1959.

ETABLISSEMENT FINANCIER de dimension internationale recherche pour son service Gestion de Portefeuilles, situé à PARIS

un jeune gestionnaire de portefeuilles

Appuyé par l'équipe d'analystes financiers du groupe, il sera chargé d'effectuer des propositions de placements. Il suivra leur mise en oeuvre et prendra progressivement la responsabilité de la gestion de portefeuilles.
L'homme recherché a une formation supérieure, un goût pour une approche scientifique des problèmes financiers et une expérience d'un an minimum en ANALYSES FINANCIERES ou en GESTION DE PORTEFEUILLES IMPORTANTS.

Adresser C.V. détaillé + photo, en précisant votre salaire actuel, sous référence H.U. 11 M, à :

CARRIERES SERVICES
19, rue de la Paix - 75002 PARIS
Groupe CGS
Conseil en recrutement

MERLIN GERIN

14.000 personnes - 32 filiales dont 16 à l'étranger
3 Milliards de C.A. — 45% à l'exportation —
Le plus important constructeur français d'appareillages et d'équipements haute et basse tension pour le transport et la distribution d'énergie électrique souhaite compléter

ses équipes commerciales

dans le cadre de son développement en France et à l'Etranger et recherche des:

ingénieurs automaticiens

PARIS
Expérience indispensable des clientèles grandes industries, ingénieries.

ingénieurs électroniciens

PARIS
Grandes clientèles nationalisées.
Expérience en informatique scientifique et/ou mesure et régulation.

ingénieurs électrotechniciens

PARIS
Grandes clientèles nationales et étrangères.
Expérience d'ingénieur d'affaires.

assistants de zone exportation

GRENOBLE
De formation Ingénieur Electricien, ayant l'expérience de la vente de biens industriels ou d'affaires pour:
- le Moyen-Orient,
- l'Extrême-Orient,
- l'Europe de l'Est (langue allemand, russe ou polonais indispensable),
- l'Afrique francophone.

ingénieurs d'affaires export

PARIS et GRENOBLE
Expérimentés dans le domaine des installations électriques industrielles.

ingénieurs technico-commerciaux

GRENOBLE
France et Export – Ingénieurs débutants attirés par une carrière commerciale, rattachés aux différentes usines.

Ces postes s'adressent à des Ingénieurs diplômés Grandes Ecoles, requièrent au moins la connaissance de la langue anglaise.

Larges possibilités d'évolution dans le Groupe.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé en précisant le poste choisi, sous référence GDL 116 à:
MERLIN GERIN Développement et Formation des Cadres
38050 GRENOBLE CEDEX

120.000+

FILIALES FRANÇAISES D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
Banlieue Sud Est, recrutent pour étoffer la Direction de leur département Comptabilité

un Chef Comptable Adjoint

Formation : Etudes Supérieures de Comptabilité (terminées ou en cours).
Expérience : 3/4 ans dans l'industrie ou en cabinet, informatique indispensable.
Le poste nécessite un sens du contact humain (service de 15 personnes) et offre des possibilités d'évolution au sein du Groupe pour un candidat à fort potentiel. Dans ce cas, la connaissance de l'Anglais est un plus.
Envoyez CV + photo + prétentions sous référence 9065 à L.T.P.,
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Nous sommes la filiale informatique du groupe SODEXHO, l'un des leaders mondiaux, de la restauration collective (C.A. : supérieur à 1 milliard de francs, 12 000 employés dans 26 pays). Nous renforçons notre structure Etudes par des :

Analystes-programmeurs seniors

âgés de 30 ans environ, de formation INSA, MIAGE, DUT, CNAM..., ils justifieront d'une expérience de plus de six ans de l'analyse et de la programmation et auront conduit des projets clés en mains en utilisant le Cobol avec la méthodologie Warnier si possible.

Analystes-programmeurs juniors

âgés de 26 ans environ, de formation INSA, MIAGE, DUT..., ils auront une expérience de 2 à 4 ans de l'analyse et de la programmation en utilisant le Cobol.

Ces postes sont basés à (78) BOIS D'ARCY. Les salaires seront en fonction du profil des candidats retenus.

Votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions sera adressé au Service Recrutement (réf. 8101) 3, Av. Newton 78390 BOIS D'ARCY, qui vous garantit la plus grande discrétion.

SODEXHO



Groupe MATRA

Nous sommes une société filiale du **Groupe MATRA** et recherchons pour notre **SERVICE ETUDES** situé à BOULOGNE (92) un

Ingénieur

Vous possédez au moins 3 ans d'expérience en laboratoire, maîtrisez parfaitement les synthétiseurs de fréquence et les amplificateurs de puissance H.F.
Vous souhaitez intégrer une société en pleine croissance et participer à l'élaboration de ses produits nouveaux dans une ambiance d'équipe.
Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo en précisant la rémunération souhaitée) sous la référence M 522 à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

MEDIA PA

SAGEM

1er constructeur européen de systèmes de navigation inertielle
2ème constructeur mondial de terminaux telex
OSCAR DE L'EXPORTATION 1980
recherche pour ses
CENTRES D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT
de la Région Parisienne (Argenteuil-Eragny-Pontoise)

Ingénieurs Haut Niveau

Grandes Ecoles

(Sup-Aéro-Supélec-Sup-Telecom, Arts et Métiers-ENSEA-INPG, N7...)
débutants ou expérimentés
pour études systèmes télématiques et systèmes avioniques

Adresser CV manuscrit et photo à
SAGEM, Direction du Personnel et des Relations Sociales
6 avenue d'Iéna 75783 PARIS

MEDIA PA

M·A·N-GHH FRANCE

DÉPARTEMENT MACHINES A IMPRIMER

recherche, pour développer ce département

INGENIEURS DE VENTES

expérimentés

119, Bureaux de la Colline, 92213 ST CLOUD
Tél. 602.70.64

GRANDE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE EN PLEINE EXPANSION
recherche

ingénieur

Intéressé par la
GESTION DE DOCUMENTS TECHNIQUES

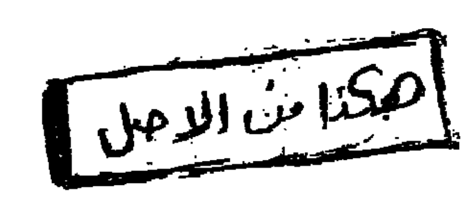
— De formation supérieure, il a de préférence une expérience au niveau Études dans l'Industrie Mécanique ou Électrique;
— Des compétences en Organisation et en Analyse Informatique sont vivement appréciées.

Nous lui offrons de s'intégrer, au sein du Département logistique de la Direction des Études, pour participer:
— à la définition de systèmes de gestion de documents (méthodes, Organisation);
— à la conception, à la mise en place et au suivi du fonctionnement de banques de données.

Ce poste comporte des responsabilités variées.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un C.V. détaillé, sont à adresser, sous réf. 70711 LM, à HAVAS CONTACT,
156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

QUARTZ ELECTRONIQUE
recherche

CHEF DES SERVICES CONTROLES ET ASSURANCE DE LA QUALITE

Ingénieur électronicien âgé de plus de 35 ans, au moins 5 ans d'expérience dans un domaine similaire.
Le poste comporte l'encadrement de 20 personnes dont 3 ingénieurs.
Lieu : ASNIERES

Adresser C.V. et prétentions à QUARTZ ELECTRONIQUE, 1, rue d'Anjou, B.P. 215 - 92602 ASNIERES CEDEX

SFIM
SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE
(91) MASSY
recherche pour son service informatique de gestion

Analyste - Programmeur

DEST informatique ou équivalent.

Expérience des problèmes de gestion. Connaissances COBOL - VSAM - T.P.

Ecrire avec C.V. et prétentions, Service du Personnel (sous réf. 24.32) - B. P. 74 91301 MASSY

Nous appartenons à l'un des tout premiers

GROUPES AERONAUTIQUES FRANCAIS.

Nous contribuons au développement du plan informatique d'une des sociétés du groupe ; l'importance des projets auxquels nous participons nous conduit à recruter

des analystes fonctionnels, des analystes organiques, des programmeurs cobol, un programmeur assembleur (IBM/DOS)

qui seront tous EXPERIMENTES

Avec notre équipe déjà constituée vous participerez au développement d'applications :

CICS - DL 1 - TOTAL

Une ambiance agréable, un encadrement de qualité, des avantages sociaux, l'approfondissement de vos connaissances seront les bases de notre future collaboration.

Lieu de travail : PORTE D'ORLEANS.

Adressez votre candidature à :
SEDAP - TOUR GAMMA D
197, rue de Bercy - 75012 PARIS.



SFENA

DIVISION DES SYSTEMES D'INFORMATIQUE

Constructeur français de mini-ordinateurs spécialiste des systèmes d'informatique distribuée,
recherche

ingénieurs commerciaux

formation supérieure (université ou école), 2 à 3 années d'expérience de la vente de mini-ordinateurs de préférence dans les domaines du temps réel, du télétraitement et/ou de la gestion transactionnelle.
Rémunération en accord avec l'expérience acquise comportant *fixe* + commission.

Adressez CV, photo et prétentions sous référence I/064 à SFENA, Gestion des Cadres, *B.P. 59* 78141 Vélizy-Villacoublay Cédex.

DOCUMENTALISTE SCIENTIFIQUE

HF

Dans le cadre de ses **ACTIVITES COSMETIQUES** un important groupe français recherche un ou une Documentaliste scientifique. Il (ou elle) devra recueillir, classer et diffuser l'information scientifique et technique nécessaire aux activités de ce groupe.

Les candidats devront pouvoir justifier d'un diplôme universitaire (*maîtrise ingénieur, etc) si possible en* BIO-CHIMIE ou en chimie ou en biologie, et par ailleurs devront être spécialisés dans les techniques de documentation.

Une préférence sera donnée à un candidat pouvant justifier d'une expérience de plusieurs années en documentation informatisée. Anglais nécessaire. Allemand souhaitable.

La personne sélectionnée aura la responsabilité de la mise en service et de la direction d'un service central de documentation qui doit être *crée très prochainement* (Paris, *Banlieue Ouest*).

Sous l'autorité directe du Directeur Scientifique, il ou elle sera en contact permanent avec les chercheurs et devra participer par ses recherches bibliographiques à L'ACTIVITÉ CRÉATRICE des laboratoires.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence M 12605 à Média System 104, rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system

COMPAGNIE D'ASSURANCES INTERNATIONALE
recherche
pour son Siège à PARIS

UN INGENIEUR DEBUTANT

ESME — ENSI — ou équivalent

Dans le cadre de son service " Incendie - *Risques Industriels* " en *expansion.*
Il sera chargé de l'étude et de l'évaluation des risques techniques dans des entreprises de différents secteurs industriels.
Nombreux déplacements de courte durée en Province.
Anglais courant apprécié.

Adresser CV, photo et prétentions sous N° 7825 à
PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

COMPAGNIE D'ASSURANCES INTERNATIONALE
recherche

JEUNE DIPLOME

ECOLE DE COMMERCE OU DROIT

pour son service risques d'entreprises en expansion.
Anglais indispensable.

Envoyer CV, photo et prétentions sous N° 6354 à
PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

PRECISION MECANIQUE LABINAL - Nous sommes un groupe d'électronique, de mécanique et d'hydraulique largement diversifié dans l'aérospatiale, l'automobile, les télécommunications..., leader sur de nombreux marchés. Notre groupe : 10 sociétés, 15 usines, 7.300 personnes, réalise un C.A. de 1,2 milliard de F. Nous recherchons pour *notre service études (90 personnes) un*

INGENIEUR ETUDES ELECTRONIQUES

Vous êtes ingénieur électronicien diplômé d'une Grande Ecole. Vous parlez l'anglais. Votre expérience de quelques années dans le domaine des circuits logiques, analogiques bas niveau et des microprocesseurs serait appréciée. Vous êtes à même de travailler avec une grande autonomie sur les études qui vous seront confiées, de choisir vos urgences, d'établir des relations permanentes avec les achats, les méthodes, les commerciaux et les clients. Vous travaillerez dans un groupe où les possibilités d'évolution de carrière sont réelles.

Ecrire à Pierre Satet sous réf. 7454 M

Filiale d'un important groupe industriel français nous sommes une société (650 personnes) spécialisée dans l'installation et la maintenance de matériels liés aux carburants. Nous exerçons nos services techniques sur tout le territoire national par l'intermédiaire de 9 centres régionaux. Compte tenu du développement de nos marchés nous recherchons un

CHEF DE PRODUITS TECHNICO-COMMERCIAL SAV

Vous êtes ingénieur électromécanicien débutant ou ayant acquis une première expérience. Après une formation à notre métier, sa technique et ses hommes nous vous confierons, sous l'autorité du Directeur Technique et Commercial, la responsabilité du développement commercial et technique de nos actions dans un domaine défini mettant en œuvre : petite mécanique, électricité, hydraulique. Vous serez un élément moteur dans la prospection et la négociation de nos contrats. En étroite relation avec les constructeurs et utilisateurs vous proposerez les modifications souhaitables au *produit, au cahier des charges et à nos méthodes de travail afin de réaliser une installa*tion et une maintenance préventive/curative, rationnelle, efficace et rentable. Vous assurerez un rôle important de conseiller technique auprès de nos responsables SAV sur le terrain. De fréquents déplacements sont donc à prévoir.

Ecrire à Jean-Loup Parichon sous réf. 6453 M

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez aux consultants de Serifo en précisant la référence ; ils étudieront avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
58, RUE DE LISBONNE — 75008 PARIS
TELEPHONE : 563-03-10
MEMBRE DE SYNTEC

L'offre : un poste de CHARGE DE CLIENTELE.
- La responsabilité complète d'un portefeuille international.
- Le suivi en France des affaires confiées par nos correspondants et bureaux à l'étranger, l'organisation et la gestion des affaires internationales de nos clients français.

*Vous êtes : un professionnel de l'assurance dont vous connaissez les diver*ses branches et plus particulièrement les risques industriels.
L'anglais est pour vous une langue de travail, vous réussissez particulièrement bien dans les contacts commerciaux.

Nous sommes : l'un des tous premiers courtiers d'assurances français. Notre département international poursuit son réel développement.

Merci d'adressez votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1134 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département **« Banques Assurance ».**
Le secret des candidatures est garanti par.

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

Dans le cadre du développement d'un nouveau système *téléphonique de technologie avancée* à base de microprocesseurs

CIT Alcatel
recherche

2 INGENIEURS LOGICIELS

GRANDES ECOLES OU EQUIVALENT

Ils participeront à la validation de ce système téléphonique :
— validation du matériel
— *réception et validation de versions logiciel*
— recette du système.

Quelques années d'expérience en développement ou intégration de *logiciel* seront appréciées.

Ces postes sont à pourvoir en banlieue Sud-Ouest de Paris.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions
au Service Recrutement et Orientation - CIT ALCATEL
B.P. 57 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

---

chef du service gestion des ventes

PARIS — **120000 Frs +**

Nous sommes la filiale commerciale d'une importante société multinationale.

En tant que patron d'un service gestion des ventes d'une unité régionale, vous superviserez et animerez une équipe d'une douzaine de personnes.

Vous aurez à traiter les nombreuses commandes, obtenues par nos commerciaux, dans un esprit d'efficacité et de rentabilité.
Il s'agit d'un poste tout à fait opérationnel, impliquant de nombreux contacts avec différents services de notre unité.

Vous avez un bon niveau de formation et quelques *années d'expérience dans l'administration des* ventes ou la logistique.

Cependant, nous nous attacherons essentiellement à votre personnalité, qui jouera un rôle déterminant dans votre réussite.

Au sein de notre société, il existe de nombreuses possibilités d'évolution.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 4868 à Bruno *DEMOINET*,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE — iBD
28, av. de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

média-system

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
recherche pour son siège
proche banlieue OUEST de PARIS

LE RESPONSABLE DE LA GESTION CLIENTS

— Facturation.
— Comptabilité clients.
— Crédits clients.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant :
— 3 ans minimum d'expérience dans la fonction ;
— Agé de plus de 28 ans ;
— Titulaire au moins du certificat comptable, du DECS ou du baccalauréat G 2 ;
— et désirant s'intégrer dans une équipe jeune et dynamique.

Adresser C.V., photo et prét. s/r 84.825 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

SOCIÉTÉ d'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE
leader dans sa spécialité
recherche pour renforcer son **équipe R & D**

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

A partir du cahier des charges établi par les responsables de projets, il sera chargé d'étudier et de réaliser des maquettes fonctionnelles, d'assurer le *développement et l'industrialisation des produits, d'en suivre la fabrication, la* recette et l'exploitation.
Ce poste peut éventuellement convenir à un débutant.
Connaissance de l'anglais nécessaire.
Lieu de travail : proche banlieue PARIS.

Adresser C.V. détaillé à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann 75008 Paris - Réf. 70.709 M qui transmettra.

DG conseil

consultant interne

- Vous êtes **INGENIEUR**, diplômé d'une Grande Ecole.
- Vous avez acquis plusieurs années d'expérience des techniques et des matériels informatiques dans une grande entreprise ou une SSCI importante.
- Vous avez le goût et les qualités *humaines pour être Conseil* à l'intérieur d'un Groupe.
- Vous voulez vous confronter à l'étude de projets complexes à base d'**INFORMATIQUE**, de **TRAITEMENT** de **TEXTE** ou de **TELEMATIQUE** qui devront améliorer notre productivité.
- Vous nous intéressez et nous sommes ouverts quant à votre rémunération.

Nous sommes un Groupe français de plus de 2000 personnes dont le Siège est à PARIS.
Notre domaine d'activité :

***l'EDITION* et les COMMUNICATIONS**

Pour entrer en contact avec nous,
adressez une lettre manuscrite et votre C.V à Dominique GERARD
56, rue Jean-Jacques Rousseau - 75001 PARIS
qui étudiera votre candidature confidentiellement.



TYMSHARE NETWORK SYSTEMS CONSULTING

Filiale du Groupe TYMSHARE, spécialisée dans la mise en place en Europe de réseaux et de systèmes de transmission de données recherche des

Ingénieurs support logiciel

Fonctions :
- Préparer et gérer les logiciels de réseaux.
- Assister et former les utilisateurs au démarrage de systèmes.
- Assurer le suivi de réseaux importants après démarrage.
- Participer aux actions d'avant-vente.

Déplacements de courte durée en Europe et aux U.S.A.

Profil :
- Jeune diplômé (Maîtrise, D.U.T., Ecole d'Ingénieurs).
- A participé à des démarrages d'applications de téléinformatique.
- A, si possible, acquis de bonnes connaissances des procédures IBM 2780, 3270 ainsi que de la série X du CCITT.
- Parle l'anglais, est organisé, autonome et dynamique, goût prononcé pour les contacts clients.

TNSC offre :
- Une formation aux techniques de pointe dans le domaine de la commutation de paquets, des réseaux à valeur ajoutée et de la télématique.
- Une ambiance de travail favorisant les prises de responsabilités.
- Des possibilités d'évolution rapide au sein du groupe.

Envoyer C.V. détaillé à TNSC, 210 bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD - Tél. 602.80.12



FLEURY MICHON
Pouzauges Vendée

La Société FLEURY MICHON, l'un des leaders dans l'industrie de la charcuterie, de la salaison, des plats cuisinés : effectif actuel 1 800 personnes, dont 120 vendeurs, C.A. annuel 800 millions de francs, crée, dans le cadre de son développement commercial, les deux postes suivants, résidence parisienne.

Directeur régional des ventes

PARIS-EST 100/130 000 F

Dépendant du Directeur des Ventes, il sera chargé dans le cadre d'un dédoublement du secteur parisien, de prendre en charge la clientèle existante, de la développer, notamment dans les hyper et supermarchés, avec l'aide d'une équipe de vente déjà en place et qu'il devra compléter et former.
Ce poste, de grande autonomie, sera confié à un vendeur confirmé justifiant depuis plusieurs années d'une grande expérience réussie, non seulement de la vente de produits de grande consommation, si possible dans le domaine « du frais », mais aussi de l'animation et de la conduite d'une équipe de vendeurs de 4 à 10 personnes.
A la rémunération prévue s'ajoute une voiture de fonction. Réf. 6145/M

Responsable des centrales d'achat

110/140 000 F

Placé, dans un premier temps, sous l'autorité de la Direction Générale, il sera notamment chargé : des relations avec les principales centrales d'achat, du soutien logistique aux 8 directeurs régionaux des ventes, de l'information sur la situation des marchés d'une co-participation à l'élaboration de la politique commerciale.
Ce poste sera confié à un candidat justifiant notamment d'une expérience réussie de négociations auprès de centrales d'achats, acquise dans le domaine de la distribution alimentaire et, si possible, en produits frais.
A la rémunération prévue s'ajoute une voiture de fonction. Réf. 6146/M

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous réf. choisie, à Fr. ROUSSEAU, Sélé-CEGOS - Tour Chenonceaux, 204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

Membre de SYNTEC

Premier cabinet européen indépendant
Le Groupe CEGOS
renforce son équipe de

Conseil en méthodes de direction

Vous avez une formation supérieure, acquise dans une grande école, ou en université.
Vous avez déjà une réelle expérience de la vie de l'entreprise et des techniques de gestion : plans, programmes, objectifs, tableaux de bord, systèmes d'information, appliquées à des fonctions commerciales, industrielles ou administratives.
Vous souhaitez maintenant élargir votre champ d'activité.
Nous vous proposons de venir pratiquer notre métier, au sein d'une équipe jeune, passionnée, dont le rayonnement va croissant, en y développant les techniques de gestion avec un mode de travail participatif, dans le cadre des interventions de conseil que nous menons en entreprise.

sélé CEGOS

Si cette perspective vous intéresse, merci de bien vouloir adresser : lettre man., C.V. détaillé, photo, sous réf. 6147/M, à Fr. ROUSSEAU, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, rd-pt du Pt-de-Sèvres, 92516 Boulogne Cedex.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

Membre de SYNTEC

LA BANQUE de l'INDOCHINE et de SUEZ recherche un

CADRE

ayant 3 à 5 ans d'expérience de l'

INSPECTION

La connaissance de l'Anglais est indispensable.
Adressez votre candidature (avec C.V. et photo) sous référence 21400 RZ à :
BANQUE de l'INDOCHINE et de SUEZ - Service Recrutement - Carrières Formation - 44, rue de Courcelles - 75008 PARIS.

INDOSUEZ

Un Groupe d'ingénierie français à taille humaine
recherche

l'ADJOINT DE SON CONTROLEUR DE GESTION

Il participera :
- à l'élaboration et au suivi des budgets prévisionnels,
- à la tenue du tableau de bord de la Direction Générale,
- à la détermination de standards,
- à la réalisation d'études ponctuelles,
- à l'amélioration des outils de gestion, .

Le candidat retenu, de formation supérieure, possédera une première expérience (2 ans) du contrôle de gestion ou de l'audit interne.
Il lui sera en outre demandé de réelles aptitudes à la communication.
Le poste est à PARIS.

Ecr. avec CV, photo et prét. à n° 1253
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

Importante Société Industrielle
recherche

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS

pour postes d'études et développement

Débutants ou quelques années d'expérience.
ENST - ESE - ISEP - ESEO - INSA - ENSEA

Domaines d'activité :
- Modems et transmissions télématiques ;
- Etude des systèmes de transmission numérique sur câbles coaxiaux et optiques ;
- Etude des méthodes nouvelles de transmission pour la distribution dans les réseaux existants et futurs de télécommunications en vue de l'introduction de nouveaux services chez l'abonné.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 84.954 à CONTESSE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra 75040 Paris, Cedex 01, qui transmettra.

SFIM

SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE
(91) MASSY

recherche pour
service «études» matériels aéronautiques à base de microprocesseurs

INGENIEUR - ELECTRONICIEN

Débutant ou première expérience.
(réf. 83.65)

ATP ELECTRONICIEN

(réf. 72.37)

Pour les 2 postes une spécialisation par formation ou expérience dans le domaine des calculateurs ou des microprocesseurs est indispensable.

Ecrire avec C.V. et prétentions en indiquant la référence du poste - Service du Personnel
B. P. 74 - 91301 MASSY

Publicités Bleues

LE CRÉDIT NATIONAL
recherche pour son
DÉPARTEMENT INFORMATIQUE
(IBM 370 - 148)

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

DE FORMATION GRANDES ÉCOLES

- Trois à cinq ans d'expérience professionnelle ;
- Connaissant et pratiquant l'analyse et la programmation de préférence sur matériel IBM, pour participer à l'élaboration de nouveaux projets ;
- Aptitude au travail en groupe, qualités d'expression écrite et bonne connaissance de l'anglais exigées.

Rémunération intéressante
Avantages sociaux

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae avec prétentions au Service du Personnel et des Relations Sociales, 45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Futur Chef de Projet

Cette filiale française du leader mondial de produits industriels issus d'une technologie de pointe connait depuis plus de 10 ans une expansion rapide et soutenue. Celle-ci justifie le développement de son jeune service informatique créé il y a deux ans.
Au sein d'une équipe légère et efficace, Il est responsable de la maintenance et du développement de certaines applications nouvelles. Il exerce ses talents sur petits et gros systèmes car il dispose d'une configuration ARC DATA POINT 6600 reliée, au niveau européen, à un BURROUGHS 7805.
Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif un jeune professionnel justifiant d'une bonne formation de base (DUT, MIAGE...) et pratiquant le COBOL. Evoluant dans un contexte international, il maitrise bien la langue anglaise.
Lieu de travail : Grande banlieue Ouest.
Merci d'adresser C.V. complet, photo et salaire actuel sous réf. M 7288 P à notre Conseil Didier PROU.

egor promotion
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system



Département ECONOMIE et FINANCES

Pour préparer notre évolution et dans une volonté de diversification, nous prévoyons d'intégrer progressivement des

INFORMATICIENS

débutants ou expérimentés

En fonction de leurs compétences, ils seront orientés vers l'un des deux domaines suivants :

APPLICATIONS (réf. LD 12)

La technicité des projets d'informatique de gestion qui nous sont confiés nécessite une formation supérieure (DUT, MIAGE, ...) ainsi que la connaissance de l'une des techniques suivantes : CORIG, PROTEE, IMS/DL1, DM 4, TOTAL.

SYSTEMES (réf. LD 13)

Nous proposons à des informaticiens de formation orientée système (Ecoles d'Ingénieur, Instituts de Programmation, M.I.S., ...) de participer chez nos clients à la génération de systèmes et à leur optimisation. Au cours de leurs missions, ils pourront acquérir des compétences élevées sur des matériels et des techniques différents.

Si l'un de ces postes vous intéresse, adresser votre C.V. avec photo et prétentions, sous référence correspondante à Luc DOUCERAIN.

Ordina 10, rue Auber - 75009 PARIS



SOCIETE DES CIMENTS FRANCAIS
Paris - La Défense

recherche pour son service d'Etudes Informatiques

ANALYSTE H. ou F. PROGRAMMEUR

Connaissant BASIC ou FORTRAN et possédant une solide expérience du COBOL (3/4 ans).
- Il sera chargé dans un premier temps de la réalisation complète d'applications variées sur mini-ordinateur HEWLETT PACKARD 9845.
- Il participera ensuite au sein de l'équipe informatique au développement de projets sur IBM 4341.
- Il doit être capable de travailler avec autonomie et d'entretenir des contacts à haut niveau.

Connaissance de l'anglais technique nécessaire.

Adresser CV avec photo et prétentions sous référence M/CF 4 à A. MILCENT.

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10, rue Auber - 75009 PARIS

Filiale du Groupe International
GALLAY SA
nous recherchons

- HOMME SYSTEME "CHEF de PROJET",
- ANALYSTES,
- PROGRAMMEURS

pour travailler sur matériel IBM, (DOS/VSE, CICS, DL 1, COPICS), langage COBOL, au développement d'applications de gestion industrielle et commerciale en Temps Réel, dans le cadre de l'implantation d'un nouveau matériel.

Adressez un dossier de candidature avec C.V., photo et prétentions à :



GALLAY SA
166, rue du Fbg. St.-Honoré
75008 PARIS



DELAS-WEIR
groupe ALSTHOM-ATLANTIQUE

Premier Spécialiste Européen condenseurs et réchauffeurs pour centrales électriques
recherche

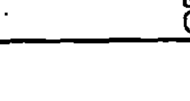
INGENIEUR
bureau d'études

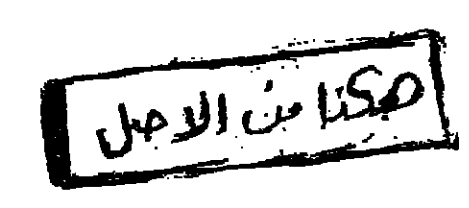
Dépendant directement du Directeur des Etudes il aura une formation supérieure et obligatoirement une expérience de 3 à 4 années en bureau d'études, ainsi qu'une bonne connaissance des codes SNCT, ASME . . .
Une pratique réelle du dessin et des plans ainsi que de l'ANGLAIS est indispensable.

INGENIEUR
service études générales

Formation supérieure axée sur thermo-dynamique et mécanique des fluides.
Expérience 3/4 ans équipements de transfert thermique.
Il participera : • à l'assistance aux licenciés étrangers • aux travaux de Recherche et Développement
Pratique de l'ANGLAIS indispensable.
Lieu de travail : proximité porte Champerret.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
DELAS - WEIR - 12/14, rue d'Alsace
92532 LEVALLOIS PERRET
(discrétion assurée)





	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.	La mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Important Groupe français leader dans sa branche, recherche pour l'un de ses plus récents établissements, *banlieue Ouest Paris (1000 personnes).*

UN CHEF DE SERVICE EXPLOITATION

Ingénieur diplômé A&M, INSA ou ENI, ayant quelques années d'expérience dans la conduite d'un secteur de fabrication ou d'entretien.
Il lui sera confié la direction d'un des 2 ateliers les plus importants de l'établissement. Cet atelier emploie 100 personnes dans un contexte très largement automatisé.
Ce poste s'adresse à un homme de terrain, ayant des qualités prépondérantes d'animateur et d'organisateur.
Évolution hiérarchique prévue pour élément de valeur.
Adresser C.V. et prétentions à n° 1348
EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, r. Volney 75002 PARIS

Association loi 1901 recherche
COUPLE
Pour gestion camping région parisienne.
Envoyer C.V. et prétentions s/n° 875.742 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

LE CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DU MANAGEMENT PUBLIC RECHERCHE POUR LE SERVICE INFORMATIQUE D'UN DE SES CLIENTS
ANALYSTES
— Analyste et réalisation d'applications de gestion avec S.G.B.D. et télétrait. (DM IV) ;
— Formation complément. sur HB 66 DPS assurée.
PROFIL :
- Grande école ou universitaire (2e cycle) ;
- 1 à 2 ans d'expérience souhaitée (COBOL) ;
- Débutant possible ;
- Anglais lu.

Envoyer C.V. av. prétentions à : CESMAP, 67, avenue Lénine, 94112 ARCUEIL Cedex.

BRITAX GECO
filiale d'un groupe international proche Fontainebleau recherche JEUNE
INGÉNIEUR
A.M. ou ÉQUIVALENT
pour poste de chef de produits. Sera chargé de la mise au point et du suivi d'une ligne de produits nouveaux *jusqu'à phase série*, petit ensemble mécanique de grandes séries, faisant appel à des composants issus d'injection plastique Zamak et emboutissage tous accessoires automobiles. Expérience 3 ans minimum dans *similaire exigée. Anglais souhaité.*
Écrire BRITAX GECO, 3, route d'Héricy, 77870 VULAINES-SUR-SEINE.

INGÉNIEURS Position 2 A.T.P. - A.T. 3
ANALYSTES Programmeurs
Micro Informatique, expérience confirmée Micro-Processeur. Se présenter Général Services, 6 bd du Temple, Paris-11e. Téléphone : 355-08-40.

MAIRIE DES MUREAUX 78130 recrute :
1 DIRECTEUR
de la Maison des Jeunes
Format. et exp. souhaitées. Salaire indice brut 319.
Envoyer curriculum vitae : Monsieur le Maire, service socio-culturel, Mairie des Mureaux 78130.

LABO INDUSTRIE
Société anonyme au capital de 21.700.000 F
COTÉ AU MARCHÉ OFFICIEL A LA BOURSE DE PARIS
3 USINES EN FRANCE qui développe son département
PRODUITS D'ENTRETIEN
— pour la MAISON
— pour les COMMERÇANTS
— et les COLLECTIVITÉS

RECHERCHE :
UN CHEF DE LABORATOIRE QUALIFIÉ
dont le lieu de travail sera l'USINE de RUEIL-NANTERRE
CE POSTE NE CONCERNE PAS LES INGÉNIEURS CHIMISTES DÉBUTANTS.
ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER
LABO INDUSTRIE
1, RUE LAVOISIER
92002 NANTERRE Cedex.
Tél. (1) 725-90-50

La Direction départementale des affaires sanitaires et sociales des Hauts-de-Seine recrute pour le service A.E.M.O. (mandat administratif) de Nanterre un ou une
ASSISTANT (E) SOCIAL (E)
Pour tous renseignements, s'adr. à Mme Le Cèdre, Bureau A. 18, 141, av. Joliot-Curie, 92000 Nanterre
Tél. : 725-95-00 (P. 59-47)

---

4 INGÉNIEURS DÉBUTANTS
Généralistes ou génie chimique, *mécanique des fluides, thermodynamique* pour travaux théoriques et expérimentaux labo ou pilote. Possibilité thèse. Envoyer C.V. à M. Renon, École des Mines, 60, bd St-Michel, 75006 Paris.

Centre des Matériaux R.N. 7 Évry offre poste de
TECHNICIEN DE RECHERCHE
Formation exigée : Bac E ou F1
Téléphone : 078-80-11.

Formation professionnelle (STAGE de 15 SEMAINES)
FORMATION de Responsables d'ACHATS
du 30 mars au 10 juillet 81, pour licenciés économiques sous le régime *de l'indemnité de formation.*
Téléphone : AFRAMP 874-70-87 ou 285-58-51

CABINET DE CONSEIL recherche
ORGANISATEUR ADMINISTRATIF
Débutant ou 1 à 2 années d'expérience en organisation. Bonne connaissance comptabilité *informatique.*
28 ans environ. Libre rapidement.
Adresser C.V. + photo + prét. à C.T.A. Conseil, 45, r. Boussingault, 75013 Paris.

Bureau de voyages pour jeunes, rech. homme ou femme. Expérience secrétariat. Comptabilité exigée. Anglais souhaité. Sens du contact. Disponibilité. Pour poste à pourvoir immédiatement.
Se présenter mercredi 21 janvier, de 10 h à 19 h, 20, rue J.-J.-Rousseau - 75001 Paris.

AGENCE IMMOBILIÈRE - 13e cherche NÉGOCIATEUR (trice) démarcheur, tr. capab., dynamiq. RÉF. EXIGÉES, % IMPORTANT
Se prés. ou s/R.-V., 585-56-32. G. Plisson, 77, av. Italie, Paris-13e.

Sté immobilière 8e recherche
COLLABORATEUR
Expérience commerciale
Formation juridique
et bilingue souhaitée
pour extension service
Salaire motivant
Adresser demande manuscrite + C.V. et photo à B.P. 30 18, avenue Rapp - Paris (7e).

P.M.E. ÉQUIPEMENTS AÉRONAUTIQUES en forte expansion Proche Porte d'Orléans recherche
JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN DIPLOMÉ
Possédant quelques années *d'expérience*
pour prendre la responsabilité d'un laboratoire d'études.
Sera chargé :
— De la conception de petits systèmes.
— De la mise au point de circuits *électroniques.*
— Relations avec les sous-traitants. Techniques analogique et digitale indispensables pour applications asservissement et micro-processeurs.
— Langue anglaise parlée *souhaitée.*

Poste d'avenir pour candidat dynamique.
Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et prétentions à :
LABEM
18, rue Camille-Pelletan
92120 MONTROUGE

Pour produit leader sur le marché, recherchons vendeur confirmé pour visiter pharmacie *banlieue parisienne.*
Écrire sous n° 1.938 à HAVAS, 03201 VICHY CEDEX.

Organisme public de premier plan recherche *pr son siège, rég. parisienne,*
CONSEILLER EN FORMATION
formation supérieure, 5 ans expér. en entreprise (fonction commerciale ou personnel de *préf.*) ou en cabinet cons. Pratique formation adultes souhaitée.
Sera responsable, au sein d'une équipe, de :
— la conception, l'élaboration et la réalisation d'actions de formation ;
— la formation du personnel du siège (600 pers.).

Envoyer lettre manuscrite, C.V., prétentions à ANPE, DGPF, 53, rue du Gal-Leclerc, 92136 Issy-les-Moulineaux Cedex.

KRESTON recherche
COLLABORATEURS
Diplômés enseignement sup. de préférence, 2 à 3 ans expérience pour mission audit, expertise et conseil gestion, possibilité avenir Paris ou Province.
Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétent. à F.T., 5, rue de Prony, 75017 Paris.

INGÉNIEURS P1 - P2
Construct. navales, 733-20-46.

INGÉNIEURS P1 - P2
Électroniciens. Tél. 790-40-30.

INTERNATIONAL HOUSE rech. pour location standing
NÉGOCIATRICE (teur)
Formation assurée si début.
Gains immédiats + frais
Voiture indispensable
Bilingue souhaitée
51, av. La Bourdonnais - 7e
556-17-49

Société multinationale Paris recherche
COMPTABLE-RÉVISEUR
Responsable facturation clients, suivi affaires long terme, ordre, méthode et *références exigés.*
Tél. pour R.V. au 278-71-61.

Importante Société banlieue sud, spécialisée installations automatiques de manutention et traitements de surfaces recherche
CHEF DU SERVICE AUTOMATION
(électrique et électronique)
Ingénieur diplômé Sup. Élect. ou équivalent.
— Animation bureau d'études et relations av. clientèle.
— Assistance aux services atelier, achats, montage et mise en route sur chantiers.

Expér. industrielle min. 5 ans. Adr. C.V. détaillé, photo et prét. à SIETAM (réf. 1.161), 42-48, av. du Président-Kennedy, 91170 VIRY-CHATILLON.

LABO RECHERCHES UNIVERSITAIRE ORSAY demande pour Service Électricité
ÉLECTROMÉCANICIEN
Horaire décalé 3 × 8 + week-end
Pour exploitation et entretien d'un ensemble 2.000 KVA comportant de nombreux asservissements
MT - BT - BTS demandé.
Écrire avec C.V. : Service du Personnel Accélérateur linéaire Bâtim. 200 - 91405 ORSAY.

CENTRE CHIRURGICAL MARIE LANNELONGUE
133, av. de la Résistance
92350 Le Plessis Robinson
recherche
LIBRE RAPIDEMENT
UNE SURVEILLANTE CHEF DE NUIT
pour remplacement 1 an environ. *Ce poste est ouvert aux* infirmières D.E., ayant 8 ans d'ancienneté, durée réduite à 5 ans en cas de possession du CAFIS. Tél. pour rendez-vous à Mlle l'infirmière générale. Téléphone : 630-21-33.

Cabinet ingénieurs-conseils propriété industrielle recherche pour service marques de fabrique
JEUNE CADRE ADMINISTRATIF
Bonnes connaissances anglais lu et écrit exigées et ayant déjà expérience, si possible en propriété *industrielle.*
Env. C.V. à n° 10016 M. BLEU, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES.

représentation offres

Cie CENTRALE SICLI recherche
VENDEUR (EUSE)
Matériel d'incendie pour le 92 Nord
Offre : fixe + prime + frais professionnels
Adr. C.V. + photo : 7, rue Denis-Papin - 92230 Gennevilliers.

ENGLISH SPEAKING
Young representatives required for France, car and *phone needed*, 2.000 F *et + per* week. Katia DAGET, Téléphone : 742-81-12.

Importante Sté dans sa branche recherche pour vente chiffons d'essuyage articles de protection, ouates et essuie-mains
2 REPRÉSENTANTS (ES)
Statut salarié ou V.R.P., introduit ou non, rémun. import., secteurs 13-83-06-04, importante clientèle industrielle existante, dépôt dans le secteur. Adr. C.V. manuscrit et photo à FONLUPT BOURG S.A., B.P. 8, 26140 ST-RAMBERT-D'ALBON.

représentation demandes

Professionn. de la vente souhaite représenter dans Vaucluse et limitrophes en tant que mandataire, salarié ou autre, société diffus. matériel à des particuliers. La *méthode* de vente par coupon-réponse me conviendrait.

Dispose secrétariat, téléphone. Prière contacter A. Bessone, La Reybaude, 84610 Saignon.

secrétaires — secrétaires

GFI

Notre Groupe de Sociétés de Services en Informatique développe, au sein de sa Division Conseil et Assistance, **une nouvelle activité**. Pour en assurer la gestion nous cherchons, à Paris une

SECRETAIRE DE DIRECTION

En plus de la frappe et du secrétariat courant, elle prend en charge le *suivi des contrats* ainsi que l'organisation de débats et d'actions promotionnelles. Elle est l'interlocutrice permanente des clients et des ingénieurs.

Agée de 24 ans minimum, elle est diplômée d'une École Supérieure de Secrétariat et elle a, de préférence, une première expérience professionnelle.

Écrire, sous réf. M 15, à : Marie-Thérèse BERTINI.

GFI - 49, avenue de l'Opéra - 75002 Paris

LABORATOIRE MONTROUGE
recherche
STÉNODACTYLO EXPÉRIMENTÉE
Bonne présentation
Tél. : 654.27.92
bleu

RANDSTAD
TRAVAIL TEMPORAIRE recherche
DACTYLO PRESSE
Horaires irréguliers.
Se présenter avec références 69, boul. Haussmann, Paris-8e.

Syndicat national des policiers en tenue recherche secrétaire sténodactylographe *expérimentée.*
Prendre rendez-vous par téléphone : 526-46-92.

POSTE STABLE, PARIS (9e)
SECRÉTAIRE STÉNO-DACTYLO DE DIRECTION
— TRAV. VARIÉ, DISPONIBLE.
— EXCELLENTE PRÉSENTAT.
— DÉBUT avec B.T.S. ACCEPT.
Se prés. S.R.S., 63, r. Provence PARIS-9e - Mo CH.-D'ANTIN.

capitaux propositions commerciales

BREST CENTRE VILLE
cède cause décès
CLIENTÈLE DE PSYCHIATRIE
— Avec ou sans E.E.G.
— Local professionnel et familial avec bail.
— Disponible immédiatement.
S'adresser HAVAS Rennes, n° 1.728 AT
3 et 5, r. Lebastard. T. (99) 79-25-20.

MONTPELLIER
CABINET D'AFFAIRES SPÉCIALISÉ
Vieille réputation, rapport chiffre d'affaires, bénéfices : 75 % prouvé. Énormes possibilités développement toute la France. Prix 800.000 F. Possibilité 50 % crédit bancaire. Diplôme Droit ou École de Commerce nécessaire.
Écrire : M. COMMOGELLE Résid. Estanove, Villa n° 16, Rue Fontcouverte, 34000 Montpellier.

FOURNISS. AUX RESTAURANTS
Nous cherchons contact avec un fournisseur de restaurant et de cafétérias pour le lancement en France d'une commodité journalière qui a connu déjà un succès exceptionnel dans les pays scandinaves, en Allemagne et en Belgique. Il est indispensable que notre partenaire en France ait accès supr. des restaurants et possède une connaissance suffisante du marché. Prière de s'adresser en français à FRILETTE EUROPA A.P.S., 8. Bangs Allé 23, DK-2000 Copenhague, Danemark.

information divers

POUR
TROUVER UN EMPLOI
LE CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages).
Extraits du sommaire :
3 types de curriculum vitae : rédact., exemples, erreurs à évit.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussite entretiens, interv.
- Les bnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour informations, écrire CIDEM, 5, sq. Mondovy, 78 Le Chesnay

propositions diverses

Emplois outre-mer, étranger. MIGRATIONS chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

Pour bien choisir votre métier FRANCE-CARRIÈRES chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

COURS DE CINÉMA, *COMÉDIE, THÉATRE* par réalisation T.V. en activité, par caméra VIDÉO. Tél. à la Régie. CORINNE - 246-07-75.

Vds 1 CONCASSEUR giratoire *GRAVICONE A. 750,* un TRANSFORMATEUR de cabine 400 K.W.A. Téléphone : (67) 70-50-79.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Collaborat. Volvo vd 345, 7 cv, Mai 80, 12.000 km, 35.000 F. Tél. 832-13-67 après 18 h.

plus de 16 C.V.

Particulier vend CADILLAC SEVILLE SEDAN couleur platinum type 6 S 69 B. Première mise en circulation 4/1/79 12.336 km parfait état. Tél. hres bureau - 604-81-10 poste 489.

divers

104 - 305 - 504 - 505
Exp. 80/81, peu roulé, garant. Auto Paris-XV - 533-69-65, 63, r. Desnouettes, Paris (15e).

PEUGEOT **NEUBAUER** TALBOT

EXCEPTIONNEL !
En janvier, cédez votre PEUGEOT ou votre TALBOT 81 AU TARIF DE JUILLET 80. M. GÉRARD - 821-60-21.

occasions

ACHAT BRILLANTS
rubis, saphirs, émeraudes, bijoux, or, argenterie.
Perrono Joailliers-Orfèvres
4, Chaussée-d'Antin, Opéra, 37, av. Victor-Hugo, Étoile. Vente en occasions échanges.

cours et leçons

PROFESSEUR PROFESSIONNEL donne cours d'anglais aux *étudiants privés. Tél.* 555-01-35.

J.H. anglais 2 ans enseignement en France donne cours d'anglais 259-67-37 de 18 h à 20 h

travaux à façon

ENTREPRISE, sérieuses références effectue rapidem. travaux peint., décoration, coordination tous corps d'État. Devis gratuit. Tél. 368-47-84 et 893-30-02.

travail à domicile

Demandes

Frçaise, tril., D.E.A. lettres, dact. s/mach. élec. vos textes de thèses, rapports - 585-88-73.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION confirmée frappe tous textes et manuscr. sur I.B.M. 051-44-49.

Je frappe sur I.B.M. THESES manuscrits, travail rapide et soigné. Tél. : 535-28-85.

traduction demande

TRADUCTION CHIMIE d'anglais, allem., italien en franç. par ingénieur expérimenté : 557-49-80.

DEMANDES D'EMPLOIS

Mon expérience : centrales achats, quincailliers, G.S., drogueries. Caoutchoutiers en gros, fours industr. et protect. individ. CADRE COMMERCIAL, 53 a. 15 ans direction P.M.I.
Étudie toutes propositions sur Paris et banlieue sud.
Accepterai décentralisation en Limousin ou Auvergne.
Écrire s/n° 7738 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Secrét. de direction, bilingue anglais, 40 ans, cherche poste stable, 35 heures par semaine. RÉFÉRENCES. Libre de suite. Téléphone : 575-55-53.

INGÉNIEUR Électro-mécanicien (BP, BTS, Ingénieur EEM), 41 ans, 10 ans exp. direct. d'usine et de product., meneur d'hommes, anglais écrit, rech. pour l'étranger un poste équival., disponible immédiat. 250-42-85.

J.F., parfaitement trilingue franç., russe, anglais, 3e ann. I.S.I.T., exp. O.N.U., traduct. techniques, économiques, étud. ttes proposit. traductions, interprétations.
Écr. s/n° T024889 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

FORMATRICE, force de vente entreprises, services commerciaux, organisation conseil, relation humaine, recherche vacation et/ou salarié format. responsable entreprise : besoins organisation, animations.
Écr. s/n° 024920 M, à R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

A la recherche de personnel bilingue ? G.R. Intérim. Tél : 225-59-25.

Vous recherchez une secrétaire bilingue ? G.K. Conseil. Tél. : 225-12-94.

FRANÇAIS de 32 ans
MAITRISE DE DROIT
MAITRISE D'ARABE
(parlant couramment Anglais et Arabe) recherche
TOUT POSTE
IMPLIQUANT UN ROLE
DE FORMATION ou de NÉGOCIATION
Résidence à l'étranger acceptée.
Envoyer propositions à : C.P.E., 17, r. Acacias, 75017 PARIS (Tél. 766-96-78), qui recom.

Cadre confirmé comptable gestionnaire financier, 39 ans, énergique, sérieuses références. 10 ans expérience chef comptable, puis contrôles filiales, implantation et direction filiale à l'étranger.
Trilingue Portugais-Anglais. Recherche poste responsable services comptable et financier ou responsable filiale. Libre immédiatement.
Écrire HAVAS CONTACT, *156, boulevard Haussmann,* 75008 PARIS, référ. 65.096.

DIRECT. ADMINISTRATIF ET FINANCIER
51 ans, énergique, organisateur gestion et stratégie financière, trésorerie et relations banc., audit et contrôle de gestion, reporting, bilans, déclarations, analyse coût et prix de revient. Utilisation informatique comme outil de gestion et production. Établissement méthodes et procédures administratives, gestion approv./production et stocks. Parlant anglais.
Écrire s/n° 3.058 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Femme docteur ès lettres, connaissances information communication, anglais, espagnol, ch. poste temps complet ou mi-temps (matin) dans édition.
Écr. s/n° 84.616 Contesse Pub., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

CADRE TOURISME
J.H., 29 ans, B.T.S. et D.E.S. tourisme, chef service publicité, *éditions, relations publiques, exp.* 6 ans tourisme et loisirs des jeunes (voyages, transports, hébergement). Cherche responsabilités similaires organisme tourisme/loisirs.
Écrire s/n° 3.042 *le Monde* Pub., *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

Recherche Direction ou poste à responsabilités dans petit magasin prêt-à-porter. Appeler au 969-18-29 Mme Gougassian tous les lundis.

J.H., 28 ans, maîtrise de gestion D.E.C.S. écono. et comptable, 2 ans et demi exp. prof. compt., ch. stage, expertise comptable. M. HAIDRI, 48, av. des Gobelins, 75013 Paris. Tél. 336-05-72.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

---

les entreprises cherchent de nouveaux vendeurs.
Ils sont dans le Monde du Vendredi (daté samedi)

Les « nouveaux vendeurs » sont arrivés.
Ils n'ont ni le même profil ni les mêmes exigences que les représentants traditionnels, ils ne travaillent pas dans les mêmes entreprises et n'ont pas la même conception de leur activité.
Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer les mêmes listes interminables d'annonces, conçues de manière identique pour l'un ou l'autre type commercial, souvent dans les mêmes journaux.
Le Monde compte parmi ses lecteurs de nombreux **« nouveaux vendeurs »**. C'est normal, ils sont ouverts, curieux, exigeants, ont le **« niveau Monde »**. Ils en ont fait leur quotidien habituel, souvent depuis longtemps. Pour beaucoup d'entre eux, depuis le temps où ils faisaient leurs études supérieures (plus de 20% des étudiants de toutes disciplines et de tous niveaux lisent Le Monde régulièrement).
Ces nouveaux vendeurs, lecteurs du Monde, disposent de leur rubrique d'offres d'emploi, dans leur journal.
Son nom ?
FONCTIONS COMMERCIALES
Ses annonceurs ? Les nombreuses entreprises qui ont un besoin impératif de recruter ce nouveau type de commerciaux, et qui rencontrent souvent de grandes difficultés pour disposer de candidatures satisfaisantes.
Ses résultats ? Certainement des curriculum vitae et des recrutements d'une qualité rarement obtenue ailleurs.

TOUS LES VENDREDIS, DANS Le Monde (daté samedi)
DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.	La mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

DEMANDES D'EMPLOIS

VOUS RECHERCHEZ UN CADRE ADMINISTRATIF POUR L'ÉTRANGER ?

Mon expérience :
- Services généraux et annexes.
- Gestion stocks divers.

Mes connaissances :
- Anglais courant.
- Espagnol.
- Informatique de gestion.
- Chantiers isolés.
- Afrique et Moyen-Orient.

J'AI 39 ANS, VOUS AVEZ BESOIN DE MOI

Ecrire s/n° 3.050 *le Monde Pub.*, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

HOMME 41 ans recherche poste DIRECTION. Apte à progresser dans l'univers commercial Tréfilerie clou, treillis soudés, grillage, produits de quincaillerie.

Bien introduit dans les pays africains, Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Ghana, Togo, Benin, Niger.

Excellentes relations inter-douanes. Peut apporter à la société qui l'emploiera le placement de 1.500 tonnes de produit fini.

Salaire demandé 13.000 F par mois et 6 % des bénéfices, résultant du travail. Amortissement du salaire auprès de la société par apport personnel en 4 mois. Accepte mis à l'épreuve sur ce délai.

Ecrire : M. MAINNEMARD - AÉRO-TRANS *Immeuble Les Belles-Rives - 73100 AIX-LES-BAINS.*

DIRECTEUR FINANCIER 40 ans

dans un important groupe bancaire à l'étranger.

Ingénieur conseil, spécialiste en gestion comptabilité, informatique

Expérience couvrant domaines
- Bancaire.
- Leasing immobilier.
- PME (Distribution et TP)

Recherche :

Collaboration haut niveau dans Direction financière ou comptable France ou étranger

Ecrire s/n° 3.026 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INGÉNIEUR ÉCONOMISTE 33 ans, spécial. org. scient. trav. + exp. 5 ans dans pays en dével. + connaiss. inform., parl. franc., allem., arabe, not. angl., libre de suite, souhaite mener études projets industr. ou économiques. Etudierait proposit. pour poste en Afrique ou au Moyen-Orient. Ecrire s/n° 3.073 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Chef comptable. 42 ans 20 a. de carr., format. cabinet informat., méth. anglo-saxonne, animat. équipe 6 à 12 salariés Ch. poste Paris/banl. sud. Ecrire s/n° 6.059 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEFS D'ENTREPRISE
RECHERCHE + SÉLECTION RIGOUREUSE DE VOS
CADRES
PAR SPÉCIALISTES GARANTIE 1 AN
SOFFOP - 376-07-73.

J.H. sérieux, connaissances en droit et comptab., 23 ans, recherche poste stable. - *Téléphone* : 587-34-65, en matinée.

Je suis un homme de 25 ans avec un esprit pragmatique
J'AI MON BAC C + 2 ANS SCIENCES ÉCO
(option gestion)
QUE ME PROPOSEZ-VOUS ?
1er contact, écrire s/référ. 28.383 PROJETS Publicité, 12, rue Pyramides, 75001 Paris.

ASSISTANTE DIRECTION COMMERCIALE
48 ans, très dynamique, secrétariat, contacts haut niveau, *organisation salons*, habituée à poste demandant autonomie, initiatives et responsabilités. Disponible pour déplacements. Ecrire s/n° 84.749 à Contesse Publicité, *20, av. de l'Opéra*, 75040 Paris Cedex 01.

Fme 25 ans, maîtrise Droit privé. DESS Droit social, stages en entreprise, anglais courant, cherche poste
JURISTE
ou cadre admin. Tél. 628-40-48.

Cadre, 31 ans, format. maîtrise mat. appl. + licence écon. appl. recherche poste service financ., analyse finan., analyse écon. Ecr. s/n° 3.029 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F., 32 ans, avocat, 7 ans exp. cab., doctorat en droit (d'Etat) DES Droit privé et Droit pénal aff., anglais jurid. courant. Etudie toutes propos. Urgent. *Tél.* : 288-14-93 (le matin).

J.F. 33 a., Licence Droit privé Cherche emploi, libre de suite. Andreu Elisabeth, 23 bis, allée d'*Auvergne*, 78170 La Celle-Saint-Cloud. Tél. : 969-58-57.

J.H. 28 a. journaliste 6 a. d'exp. (rédac. et maquet.) ch. emploi à domicile *(édition, presse) et* TOUTES PROPOS. AUTRES DOMAINES a travail indépend. Ecrire s/n° 3082 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Public relations J.F. 11 ans d'expérience commerciale dans services à haut niveau, dynamique et organisée ch. à élargir son activité dans poste décisionn. ou hiérarchique dans services loisirs, industrie ou commerce luxe, administration, chambre de commerce. Anglais, *Espagnol* courants. Résidence Lyon. Ecrire s/n° 3065 *le Monde*Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 30 ans, maîtrise d'histoire, licence psycho. 6 a. expérience diversif. publ., presse, formation, relations publiques. Étudie ttes propositions non commerciales : presse, formation, gestion du pers., études. Polyvalente et disponible même pour mission de courte durée. *Préf.* Sud-Est. Ecrire s/n° 3066 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme, 40 ans, en 3e année d'études universit. de psychologie. 20 ans de relations hum. et sociales introd. dans directions entrepr. et administrations cherche poste. Ecr. s/n° 54 722 P.A. SVP, 37, rue Général-Foy, 75008 Paris.

Dame soixantaine
Excellente présentation
Très bonne orthographe
Sachant rédiger, bonne dactylo
Habitude téléphone
rech. emploi mi-temps, de préf. Colombes ou envir. ou proxim. gare Saint-Lazare. Ecr. s/n° 290 M. Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE MARKETING
J. F., 29 ans, diplômé ESC, 1 an expérience organisation, 4 ans chef service marketing *UPC, publicité, relations extérieures*, mailings, presse, cherche poste à responsabilités PARIS-ROUEN. Grande disponibilité. Tél. 16-35-32-05-92.

DIRECTEUR ADMINIST. ET FINANCIER
51 a., énergique, organisateur, gestion fin. et trésor., audit et contrôle gestion reporting. Bilan, déclarations, analyse coûts et prix de revient. Utilisation informatique comme outil de gestion et production. Etablissem. procédures administratives, gestion approv., production et stocks. Parle anglais. Ecrire s/n° 3.077 *le Monde* Pub., *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

DÉMISSIONNAIRE poste administratif sans avenir ; formation niveau B.T.S. P.A. ; langue anglaise ; lieu et rémunération à débattre ; moins 3.000 F s'abstenir. Etudierait toutes propositions. BLOT Jacques, 76, r. des Bains, 14360 Trouville, (31) 88-12-81, ch. place de représent. (techn.-commercial).

J. F., titulaire B.T.S. secrétariat *trilingue anglais-espagnol* cherche poste stable région parisienne ou Paris. Disponible rapidement. Tél. : 774-07-59.

DUT GESTION
H. 34 a. exp. compt. gestion vente. Organ. serv. gén.Stat. commerc. Angl. cour. *DANIEL*, 25, r. des Cascades, Paris-20e.

J.F. 40 ans form. sup. + stage gestion personnelle, expér. recrutement GESTION-FORMATION rech. poste fonction personnelle. Ecr. s/n° 024.805 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. Antillaise, DECS complet. ch. stage d'expert-comptable. Etudie toutes propositions. Ecr. s/n° T024888M, R.-Presse, *85 bis, r. Réaumur*, 75002 Paris.

J.H. 27 ans, maîtrise Sc. Eco, anglais, espagnol, 3 ans exp. pro fess. technico-commercial + formation *à la vente dans multinat.* de 1er plan en informat. étudie ttes prop. en région parisienne. Ecr. s/n° 024889M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ARTS GRAPHIQUES de *préfér.* Resp. Commerc., 34, ans, dynamique et imaginatif, format. ART. DECO, exp. contacts ht niveau, bilingue, anglais ch. à dével. ses capacités de la bonne humeur et non atmosphère compressée de perf. Sergent recruteur du porte à porte *et secte Moon s'abstenir.* Ecrl. s/n° 024922M,R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Responsable commercial, 38 ans. diplômé I.C.G., espagnol, anglais, stagiaire commerce international, offre gratuitement (payé par l'état) 4 mois de stage pratique *en entreprise à une ou plusieurs* P.M.E. voulant sérieusement créer ou développer exportations vers fabuleux Mexique ou Amérique du Sud à compter du 15/2. Urgent. Tél. : (56) 83-49-16.

E.S.S.E.C.
38 ans
- Licence en droit.
- Arabe courant.
- Importante expérience en distribution de produits agro-alimentaire, textile. Recherche poste similaire pour Afrique Noire francophone, Afrique du Nord ou *Moyen-Orient.*

Téléphone : 366-54-73.

Japonais 31 ans, formation D.U.T. chimie, parlant japonais, français, anglais, ch. travail dans une branche en liais. av. le Japon, Téléphone : 16 (98) 68-10-40.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

FORUM Proximité HALLES et CHATELET RUE PIÉTONNIÈRE Charmant appart de caractère EN DUPLEX DERNIER ÉTAGE SÉJOUR + 3 CHBRES. Tt conf. Cheminée poutres apparentes. SERGE KAYSER — 329-60-60.

HALLES à saisir, liv. + 3 chbres, de caractère, environ 100 m², entièrement rénové. 960.000 F LA LOGERIE — 548-27-13.

2e arrdt

Rue Beauregard direct. pr plact ou pied à terre, studio, tt cft, poutres appar. 555-92-72.

3e arrdt

MARAIS Immeuble XVIIe 171 m² en L à aménager, 272-40-19

4e arrdt

BEAUBOURG QUINCAMPOIX Propriétaire vend dans très belle rénovation studio 41 m², entrée, séjour, cuis. équipée, w.-c., salle de bains. 4e ét., asc. 757-84-50

5e arrdt

RUE DES ECOLES 5 pièces, salle de bains. chambre de service, bel imm. GARBI - 567-22-66.

CENSIER Immeuble récent Séjour double + 4 chbres. tt cft. TERRASSE. park., 1.320.000 F. 325-97-16.

6e arrdt

Prox. ST-PLACIDE - 354-42-70 96 m², luxe, soleil, asc., box.

VUE TOUT PARIS 2 TERRASSES

RUE JACOB. imm. XVIIe 3e étage, 4 m sous plafond, 3 pièces, 70 m², 800.000 F. Excellent état. 635-86-37.

7e arrdt

GRENELLE Près r. Bourgogne **6 P.** Imm. ancien, 190 m² Beaux volumes travaux. 633-29-17 - 577-38-38.

CHAMP-DE-MARS magnifique appartement de *réception*, luxueux, 135 m², soleil, service, immeuble pierre de taille, standing 2.100.000 F - 705-61-91

38, RUE VANEAU 2-3 P., 64 m² + mezzanine **IMM. DIRECTOIRE** Stand. s/pl. 11-19 h. Ts les jours **NEVEU** 550-48-83 743-96-96.

8e arrdt

EUROPE, coquet studio, belle cuis. équip., s. d'eau, w.-c., chf. cent. *28 m². 3e ét. 654-32-11*

9e arrdt

DOUAI Imm. bourgeois, pierre de taille, living + 2 chbres, rénové. très gd cft (en cours) aménag. à la carte, matériaux 1re qualité. EUROVIM Pptaire 555-92-72.

RUE CONDORCET
Immeuble pierre de taille
- 3 pièces 60 et 65 m²
- 4 pièces 90 à 97 m² rénovés
- 3 pièces 60 m² occupés

NERET 359-34-23

10e arrdt

GRANDS BOULEVARDS. Appt pos. ccial, grand atelier transformable, loft ou 5 pièces, immeuble ravalé. soleil. 520.000 F ou aménagé selon votre goût 650.000 F crédit. Propriétaire 260-78-25.

PLEIN CIEL DUPLEX hall, dégag., cuis. aménagée, living en L, 2 chbres. 2 salles de bains, w.c., cave, parking avec JARDIN SUSPENDU 60 m² décoration florale unique, gazon, bassin avec jet d'eau, arrosage automatique, éclairage, 1.050.000 F, exclusivité.
OGIM 532-66-80.

11e arrdt

BASTILLE A aménager *65 et 85 m² dble* expos. Imm. rénové 272-40-19

ORIGINAL NATION 80 m² gd séj. + mezzan., cheminée, 680.000 F - 589-49-34.

12e arrdt

LEDRU-ROLLIN Imm. caract. restauré, duplex, tout confort. Le propriétaire 555-92-72.

Part. à part., 3 P., tt cft, sur avenue, ent., cuis., bains, w.c., asc., 510.000. 307-36-87, 36-89.

12e Prox. av. St-MANDÉ MAISON INDIVIDUELLE rénovée, tt conft, (140 m² habitable) poss. partie Ccial. Px 1.350.000 F Tél. pptaire 324-32-18 le matin.

13e arrdt

FACULTÉ TOLBIAC 4 p., 84 m², imp., 2e ét., park. 620.000 F - 589.49.34.

Près CITE UNIVERSITAIRE et PARC *MONTSOURIS 4/5 P.* cuis., bains, 81 m² + loggia, asc., 2e ét., verdure. 331-89-46.

GOBELINS. *Récent*, standing, living, 3 chambres, 107 m², Balcons. Belle vue dégagée. SOLEIL, BOX sous-sol. Tél. 535-86-37.

14e arrdt

MONTPARNASSE ATELIER EN DUPLEX 100 m² AMÉNAGEMENT RAFFINÉ Prix justifié. Tél. : 527-46-98.

SAINT-JACQUES DUPLEX RÉCENT Living double + 3 chambres, 2 *bains, étage élevé, s/verdure*, calme. box

TERRASSE ET BALCON PLEIN SUD Exclusivité MEL 325-60-80

SUPER AFFAIRES placement petits studios, tout confort, 120.000. « FAC » 337-69-59.

Porte Orléans sur Montrouge 14, rue Radiguey 224-18-42. 2 pces, entrée, cuis., bains, w.c., *45 m², refait neuf, 285.000 F.* Plusieurs studios cuis., bains, w.c. A partir 125.000 F de 14 h à 18 h. Samedi, dimanche, lundi.

DENFERT (près) Grand studio tt cft. 8e ét., sud, vue, park. GIP 327-64-00.

16e arrdt

TROCADÉRO AVENUE P.-DOUMER Grand standing, ét. élevé, soleil, splendide réception, 4 chbres, 2.200.000. Vernel 526-01-50.

MUETTE P.D.T. 6 P. 190 m², soleil 2.200.000 F - 280-39-97.

AVENUE MARECHAL FRANCHET-D'ESPEREY SUR LE BOIS, propriétaire vend dans bel immeuble rénové plusieurs appart. de standing 3/4/5 PIECES jardin, terrasses. Visites mardi, mercredi 14 h 30 à 17 h 30, 9, place de la Porte-de-Passy.

17e arrdt

MEL DANS HOTEL PARTICULIER Surfaces à personnaliser, 80 m², liv. + 1 chambre. 840.000 F. 160 m², beau 6 p., 1.475.000 F. PROMOTIC - 553-14-14, ou le soir : 527-29-39.

PRÈS ÉTOILE 2 p. 60 m² Vis. sur place mardi, mercredi 15 à 18 h. 8, RUE COLONELS-RENARD ou sur rendez-vous 277-62-23

RUE LANTIEZ Imm. récent STUDIO 42 m², rez-de-jardin. 275.000 F ARDOUIN. Tél. 229-44-61

18e arrdt

CUSTINE IMMEUBLE PIERRE DE TAILLE APPARTEMENTS OCCUPÉS 2 pièces. 4e étage. 85.000 F 3 pièces. 3e étage. 131.000 F *3 pièces. 4e étage.* 158.000 F Tél. 281-27-59

ABBESSES VENDS DIRECT Beaux appartements refaits neufs, séjour + 1 chambre, 40 à 55 m², avec jardin et terrasse, à partir de 330.000 F. PROMOTIC - 553-14-14 ou le soir : 622-04-16.

PRÈS MAIRIE 18e dans résidence 1970 beau 3 pièces, tout confort cuisine équipée, loggia, terrasse, 40 m². 700.000 F. Visite sur place les 19, 20 et 21 de 14 à 18 heures 57, rue du Poteau.

PRÈS MAIRIE 18e dans résidence 1970 beau 3 P., tt cft, cuis. équipée, loggia, TERRASSE 40 m², 700.000 F. Visite sur place les 19, 20 et 21 de 14 à 18 heures. 57, rue du Poteau.

Grand 2 P., cuis., bains, w.c., *sans vis-à-vis, soleil, à rénover*, créd. propriétaire, 280-26-93.

19e arrdt

BUTTES CHAUMONT Coquet studio kitch. équipée, s. de bains, w.-c. ref. neuf. Px 140.000 F Placement conseillé 322-70-12

20e arrdt

Près RUE DES PYRENÉES 4 p. tt conft, balcon, park. Imm. réc. 440.000 F cpt + 3.200 F mensuel - Viagers F. CRUZ Appt libre de suite 266-19-00

91 - Essonne

BRUNOY Vd appt R. de Ch. de 68 m², comprenant cuisine aménagée, séjour, 2 chambres, w.c., salle de bains, loggia, park., cave, 276.000 F + 24.000 CF. Tél. Dom. 046-44-71 ap. 19 h, Bur. 296-12-12 p. 54.21.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY INKERMANN TRES BEL IMM. standing, s/jardins paysagés, 165 m², réception + 3 chbres, garage. VERNEL 526-01-50.

BOULOGNE Avenue Pierre-Grenier Imm. 1960, gd 4 p. 107 m², séj., 3 Chbres, soleil, vue dégagée. parking. 780.000 F NOTAIRE Tél. 501-54-30 le matin

NEUILLY VICTOR-HUGO Dans hôtel particulier rénovation de prestige. Duplex 160 m², terrasse. Triplex 450 m², jardins privatifs 300 m² Parkings en sous-sol COGEP - 551-75-99

NEUILLY PORTE MAILLOT dans bel immeuble p. de taille en rénovation totale, *propr. vend appts 4 p., entrée,* cuis., s. de bains, w.-c., chf. cent., asc., 100 m² et 119 m² exceptionnels - 757-84-50

NEUILLY RÉSIDENTIEL, 2 p. cuisine, bains, wc. 370.000 F 278-09-40.

94 Val-de-Marne

FRESNES PRÈS L'HAY-LES-ROSES dans imm. mod., beaux app., r.-de-ch. et 8e ét. de 4 p. princ., s. bns, tt cft. 340.000 F et 360.000 F. Tél. 583-58-89.

180 m², *Stand. 5 P.*, **S/BOIS** 2.150.000 F. 770-21-39.

appartements achats

JEAN FEUILLADE - 54, av. de La Motte-Picquet (15e) - 566-00-75, rech. Paris 15e et 7e pour *bons clients, appart.* ttes surf. et imm. Paiem. cpt.

Pour diplomates, rech. appart. Paris et villas Ouest résidentiels pour LOCATION ou ACHAT Embassy-Service - 562-78-99 8, av. de Messine, Paris-8e.

RECHERCHE appart. 2 à 4 pces. Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, av. ou sans trav. PAIEM. CPT CHEZ NOTAIRE. Tél. 873-23-55, même le soir.

URGENT, paie cpt chez notaire, 2 à 4 P., Paris, av. ou sans trav. Mme LEULIER. Tél. 261-68-81, ou le soir, 900.84-25.

256-14-06 — 526-92-13 recherche pour clientèle tout appartement bon quartier

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE rech. Appart. de fonction, réception, 3 chambres, 8e ou 16e NORD. Embassy-Service - 562-02-37.

locations non meublées offres

Paris

Me PHILIPPE-AUGUSTE A louer beau 5 pièces, dernier étage. 4.100 F C.C. Park., cave. Tél. 562-49-21

« LE PARNASSIUM » MAGNIFIQUE 5 PIÈCES 106 m², *13e ét., bonne expos.*, libre de suite, park., cave. 4.100 F + ch. Tél. pour r.-v. SEFIGESTION 562-69-04

AVENUE FOCH (Plein sud). De particulier à particulier, immeuble neuf à *louer avec pas-de-porte 8e étage.* Très grand standing entièrement décoré. Grand luxe, avec ou sans meubles. Double living. Salon musique, 2 chambres, cuisine équipée Tél. au 500-95-02

MONTPARNASSE 15e Immeuble tout confort SANS COMMISSION **3/4 PIÈCES** 90 m², loyer 3.100 F, charges 834 F, parking 266 F. Tél. pour visite 273-19-88 heures bureau.

TOLBIAC Faculté 3/4 pièces, asc., park. 2.600 + ch. 336-17-36.

TOLBIAC, Imm. tr. gd stand., dble liv., 2 chbres, *balc. 25 m²*, 4.150 F ch comp. 337-88-14.

ST-MARCEL, pierre de taille dble liv. + 3 ch., 125 m² env., 3e ét., asc., 5.000 net. 337-88-15.

MONCEAU Récent, calme, beau **2 P.** cuis. équipée, bains, park. 2.500 + ch. 327-65-04.

Région parisienne

Neuilly Résidentiel **6 P.** 125 m², cuis., 2 bains *+ park.*, 8.100 + ch. 631-14-20.

NEUILLY dans petite résidence administrateur de biens loue 2 P., 60 m², 2.768 F + charges. 5 P., 115 m², 5.709 F + charges avec boxes, tél., balc., voir gardien s/place, 124, BD BINEAU.

bureaux

AVENIR OUEST Un immeuble de bureaux modernes et fonctionnels à Nanterre.

Bonne desserte, restaurant, parkings.

Quelques niveaux de 1.200 m² encore disponibles.

DIVISION POSSIBLE

Un programme MANERA S.A. J.C.K. - Téléphone : 561-10-10.

CHAMPS-ÉLYSÉES Loue directement 1 burx ou + dans imm. stand. 563-17-27.

Votre SIÈGE SOCIAL av. secrét., tél., télex. CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS ACTE S.A., tél. : 261-80-88.

CONSTITUTION DE S.A.R.L. **TELEX** Secrétariat téléphonique Domiciliations artisanales et commerciales. *Tous services.* **355-17-50**

Location directe bureaux. 42 m² environ. Loyer principal 2.310 F. 3, rue A.-Coypel, VERSAILLES. Sur place ou 622-58-47.

A PARIS 2e ET 8e ARRONDTS burx meublés, sièges sociétés, secrétariat, téléphone, télex, etc ACTE S.A. 261-80-88

VOTRE SIÈGE A PARIS de 80 à 250 F par mois CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS G.E.L.C.A. 296-41-12 + 56 bis, rue du Louvre, Paris-2e

VOTRE SIÈGE SOCIÉTÉ Domiciliation et secrétariat constitution de sociétés TÉL. : 226-42-40.

CONSTITUTION de SOCIÉTÉS - télex-secrétariat - tous services **ASPAC** PARIS 8e 293.60.50 + votre SIÈGE SOCIAL délais rapides - prix compétitifs

locations non meublées demandes

Paris

NATION-VOLTAIRE-RÉPUBLIQ. cadre presse ch. 2 pces, entrée, cuis., s. de bains, tt conft. cave, étage élevé, sur rue, si possible. *Ecrire s/n° 6.061 le Monde Pub.*, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PPTAIRES Louez vos appts sous 24 heures. Nous garantissons vos loyers, services gratuits. 272-02-62.

Cherche surface habitable *avec reprise, même sans confort.* loyer modéré ou studio à louer dans 17e. Tél. 263-36-53.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavillons ttes banl. Loyer garanti 5.000 F max. 283-57-02

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL HOUSE LOYERS GARANTIS recherche 1 à 6 p. pour banques et ambassades - Tél. 705-54-78

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris recherche du STUDIO au 5 p. LOYERS GARANTIS par stés ou ambassades - 285-11-06

maisons individuelles

LANGUEDOC-ROUSSILLON arrière-pays bord de mer, CANET, St-CYPRIEN, ARGELÈS. Maisons 2, 3, 4, 5 pièces sur terrain au choix pour vos prochaines vacances, retraite... Apport minimum 40.000 F Maisons COSMOS 45, av. Marcellin-Albert 66000 PERPIGNAN *Tél. (68) 55-33-34*

usines

A VENDRE EN BELGIQUE fabrique de meubles avec bureaux, ateliers, parking. Terrain 8 ha, dont 5 ha construits à RIJMENAM, « Meurop ». Rens., notaire Delvaulx, Louisastraat 35, 2800 MECHELEN Téléphone 015/41.21.16

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

boutiques

6e Rue J.-F.-GERBILLON dans bon immeuble. Murs de boutique vide, 60 m² - Prix 320.000 F Téléphone 551-29-99

immeubles

Vous désirez vendre VOTRE IMMEUBLE PARIS ET PROCHE JE SUIS ACQUÉREUR Tél. *le matin au* 747-42-97 ou écrire à Noël AUFMAN, 21, rue Le Peletier, Paris-9e.

fonds de commerce

15e CHAMP-DE-MARS prox. Village Suisse, mur de boutique, rez-de-ch. + sous-sol, revenu annuel 42.000 F. NOTAIRE 501-54-30 le matin.

NICE, veridons proximité mer, local commercial 92 m², belles vitrines, bail tous commerces BLANDIN. Tél.(93) 88-20-33. 11, rue Meyerbeer

locaux commerciaux

Me CHARONNE LOCATION artisan. s/r 60 m² + s/sol 25 m². 272-40-19

hôtels particuliers

VRAI MONTMARTRE, belle maison, beau séj. + 4 chbres tt cft. Garage. Splendide terrasse. Vis. 21, r. GARBEILLE, mardi, mercr. 14-17 h. 264-18-26.

pavillons

1 km BELLEGARDE (45) part. vd pavillon *1970* + garage et remise. comprenant 1 salle de séjour, salon, 2 chbres, cuis., s. d'eau, cellier, tt cft. isolat. thermique, tél. chauf. air pulsé mazout. terrain agrément et potager, surf. habit. 63 m². Px 380.000 F. Ecr. s/n° 6.062 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

villas

VESINET 4 minutes RER Villa récente *800 m²*. *Jardin* 180 m², hab. env. sur 1 ét., RÉCEPTION 4-5 CHAMBRES 2 bains, garage 2 voitures. AFFAIRE PREMIER ORDRE IMMOB. OUEST 976-18-18

PROVENCE PARTICULIER VEND VILLA dans *pinède. 8 pièces princip., piscine.* Prix 550.000 F. Téléphone : (75) 39-21-07.

Vds en Corse St-Cyprien, Porto-Vecchio, *villa F3, habitable,* travaux à finir à 100 m de plage. 450.000 F. Prix à débattre. T. 16 (95) 44-84-76 vers 19 h.

maisons de campagne

Recherche location annuelle maison campagne bien agencée. Environ 90 km Paris. Ecrire sous n° 2.541 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Part. vends directement mas XVe siècle, à rénov., 7.000 m² de terrain. 30 km de Montpellier. *350.000 F. Ecr. Mme Thérèse c/o* Didier Jean, 104, rue de Turenne, 75003 Paris.

(04) SISTERON, 5 km vds grange av. bergerie de ham. Viab., vue dégag., calme absolu. 50.000 F. Tél. (92) 65-03-88.

propriétés

LOIRET 135 KM PARIS joli manoir 12 p., tout confort, dépendances, sur 27 ha dont étang 6 ha, possibilité augmenter superficie S.B.S. VILLEMURLIN 45600 SULLY-SUR-LOIRE

Particulier vend vallée Vienne grande maison anc. restaurée tout confort, dépend., sur 1 ha. Tél. (49) 88-20-40

90 KM PARIS par autoroute Sud, propriétaire vend maison de campagne tout confort, terrain arboré 1.700 m bordé par rivière. Prix 600.000 F. Tél. H.B. 306-98-27, poste 27 ou le soir après 20 h 575-75-08

EXCEPTIONNEL, part. à part. vend île, 1 ha. Côte-d'Azur, 15 mn aéroport, avec maison 6 p., 2 cuis., 2 s. de b., tt cft. tél., chf. Abord facile par port privé. - Tél. matin 500-46-32

domaines

Suis acheteur VASTE DOMAINE bois et plaine, 250 km maximum sud Paris. *Ecrire n° 200.230 ORLET* 138, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

SOLOGNE GIENNOISE Joli territoire de chasse de 97 hectares, bois et terre, dont étang 5 hectares. Bâtiments ferme à restaurer. S.B.S. Villemurlin, 45600 Sully-sur-Loire.

LOIRET 135 kilomètres de Paris Bon territoire de chasse de 51 hectares plaine et bois. Possibilité étang. S.B.S. Villemurlin, 45600 Sully-sur-Loire.

chalets

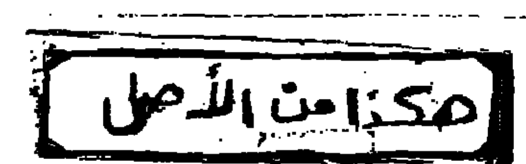
A 10 km de MORZINE-AVORIAZ A VENDRE **CHALET NEUF EN MADRIER** tt cft - constructeur BALSAT 3 chbres à coucher, living 30 m², *salle de bains*, w.c., cuisine entièrement équipée, sous-sol complètement aménagé, douche, w.-c., chauffage central. TERRAIN 1.500 m². ACCES TOUTE L'ANNEE. PRIX à discuter 650.000 F. Téléphone 16 50 71-15-75 THONON-LES-BAINS.

terrains

SUD ARDECHE **LES VANS** PROXIMITÉ DES GORGES du CHASSEZAC **BEAU TERRAIN 17 ha** *C.U. AUTORISANT* 25.000 m² DE CONSTRUCTION EN PAVILLONS ISOLÉS OU GROUPÉS Prix : 15 F le m² Ag. BRANCHE, 5, av. du Bois 69500 BRON - (7) 826-28-20

viagers

FONCIAL VIAGERS 19, boulevard Malesherbes (8e) 266-32-35 - Spécialiste, 41 ans d'expérience, étude gratuite, rente indexée.



هكذا من الاصل

Le Monde

régions

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

IDÉES NEUVES A MARSEILLE

Un nouveau théâtre près du Vieux-Port

Marcel Maréchal installe ses tréteaux dans la Criée

Dans la deuxième quinzaine du mois de mai aura lieu l'inauguration officielle du Théâtre de la Criée, ancré sur les rives du Vieux-Port, dans laquelle s'installe le nouveau Théâtre national de Marseille - Compagnie Marcel Maréchal.

Le spectacle inaugural, intitulé *O Scapin*, sera axé sur *les Fourberies de Scapin*, de Molière, accompagné d'un impromptu en hommage à Marseille et au théâtre, tandis que la petite salle où *seront données, en priorité*, des œuvres d'auteurs français contemporains accueillera *Noé ou la Ville d'or*, de Jean Giono, adapté par Raymond Jean. Ces événements seront précédés d'un colloque international sur l'acteur de théâtre, d'une exposition-hommage à Pierre Puget et d'une rétrospective des décorateurs de la Compagnie Marcel Maréchal, tandis que la petite salle polyvalente aura accueilli un mini-*festival de films TV choisis* en fonction de leur inspiration théâtrale et un hommage à Marcel Pagnol, avec la programmation non-stop de l'ensemble de son œuvre cinématographique.

Ce mois de mai 1981 sera, pour Marseille, un mois de fêtes théâtrales puisque, dans le quartier entourant la Criée, seront donnés des spectacles populaires, théâtraux, musicaux de tout le Bassin méditerranéen.

L'événement est d'importance car, jusqu'à cette année, Marseille souffrait cruellement d'un manque de lieu *théâtral* moderne. *Le* Théâtre du Gymnase datait de 1801... Les premières ébauches *du projet de la Criée remontent* à plus de dix ans. Dès l'instant où la construction du nouveau port de pêche de Saumaty, au nord de la ville, libérait la grande halle que constitue la Criée libre au poisson, construite en 1901, et la petite criée du chalutage qui la jouxte, la Ville de Marseille a cherché à tirer parti de ce lieu unique, admirablement placé au bord du Lacydon, face au plan d'eau, à la mairie, à l'*hôtel-Dieu* et au plus ancien quartier de la ville : le Panier. Un lieu où, voici vingt-six siècles, naquit la cité et où bat, depuis, son cœur.

On conserve la façade

Bien que fonctionnel et sans grande valeur architecturale, le bâtiment de la Criée ne s'en inscrit pas moins dans le « paysage urbain » du quai de Rive-Neuve, où elle symbolise l'une des activités traditionnelles du port. Aussi a-t-on voulu, dès le début, lui conserver son aspect extérieur, quelle que *soit sa destination*. La situation exceptionnelle de la Criée imposait la création d'un lieu culturel public dont Marseille manquait. Mais, dans un premier temps, il ne s'agissait que d'y prévoir un lieu polyvalent utilisant les infrastructures extérieures du bâtiment dans lequel *« on se serait glissé »* sans en modifier l'apparence. Sept ou huit avant-projets se sont succédé. Mais la venue à Marseille de la troupe de Marcel Maréchal *et* la signature, en 1976, d'une charte culturelle entre la Ville et l'Etat firent pencher la balance vers un équipement théâtral à la mesure du potentiel culturel de Marseille. Le ministère de la culture *s*'engageait alors pour une subvention de 7 millions de francs, qu'en dépit de démarches pressantes *on* s'est toujours refusé à actualiser.

Sur les conseils de Marcel Maréchal, c'est à M. Bernard Guillaumot, cinquante-quatre ans, architecte-scénographe, qu'a été *demandé* de concevoir ce qu'allait devenir le théâtre de la Criée. *« Compte tenu des contraintes techniques réclamées par un théâtre moderne et de la vétusté des lieux*, explique l'architecte, *nous avons décidé de ne conserver de l'ancien bâtiment que la façade, maintenue intégralement dans son aspect. La façade du théâtre est donc celle même de la halle au poisson. Mais tous les bâtiments circonscrits entre le quai de Rive-Neuve et la rue Plan-Fourmiguier, qui la flanquent sur la gauche et sur les artères, ont été démolis. Cependant, comme il fallait respecter la clause qui obligeait à la conservation dans le site marin de l'allure extérieure du bâtiment et à l'intégration du nouveau théâtre dans les constructions du quai de Rive-Neuve, tout a été reconstruit à l'identique. A 10 centimetres près, c'est le même bâtiment. On a poussé le souci du détail jusqu'à restituer toutes les ouvertures, même si elles n'avaient plus d'utilité, en posant de faux volets en bois. »*

Ce faisant, l'architecte-scénographe avait dès lors à sa disposition un volume nu de 45 000 mètres cubes, où il allait *pouvoir concevoir le complexe* théâtral qu'on lui réclamait. Bernard Guillaumot s'est fait une spécialité de ce type de réalisations, et, depuis une quinzaine d'années, son nom est lié à la conception d'une centaine de salles de théâtre ou d'activités culturelles polyvalentes, depuis le théâtre de Villeurbanne jusqu'à *la maison de la culture de Nanterre*, en passant par l'Espace Saint-Sever à Rouen, le théâtre de Vitry ou la réfection de la salle Pleyel. L'avantage que lui reconnaissent les gens de théâtre est de ne pas être seulement un architecte, mais de connaître concrètement les problèmes et les spécificités qui se posent, puisque M. Guillaumot a participé comme décorateur à une quarantaine de spectacles, qu'il *a vécu l'aventure du TEP comme* scénographe-décorateur et directeur technique avant d'ouvrir un bureau d'études spécialisées. Pour lui, construire un théâtre, ce n'est pas seulement se pencher sur la table à dessin, c'est faire appel à tout un acquis recueilli « sur les planches » mêmes.

La scène près des spectateurs

La conception qu'il a de la *Criée est née d'une intime collaboration* avec Maréchal, dont M. Guillaumot partage les options *fondamentales* en matière de recherche scénographique.

La Criée abrite, outre des locaux administratifs et techniques, les loges, une grande salle de répétition et une cafétéria, deux salles de théâtre différentes mais complémentaires : une « grande salle » fixe, un amphithéâtre de huit cents places destiné à accueillir les grands spectacles nécessitant une disposition frontale « à l'italienne » et une *salle polyvalente modulable*, permettant tous les rapports salle-scène, toutes les recherches d'une *capacité* de deux cents à trois cents places. *Le* projet aura nécessité dix-huit mois d'études et deux ans et demi de travaux.

L'accès du public se fait par *le quai* de Rive-Neuve. On se trouve alors dans une zone d'accueil située sous les gradins de la grande salle où l'on trouve également une cafétéria. Au niveau immédiatement supérieur, un escalier conduit à une vaste mezzanine, largement vitrée, offrant un très beau coup d'œil sur le Vieux-Port. Elle est complétée par un espace pouvant recevoir des expositions. La mezzanine forme aussi foyer et sert d'accès *pour les deux salles*.

La grande salle de spectacle de la Criée, sans balcons ni loges, est conçue comme un amphithéâtre aux gradins en arcs de cercle largement ouverts, offrant la particularité d'être relevés sur les côtés afin d'assurer une courbe de visibilité homogène, quels que soient le fauteuil et le rang où l'on se trouve. On accède à *cette salle* par le niveau *bas* de la mezzanine ou au niveau le plus haut par le fond de la salle. A mi-niveau, la salle est directement accessible aux handicapés grâce à un ascenseur.

Marcel Maréchal a expressément voulu supprimer la coupure salle-scène, dont dépend la qualité du phénomène d'osmose qu'il recherche entre *acteurs* et *spectateurs*. La scène est donc au niveau zéro, de plain-pied avec le premier rang. Une fosse d'orchestre existe pourtant, escamotable, dont les gradins sont dans le prolongement de ceux de la salle.

Le seul problème délicat à résoudre s'est situé au niveau de la cage de scène. Les contraintes extérieures ont privé le bâtiment d'une dizaine de mètres, ce qui aurait permis d'élever tout entier un décor au-dessus de la scène. Bernard Guillaumot n'a disposé que de 14 mètres. Pour résoudre le problème posé, il a donc dû innover : le gril technique et mobile muni de trappes et de ponts roulants, ce qui permet de gagner encore 2,50 mètres en hauteur.

Tous les éclairages scéniques situés dans la salle, au niveau du plafond, peuvent être « renvoyés » sur scène grâce à un inverseur, ce qui double les capacités en puissance électrique. Le *plateau de scène lui-même* est fait de panneaux de 1 m × 1 m, mobiles, ce qui permet de moduler les niveaux et de jouer avec différents plans, voire d'isoler une partie de la scène des autres.

La salle polyvalente est conçue comme expérimentale. Inspirée d'un studio TV avec son plafond technique couvrant toute la surface de la salle, elle peut accueillir des spectateurs ou des expositions. Son aménagement *s'est fait* à partir de gradins « gigognes », rétractables, dont les sièges sont escamotables dans l'*épaisseur* des paliers et permet toutes les utilisations possibles.

Chacune des salles possède un double mur qui n'est pas seulement fait pour les isoler phoniquement, mais, agissant comme une « double peau », permet aux techniciens (ou aux acteurs) de se déplacer autour de la salle sans y entrer. Le niveau de ce couloir technique est situé de telle façon qu'il est possible de passer d'une *salle dans* l'autre, tout en demeurant invisible des spectateurs.

Voilà le vaisseau théâtral marseillais solidement amarré sur les bords du Vieux-Port. L'outil est de taille. Il reste à son équipage à lui faire affronter la haute mer du spectacle. Le temps qui nous sépare du voyage inaugural ne sera pas de trop pour apprendre à se servir de ce bel instrument.

JEAN CONTRUCCI.

Dans les départements du littoral

La spéculation immobilière au zénith

Comme ils l'avaient fait pour les années 1977 et 1978 (*le Monde* daté 27-28 janvier 1980), la direction régionale des impôts et l'OREAM (*Organisation régionale* pour les études de développement et d'aménagement) de Provence-Alpes-Côte d'Azur viennent d'analyser les transactions et acquisitions immobilières réalisées par des étrangers dans cette région en 1979 et au premier semestre de 1980.

Il ressort des tableaux établis que le rythme de ces *achats* immobiliers et fonciers s'accélère, alimentant par là-même la *spéculation*, de plus en plus florissante sur un littoral de plus en plus convoité.

Sans doute faut-il garder à l'esprit que les acquisitions recensées (qui ne comprennent pas les investissements réalisés par des étrangers dans des sociétés de droit français ayant leur siège social en France) ne *représentent, en nombre*, que 1 % du total des mutations immobilières ; mais, tout de même, les chiffres et les sommes engagées donnent à réfléchir.

En 1979, 2 600 acquisitions de terrains à bâtir, habitations, châteaux, *terres cultivables, bois*, forêts, étangs ont été réalisées par des étrangers dans les six départements de la région (1), au lieu de 2 500 en 1978 et 1 100 en 1977. Or pour les six premiers mois de 1980 on atteint déjà le chiffre de 1 485. Le Var et les Alpes-Maritimes sont évidemment les départements les plus *« recherchés » : 139 acquisitions* supérieures à 1 million de francs dans les Alpes-Maritimes, 30 dans le Var, 1 dans les Bouches-du-Rhône en 1979, soit 170 au total. *En 1980, la spéculation* prend des allures frénétiques puisque, pour les seuls six premiers mois de l'année, *on* atteint déjà un total de 147 !

« Si ce rythme se maintient au second semestre, notent les experts, *l'augmentation par rapport à 1979 sera de 70 %. »*

Retour en force des Britanniques

En poussant plus loin l'analyse, et en ne retenant que les acquisitions égales ou supérieures, cette fois, à 3 millions de francs, de janvier à juin 1980, que constate-t-on ? On recense 17 acquéreurs (au lieu de 16 pour toute l'année 1979) dont 6 Suisses, 4 du Lichtenstein, 2 Allemands, 2 *Néerlandais*, 1 Belge, 1 Saoudien, 1 Koweïtien. Notons, par exemple, un domaine agricole de 350 hectares acquis par un Saoudien dans le Var pour 7 millions de francs.

Globalement, en considérant l'ensemble des acquisitions par des étrangers, on relève une nette prédominance des acheteurs belges et britanniques (ces derniers progressant sensible*ment par rapport à 1979*). *Les* « gros » acheteurs (au-dessus de 1 million de francs) sur le littoral sont essentiellement néerlandais, allemands, suisses, anglais et des ressortissants du Lichtenstein. — F. Gr.

(1) Bouches - du - Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Vaucluse, Alpes de Haute-Provence, Hautes - Alpes.

POUR LA DÉCENNIE 1980

Fos se prépare au retour du charbon

Les importations de charbon passant par le port autonome de Marseille (PAM) ont atteint en 1980 780 000 tonnes. Ce trafic, très faible, auquel s'ajoutent les importations de coke — environ 3 millions de tonnes — pour l'usine sidérurgique Solmer, à Fos, ne représente qu'une part extrêmement modeste des importations nationales par voie maritime, dont l'essentiel transite par les ports de Dunkerque et du Havre. Mais il concrétise l'avènement de Marseille comme port charbonnier. En fonction des prévisions de consommation, et grâce à un effort important d'équipement, ce nouveau trafic *pourrait être compris, en 1990*, entre 7 et 12 millions de tonnes, soit pratiquement le double du trafic actuel de vrac solides.

Le directeur général du port de Marseille, M. Yves Boissereinq, ne peut être plus affirmatif : *« Tant en matière d'investissements qu'en ce qui concerne le gain d'activité, le charbon*, déclare-t-il, *constitue notre carte principale pour les années à venir. »* Toutes les prévisions *tendent, en effet*, à le *confirmer* : le prix du pétrole ne cessant de grimper, la décennie 80 sera celle du retour au charbon et l'augmentation de la consommation — selon la stratégie définie par les Charbonnages de France — sera exclusivement assurée par un accroissement des approvisionnements à l'étranger. A l'automne *1990*, la France devrait ainsi importer 30 à 37 millions de tonnes par an de charbon-vapeur (pour la *production énergétique*), dont 24 à 30 millions par la voie maritime.

La part du marché à laquelle le port de Marseille-Fos pourrait prétendre est estimée en gros à un tiers de ces quantités. Selon des études récentes le trafic prévisionnel se répartirait entre cinq utilisateurs principaux : des centrales électriques du Sud-Est et de la Corse (de 1 à 2 millions de tonnes) ; les cimenteries, (de *300 000 à 500 000 tonnes*) ; les raffineries (de 1,5 à 2,5 millions de tonnes) ; les autres industries (de 2 à 3 millions de tonnes), et enfin le trafic d'éclatement international (de 3 à 4 millions de tonnes). *« Si la fourchette est aussi large*, explique M. Boissereinq, *c'est que plusieurs facteurs de consommation nous sont encore inconnus. »* Les chiffres les plus précis concernent les cimenteries, dont le programme de conversion du fuel en charbon est en grande partie réalisé. Dès l'été prochain seize des dix-neuf usines du groupe des *ciments* Lafarge seront, en particulier, équipées de nouveaux fours pour brûler soit du charbon brut étranger, soit du charbon moulu provenant du bassin houiller français.

Pour E.D.F. le charbon ne sera qu'un relais avant le nucléaire. On s'attend ainsi que le trafic induit par les centrales sur le Rhône (Loir-sur-Rhône et Chalon-sur-Saône) ne dépassent pas *300 000 tonnes* par an après 1985. Le port de Marseille pourrait être cependant amené à approvisionner la centrale thermique dont la construction est envisagée près de Bastia.

Pour les raffineries et les autres industries, la consommation dépendra d'une part des progrès qui seront accomplis dans *le* domaine des *technologies* d'emploi du charbon, et d'autre part des aides financières accordées aux *entreprises* par l'Etat. Reste le trafic « d'éclatement » dans le bassin méditerranéen (Italie, Grèce, Espagne) pour lequel Marseille est *a priori* bien placé. Le premier navire charbonnier à avoir effectué un déchargement pour l'Italie, le *Soledad Maria*, a touché Fos à l'automne 1979. Plus d'une vingtaine de bateaux « d'éclatement » ont été traités au cours de l'année 1980.

La vocation charbonnière du port de Marseille implique un effort soutenu d'équipement qui a été décidé et entrepris dès 1979. Une première tranche de travaux de l'ordre de 80 millions de francs est en cours ; le quai minéralier public situé sur la rive ouest de la darse numéro 1 de Fos accueillera dès la mi-1981 des navires de 100 000 *tonnes* en chargement et permettra le rechargement de bateaux de *50 000 tonnes* par *16 mètres* de tirant d'eau. A la mi-1982, le quai actuel aura été encore approfondi à moins 17,50 mètres. Dans une phase ultérieure, vers 1985-1986 une deuxième tranche de travaux nécessitant un investissement de l'ordre de 200 millions de francs est envisagée.

GUY PORTE.

Le Monde

économie

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU C.N.P.F.

M. Chotard : nous restons attachés à la politique contractuelle

« Il faut affirmer et répéter sans relâche que la condition première de toute politique sociale est de disposer d'une marge de manœuvre suffisante, estime M. Yvon Chotard, président de la commission sociale du C.N.P.F. *Cela passe, à l'évidence, par une stabilisation et même par un certain allègement des charges.*

» Le C.N.P.F. réaffirme avec force son attachement à la politique contractuelle (...) C'est ce que nous avons voulu prouver tout au long de la négociation sur le temps de travail. Son interruption n'est pas synonyme d'échec. Pour le C.N.P.F., la porte de la négociation reste ouverte. Faut-il rappeler aux détracteurs de la politique contractuelle que, jamais, depuis trois ans, le nombre d'accords de salaires n'avait été aussi important que cette année (1) ? »

En matière sociale, le C.N.P.F. se fixe trois objectifs : 1) Orienter la politique des salaires en tenant compte des contraintes économiques, mais en donnant la priorité à la politique contractuelle : *« Le renforcement de la compétitivité des entreprises exige que les salaires ne progressent pas plus vite que les prix. (...) C'est avec nos partenaires que nous devons rechercher éventuellement de nouvelles normes d'évolution des salaires. Le C.N.P.F. rappelle son attachement à la notion de garantie annuelle de ressources, qui peut, mieux que le SMIC, aboutir à une amélioration progressive des bas salaires. »*

2) Le dialogue social dans l'entreprise : *« Chaque chef d'entreprise doit rechercher les formes d'une meilleure expression des salariés sur les lieux de travail. A cet égard, le C.N.P.F. entreprendra, en 1981, une série d'actions. »*

3) La lutte pour l'emploi : *« Une véritable politique de l'emploi est, aujourd'hui, la priorité absolue. Elle passe par une politique de la formation. Mais, naturellement, cette lutte ne sera victorieuse que si l'on rétablit la compétitivité des entreprises françaises. »*

« Un atout : la jeunesse »

Le C.N.P.F. préconise en particulier *« une politique pour l'emploi des jeunes »*. M. Chotard souligne : *« La France dispose, pour l'avenir, d'un atout sans pareil : sa jeunesse. Plus de la moitié de la population française a moins de trente-cinq ans et plus du quart moins de quinze ans. Ce rajeunissement constitue notre principale chance pour nous adapter à un monde qui change, qui vit une profonde révolution technologique.*

» Mais cette chance est aussi — dans l'immédiat, — une lourde charge et la situation des prochaines années va être encore plus difficile : de 1980 à 1990, près de 850 000 jeunes termineront chaque année leur scolarité obligatoire. Mais le nombre des départs en retraite va s'effondrer : de 492 000 en 1980, à 339 000 en 1981, à 216 000 en 1982. Ce n'est qu'en 1986 que les départs en retraite atteindront 574 000. »

« La priorité à l'enseignement technique »

Aussi, le C.N.P.F. propose-t-il trois actions :

1) *« L'efficacité des pactes pour l'emploi n'est plus à démontrer. Depuis 1977, 1 700 000 jeunes en ont bénéficié et 88 % d'entre eux ont obtenu un emploi à l'issue des pactes (...). Au-delà de ces pactes nous maintiendrons la « mission-emploi » des unions patronales. »*

2) *La modernisation de l'enseignement technologique et l'évolution du système éducatif. » « La priorité doit être donnée à l'enseignement technique. Déjà, de 1970 à 1978, les titulaires de diplômes techniques ont augmenté de 50 %. Ils sont passés de 230 000 à 375 000. Il faut poursuivre cet effort en améliorant la qualité des formations dispensées. »*

Dans les lycées, indique M. Chotard, *« il faut poursuivre et développer l'expérience des stages en entreprises des élèves des lycées d'enseignement professionnel, il faut développer la concertation entre enseignants et responsables d'entreprises »*. A l'université, *« il faut aider les nouvelles filières à finalité professionnelle (les maîtrises de sciences et techniques par exemple), se mobiliser en faveur des I.U.T., mieux coopérer avec les écoles d'ingénieurs. D'une façon générale, les chefs d'entreprise doivent être plus disponibles pour participer à toute évolution du système éducatif. »*

3) L'adaptation de l'entreprise : *« L'attitude des jeunes à l'égard du travail s'est transformée. Ils sont rebutés par certaines formes de travaux pénibles ou monotones ; ils recherchent un aménagement du temps de travail conforme à leurs aspirations individuelles et ressentent un besoin d'information et de dialogue. Cela signifie que les entreprises doivent poursuivre et intensifier toutes les améliorations des conditions de travail et d'exercice de l'autorité expérimentées ces dernières années : multiplier les expériences d'aménagement du temps de travail afin de mettre en place des horaires plus souples ; organiser l'accueil des jeunes dans l'entreprise ; développer l'expression des salariés sur les lieux de travail. »*

(1) N.D.L.R. : 387 accords salariaux ont été signés en 1980 contre 244 en 1979 et 283 en 1978.

M. Alain Chevalier : il faut aller plus loin dans la réforme de l'économie

« La concurrence entre grandes nations industrielles est devenue la contrainte majeure. La compétitivité, le critère de toute politique.

» La seule voie qui s'ouvre à nous est celle d'une adaptation en profondeur. Il n'existe pas de solution globale, efficace et peu coûteuse qui, même habillée d'un volontarisme de façade, rendrait à la France santé et prospérité », a déclaré M. Alain Chevalier, président de la commission politique économique générale du C.N.P.F., à l'occasion de l'assemblée générale de l'organisation patronale.

Pour réussir cette adaptation, le C.N.P.F. propose d'agir dans trois directions.

En premier lieu, *« aller plus loin dans la réforme de l'économie pour rendre aux entreprises la liberté et les moyens d'agir »*, ce qui suppose *« une forte reprise des investissements »*. *« Une grande politique de la recherche et de l'innovation »*, *« la poursuite de l'effort de réduction de notre dépendance énergétique »*, enfin, *« la suppression des carcans qui enserrent les entreprises »*.

« Réviser certains indicateurs économiques »

Cet effort ne se fera pas sans une opinion qu'il faut informer et convaincre, a poursuivi M. Chevalier, qui s'est plu à souligner les convergences d'idées apparues lors du VIII[e] Plan sur des thèmes essentiels : lutte contre l'inflation, qui suppose un ralentissement de la progression des revenus ; amélioration de la compétitivité des entreprises ; priorité absolue donnée à l'investissement productif et à la recherche.

« L'opinion prend conscience de ce que les objectifs économiques et sociaux ne sont pas conflictuels mais complémentaires », a ajouté M. Chevalier, qui estime cependant qu' *« un effort de clarification reste à accomplir »*.

« C'est pour cela que le C.N.P.F. demande la révision de certains indicateurs essentiels, comme l'indice des prix, les statistiques des salaires et de chômage. Quelle serait l'évolution de l'indice des prix français s'il était calculé « à l'allemande » ? Pour participer à cet effort de clarification nécessaire, le C.N.P.F. a pris l'initiative de créer un institut de prévisions », a rappelé M. Chevalier, avant d'évoquer le renforcement de l'action du C.N.P.F., *« qui doit être au service des entreprises »*, tant au plan national qu'au plan international, afin d'alerter les pouvoirs publics sur les obstacles aux échanges internationaux.

Pour être efficace, cependant, le C.N.P.F. doit lui-même se réformer pour être un centre de concertation entre les professions.

« Trente ans de dirigisme ont donné aux entreprises l'habitude de faire arbitrer leurs conflits par les pouvoirs publics plutôt que de rechercher, entre elles, des solutions négociées.

» C'est l'opposé de l'idée libérale, qui a pour corollaire la responsabilité. Le C.N.P.F., qui a le privilège de rassembler des entreprises de toutes les tailles et de tous les secteurs a décidé de développer une meilleure concertation entre ces différents partenaires.

» Trois actions ont été menées au sein du C.N.P.F. Elles doivent être poursuivies. Il s'agit de la réforme du prix d'appel, du refus de vente et de la reconquête du marché intérieur.

» A travers ces actions, ce sont les rapports entre la production et la distribution, entre les banques et les entreprises, entre les petites et les grandes entreprises qui sont en cause.

» De la même façon, ce n'est que par une étroite concertation entre producteurs et distributeurs que peut être opérée la nécessaire reconquête du marché intérieur », a rappelé M. Chevalier, qui, après s'être prononcé en faveur du développement du dialogue avec les organisations de consommateurs, a conclu : *« Les chefs d'entreprise sont en mesure de faire face. A condition que l'esprit d'entreprise et que les forces d'initiatives et de création soient libérées. »*

Un entretien avec M. François Ceyrac

(Suite de la première page.)

— Pourtant de plus en plus nombreux sont ceux qui s'interrogent sur la politique menée depuis 1976.

— Oui, certains se complaisent, actuellement, dans une morosité que ne justifie pas la diversité de la situation économique. Ce n'est pas le cas des chefs d'entreprise, ils ne cultivent pas la sinistrose. Et il serait équitable de reconnaître le rôle à mon avis capital qu'a joué Raymond Barre au cours de ces quatre dernières années. N'oublions pas que le monde traverse une crise profonde et durable qui n'a épargné personne, ni à l'Est, ni à l'Ouest. Tous les pays — y compris le Japon — connaissent des difficultés.

» Or, la position de la France ne s'est pas dégradée. Je pense même qu'elle s'est, dans une certaine mesure, améliorée. Rester dans le peloton de tête n'était pas une mince affaire. Nous y sommes parvenus. Mieux même, dans certains domaines, la gestion de M. Barre a permis d'obtenir des résultats relatifs très appréciables, — je dis bien relatifs car les résultats obtenus n'ont aucun sens dans le monde où nous vivons. Cela est vrai de la tenue de la monnaie, de notre taux de croissance ou de l'augmentation du pouvoir d'achat. Je considère donc que l'action du premier ministre a été hautement bénéfique.

— Et l'emploi ?

— J'y venais. Le problème du chômage est dramatique, *« crucifiant »* pour les Français. Mais il n'a pas sa source dans les licenciements : les créations d'emploi sont supérieures aux suppressions !

» Le chômage est lié à un double phénomène. D'une part, un déséquilibre entre le nombre de ceux qui partent à la retraite et de ceux qui, — très nombreux, — recherchent un premier emploi. Et ce déséquilibre va durer jusqu'en 1986. D'autre part, un phénomène de société que je ne critique d'ailleurs pas : le désir d'un nombre croissant de femmes d'avoir une activité professionnelle. Si nous étions dans la situation démographique de l'Allemagne fédérale, — qui a supprimé depuis 1973 autant d'emplois que nous en avons créé, — notre niveau de chômage serait inférieur à celui de la R.F.A.

— L'un des axes de la politique de M. Barre était l'amélioration de la compétitivité de l'économie française et notamment celle des entreprises. Il semble que, dans ce domaine, 1980 n'ait pas été une bonne année.

— C'est exact. Notre compétitivité s'est améliorée en 1978 et 1979, mais il n'en a pas été de même en 1980. Cela est dû, d'une part, à un ralentissement dans les progrès de productivité et, d'autre part, à des difficultés monétaires.

— Vous estimez le franc trop cher ?

— Non : je parle des rapports entre les monnaies. Il est incontestable que la faiblesse du dollar en 1979 et au début 1980 a permis, par exemple, aux industriels américains du secteur textile de pénétrer le marché français avec une redoutable efficacité. La valeur du yen — dont chacun sait qu'elle est contrôlée par la Banque du Japon — a aussi joué un rôle considérable dans les succès remportés par les Japonais sur les marchés extérieurs. Face à cette situation nous avons toujours affirmé, et nous continuons de le faire, que la réponse n'est pas une dévaluation du franc.

» Ce serait une solution de facilité qui serait démobilisatrice. La véritable réponse, c'est l'effort de productivité. Cet effort suppose, en premier lieu, que les charges des entreprises n'augmentent pas — du fait d'impôts comme la taxe professionnelle, ou d'une inflation salariale, comme celle que nous avons constatée en 1980 — et en second lieu que les investissements de productivité soient accélérés.

Ne pas s'arrêter à mi-chemin

— L'aide à l'investissement qui figure dans le budget de 1981 devrait y contribuer.

— Cette aide s'inscrit, effectivement, après la libération des prix et la création des Sicav Monory dans le cadre de mesures destinées à renforcer notre potentiel industriel. Encore faudrait-il que l'on ne s'arrête pas en cours de route ! Prenons la liberté des prix : je déplore que l'on se soit *« pris un peu les pieds dans les moustaches »* et que l'on n'ait pas libéré les prix de la pharmacie, par exemple — prétendûment à cause de la sécurité sociale ! Je regrette, aussi, que l'on ne soit pas allé jusqu'au bout pour les prix pétroliers. Je comprends parfaitement les raisons qui ont empêché une libération totale des prix à la consommation mais il faudra bien, un jour, admettre que la liberté est bonne pour tous.

» Il en va de même en ce qui concerne l'investissement. Aider l'investissement, c'est bien. Mais l'on n'a fait que nous placer dans une situation comparable à celle des industriels américains. A cela près que les 10 % de déduction fiscale s'appliquent chez nous sur l'assiette alors qu'aux Etats-Unis ils s'appliquent sur les bénéfices. Les Américains sont donc mieux servis que nous.

» Il est également désolant que l'on refuse d'aborder de front la question de la réévaluation des bilans. Au nom de grands principes budgétaires, alors qu'il s'agit là d'un élément fondamental de la santé des entreprises. Je n'insisterai pas sur la déplorable survivance d'une taxe professionnelle, dont chacun s'accorde à dire qu'elle pénalise l'emploi et l'investissement.

» Bref, il reste du chemin à parcourir pour placer l'économie française dans une situation comparable à celle de nos grands concurrents. Mais nous savons que Paris ne s'est pas fait en un jour ! L'essentiel est de continuer d'aller dans la bonne direction.

— Vous n'êtes donc pas de ceux qui considèrent que le pire est devant nous ?

— Affirmer que le pire est devant nous me semble relever plus d'un masochisme intellectuel que d'une analyse sérieuse de la réalité, qui est plus nuancée. Après tout, l'on peut se demander si nous n'avons pas connu le pire en 1975, année de croissance zéro pour la France. Qui peut affirmer que la crise actuelle de la sidérurgie et de l'automobile n'a pas atteint son point culminant en 1980 ? Si l'on écarte deux menaces aussi imprévisibles qu'irrationnelles — la guerre ou les décisions aberrantes de l'OPEP, je crois, au contraire, que le monde aborde, progressivement, une certaine reconstruction. Que cette phase de reconstruction entraîne encore bien des difficultés et exige bien des efforts, nul n'en doute. Cependant, nous pouvons espérer que les choses iront en s'améliorant.

Les trois atouts de la France

— Et les chances de la France ?

— La France dispose de trois atouts considérables. En premier lieu la qualité de ses hommes. On oublie trop souvent que nos concitoyens ont fait preuve, au cours de ces dernières années, d'un sang-froid et d'un courage exceptionnels. Le deuxième atout de la France réside dans sa capacité d'adaptation et d'innovation. Notre pays figure aux premiers rangs mondiaux dans des techniques de pointe comme le nucléaire et le spatial ! Et l'on fait trop peu de cas des capacités d'innovation dont ont déjà fait preuve des milliers d'entreprises qui nous ont permis de conserver nos positions relatives dans le monde. Il n'y a pas de raison de penser qu'au prix d'un effort de recherche et d'investissement auquel sont prêts les chefs d'entreprise — nos assises de Strasbourg l'ont prouvé — ces positions ne s'améliorent pas.

» Si l'on ajoute à cela la stabilité de nos institutions politiques, on constate que notre pays dispose d'une marge de manœuvre supérieure à bien d'autres nations. Reste à savoir si nous saurons les utiliser. Mais pour peu que nos concitoyens conservent leur cohésion et ne gaspillent pas leur énergie dans des affrontements stériles — d'où l'importance considérable d'une politique sociale adaptée à ces temps difficiles — la France a des chances certaines. Quelles que soient les difficultés immédiates, nous avons foi en l'avenir et dans les chances de la France. Mais ces atouts ne vaudront que par la volonté de les mettre en œuvre. Il faut opter, avec résolution, pour une stratégie offensive, pour une guerre de mouvement.

— Vous venez d'évoquer l'extrême importance d'une politique sociale active. En ce qui concerne le chômage, le C.N.P.F. est-il prêt à proposer de nouvelles mesures afin d'améliorer la situation, notamment celle des jeunes ?

— La France a la chance d'avoir une démographie qui permettra d'ici à 1990 un large rajeunissement de la population active. 850 000 jeunes sortent de leur scolarité obligatoire chaque année. C'est un atout que l'Allemagne n'a pas. Ce rajeunissement est une source de dynamisme et de créativité. Mais c'est aussi, à court terme, une lourde charge. Il exige un effort considérable pour permettre aux jeunes de s'insérer dans la vie active. Rien ne serait plus grave que le refus d'accueillir les jeunes. Nous n'avons pas le droit de leur fermer nos portes.

— La poursuite des pactes pour l'emploi, redéfinis et intégrés dans un plan quinquennal, vous satisfait-elle ?

— Oui, je me réjouis que l'Etat ait décidé d'assurer un effort permanent.

— L'effort financier annoncé par l'Etat (10 milliards de francs) est-il suffisant ?

— Nous verrons. C'est un domaine nouveau. Nous sommes en train d'en discuter. Mais il est prioritaire que, pendant cette période, un effort particulier soit accompli en faveur des jeunes.

— Selon les prévisions, le chômage risque encore de s'accroître... Etes-vous décidé non seulement à maintenir mais à améliorer le système d'indemnisation du chômage, notamment des pré-retraités ?

— La véritable riposte face au chômage, c'est l'amélioration de la productivité et de la compétitivité de nos entreprises sur le marché international et national. Mais, en attendant, il est absolument nécessaire de maintenir en place le système d'indemnisation des chômeurs et des pré-retraités. C'est grâce à lui que nous avons pu traverser sept ans de difficultés, avec peine certes, mais sans drame. Je crois qu'il n'est ni possible ni souhaitable de faire des économies dans le domaine du chômage. En revanche, je pense que l'on peut mieux distribuer les 30 à 32 milliards de francs consacrés à cet effort. On peut en discuter. On peut toujours faire des progrès dans la répartition des aides. Mais il est nécessaire de maintenir, au moins pendant cinq ans, un effort considérable pour prendre en charge tous ceux dont l'emploi ne peut pas être maintenu. Le chômage est une force de désagrégation sociale qu'il faut combattre. La cohésion d'une société est, aujourd'hui, la condition de son efficacité et de sa réussite économiques.

Pré-retraite : il faut être prudent

— Pensez-vous qu'il faudra encore abaisser l'âge de la pré-retraite ?

— Il faut faire attention. Notre système de pré-retraite coûte déjà très cher. En outre, abaisser l'âge de la pré-retraite peut être un élément de découragement social. Je ne crois pas qu'il faille pousser systématiquement hors de la vie active des personnes qui sont capables de travailler et qui le souhaitent.

— N'est-on pas déjà allé trop loin en proposant des pré-retraites à cinquante-six, voire cinquante ans ?

— Cela a été nécessaire pour faire face à des nécessités sectorielles. Mais il faudra faire très attention aux conséquences de pareilles mesures.

— Une autre formule consistant au titre d'une solidarité entre générations et d'un sérieux effort du patronat à partager le temps de travail, ne serait-elle pas préférable ?

— J'ai la conviction que la réduction du temps de travail n'est pas une réponse au problème du chômage. Notre négociation avec les syndicats sur la durée du travail avait un autre objectif. Améliorer la productivité des entreprises en utilisant mieux et davantage les machines, et répondre, grâce à ces progrès de productivité, aux aspirations des salariés à une plus grande souplesse dans l'organisation du travail et à des congés supplémentaires. Il s'agissait donc de concevoir une nouvelle organisation du travail et non pas de répondre, ponctuellement, au problème du chômage.

— Finalement, ces discussions se sont soldées par un échec. Vous n'avez pas réussi à conclure un accord avec les syndicats. Comptez-vous reprendre les discussions ?

— Discuter, même deux années, avec les syndicats n'est pas un échec. Ce n'est pas du temps perdu. Cela nous a permis, aux uns et aux autres, de mieux cerner les problèmes. Ceci dit, nous regrettons que, pour les raisons sur lesquelles je ne veux pas porter de jugement, les syndicats aient refusé de prendre leurs responsabilités. J'espère que, dans une période plus sereine, nous pourrons reprendre cette négociation. La porte reste ouverte.

— Etes-vous toujours prêt à reprendre des discussions au niveau national ?

— Oui. Mais au niveau national.

Maintien du pouvoir d'achat : « un objectif pas une obligation »

— Les recommandations en faveur du seul maintien du pouvoir d'achat de la masse salariale et le recours à l'individualisation des salaires ne vont-ils pas à l'encontre de la politique visant à réduire les inégalités et à revaloriser les bas salaires ?

— L'évolution de la masse salariale — plus de 700 milliards de francs, — a un impact économique considérable. Si elle est trop rapide, la productivité et la compétitivité des entreprise diminuent. En 1980, nous avons eu une augmentation des salaires trop rapide, qui va aggraver la situation des entreprises, en affaiblissant leur compétitivité sur le marché international. D'ailleurs, selon les dernières estimations, cette année, la marge bénéficiaire des sociétés a diminué en moyenne de 5 %. En revanche, nous avons toujours affirmé que nous étions d'accord pour pratiquer une politique graduelle de revalorisation des bas salaires et, dans certains secteurs, une politique d'amélioration des salaires des manuels.

» Mais, compte tenu des difficultés, pouvons-nous à la fois améliorer le SMIC, les bas salaires, ceux des manuels et en même temps garantir à tous le maintien du pouvoir d'achat ? Non. L'expérience prouve qu'il n'est pas possible de faire tout cela simultanément sans déclencher un mouvement salarial très supérieur à ce que peut supporter l'entreprise. C'est la raison pour laquelle nous avons demandé au gouvernement de s'en tenir, pour le SMIC, à l'application rigoureuse de la loi pour ne pas déclencher des mouvements en chaîne.

» Quant au pouvoir d'achat, notre position est claire : nous souhaitons le maintien du pouvoir d'achat pour tous, mais il n'est pas certain que toutes les entreprises pourront le faire. Nous considérons qu'il s'agit d'un objectif et non pas d'une obligation.

— Le C.N.P.F. interviendra-t-il publiquement à l'occasion de l'élection présidentielle ?

— Vous savez que nous n'avons pas de goût particulier pour intervenir dans le domaine politique. Nous l'avons fait, en 1978, parce qu'il nous est alors apparu que l'enjeu était un choix de société. J'espère que l'évolution de la campagne présidentielle sera telle que nous pourrons conserver, comme nous le souhaitons, une attitude de neutralité.

— Est-ce à dire que vous considérez que l'enjeu de l'élection présidentielle n'est pas un choix de société ?

— Non bien sûr ! L'élection présidentielle engage également un choix de société puisque, en définitive, nous devrons probablement — je dis probablement — avoir à choisir entre les deux candidats qui étaient déjà face à face en 1974 et qui représentent effectivement deux types de société différents. Mais je pense que les Français ne se poseront pas trop de problèmes en ce qui concerne ce choix et que leur éducation sociale, économique et politique devrait les amener à s'en tenir à la ligne qu'ils ont adoptée en 1974 et en 1978. »

Propos recueillis par
PHILIPPE LABARDE
et JEAN-PIERRE DUMONT.

ÉNERGIE

DROIT DE RÉPONSE

Après avoir permis à M. Paul Quilès, secrétaire national du P.S., d'expliquer rapidement — donc un peu confusément — l'ensemble du programme énergétique socialiste, TF 1 a immédiatement offert lundi soir 19 janvier un droit de réponse au ministre de l'industrie, M. André Giraud. Une critique d'autant plus facile qu'elle n'avait choisi qu'une seule cible et qu'elle évitait de répondre aux questions que posent les socialistes sur la politique actuelle.

On comprendrait mal désormais qu'un membre de l'opposition ne soit pas convié à commenter tout programme gouvernemental présenté à la télévision d'ici à l'élection présidentielle.

Ph. L.

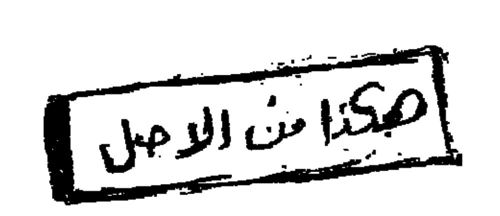
TOURISME

M. J.-P. SOISSON : il faut continuer à équiper nos stations de sports d'hiver.

« Il faut continuer à équiper les stations de sports d'hiver. » C'est ce qu'a déclaré M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, lundi 19 janvier, à Grenoble. Actuellement, la France reçoit cinq fois moins de skieurs étrangers que la Suisse ou l'Autriche.

« Il faut éviter que la saturation relative de nos stations conduise le développement du ski à s'effectuer à l'avenir surtout en dehors de France », a estimé le ministre.

Or on prévoit que le nombre des skieurs français passera de quatre millions cinq cent mille à six millions en dix ans. Aussi M. Soisson a-t-il demandé au service d'études et d'aménagement touristique de la montagne — le S.E.A.T.M., auteur du plan neige des années 70 — de réfléchir au développement de la haute montagne. Un nouveau schéma d'aménagement devrait être préparé avant 1985. — *(Corresp.)*



CONJONCTURE

Les importations ont augmenté de 25 % en 1980

Les échanges extérieurs de la France ont, en 1980, enregistré un déficit quatre fois et demie plus élevé qu'en 1979, soit 60,42 milliards de francs contre 13,55 milliards. *Les exportations ont atteint 490,55 milliards de francs, en progression de 15 % ; mais les importations se sont élevées à 550,97 milliards de francs, en augmentation de 25 %. Le taux de couverture des achats par les ventes s'est établi à 89 % au lieu de 97 % il y a deux ans.*

Depuis le premier « choc pétrolier », la balance commerciale française n'a été excédentaire qu'à deux reprises : en 1975 (+ 6 milliards), du fait de la récession, et en 1978 (+ 2 milliards), grâce à un accroissement des exportations. Des soldes négatifs ont été enregistrés en 1974 (— 20 milliards), en 1976 (— 23 milliards), en 1977 (— 14 milliards) et en 1979.

La facture énergétique explique en grande partie l'aggravation du déficit en 1980. Cette facture (1) est passée de 83,8 milliards en 1979 à 131,8 milliards en 1980, même si les quantités *de pétrole sont revenues de 126* millions de tonnes (dont 4 millions de restockage) à 110 millions.

Si les échanges agro-alimentaires ont eux dégagé un excédent de 11,8 milliards de francs en 1980 contre 3,2 milliards en 1979, la France a enregistré une réduction du surplus en ce qui concerne un certain nombre de produits industriels. *Si le rythme de* l'activité est plus élevé en France qu'ailleurs, on constate donc que l'appareil de production national ne peut répondre rapidement à un accroissement de la demande.

Ainsi, dans le domaine des biens de consommation, le déficit est passé de 4 milliards de francs en 1979 à 6,5 milliards en 1980. En outre, en matière d'automobile, l'excédent a baissé, se situant à 14,7 milliards contre 19,5 milliards de francs. Enfin, en ce qui concerne les biens d'équipement professionnel, le surplus a sensiblement diminué, s'inscrivant à 10,4 milliards de francs au lieu de 18,5 milliards. Outre la nécessité d'importer des machines, ce résultat reflète aussi le faible niveau — 41 milliards de francs — des grands *contrats conclus en 1978. Une reprise* devrait être enregistrée à ce sujet, compte tenu des signatures intervenues en 1979 (57 milliards de francs) et surtout en 1980 (71 milliards).

Une position moyenne

Toutefois, de tels engagements peuvent aussi accroître la vulnérabilité des échanges extérieurs de la France, dans la mesure où ces contrats sont conclus le plus souvent avec des pays en développement, qui ne sont pas à l'abri de crises, comme l'Iran, et qui, de toute façon, compte *tenu des conditions financières* avantageuses qui leur sont consenties, coûtent cher. Le surplus observé à l'égard de ces pays a augmenté en 1980, passant de 16,1 milliards en 1979 à 18,1 milliards. En revanche, le déficit enregistré à l'égard de l'ensemble des pays industriels de l'O.C.D.E. a plus que doublé, s'établissant à 50 milliards de francs en 1980 contre 22 milliards en 1979.

Envers la seule Communauté européenne, ce déficit s'est établi à 22,5 milliards de francs au lieu de 8,7 milliards. Si l'excédent enregistré à l'égard de l'Italie est passé de 1,5 à 5,3 milliards, le surplus envers la Grande-Bretagne est revenu de 6,4 à 2 milliards, tandis que le déficit à l'égard de l'Allemagne fédérale s'établissait à 16,8 milliards au lieu de 11,1 milliards. De même, les déséquilibres se sont creusés à l'égard de la Belgique (— 3,7 milliards au lieu de — 0,2) et des Pays-Bas (— 8 milliards au lieu de — 5,2).

Un phénomène comparable a été observé en ce qui concerne le Japon (— 7,1 milliards, contre — 4,8), et surtout les Etats-Unis, le déséquilibre ayant représenté *24,6 milliards* de francs au lieu de 14 milliards. Un pays a fait exception : la Suisse, à l'égard de laquelle la France a enregistré un excédent de 9,3 milliards de francs au lieu de 6,6 milliards.

Enfin, alors que le déficit envers les pays de l'OPEP a atteint 64,6 milliards de francs au lieu de 39,9 milliards, la balance commerciale française a également enregistré avec les pays à économie centralisée un solde négatif de 3,1 milliards, au lieu d'un excédent de 3,3 milliards en 1979. Ce renversement provient d'un accroissement de *près de 7 milliards des achats* de produits énergétiques.

La balance commerciale reflète l'état de compétitivité d'une économie ; mais le jugement porté sur la santé d'une monnaie est surtout lié à la situation de la *balance des paiements* courants. Celle-ci, outre les marchandises, comprend les services (tourisme, transport, grands travaux...) et les transferts (envois de fonds des travailleurs étrangers notamment), ces deux postes constituant les échanges dits invisibles.

Pour 1979, le déficit de cette balance courante est estimé à 29,3 milliards de francs. Le déficit du commerce extérieur (48,1 milliards, en termes de balance des paiements) et celui des transferts unilatéraux (17,1 milliards) auraient été en partie compensés par un excédent des activités de négoce international (0,2 milliard) et de la balance des services (35,7 milliards). La balance des paiements courants avait été excédentaire de 4,9 milliards en 1979 et de 16,9 milliards en 1978. Sur le plan international, la France se serait située dans une position moyenne entre la Grande-Bretagne (+ 23 milliards) et les Etats-Unis (— 7 milliards), d'un côté, l'Italie (— 46 milliards) et l'Allemagne fédérale (— 71 milliards) de l'autre.

MICHEL BOYER.

(1) Pour l'analyse sectorielle et géographique du commerce extérieur, les importations sont calculées CAF, c'est-à-dire intégrant les frais d'assurance et de transport. Le déficit s'est alors élevé à 99,49 milliards de francs contre 42,45 milliards de francs en 1979.

AGRICULTURE

● *Un cas de peste porcine aux Pays-Bas*, découvert dans un élevage, a entraîné la fermeture de la frontière britannique aux importations de viande de porc néerlandais, à l'exception du bacon et de la charcuterie. Selon l'organisation des éleveurs, le Royaume-Uni n'avait importé que 1 500 tonnes de porc néerlandais depuis la levée de l'interdiction d'importation qui avait été appliquée jusqu'au 1er avril 1980, pour la même raison sanitaire.

● *Grève au ministère de l'agriculture.* — Le personnel des services centraux du ministère de l'agriculture était appelé par la C.F.D.T. et la C.G.T. à cesser le travail pour vingt-quatre heures, ce mardi 20 janvier. Il demande la suppression des inégalités entretenues par l'administration dans la distribution des primes, le treizième mois minimum pour tous (titulaires, contractuels et vacataires) et la suppression des abattements pendant les congés de maternité, pour maladies et accidents du travail, ainsi qu'en cas de travail à temps partiel.

« LES TROIS MONDES », de Jacques Attali

(Suite de la première page.)

Celui qui attendait une série de jugements péremptoires sur chacune de ces façons d'expliquer l'économie serait déçu. Courageusement, notre auteur lance une affirmation insolite dans notre société manichéenne : « Il faut... apprendre à accepter comme vrai tout discours porteur de sens pour tous, pour un groupe, ou pour un individu. » Cette invitation au voyage pluraliste ouvre pour le lec*teur une fenêtre que l'on croyait* fermée pour longtemps, et fait passer sur tout le livre un souffle d'air frais, une allégresse peu courante dans ce genre d'écrits.

Le desserrement de l'étau dogmatique se révèle par exemple dans l'attitude de Jacques Attali face à Marx. Est-il possible, se demande-t-il, de penser le marxisme comme une science ? « Après qu'en son nom tant de barbaries ont été accomplies, tant d'espoirs trahis, tant de prédictions déçues, tant de fantasmes dissipés ? Je le crois, à condition de se rappeler qu'un discours n'est scientifique qu'au sens de son propre critère du vrai. C'est-à-dire de ne penser le marxisme comme vrai que s'il a une utilité politique pour une classe sociale donnée. En ce sens-là, Marx est vrai. »

C'est dans le troisième monde, celui de l'organisation ouverte sur le monde naturel, l'écosystème et la biosphère, que Jacques Attali cherche sa vérité.

Pour bien se faire comprendre, notre auteur abandonne alors la grille économique pour celle de *l'histoire. Trinitaire également, on* s'en serait douté. Tout système d'organisation a pour but d'éliminer la violence : soit par l'ordre rituel, dans les débuts de l'humanité ; soit par l'ordre impérial, jusqu'au dixième-douzième siècle ; soit par l'ordre marchand, ensuite.

La compensation de la violence est donc l'élément capital, et la *crise naît lorsque le système ne* peut plus y parvenir, en gros lorsque l'organisation se complexifie et que son coût grandit trop. Il faut alors une nouvelle réorganisation. Jusqu'ici, celle qui l'a emporté se fait autour d'une « nation disposant de la technologie, du surplus et de la culture nécessaires à la diminution des coûts de l'organisation ».

Une des métaphores chères à Jacques Attali est que toute crise est déchirure puis réécriture d'une forme, qui n'est, au reste, jamais totale, car des éléments du passé persistent, mais s'effacent peu à peu.

Jusqu'à aujourd'hui, l'ordre marchand a connu huit réécritures qui correspondent à ces « villes-cœurs » chères à Braudel, ou à des sauts technologiques. Ainsi l'au*teur associe Bruges, au quatorzième* siècle (où la bourgeoisie commence à contrôler les réseaux de l'échange et de la demande), à l'invention du gouvernail d'étambot, qui permet *aux navires de remonter le vent ;* Venise à la caravelle ; Anvers à l'imprimerie ; Gênes à la compta*bilité ; Amsterdam à... la flûte* (entendez le « vlicebot », bateau fabriqué en série qui économise un cinquième d'équipage) ; Londres à la machine à vapeur ; New-York à l'automobile, avatar *masculin* de l'ordre marchand, et au moteur *électrique, son avatar féminin qui* permet de déchaîner tous les « esclaves domestiques ».

Et notre crise à nous ? Jacques Attali y arrive tout de même. La forme ancienne ne peut survivre que dans l'expansion ; et c'est par là que, comme les autres, la nôtre se déchire. A partir du milieu des années 60, le coût de l'organisation représente une part croissante de la valeur, ce qui réduit le surplus. Alors commencent la crise *du travail* (refus des exigences de la productivité), celle de la ville, puis celle du pétrole, conduisant à la désorganisation et à la faillite de l'Etat.

Comment en sortir ? Un parcours en... trois étapes est analysé : la « socialisation » (endettement et inflation partagent la charge des coûts d'organisation, l'une avec les *patrimoines de l'avenir, l'autre avec* ceux du passé) ; la « dévalorisation » (technologies nouvelles détruisant une partie importante de l'appareil industriel) ; la « réorganisation », qui peut conduire à l'« avatar onaniste » de cette consommation solitaire de l'homme grâce aux techniques nouvelles (vidéomatique) ou, au contraire, à *la promotion des « machines ouvertes en non scellées »* de la création.

Dans ce dernier cas naîtrait « un *polyordre de non-violence... un* monde disparate et multiple, instaurant des rapports de gratuité réciproques, dans le travail et la consommation, entre personnes et entre nations... (Il faut) vouloir la mort de l'ordre pour atteindre libre*ment la destination de l'homme »...* et, comme le rêve Danielo (du « Rivage des Syrtes »), entendre *enfin une réponse à la seule ques*tion qui vaille encore d'être inlassablement posée : « Qui-vive ?... »

Le *nouveau* livre de Jacques Attali ne propose pas une méditation facile, et son parcours eût gagné à prendre des raccourcis pour nous plonger plus vite dans le circuit des risques et des chances d'aujourd'hui. L'obsession trinitaire nous gêne parfois un peu, car, malgré les explications pointues, on flaire ici et là le procédé. L'auteur *se défend d'un retour naïf à Héra*clite ou à Hegel, mais, curieusement, ne cite jamais la « loi des trois états » d'Auguste Comte. Il est vrai que, dans la forêt des références, cet oubli ne s'aperçoit guère...

L'essentiel n'est évidemment pas là mais dans ce foisonnement d'audaces intellectuelles dont Jacques Attali a le secret. Elles le mènent parfois dans des paysages où nos yeux s'écarquillent, à la recherche *d'un point d'appui. Mais si l'auteur* se laisse emporter par une sorte de passion de l'analyse, de frénésie intellectuelle, voir prophétique, c'est le plus souvent pour secouer les conformismes de la déduction où s'enlisent tant d'économistes. Il réussit, du coup, à nous maintenir sur un excitant... qui-vive.

PIERRE DROUIN.

★ Jacques Attali, *les Trois mondes*, éditions Fayard, 326 pages. Prix : 69 F environ.

MONNAIE

LE 7 % 1973

Un emprunt « explosif »

L'Etat français vient, en ce début de 1981, de recueillir 10 milliards de francs au titre de son premier emprunt de l'année. Mais, le 16 janvier, il a dû verser près de 4 milliards de francs aux souscripteurs d'un emprunt émis il y a exactement huit ans, après leur avoir versé 2,5 milliards de francs il y a un an, soit 6,5 milliards de francs en deux ans. Ce chiffre est intéressant car il représente exactement le montant recueilli en janvier 1973, lorsque fut lancé le fameux emprunt de 7 %, à garantie de change et garantie-or qui, d'ores et déjà, se révèle être l'émission la plus coûteuse du siècle, et risque de devenir un argument dans la prochaine campagne électorale.

M. Georges Marchais ne vient-il pas d'« *exiger l'arrêt immédiat de toute cotation et de toute transaction, le blocage immédiat des opérations de paiement des coupons sur ces titres* (il y ajoute l'emprunt 4 1/2 % 1973, indexé sur la pièce d'or de 20 francs) *et le remboursement à l'Etat des coupons versés cette année* », réclamant, en outre, « *une commission d'enquête pour connaître le nom des spéculateurs* » ? En fait de spéculation, il n'y a eu, hélas pour le Trésor, que le jeu normal des clauses d'une émission passablement sophistiquée, imaginée au début de 1973 par le ministre des finances d'alors, M. Valéry Giscard d'Estaing.

En sept ans, pour 6,5 milliards de francs recueillis au départ, l'Etat a déjà dû payer 10 milliards de francs d'intérêts, et, sur les bases actuelles, il aura, toujours en intérêts, acquitté 37 milliards de francs en quinze ans au 16 janvier 1988, date à laquelle, toujours sur les bases actuelles, il devra rembourser près de 60 milliards de francs supplémentaires. Il faut bien spécifier « *sur les bases actuelles* », car le jeu diabolique des clauses de cet emprunt fait que nul ne sait vraiment quel sera le montant exact des sommes à payer en intérêts et en capital : il dépend tout simplement du cours de l'or, notamment au début de 1988.

Aucun garde-fou

L'emprunt 7 % 1973, assorti d'une garantie de change, est indexé sur les variations entre le poids d'or de l'unité de compte européenne et celui du franc, à partir d'une base *fixée* au début de 1973. Une indexation « de secours », assise sur les variations du cours du lingot d'or coté à la Bourse de Paris, avec 10 483 F comme base de départ, doit jouer lorsqu'une série d'événements monétaires se produisent : parmi ceux-ci, le fait que la valeur officielle du franc ne soit pas définie par un poids d'or. C'est ce qui s'est produit lorsque, à la suite des accords de la Jamaïque de 1976 le Fonds monétaire international, à la majorité de 85 % de ses membres, a décrété, en avril 1978, qu'aucune monnaie n'était plus rattachée à l'or. Bien que la France n'ait pas ratifié les accords de la Jamaïque, elle a bien dû se plier à la décision du Fonds, et le franc — pas plus que l'unité de compte européenne, — remplacée aujourd'hui en grande partie par l'ECU, n'est désormais plus défini par un poids d'or.

C'est donc le cours du lingot d'or de 1 kilo qui, depuis avril 1978, sert de référence pour fixer le coupon annuel de l'emprunt : 608,02 F le 16 janvier 1981 contre 70 F en janvier 1974 pour un capital initial de 1 000 F. Quant au montant du remboursement, effectué en totalité en janvier 1988, il dépendra de plusieurs facteurs : le cours de l'or (il peut monter, ou descendre, d'ici là), ou, le cas échéant, les nouvelles parités entre des monnaies à nouveau fondées *sur* l'or, ce que nul ne peut exclure totalement.

Il est *facile*, *a posteriori*, de s'indigner d'une telle ponction sur les deniers de l'Etat, qui sont, en définitive, ceux du contribuable. Au départ, cet emprunt, bien qu'il eût été souscrit facilement, vit son cours en Bourse fléchir au-dessous de son montant à l'émission. Son taux d'intérêt nominal était inférieur à celui du marché, et l'indexation sur le lingot ne jouait pas en cas de hausse du cours du métal sur le marché libre. Cela a bien changé depuis, puisque les performances récentes de certaines Sicav sont dues à leurs placements en emprunt de 7 % 1973 et qu'une grande compagnie d'assurances nationalisée en détient pour une valeur boursière de plus de 3 milliards de francs.

Une remarque s'impose néanmoins. Certes, il y a sept ans, nul ne pouvait prévoir que les monnaies seraient détachées de l'or, et que le prix de ce métal ferait le bond que l'on connaît.

Mais le fait de n'inclure dans le contrat d'émission, si sophistiqué soit-il, aucun garde-fou, aucune limite à l'indexation, était bien dangereux, cela dit après coup, car, à l'époque, nul n'avait véritablement soulevé cette objection.

D'ailleurs, il n'y a pas davantage eu d'objection en 1946 lorsque furent institués les prélèvements de 1 % sur les ventes d'E.D.F. en faveur des porteurs d'obligations indemnitaires de la Caisse nationale de l'énergie et des œuvres sociales de la même E.D.F. Le prélèvement fut assez réduit et ne souleva guère de critiques jusqu'à « l'explosion des tarifs » consécutive à la hausse vertigineuse de l'énergie, imprévisible il y a trente-cinq ans.

On sait donc, maintenant, qu'une indexation peut « exploser ». Mais que faire ? Modifier unilatéralement les termes du contrat, comme le penseraient certains membres de la majorité ? Rue de Rivoli, on envisage la chose avec horreur : « *L'Etat tiendra ses engagements* », quitte en 1988, à proposer un nouvel emprunt, moins avantageux, pour consolider l'ancien. Il serait tentant, pour des gouvernements futurs, de vouloir, effectivement, modifier les termes d'un contrat jugé léonin, ruineux, et pourtant conduire à ce que les juristes appellent un « *enrichissement sans cause* ». Mais que vaudraient alors les engagements de l'Etat, à l'extérieur comme à l'intérieur ? La puissance publique peut, un jour, être amenée à solliciter massivement l'épargne. Il n'en reste pas moins que l'emprunt 7 % 1973 est une catastrophe pour le Trésor.

FRANÇOIS RENARD.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou Dép. —		DEUX MOIS Rep. + ou Dép. —		SIX MOIS Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U.	4,6340	4,6380	— 375	— 355	— 635	— 590	—1100	— 990
$ can.	3,8690	3,8725	— 250	— 215	— 405	— 365	— 670	— 550
Yen (100)	2,2880	2,2920	+ 45	+ 80	+ 95	+ 135	+ 380	+ 485
DM	2,3110	2,3135	+ 25	+ 50	+ 60	+ 95	+ 355	+ 430
Florin	2,1220	2,1250	+ 20	+ 35	+ 45	+ 70	+ 255	+ 325
F.B. (100)	14,3835	14,3880	— 110	+ 25	— 190	0	— 45	— 135
F.S.	2,5425	2,5465	+ 105	+ 140	+ 215	+ 255	+ 785	+ 885
L. (1 000)	4,8590	4,8675	— 255	—190	— 530	— 435	—1380	—1895
£	11,1575	11,1650	— 365	— 270	— 595	— 470	— 765	— 450

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 1/2	8 3/4	9	9 1/4	9	9 1/4	9	9 1/4
$ E.-U.	19 5/8	19 7/8	19 5/8	19 13/16	19 1/8	19 5/16	17 1/4	17 3/8
Florin	9 1/4	9 1/2	9 1/8	9 5/16	9 1/4	9 1/2	9 1/2	9 3/4
F.B. (100)	10	11	11 7/8	12 1/8	12 1/8	12 3/8	12 1/2	12 3/4
F.S.	2 1/4	2 1/2	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 1/2	5 5/8	5 13/16
L. (1 000)	14	15	15 1/2	16 1/2	16 1/2	17 1/2	18	19
£	13 3/4	14	14 1/8	14 5/16	14 1/8	14 5/16	13 5/8	13 13/16
Fr. franç.	10 1/4	10 5/8	10 7/8	11 1/8	11	11 1/4	12 3/8	12 5/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

DOLLAR STABLE DANS UN MARCHÉ NERVEUX

Sur les marchés des changes rendus très nerveux par les péripéties des négociations sur les otages américains en Iran et leurs suites financières, le dollar a oscillé mardi 20 janvier autour de ses cours de la veille, soit 4,63 F à Paris et 2 DM à Francfort, la livre demeurant stable à 11,17 F environ. Sur le marché de l'or, le cours de l'once s'est raffermi à 563 dollars.

AUTOMOBILE

VAUXHALL SUPPRIME CINQ MILLE SEPT CENTS EMPLOIS DANS SES USINES BRITANNIQUES

Les réductions d'effectifs et les mises en chômage partiel se multiplient dans l'industrie automobile européenne. En Grande-Bretagne, Vauxhall, filiale du groupe américain General Motors, a confirmé aux syndicats son intention de réduire ses effectifs de 20 %, supprimant cinq mille sept cents postes sur un total de vingt-neuf mille. Cette réduction d'effectifs, justifiée, selon la direction, par la baisse des ventes (— 11,8 %) enregistrée en 1980 et la prolongation de la crise, devrait être réalisée entièrement grâce à des départs volontaires.

En Allemagne fédérale, Volkswagen a annoncé que son usine de Hanovre (vingt-deux mille salariés), qui fabrique des véhicules utilitaires, sera arrêtée pendant au moins treize jours et peut-être vingt-cinq au cours du premier semestre

En Italie, Alfa Roméo a informé les syndicats que douze mille ouvriers des usines du nord de l'Italie seraient mis au chômage partiel pendant trente-deux jours au cours des quatre premiers mois de 1981, afin d'écouler le stock de dix-sept mille véhicules invendus.

SOCIAL

LA C.G.C. REÇUE PAR M. RAYMOND BARRE

Les entreprises qui embaucheront des cadres « confirmés » seront exonérées de 50 % des charges sociales

La C.G.C. vient de marquer un point en obtenant du gouvernement la prochaine mise en place d'un pacte pour l'emploi des cadres « confirmés », euphémisme désignant ceux qui, à quarante-cinq ans, ne trouvent plus de travail.

Sans doute ce nouveau pacte ne peut-il apporter beaucoup plus d'espoirs que ceux dont les jeunes « bénéficient » depuis 1977. Au reste, c'est sur les crédits affectés au placement des moins de vingt-cinq ans que seront prélevées les aides

Même si le premier ministre n'est pas allé jusqu'à dire que l'emploi « est la priorité des priorités », comme le fait M. Jean Menu, président de la C.G.C., le langage gouvernemental s'est infléchi, le 19 janvier, lors de l'entrevue entre M. Barre et les dirigeants de la C.G.C.

Ceux-ci pouvaient, à l'issue de l'entrevue, se déclarer satisfaits de l'intérêt qu'avait manifesté le premier ministre en ce qui concerne la lutte contre le chômage. De plus, sans formuler des engagements précis au sujet des autres revendications des cadres M. Barre a fait preuve d'une certaine ouverture, en donnant certaines assurances (salaires, fiscalité retraites, etc.) et en promettant l'examen de plusieurs questions. Or, dans la période actuelle, nombre de cadres estiment que les choses qui vont sans dire vont encore mieux quand on les dit.

La C.G.C. doit poursuivre ses entretiens avec plusieurs ministres. Bien que, du côté du C.N.P.F., elle ait seulement obtenu la promesse d'un projet de statut du personnel d'encadrement, le résultat de cette série de rencontres semble pouvoir être jugé suffisamment positif pour que la centrale des cadres s'abstienne de lancer son candidat dans la campagne présidentielle, sans paraître faire marche arrière. Les dirigeants de la C.G.C. en décideront le 21 février.

Les principales « orientations » gouvernementales mentionnées dans le communiqué de Matignon sont les suivantes :

● L'EMPLOI. — Un « *véritable pacte pour l'emploi du personnel d'encadrement* » sera publié à la mi-février. L'embauche sera facilitée par l'exonération des charges sociales (pour les jeunes, elle est de 50 % pendant un an) pour les entreprises recrutant des cadres expérimentés. « *Le fonctionnement du marché et l'emploi seront améliorés* » — en liaison avec l'APEC (Association pour l'emploi des cadres) et l'A.P.E.C.I.T.A. (Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs, techniciens de l'agriculture).

Le gouvernement est « *favorable* » à des rencontres départementales patrons-C.G.C.-administration pour « dégager les possibilités d'emplois ».

● DES CONFIRMATIONS. — Elles portent sur la suppression du « *point* » exceptionnel de cotisation d'assurance-maladie, au 1er février, et sur la « *pérennité* » des retraites complémentaires, et le projet de loi relatif à la participation des cadres aux conseils d'administration.

● POUVOIR D'ACHAT. — Le gouvernement souhaite qu'il soit maintenu pour toutes les catégories de salariés « *grâce à un effort continu de productivité de l'économie française et au respect d'un certain nombre de disciplines collectives* ».

● FISCALITE. — Il « *serait souhaitable, pour l'avenir, de continuer à prendre en considération la situation des cadres pour le relèvement des tranches du barème de l'impôt* ». D'autre part la C.G.C examinera avec le ministre des finances la revalorisation d'une partie des indemnités de départ en retraite exemptée d'impôt (10 000 F depuis 1957) en vue du budget de 1982.

● DROITS SYNDICAUX DES CADRES. — Le ministre du travail va examiner les propositions de la C.G.C. — J. R.

A la suite d'une restructuration

LA RADIOTECHNIQUE COMPELEC VA RÉDUIRE SES EFFECTIFS DE 25 %

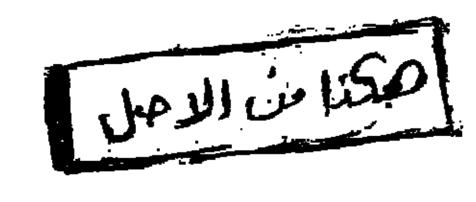
Devant « l'aggravation du déséquilibre des coûts globaux (...) entre la France et les pays à « dumping social », face à « l'agressivité chaque jour accrue de l'industrie japonaise », la Radiotechnique Compelec (R.T.C.) — filiale française du groupe néerlandais Philips — a décidé de procéder à une restructuration de ses activités et de « renoncer aux activités industrielles structurellement déficitaires, sans avenir et non stratégiques ».

Mille quatre cent soixante-quatorze suppressions de poste — soit 25 % des emplois de R.T.C. — et mille cent soixante et onze licenciements devraient résulter de cette stratégie. Les résistances et condensateurs fabriqués dans le centre de Joué-les-Tours seront abandonnés (le centre fermant d'ici à la fin de 1981). D'autre part des opérations de montage de semi-conducteurs discrets (à Caen) et de circuits intégrés (à Saint-Lô) seront transférées dans des pays « à bas coûts salariaux ».

La fabrication des tubes de télévision couleur sera poursuivie

En revanche, la fabrication de tubes de télévision couleur, bien que déficitaire, sera poursuivie car elle est considérée comme stratégique. Cette restructuration paraît indispensable à R.T.C. pour préserver les capacités de financement des secteurs de haute technologie où elle est compétitive.

Les représentants du personnel de la R.T.C. avaient refusé de se prononcer, le lundi 19 janvier, devant le comité central d'entreprise, sur le plan de restructuration de l'établissement, la fédération des métaux C.F.D.T. dénonçant l'« attitude négative » de la direction.



AFFAIRES

DANS L'INDUSTRIE INFORMATIQUE

• M. Jacques Dumas serait nommé président de Logabax
• M. Alain Minc devient directeur général-adjoint de C.I.I.-H.B.

Ce début d'année 1981 est marqué par d'importants mouvements de dirigeants dans deux des principales sociétés françaises d'informatique. Chez Logabax, qui a connu en 1980 de profonds bouleversements, un nouveau P.-D.G. devrait être nommé dans les prochains jours. Il s'agit de M. Jacques Dumas, qui occupe les fonctions de président de Sperry Univac France. De son côté, M. Talvard, directeur général de Logabax depuis juillet 1979, a décidé de quitter ses fonctions. Il semble que des divergences soient apparues entre ce dernier et le groupe Electrobel — toujours actionnaire majoritaire de Logabax — quant à la politique à suivre au cours des prochains dix-huit mois.

Chez C.I.I. - Honeywell Bull, le groupe Saint-Gobain - Pont-à-Mousson fait sentir de plus en plus son poids. M. Alain Minc, directeur des services financiers de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, deviendra, le 1er février 1981, directeur général adjoint de C.I.I.-Honeywell Bull et responsable du département financier, juridique et fiscal, poste précédemment occupé par M. Lepicard. Ce dernier prend la responsabilité du département logistique qui vient d'être créé.

● *Semences.* — Le Northrup King International Group de Minneapolis, au Minnesota, vient de créer une société en Italie qui a acquis, depuis le début de 1981, la Compagnia italiana Sementi-Elette, qui était depuis plusieurs années concessionnaire pour l'Italie des semences de maïs hybride Northrup King. La société américaine est elle-même une filiale du groupe suisse Sandoz, depuis 1977. L'activité des semences représente 9 % du chiffre d'affaires du groupe pharmaceutique. Outre cette nouvelle filiale italienne, Northrup King possède des filiales en Grande-Bretagne et en France (Northrup King Semence S.A., à Toulouse), et vend des semences dans plus de soixante pays.

LA CRISE DANS LES FIBRES SYNTHÉTIQUES

La société néerlandaise ENKA va supprimer 4.000 emplois

La société néerlandaise ENKA, filiale « fibres synthétiques » du puissant groupe chimique AKZO et numéro un européen dans cette branche avec 8 milliards de francs *environ* de chiffre d'affaires, a décidé de supprimer quatre mille emplois, soit 11 % de ses effectifs (35 900 personnes au total). *« Cette compression de personnel,* explique-t-on au siège de la société, *a été rendue indispensable en raison de l'aggravation de notre situation financière. »*

De fait, un déficit de 90 millions de florins (191 millions de francs) seulement à l'issue des neuf premiers mois de 1980, ENKA a enregistré pour l'exercice écoulé en entier 200 millions de florins (424 millions de francs) de pertes après un quatrième trimestre catastrophique, surtout dans la branche fils et fibres pour l'industrie textile et l'industrie des tapis (27 % de son chiffre d'affaires).

Trois des pays où ENKA opère seront particulièrement touchés : les Pays-Bas, où un millier de personnes vont perdre leur emploi (usines de Breda et d'Arnheim) ; l'Irlande du Nord (usine d'Antrim, huit cents personnes), déjà très éprouvée par la crise textile (quatre mille postes supprimés en l'espace de dix-huit mois) ; la R.F.A. (usine de Kassel, huit cent trente personnes).

Au moyen de ce « dégraissage » et des désinvestissements réalisés (le plan de redressement d'Antrim présenté en mai 1980 et comportant l'injection de 33 millions de florins est abandonné), ENKA compte parvenir à économiser 150 millions de florins (318 millions de francs) par an.

La mesure prise par ENKA survient après celle prise par Montedison, avec, notamment, trois mille suppressions d'emplois dans sa filiale Montefibre, et par le géant britannique I.C.I. (quatre mille personnes) en octobre. Les pertes subies par cette industrie sur le Vieux Continent se chiffrent, il est vrai, à 4,5 milliards de francs environ pour 1980.

Ces nouvelles coupes claires vont porter à près de soixante mille les emplois perdus, en l'espace de sept ans, dans l'industrie européenne des fibres. — A. D.

● *Le groupe allemand Happich* rachète une usine Maglum. — Plus rien ne s'oppose au rachat de l'usine Maglum de Conflans-sur-Lanterne (Haute-Saône) par le groupe allemand Happich (*le Monde* du 9 janvier), a annoncé M. Costa, préfet de Haute-Saône. L'accord, patronné par le tribunal de commerce de Nanterre et le Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles, est réalisé autour d'1 million de francs, soit un prix un peu plus élevé que la proposition de l'acquéreur. Celui-ci se serait engagé à réembaucher progressivement deux cents des deux cent pare-soleil. — (*Corresp.*)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRAND METROPOLITAN LIMITED

EXTRAITS DE COMMUNIQUE PRELIMINAIRE SUR L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 1980

Les principaux éléments nouveaux survenus durant *l'exercice* ont été la prise de participation dans Liggett Group Inc. le 29 mai 1980, ainsi que la réorganisation de Grand Metropolitan en six principales divisions, comme nous l'avions annoncé le 11 juin 1980. Les résultats d'exploitation de Liggett ont été consolidés avec ceux du groupe à compter du 1er juin 1980, et la présentation des résultats ci-dessous tient compte de la nouvelle structure du groupe.

Malgré la situation économique, le bénéfice avant impôt a augmenté d'environ 11,8 % pour atteindre 152,1 millions de £ contre 136 millions de £ en *1978/79*. Le bénéfice par action est estimé à environ 23,3 p contre 21,8 p pour l'exercice précédent.

	1980 - £ millions		1979 - £ millions	
	Chiffre d'affaires	Bénéfice d'exploitation	Chiffre d'affaires	Bénéfice d'exploitation
Hôtels et restauration	360,1	27,3	308,3	27,8
Lait et produits alimentaires	539,7	32,6	471,8	27,2
Bière et distribution	671,4	65,7	615,1	64,3
Vins et alcools	474,6	36,2	447,6	36,1
Loisirs	381,9	28,7	328,0	23,8
	2.427,7	190,5	2.170,8	179,2
Liggett (quatre mois)	154,9	22,4	—	—
	2.582,6	212,9	2.170,8	179,2

Le conseil d'administration a décidé de proposer un dividende final de 3,75 p par action. Si celui-ci est approuvé, le dividende total pour l'exercice s'élèvera à 6,625 p par action, soit une augmentation de 15,2 %. S'il est approuvé par les actionnaires, le dividende final sera mis en paiement le 13 avril 1981 aux actionnaires inscrits sur les registres au 6 mars 1981. Après déduction du dividende, le montant du bénéfice porté aux réserves est estimé à environ 88 millions de £.

Le rapport annuel et les comptes seront publiés le 9 février 1981. L'assemblée générale se tiendra au Lyceum, Wellington Street, Strand Londres, WC2, le 4 mars 1981, à 11 h. 30.

CAMPENON BERNARD

Campenon Bernard vient de racheter à Esso la participation que cette société possédait dans le capital de sa filiale Viafrance. Après cette acquisition, Campenon Bernard *disposera de 99,8 % du capital* de Viafrance et resserre ainsi les liens au sein de son groupe.

La société Viafrance a été constituée en 1970 par la fusion de Viasphalte, qui appartenait à Campenon Bernard, et de la société française du Vialit du groupe Esso. Son capital est actuellement de 12.825.000 F ; elle a pour objet la réalisation de tous travaux routiers et autres ouvrages publics et privés, ainsi que la mise en œuvre de tous produits enrobés bitumineux ou non. Son chiffre d'affaires hors taxes aura été de l'ordre de 800 millions de francs en 1980 (+ 23 % par rapport à 1979). Elle emploie quelque 2 700 personnes et couvre la majeure partie du territoire national au travers de 38 centres de travaux.

Outre les grands travaux publics réalisés par Campenon Bernard, les travaux routiers par Viafrance, le groupe exerce des activités de bâtiment par ses filiales G.C.L. et S.A.D.C., d'ingénierie et de précontrainte par Freyssinet International.

Au cours de l'année 1980, Campenon Bernard a renforcé par ailleurs ses implantations en Afrique francophone en prenant le contrôle de cinq sociétés de bâtiment du groupe UDEC.

Rappelons que Campenon Bernard appartient au groupe de la Compagnie générale des eaux.

HITACHI

Résultats du premier semestre 1980 (1er avril-30 septembre 1980)

Chiffre d'affaires : + 15 % — Bénéfice net : + 9 %

Hitachi et ses filiales consolidées ont enregistré une nouvelle amélioration de leurs résultats au cours du premier semestre clos le 30 septembre 1980

Par rapport à la même période de l'exercice précédent, les ventes ont progressé de 15 %, s'élevant à 1 648,4 milliards de yens, et le bénéfice net a augmenté de 9 %, atteignant 60,3 milliards de yens.

Le bénéfice net par action atteint 22.84 yens contre 21,11 yens pour le premier semestre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 8 %.

L'augmentation du bénéfice net résulte du bon niveau des ventes de produits à marge élevée et à forte valeur ajoutée, notamment les semi-conducteurs, les ordinateurs et les magnétoscopes.

Cependant, compte tenu de la forte structure dont elle s'est dotée durant les dernières années en rationalisant ses activités, la société estime qu'il lui sera possible d'enregistrer, *pour l'exercice entier*, une progression de ses résultats par rapport à l'année précédente, tant au niveau du chiffre d'affaires que du bénéfice net.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T. OBLIGATIONS 9,90 % 1979

Les intérêts courus du 28 janvier 1980 au 27 janvier 1981 seront payables à partir du 28 janvier 1981 à raison de 178,20 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 2 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 19,80 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 29,68 F soit un net de 148,52 F.

Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels ainsi qu'aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, recettes des finances et perceptions) auprès des bureaux de poste et au siège de la C.N.T., 3, rue de l'Arrivée, Paris (15e).

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications.



GROUPE DARTY

DISTRIBUTION D'ACTIONS AUX SALARIES

Le conseil d'administration des établissements Darty et Fils a décidé de pratiquer la distribution d'actions aux salariés prévue par la loi du 24 octobre 1980. La distribution sera étendue aux salariés des filiales. Cette décision s'inscrit dans la politique de développement de l'actionnariat du personnel menée par la société.

A cet effet il convoque une assemblée générale extraordinaire le 26 février 1981, afin de distribuer des actions avec jouissance au 1er mars 1980.

La distribution d'actions sera effectuée au plafond maximum fixé par la loi (en moyenne 5 000 F par salarié bénéficiaire), ce qui conduira à émettre environ vingt-trois mille actions nouvelles.

DOCKS DE FRANCE

Le chiffre d'affaires consolidé provisoire, toutes taxes comprises, du groupe Docks de France s'est élevé à 12 193 millions de francs pour l'exercice 1980, contre 8 531 millions de francs en 1979, soit une progression de 43 %.

A structure de consolidation comparable, le chiffre d'affaires 1980 marque une progression de 11,8 %.

Société « Les employés du Monde »

L'assemblée générale ordinaire de la société « Les employés du Monde » se tiendra.

LE MARDI 27 JANVIER 1981

5, rue des Italiens - 75009 Paris

à 15 h 30

ORDRE DU JOUR

— Election du candidat de la Société des employés comme futur directeur du « Monde ».

— Questions diverses.

CARNET

Réceptions

— Le président de la République et Mme Giscard d'Estaing ont assisté à *la réception offerte lundi 19 janvier* par M. Stathatos, ambassadeur de Grèce, à l'occasion de l'adhésion de la République hellénique aux Communautés européennes.

De nombreuses personnalités se trouvaient parmi *les invités*, au nombre desquelles : M. Alain Poher, président du Sénat ; M. Barre ; Mme Veil, président du Parlement européen ; MM. Stirn et Bernard-Reymond, secrétaires d'Etat ; André Giraud, ministre de l'industrie ; Couve de Murville, Edgar Faure, Maurice Druon, Michel Déon, et les ambassadeurs des Etats de la Communauté.

Naissances

— Serge et Patricia LARHER ont la joie d'annoncer la naissance de

Lætitia,

le 13 janvier 1981.

Décès

— M. et Mme Jean Astima, François et Xavier,
M. et Mme Karl Kansy-Astima, Frédérique et Raphaëlle,
ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-unième année, de

Mme Eugène ASTIMA,
née Denise Schwab,

leur mère et grand-mère.
La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 22 janvier 1981, à 10 h. 45, en l'église Saint-François, 20, avenue des Tilleuls, à Montmorency (Val-d'Oise).
4, avenue Stéphane-Mallarmé,
75017 Paris.
6, rue du Chemin-Vert,
95160 Montmorency.

— *Nous apprenons le décès du*
docteur Edmond CHÉRIGIÉ,
professeur honoraire
à la faculté de médecine de Paris,
radiologiste
des Hôpitaux de Paris.

[Né le 23 mars 1905 à Fleurbaix (Pas-de-Calais), Edouard Chérigie a fait ses études de médecine à Paris. Après s'être spécialisé en radiologie, il est nommé chef de service à l'hôpital Claude-Bernard à Paris, puis à l'hôpital Saint-Antoine. Professeur à la faculté de médecine de Paris, depuis 1964, il est, notamment, le promoteur de la radio-cinématographie et de la télévision en radiologie. Le professeur Chérigié avait écrit plusieurs ouvrages de radiologie.]

— La Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente
a le regret de faire part du décès de

M. Charles DUREZ,
responsable
au Service national vacances.
Les obsèques auront lieu le jeudi 22 janvier 1981, à 15 h. 30, au cimetière du Pecq (Yvelines).

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 17 janvier 1981, dans sa quatre-vingt-treizième année, de
M. François DUVAL-ARNOULD,
De la part de :
Ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.
La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame-des-Champs à Paris, sa paroisse, le 22 janvier, à 10 h. 30.

— *Les familles* Eliet, Mitev, Gilrsman, Gobert, Coignée, Cholesky, Gross, Sandrel, Nittlin,
ont l'immense douleur de faire part de la mort subite du
docteur Surville Marc ELIET,
ancien interne
des hôpitaux de la région parisienne,
attaché de consultation
au Centre hospitalier de Saint-Cloud,
membre
de la commission médicale
d'Amnesty International.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
53, rue de la Tour,
75016 Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Fohlen, leurs enfants et petite-fille,
M. et Mme Claude Fohlen, leurs enfants et petit-fils,
ont la tristesse d'annoncer le décès de
Mme Georges FOHLEN,
née Marthe Bigart,
survenu le 15 janvier 1981, dans sa quatre-vingt-huitième année.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.
8-12, rue Fabre-d'Eglantine,
75012 Paris.
79, rue d'Aguesseau,
92100 Boulogne

— *Mlle Claire Jullien,*
Les familles Baccuet, Canonge, de Carbon, Demas, Masselin, Rossel,
ont la tristesse de faire part du décès de
Mlle Emma JULLIEN,
rappelée à Dieu le 12 janvier 1981, à l'âge de quatre-vingt-six ans.
La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.
« Mon âme exalte le Seigneur parce qu'il a élevé les humbles. »
(Lc. 2/52.)
« Bien aimés, aimons-nous les uns les autres. »
(I. Jn. 4/7.)
Résidence « Foyer Paul-Valéry »,
135, rue Robespierre,
34100 Montpellier.

— Josette Leclerc avec Albert et Michel,
Mme André Leclerc,
ont le grand chagrin d'annoncer le rappel à Dieu, le 16 janvier 1981, *dans sa vingtième année*, de
Isabelle LECLERC.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 21 janvier 1981, à 13 h. 45, en l'église Saint-François-de-Sales, rue Brémontier, à Paris-17e.
L'inhumation aura lieu dans l'intimité, dans le caveau familial, à Nangis (Seine-et-Marne).
Cet avis tient lieu de faire-part.
« L'Arc-en-Ciel »,
5, avenue Jean-Moulin,
60000 Beauvais.

— M. et Mme Claude Levy,
Ses beaux-enfants,
Jean-Paul, Gérard, Odile et Thierry, Catherine et Alain,
ses petits-enfants,
Elsa et Elise,
ses arrière-petites-filles,
ont la tristesse de faire part du décès à Paris, dans sa quatre-vingt-treizième année, de
Mme Jacques Albert LEVY,
née Georgette Levy,
leur belle-mère, grand-mère et arrière-grand-mère.
Ni fleurs ni couronnes.
Les obsèques seront célébrées dans l'intimité la plus stricte, dans le caveau de famille.
La famille s'excuse de ne pas recevoir.
11 bis, rue Chaligny,
75012 Paris.

— Le président,
Le conseil d'administration et les *membres de la Mission universitaire française,*
ont la grande douleur de faire part du décès, dans sa soixante-douzième année, de
***M. l'abbé Pierre* REMLINGER,**
leur aumônier, secrétaire général
La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Michel de Limoges, le mercredi 21 janvier 1981, à 15 h 30, suivie de l'inhumation dans le caveau *de famille.*
Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.
18, rue Mabillon,
75006 Paris.
(Tél. : 633-35-09).

— *M. et Mme Jacques Dutard,*
Mme Claude Duvernay,
M. et Mme Jean-Michel Filloux,
Mme Martine Filloux,
M. et Mme Donovan Garrett,
M. et Mme Olivier Dutard,
M. et Mme Patrice Dutard,
M. et Mme Pierre-Gilles Dubray,
Les familles Malissard et Duvernay,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de
M. Jean-Baptiste SAVARZEIX,
ancien président
de la Société des transports
Malissard Frères Savarzeix & Cie,
médaillé militaire 1914-1918,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenu à Paris, le 19 janvier 1981, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.
Un service religieux sera célébré le mercredi 21 janvier 1981, à 15 h. 45, en l'église Saint-Marcel à Paris-13e, 82, boulevard de l'Hôpital.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre d'Uzerche (Corrèze), le jeudi 22 janvier 1981, à 16 heures.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Sainte-Eulalie, à Uzerche (Corrèze), dans la sépulture de famille.
19, rue de Civry,
75016 Paris.

— M. et Mme Roland Schiff et leurs enfants,
Mme Lucie Cuenin,
Mme René Schiff,
M. et Mme Robert Schiff et leurs enfants,
M. et Mme Georges Aron et leurs enfants,
Mme Simeha et ses enfants,
M. Jean Tromeur,
ont le regret d'annoncer le décès de
Mme Suzanne SCHIFF,
survenu dans sa soixante-dix-huitième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 14 janvier 1981.

Anniversaires

— En ce deuxième anniversaire de son départ, le 21 janvier 1979, il est demandé une pensée émue à ceux qui ont connu, estimé, aimé,
Eugène-Jean BIGOT,
ingénieur T.R.
au C.T.G.R.E.F. d'Antony,
de la part de son épouse, sa famille, ses collègues et amis.

— A l'occasion du dixième anniversaire de la mort de
Jean-François BERMAN,
il est demandé à ceux qui l'ont connu et aimé de s'unir dans une pensée à sa mémoire.
Paris.
Evian.
Carcassonne.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

20 JANVIER

Baisse légère

A la veille de la séance de réponse des primes, le marché parisien reste indécis et l'indicateur de tendance termine en légère hausse (+ 0,40 % environ). La liquidation du premier mois boursier de l'année se présente ainsi assez mal (– 2,1 %).

La Bourse est morose et les investisseurs ne voient pas quel facteur pourrait faire sortir le marché de son expectative. Wall Street manifeste d'ailleurs le même attentisme, la libération des otages américains en Iran tardant à se produire.

Au total, sur le marché à terme de Paris, les baisses (97) sont plus nombreuses que les hausses (61).

Au chapitre des hausses, on note Chargeurs réunis (+ 5 %), Fraissinet (+ 5 %), Sommer-Allibert (+ 3,3 %), Navigation mixte (+ 2,8 %), Revillon (+ 2,8 %), Institut Mérieux (+ 2,7 %), C.F.A.O. (+ 2,5 %), Skis Rossignol (+ 2,3 %), Docks de France (+ 2 %), B.S.N. (1,7 %). C.G.E. se distingue également (+ 1,6 %) : la société doit publier prochainement des résultats très favorables pour l'exercice 1980.

Les écarts les plus importants à la baisse sont enregistrés sur Saulnes et Gorcy (– 4,3 %). C.F.D.E. (– 4,2 %), Comptoirs modernes (– 3 %), Générale d'entreprise (– 2,9 %), Creusot-Loire (– 2,8 %), Compagnie générale des eaux (– 2,6 %), Printemps (– 2,2 %), Bic (– 2,2 %). Les pétroles sont encore touchés, à l'exception de Pétroles BP (+ 2,1 %).

Aux étrangères, les mines d'or reculent : East Rand perd 3,5 %, Santa Helena 2,8 %.

Elles suivent l'évolution du métal jaune. A Londres, le premier fixing indique 563,50 dollars (contre 566,75 dollars). A Paris, le napoléon perd 9,50 francs à 920,50 francs et le lingot 505 francs à 90 490 francs. Dans son sillage, l'emprunt 7 % 1973 recule de 204 francs à 9 001 francs.

VIE DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FRANÇAISE DES FERRAILLES. — Le résultat net de l'exercice clos au 30 septembre 1980 se monte à 12,27 millions de francs (contre 11,8 millions de francs), après 22,4 millions de francs d'amortissements. Ce résultat comprend une plus-value à long terme de 2,9 millions de francs.

DU PONT DE NEMOURS, qui enregistre pour l'exercice 1980 un résultat net de 716 millions de dollars (en diminution de 23 %), voit son titre reculer de 3/8 à 42 7/8 à Wall Street. Réduit à une action, ce bénéfice représente 4,83 dollars (contre 6,42 dollars).

Le chiffre d'affaires de la compagnie s'est accru, quant à lui, de 9 % à 13,65 milliards de dollars. Ses ventes sur les marchés étrangers ont totalisé 4,65 milliards de dollars, en hausse de 17 % par rapport à 1979.

L'activité des secteurs chimiques, plastiques et fibres a été affectée par le ralentissement des industries de l'automobile et du bâtiment aux Etats-Unis.

SAINT-HUBERT. — La cotation du titre à la Bourse de Nancy, interrompue le 29 octobre 1980, va reprendre le 22 janvier sur la base de la dernière demande inscrite, soit 758 F.

HONEYWELL enregistre, pour l'exercice 1980, un bénéfice net de 280,9 millions de dollars (soit 12,57 dollars par action), contre 240 millions de dollars (soit 10,95 dollars par action). Quant au chiffre d'affaires, il passe de 4,21 millards à 4,92 milliards de dollars.

Le résultat du quatrième trimestre de l'année a été particulièrement favorable : il se monte à 131,8 millions de dollars (contre 68,2 millions).

Pour l'exercice 1981, la société estime que le renforcement du dollar devrait affecter le bilan de ses opérations internationales.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	16 janv.	19 janv.
Valeurs françaises	96,6	96,5
Valeurs étrangères	100,1	100,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	106,9	106,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 20 janv. .... 10,5 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	19/1	20/1
1 dollar (en yens)	203	201,55

NEW-YORK

Irrégulier

Le marché américain est toujours très hésitant. Après s'être inscrit en légère hausse au début de la séance, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles s'est effrité par la suite. Il termine lundi en baisse de 2,30 points à 970,99.

Premier élément d'incertitude : l'affaire des otages. Après avoir cru à une libération proche, les investisseurs ont été à nouveau déçus par les retards constatés dans le processus de libération.

Autre facteur d'indécision : l'évolution des taux d'intérêt. Une petite banque californienne, Heritage Bank, vient de ramener son taux de base à 19 %, bien que le gonflement de la masse monétaire laisse prévoir un nouveau resserrement de la politique de la Réserve fédérale. Les premières décisions de M. Ronald Reagan dans le domaine économique devraient éclairer le marché.

Ce climat d'attente se traduit dans le faible volume de transactions, qui régresse à nouveau (36,47 millions de titres contre 43,26 millions).

Au total, les baisses (762) ont été légèrement plus nombreuses que les hausses (731).

Après une semaine de progrès continu, les valeurs pétrolières se replient. Phillips Petroleum perd 1 1/2 à 56, Standard Oil of Ohio 1 1/4 à 69 3/4.

Les titres les plus actifs ont été ATT, IBM et Tandy Corp.

VALEURS	Cours 16 janv.	Cours 19 janv.
Alcoa	64 5/8	65
A.T.T.	50	51
Boeing	42 7/8	42 1/2
Chase Manhattan Bank	46 5/8	46 1/8
Du Pont de Nemours	43 1/4	42 7/8
Eastman Kodak	70 3/8	71 1/2
Exxon	80	79 3/4
Ford	19 7/8	19 7/8
General Electric	61	61
General Foods	31 1/2	31 3/8
General Motors	45 1/4	45 1/8
Goodyear	17 5/8	17 7/8
I.B.M.	68 3/4	66 1/2
I.T.T.	30 1/4	30 1/8
Kennecott	26 1/2	26 7/8
Mobil Oil	81 7/8	81 5/8
Pfizer	49 1/2	49 7/8
Schlumberger	116 1/8	113 7/8
Texaco	46	45 5/8
U.A.L. Inc.	18 5/8	19 1/4
Union Carbide	55 1/2	54 3/4
U.S. Steel	24 5/8	24 1/8
Westinghouse	29	28 7/8
Xerox Corp.	58 3/4	57 3/4

BOURSE DE PARIS - 20 JANVIER - COMPTANT

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Ch. France 3 %	198 50	....
A.G.F. (Sté Cent.)	773	774
Ass. Gén. Paris-Vie	2000	....
Concorde	342	341
Epargne de France	400	....
Financ. Victoire	334	332
France I.A.R.D.	146	146 50
GAN (Sté Centr.)	739	739

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
S.P.E.G.	191	195
U.A.P.	580	558
Crédital	110	110
Créd. Gén. Ind.	244 80	240
Crédit Lyonnais	270 50	271 50
Electro-Banque	168	170
Eurobail	140	142
Financière Sofal	354	356
Fr. Cr. et B. (Cie)	142 20	145
France Bail	299	302
Hydro-Energie	18	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Immobail B.I.P.	213	210
Immobanque	304 10	304 10
Immofice	288 20	299
Sté Cent. Banq.	79 80	80 10
Société Générale	262	262
Soficomi	250	250
Sovabail	328	328
Unibail	298	297
Un. Ind. Crédit	278	278
Cie Foncière	142 10	142 50
C.G.V.	213	211
Fonc. Ch.-d'Eau	850	870

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
(M) S.O.F.I.P.	90 20	90 20
Fonc. Lyonnaise	1415	1410
Immob. Marseille	1780	....
Union Habit.	288	289 20
Un. Imm. France	245	245
Acier Investiss.	155	155
Sofragi	285 30	289 90
Applic. Hydraul.	240	239
Artois	302	305
Ceraan. Blanzy	395	395
(NY) Centrest	110	....
(NY) Champex	130	132
Cominéus	460	441 60

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Ercault-Somua	38	38
Forges Strasbourg	140 80	140
(Li) F.B.M. ch. fer	70	....
Frankel	365	365
Huard-U.C.F.	106	105 10
Jaeger	195	195
Jaz	80	80
Luchaire	194	199
Métal Déployé	305	300
Nadella	21 30	....
Nodet-Gougis	300	300

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
O.F.P.-Omn. F. Paris	364 90	361
Publicis	750	750
Safaa	77 50	....
Saulnier-Leblanc	342	342
Waterman S.A.	210	210
Brass. du Maroc	228	227
Brass. Ouest-Afr.	44 30	46 d
A.E.G.	165	165
Alcan	36 40	....
Alcan Alum	155 95	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
S.K.F. Aktiebolag	[illegible]	87
Sperry Rand	290	290
Steel Cy of Can.	136	....
Stilfontein	116	115
Suéd. Allumettes	104 30	105
Tenneco	235	234
Thorn Electrical	30	....
Thyssen c. 1 000	140 20	....
Vaal Reefs	389 90	393 20
Vieille Montagne	154	142
Wagons-Lits	135	135
West Rand	21 70	21 85

HORS-COTE

Compartiment spécial

Entrepose	153	152
Interechnique	1020	1020
Sicomur	179	180
Sofibus	233	....
Rodamco	237 20	....

Autres valeurs hors cote

Alser	131 50	....
Cellulose du Pin	33	32 50
Coparex	699	702
Iéna Industries	13	....
La Mure	85	....
Métallurgique Minière	148	146
Océanic	26 60	14 90 o
Pétrofigaz	439	....
Pronuptia	283	285
Sabl. Morillon Corv.	120	....
Total C.F.N.	90	....
Ufinex	221 50	....
Voyer S.A.	2 10	....
Rorento NV	253	254 20

SICAV

20/1	Émission Frais incl.	Rachat net
Pierre Investiss.	311 94	297 79
Rothschild Expans.	470 34	449 01
Sécur. Mobilière	354 22	338 16
Sélec. Mobil. Div.	230 32	219 88
S.P.I. Privinter	164 14	156 70
Sélection-Rendem.	146 14	139 51
Sélect. Val. Franç.	161 83	154 49
S.F.I. fr. et étr.	269 36	257 15
Sicavimmo	393 72	375 87
Sicav 5000	151 07	144 22
S.I. Est	630 39	601 80
Silvafrance	248 63	237 36
Silvam	178 17	170 09
Sivarente	168 16	160 53
Sivinter	187 57	179 06
S.I.G.	458 47	437 18
S.N.I.	678 62	647 85
Sogepargne	269 68	257 45
Sogevar	533 38	509 19
Soginco *	....	....
Sogister	600 97	573 72
Soleil Investiss.	315 40	301 10
U.A.P. Investiss.	202 72	193 53
Unifrance	181 03	172 82
Unifoncier	459 33	438 50
Unigestion	363 07	346 61
Uni-Hoche (Vern.)	355 65	339 52
Uni-Japon	492 67	470 33
Uni-M.T. (Vernes)	1108 50	1058 23
Uni-Obl. (Vernes)	2100 78	2019 98
Uniprem. (Vern.)	2239 40	2153 27
Unirente	1272 84	1230 99
Unisic (Vernes)	223 37	213 24
Valorem	239 13	228 29
Worms Investiss.	410 44	391 83

* Absorbé par Soginter.

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2769	4,5 % 1973	2889	2830	2828	2821
3400	C.N.E. 3 %	3239	3202	3202	3175
480	Afrique Occ.	451	462	460	462
525	Air Liquide	490	487	485 50	485
117	Als. Part. Ind.	108	107 50	107 50	107 50

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
135	E. Saun.-Duv.	133 80	133	133	130 40
536	Essilor	508	504	504	504
255	Esso S.A.F.	242	238	238	233 50
345	Eurafrance	339	340	340	340
1060	Europe n° 1	1146	1149	1148	1140

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
270	Olida-Caby	284 50	280	282	275 10
43	Omni Part Inter.	41	40 80	40 50	40
125	Opfi-Paribas	105	106	105	104
....	Papet. Gascogne	101 80	100 50	100 50	100
134	Paris-France	132 20	130 60	130 60	128 10

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
270	– (obl.)	246	244	244	239
325	U.I.S.	317	316	316	319
154	U.C.B.	161	161	161	157 80
156	Un. Fr. Banque	161	159 50	159 50	158
148	U.T.A.	155 50	153	153	156

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
275	Gen. Electr.	288 70	289 50	289 50	290
200	Gen. Motors	210 80	212	211	207 80
57	Goldfields	52 50	52 20	52 90	52
117	Harmony	95	94 70	94 60	96 60
6 80	Hitachi	7 55	7 56	7 50	7 60
255	Hoechst Akt.	256	256	256	254 10
34	Imp. Chemical	31 30	31 30	31 30	31 30
84	Inco Limited	88 40	88 10	88 20	89 80
290	IBM	312 80	312 70	312	312
135	ITT	138 50	138	138	137 20
350	Merck	393 80	392 80	390 20	390 20
255	Minnesota M.	287	285 10	285 10	284
380	Mobil Corp.	384 50	383 80	383 80	376 20
7630	Nestlé	8230	8180	8180	8100
480	Norsk Hydro	476	470 50	472 80	470 50
735	Petrofina	736	723	723	726
188	Philip Morris	217 10	217 10	217 10	218
31	Philips	32 55	32 35	32 35	32 36
280	Pres. Brand	241	238 50	240 10	239 90
610	Quilmès	628	628	628	628
430	Randfontein	380	377	376	381
480	Royal Dutch	445 50	440 10	443 90	444
44	Rio Tinto Zinc	43 30	43 40	43 50	43 25
240	St Helena Co	212	206	204	210
545	Schlumberger	540	533	533	534
50	Shell transp.	50 10	50 20	50 20	49 95
605	Siemens A.G.	617	605	605	605
72	Sony	73 90	74 40	74 40	74 40
255	Unilever	264 70	267	267	....
93	Un. Min. 1/10	97 10	96 50	98	94 80
265	Unit. Techn.	275	278	278 50	279
470	West Drief.	406	400	398	400
315	West Deep	265	269 90	270	269 80
425	West Hold.	377 50	376	380	376
265	Xerox Corp.	271	271	271	274 50
3 02	Zambia Corp.	2 88	2 82	2 88	2 87

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
99	– (obl.)	92	92	92	91 50
235	Valeo	280	285	285	259 90
390	– (obl. conv.)	356	356	356	356
52	Vallourec	49 90	50	50 20	49 90
920	V. Clicquot-P.	956	957	957	949
510	Viniprix	554	559	574	550
1620	Elf-Gabon	1655	1662	1665	1668
181	Amax Inc.	190	190 20	190 20	192 80
178	Amer. Express	196	195	195	197 80
230	Amer. Teleph.	234 90	238 20	241	237 70
79	Anglo Amer. C.	68	67	68	68
570	Amgold	508	494	494	494
495	B. Ottomane	528	520	525	510
285	BASF (Akt)	281	281	281	277 50
250	Bayer	250	250	250	249 50
250	Buffelsfont.	214	214 50	213	214 50
23	Charter	21 50	22 40	22 40	22
215	Chase Manh.	214	214 50	214 50	212 10
124	Cie Pétr. Imp.	136	136 30	136 50	135 40
44	De Beers	41 50	41 25	41 26	41 10
650	Deutsche Bank	637	632	632	632
436	Dome Mines	382	375	375	380
177	Du Pont-Nem.	197 50	198	197 90	198
305	Eastman Kodak	323	328	328	328 10
149	East Rand	132 80	127 80	127 80	130
105	Ericsson	123	114	118	113
375	Exxon Corp.	375 50	375	376	374
89	Ford Motor	94	94 30	94 30	94
296	Free State	248	250	250 50	250 40
104	Gencor	91 50	90	90 50	88 70

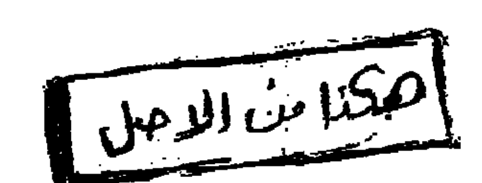
c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 20/1	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 633	4 643	4 550	4 770
Allemagne (100 DM)	231 400	231 310	225	237
Belgique (100 F)	14 387	14 380	13 850	14 650
Pays-Bas (100 fl.)	212 690	212 800	206	217
Danemark (100 krd)	75 260	75 240	72 500	77 500
Norvège (100 k)	88 710	88 660	86	91
Grande-Bretagne (£ 1)	11 190	11 206	10 850	11 400
Grèce (100 drachmes)	9 810	9 807	....	....
Italie (1 000 lires)	4 873	4 869	4 450	4 850
Suisse (100 fr.)	254 100	254 460	248	261
Suède (100 krs)	104 250	104 655	101 500	107
Autriche (100 sch)	32 700	32 695	32 900	33 600
Espagne (100 pes.)	5 748	5 749	5 500	5 900
Portugal (100 esc.)	8 645	8 650	7 600	8 500
Canada ($ can 1)	3 896	3 898	3 840	4 030
Japon (100 yens)	2 298	2 305	2 180	2 300

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 20/1
Or fin (kilo en barre)	90450	90000
Or fin (en lingot)	90995	90490
Pièce française (20 fr)	930	920 30
Pièce française (10 fr)	507	501
Pièce suisse (20 fr)	653	650 10
Pièce latine (20 fr)	645	645
Souverain	807	801
Pièce de 20 dollars	3400	3394
Pièce de 10 dollars	1700	1749
Pièce de 5 dollars	902 50	.....
Pièce de 50 pesos	3730	3750
Pièce de 10 florins	640 10	650



صكتا من الاجل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 20 janvier 1981 a été tiré à 614 064 exemplaires.

Au Salvador

Les États-Unis ont doublé leur aide militaire à la junte

L'offensive de la guérilla au Salvador a coûté la vie à plus de 1 100 personnes, a affirmé, le lundi 19 janvier, le ministre de la défense du Salvador. Selon le colonel Guillermo Garcia, les pertes s'établissent à 980 rebelles *et 142 soldats. Il n'a pas fait* état de morts dans la population civile. Selon la Croix-Rouge salvadorienne, qui a déjà dénombré 500 victimes environ, la plupart des personnes *qui ont péri* sont des civils. Selon le ministre, les pertes de la guérilla représenteraient le quart de ses effectifs en armes.

Le colonel Garcia a affirmé que l'armée avait récupéré une grande quantité d'armes « *en provenance d'Union soviétique, de Chine, de Cuba et du Nicaragua* ». Une partie de ces armes, notamment des mortiers, des fusils, des mitraillettes et des revolvers de calibres divers ont été présentées aux journalistes.

De son côté, le colonel Gutierrez, unique membre militaire de la junte, a indiqué que le couvre-feu serait maintenu en vigueur de 19 heures à 5 heures jusqu'à ce que la situation soit redevenue normale. Il a enfin annoncé que la junte préparait une protestation officielle auprès de Managua pour dénoncer « *l'aide que le gouvernement sandiniste apporte à la guérilla* ».

Des précisions ont, d'autre part, été données le lundi 19 janvier *à Washington sur l'augmentation* de l'aide militaire américaine au Salvador annoncée le 16. Il avait, en effet, été indiqué que, outre les 5 millions de dollars de matériel « *non offensif* » dont le principe avait été décidé au début de 1980, des hélicoptères de type Huey, destinés au transport de troupes, des fusils M-16, des munitions et des grenades seront acheminés au Salvador. La décision du président Carter autorise également l'envoi d'instructeurs militaires pour la lutte anti-insurrectionnelle, en plus de sept officiers américains qui se trouvent déjà au Salvador.

Au total, c'est à un doublement de l'aide militaire initiale — soit 10 millions de dollars — que conduit la décision annoncée le 16, de façon presque subreptice, par le président sortant. Les États-Unis avaient suspendu, au début de décembre, leur aide au Salvador, après l'assassinat de quatre ressortissantes américaines. Cette mesure avait été rapportée, pour ce qui concerne l'aide militaire, dans les quelques jours suivant le lancement de l'« *offensive générale* » de la guérilla, le 10 janvier.

De son côté, le premier ministre canadien, M. Trudeau, a annoncé que son pays ne « *partagera ni ne suivra* » la politique américaine de livraison d'armes à la junte. Il a, en outre, indiqué que le ministre des affaires étrangères, M. Macguigan, rencontrera prochainement une délé*gation du Front démocratique* et révolutionnaire du Salvador. — *(A.F.P., U.P.I.)*

Après l'octroi *d'une nouvelle garantie gouvernementale d'emprunts*

Chrysler cherche à obtenir un rapprochement avec Mitsubishi et Peugeot

Le conseil fédéral chargé de surveiller l'application du plan de redressement de Chrysler voté en décembre 1979 par le Congrès américain a donné son accord, lundi 19 février, pour débloquer une nouvelle tranche de 400 millions de dollars de garantie gouvernementale pour des prêts bancaires. L'octroi de cette *nouvelle garantie, qui pourrait,* après son examen par le Congrès, être utilisée dès le 2 février, portera à 1,2 milliard de dollars le total *des garanties fédérales effectivement* accordées jusqu'à présent au groupe, le maximum prévu dans le plan de redressement étant de 1,5 milliard de dollars.

En contrepartie de cette aide, le conseil fédéral a exigé un certain nombre de concessions de la part des salariés, des banques et des fournisseurs de Chrysler ; il a surtout demandé au constructeur de rechercher « *par n'importe quel moyen* », y compris une fusion ou un rapprochement avec un autre constructeur, un apport de capitaux frais. « *Chrysler cherche activement à obtenir un rapprochement avec Mitsubishi Motors ou avec Peugeot, deux firmes dont il détient déjà une part du capital* », a déclaré la firme, à l'issue de la réunion avec le conseil fédéral, confirmant les rumeurs qui faisaient état de négociations entre Chrysler, Peugeot et Mitsubishi, pour la reprise éventuelle de tout ou partie des activités du groupe.

D'ores et déjà, les délégués syndicaux des soixante et un mille ouvriers de Chrysler *ont accepté* lundi les diverses concessions salariales exigées par le conseil, qui, équivalant à une baisse réelle des *salaires d'environ 13 %, devraient* permettre au groupe d'économiser 22 millions de dollars au cours des vingt prochains mois. Les banques doivent, de leur côté, se prononcer sur un plan prévoyant le non-paiement de 70 % des dettes s'élevant à 500 millions de dollars ainsi que la conversion de 568 millions de dettes supplémentaires en actions préférentielles. Enfin, les fournisseurs de Chrysler ont accepté de ne pas augmenter le prix de leurs livraisons, ce qui permettra au groupe d'économiser 72 millions de dollars supplémentaires.

Nouvelles brèves

● *Accord entre la C.G.M. et le groupe Worms.* — La Navale et Commerciale havraise péninsulaire (N.C.H.P.) du groupe Worms et la Compagnie générale maritime (C.G.M.) viennent de signer un accord de consortium couvrant les destinations suivantes : Madagascar, Comores, Réunion et Maurice. « *Cet accord, qui résulte d'une volonté de coopération efficace entre les deux armements, conforme aux nécessités actuelles,* selon les termes du communiqué, *doit permettre d'améliorer à la fois la productivité des exploitations et les services offerts à la clientèle. Il est susceptible d'être étendu à d'autres armements et se traduira dans l'immédiat par la mise en place d'un service commun de onze navires* ».

● *La C.G.T. et l'Union générale des travailleurs algériens* ont renouvelé le lundi 19 janvier, à l'issue d'un voyage en Algérie de M. Georges Séguy, secrétaire général de la centrale française, un accord de coopération portant notamment sur la protection des travailleurs migrants établis en France.

FIN DE LA GRÈVE A LA S.N.C.F....

Retour progressif à la normale, ce mardi 20 janvier, à la S.N.C.F., où le trafic des grandes lignes est totalement rétabli à Paris-Montparnasse et à Paris-Nord. Dans les autres gares parisiennes, on notait, cependant, quelques suppression de trains. Sur les lignes de la banlieue, trois trains sur quatre circulaient, et le service devait être complètement assuré en début d'après-midi. Le trafic des trains de marchandises devait être également rétabli au cours de la journée.

Selon la direction, la grève lancée par les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.G.A.A.C. (autonomes) pour appuyer des revendications portant sur les effectifs, les conditions de travail et le déroulement des carrières, a été suivie, lundi 19 janvier, par 40 % des 30 000 « roulants ». De son côté, l'union fédérale des cheminots C.F.D.T. a dénoncé une « *campagne d'intoxication* », indiquant que « *des chefs d'établissement et des directeurs de région ont fait pression sur les cheminots pour que ceux-ci ne se mettent pas en grève, en envoyant notamment des lettres individuelles* ».

... ET DÉBRAYAGES SUR UNE LIGNE DE LA R.A.T.P.

Le syndicat C.G.T. de la R.A.T.P. appelle les conducteurs de la ligne n° 12 (Porte de la Chapelle-Mairie d'Issy) à effectuer une série de débrayages à partir de ce mardi 20 janvier, pour protester contre l'organisation du travail.

Ces arrêts, programmés les 20, 21, 23 et 26 janvier et les 5 et 9 février entre 8 et 9 heures et 18 et 20 heures, s'inscrivent dans un mouvement déclenché le 9 janvier pour demander la suppression des services effectués en deux parties, impliquant plusieurs heures de battement entre les deux.

Selon la direction de la Régie, *cette revendication est « largement infondée — dans la mesure où a été proposée, voici deux ans déjà, aux organisations syndicales, une nouvelle organisation du travail (le « glissement d'équipes »* lorsque les rames arrivent au terminus) *qui répond à l'essentiel de la demande* ». Ce système, indique la direction, est appliqué sur la ligne n° 5 (Église de Pantin-Porte d'Italie) « *où il donne satisfaction* ». Il permettrait ajoute-t-elle, s'il était étendu à d'autres lignes, « *d'élever substantiellement le nombre des services en une seule fois.* » La C.G.T. estime, elle, que ce système aboutirait à terme à une « *compression d'effectifs* ».

Enfin, la fédération C.G.T. des P.T.T. a appelé les techniciens des télécommunications à faire grève le vendredi 23 janvier pour *la revalorisation de leur profession*, l'augmentation des effectifs et l'arrêt de la « privatisation » des services.

LUFHANSA RÉSERVÉE SUR LA BAISSE DES TARIFS EUROPÉENS

M. Frank Beckmann, directeur général du réseau de Lufthansa, a annoncé, jeudi 15 janvier, que la compagnie aérienne allemande n'entendait pas supprimer ses cabines de première classe dans les avions assurant les lignes européennes, contrairement au désir de plusieurs autres transporteurs de pays voisins. Lufthansa estime qu'il y a, sur ses vols européens, une importante demande de places de première classe qu'elle entend continuer à satisfaire.

Lufthansa manifeste aussi une certaine réserve devant la nouvelle politique tarifaire européenne élaborée par certaines compagnies. « *Nous avons l'intention de continuer à pratiquer des tarifs qui couvrent nos coûts et répondent aux besoins diversifiés de notre clientèle, sans faire appel aux subventions dont pâtit le contribuable* », déclare M. Beckmann, qui conclut : « *Les défenseurs de la nouvelle politique tarifaire sont justement des compagnies qui sont soutenues par leur gouvernement depuis des années à coups de millions.* »

Air France et British Airways se proposent, à compter du 1er avril 1981, de supprimer la première classe sur leur réseau européen et de diminuer le prix de certains billets (moyennant des contraintes) de 50 % et même de 60 % par rapport à l'actuel tarif économique.

NOUVELLE OFFENSIVE A LONGWY CONTRE LA RADIO LIBRE DE LA C.G.T.

Une importante opération de police a eu lieu dans les locaux de « Lorraine Cœur d'acier »

De notre correspondant

Metz. — *Une importante opération de police s'est déroulée* ce mardi 20 janvier, à 7 heures, à Longwy (Meurthe-et-Moselle), où gendarmes et C.R.S. ont investi les locaux de la radio C.G.T. Lorraine-Cœur d'acier. L'opération dirigée par le commissaire divisionnaire Bertrand, du S.R.P.J. de Nancy, et M. Morel, directeur départemental de la police, s'est effectuée en présence du procureur de la République à Briey, M. Jean-Yves Guillou.

Une équipe de policiers de Metz était chargée *de démonter* l'antenne qui culmine depuis 1979 au sommet de l'église de Longwy-Haut, mais les forces de l'ordre n'ont pratiquement trouvé aucun matériel *radio et notamment*, l'émetteur. Il est vrai que, depuis la reprise des émissions en novembre 1980, les militants C.G.T. démontaient chaque soir ces pièces pour les mettre *en lieu* sûr. Il n'y a pas eu d'incident les locaux étant inoccupés lors de l'arrivée des forces de l'ordre. Ces dernières sont intervenues à l'ancien hôtel de ville de Longwy-Haut, siège du studio, et avaient pris position aux points stratégiques, barrant notamment toutes les voies d'accès à Longwy et renforçant le détachement qui protège depuis près de deux ans le réémetteur de télévision du Bois-du-Châ, d'où étaient dirigées les opérations de brouillage de radio L.C.A.

Mardi matin, MM. Porcu, député (P.C.F.) de la circonscription de Longwy, et Jules Jean, le maire *communiste* de la ville, se sont rendus sur les lieux ceints de leur écharpe tricolore, mais il a fallu de longues négociations avant qu'ils puissent franchir les cordons *de police. En fin de matinée*, les sirènes des usines ont alerté la population, la C.G.T. ayant décidé d'organiser un meeting au centre de la ville. De nombreux Longoviciens, en particulier des ouvriers ayant arrêté le travail et des lycéens ayant quitté leurs établissements, se sont massés devant les policiers.

Radio Lorraine - Cœur d'Acier avait émis pour la première fois en mars 1979 et avait été au centre de violents affrontements qui s'étaient produits au début de juin 1980 à la suite d'interventions de police et du brouillage des émissions. Des manifestants avaient tenté d'investir le commissariat *de police et avaient* dévasté les locaux de l'union patronale locale.

Radio L.-C.A. a connu aussi bon nombre de difficultés de gestion, les deux journalistes qui l'animaient ayant été licenciés sans indemnités par la C.G.T., qui avait décidé de reprendre l'opération radio libre en main. Cette restructuration s'était accompagnée d'une modification des structures de l'union locale C.G.T., à qui les instances confédérales *reprochaient* d'avoir trop ouvert l'antenne à tous les courants de pensée au détriment de la C.G.T.

Depuis ce changement de formule, Radio L.C.A., *toujours* brouillée depuis le Bois-du-Châ, n'avait manifestement plus le même impact sur ses auditeurs. Les émissions étaient également devenues moins nombreuses depuis l'introduction de la nouvelle formule, le 16 novembre 1980, et avaient même été interrompues pendant les fêtes de fin d'année pour ne reprendre que le 5 janvir. L'opération de ce mardi a été expliquée par la volonté de faire respecter la législation sur le monopole de la radio et de la télévision en France.

(Intérim.)

LE CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU R.P.R. EST CONVOQUÉ POUR LE 7 FÉVRIER

Le R.P.R. réunira son congrès extraordinaire le samedi 7 février à Vincennes afin de choisir le candidat à l'élection présidentielle que le mouvement gaulliste soutiendra. La fixation de cette date implique que M. Jacques Chirac ait auparavant fait connaître sa décision quant à son éventuelle candidature. M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., *précise* dans un communiqué que « *au terme d'un débat ouvert à tous les porteurs de mandat, il demandera au congrès de juger, conformément aux principes fondamentaux du gaullisme et dans l'esprit des institutions qui sera le plus apte à rassembler les Français pour conduire pour eux et avec eux la politique nouvelle qu'exige le redressement de la nation* ».

[Le congrès extraordinaire est composé des membres du comité central, des parlementaires et des membres du Conseil économique et social tous titulaires de mandats personnels. Les fédérations départementales désignent également des porteurs de « mandats fédéraux » attribués en fonction du nombre d'adhérents. Au total, le prochain congrès comptera 2 717 porteurs de mandats.]

A B C D E F G